

Grecks et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

On fait habituellement des Grecs et des Phéniciens, à l'époque archaïque, des ennemis résolus. Entre les uns et les autres, des relations commerciales importantes sont attestées et reconnues ; mais on parle volontiers de « concurrence », principalement en ce qui concerne les phénomènes de colonisation, comme si les buts que se proposaient les marins phéniciens étaient les mêmes que ceux des colons grecs. La Sicile, voisine immédiate de Carthage, mais aussi terre d'élection de la colonisation grecque, aurait été l'un des points de la Méditerranée où cette concurrence se serait exercée avec le plus de vigueur. C'est ainsi que dans un ouvrage récent consacré à la Carthage antique, l'auteur évoque le conflit gréco-phénicien dès le VIII^e siècle avant J.-C. ; un peu plus loin, à propos du VI^e siècle cette fois, il écrit : « des généraux énergiques, Malchos d'abord, puis Magon, et ses descendants organisent en Sicile une armée permanente... et mènent contre les colons hellènes une guerre presque ininterrompue¹ ».

Ces vues ne sont pas nouvelles. Elles représentent au contraire l'opinion qu'on peut appeler classique, depuis qu'elle a été exposée (notamment) par St. Gsell. Or, au moins en ce qui concerne la Sicile, on peut trouver cette thèse excessive ; en effet, le témoignage des textes est loin d'être affirmatif ; quant à l'archéologie, elle laisse tout ignorer de conflits entre Grecs et Phéniciens. C'est pourquoi un nouvel examen des données dont on dispose n'est peut-être pas inutile.

* * *

Tout d'abord, un obstacle important se présente, sous la forme d'un passage, souvent analysé, de Thucydide. Le texte, au début du livre VI

1. G. PICARD, *La vie quotidienne à Carthage* (1958), p. 175.

Philippe Gauthier

de son Histoire, est le suivant : « Des Phéniciens également habitaient la Sicile : sur tout son pourtour, ils s'étaient ménagé, avec diverses hauteurs dominant la mer, les petites îles côtières pour leur commerce avec les Sikèles ; mais, lorsque les Grecs, à leur tour, se mirent à arriver en nombre, ils abandonnèrent la majeure partie de leurs positions et se contentèrent d'exploiter, en s'y concentrant, Motyé, Soloeis et Panorme, au voisinage des Élymes, à la fois parce qu'ils se reposaient sur leur alliance avec les Élymes, et parce que c'est de là que la traversée est la plus courte de Carthage en Sicile¹. »

Ce texte a été étudié de deux points de vue différents. En premier lieu, il intéresse l'étude de la colonisation grecque des VIII^e-VI^e siècles avant J.-C. C'est, en effet, un problème essentiel que de savoir quels obstacles les Grecs durent surmonter de la part de ceux qui occupaient le pays avant eux. En ce qui concerne la Sicile, ces obstacles, si on en croit Thucydide, devaient être de deux sortes : d'une part, la résistance pouvait venir des Sicanes, des Sicules, des Élymes, qu'on peut appeler des autochtones, dans la mesure où les plus récemment installés, les Élymes, étaient là depuis près de trois siècles. C'étaient avant tout des agriculteurs, des peuples qui vivaient de la terre, et les colons grecs, venus eux-mêmes en quête de terres, ne pouvaient manquer de susciter leur hostilité, ou au moins leur méfiance. De fait, les sources mentionnent à plusieurs reprises les combats, les ruses, les accords qui marquèrent le début des relations entre Grecs et Sicanes ou Sicules. Jean Bérard, dans la deuxième édition (1957) de sa thèse sur *La colonisation grecque de l'Italie méridionale et de la Sicile dans l'antiquité*, rassemble toutes ces indications et montre comment, parfois, l'archéologie les confirme².

D'autre part, Thucydide laisse entendre que les Grecs se heurtèrent aux « Phéniciens », et qu'ils les obligèrent à se retirer dans l'ouest de l'île. L'historien athénien ne traite de la colonisation grecque qu'en manière d'introduction aux événements de 415 ; il ne convient donc pas de s'étonner autre mesure de la brièveté de l'indication. Mais on

1. Thucydide VI, 1, 6 (trad. Bodin et J. de Romilly) : "Οὐκον δὲ καὶ Φοίνικες περὶ τῶν μὲν τὴν Σικελίαν ἔκρας τε ἐπὶ τῇ θαλάσσῃ ἀπολεθόντες καὶ τὰ ἐπιχείμενα νησίδα δύπολις ἔνεκα τῆς πρὸς τοὺς Σικελούς ἀπειδὴ δὲ οἱ Ἑλλήνες πολλοὶ κατὰ θαλάσσαν ἀποέπλουν, ἔκλιπόντες τὰ πλεῖα Μοτύη καὶ Σολέντα καὶ Πάνορμον ἔγγὺς τῶν Ἐλύμων ἡνοικήσαντες ἐνέμοντο, ἔμμαχοι τε πίσυνοι τῇ τῶν Ἐλύμων καὶ διὰ ἑταῖρον ἀδέργιστον πλοῦν Καρχηδόνα Σικελίας ἀπέτεινε.

2. Parmi d'autres exemples, cf. BÉRARD, p. 239 (à propos de la fondation d'Agrigente).

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

s'attend à retrouver dans les autres sources, comme dans les découvertes archéologiques, l'écho de cet antagonisme gréco-phénicien.

Or, c'est le silence total. Jean Bérard reconnaît que, dans l'est de la Sicile, les traces d'une occupation phénicienne font complètement défaut, mais, écrit-il (p. 72), « ce n'est pas là une exception et, même plus tard, la domination carthaginoise dans l'ouest sicilien est loin d'y avoir laissé les traces qu'on s'attendrait à y retrouver ». Aussi accepte-t-il la version de Thucydide, qu'il estime « d'une grande vraisemblance ». Toutefois, même si on admet qu'en archéologie « punique » l'argument *a silentio* est sans valeur, le silence de la tradition, lui, est troublant ; de sorte que l'attitude de J. Bérard n'est pas absolument convaincante.

L'interprétation du texte de Thucydide a été reprise d'un autre point de vue. Un débat a pris naissance, depuis quelques années, autour de la fondation de Carthage. On sait qu'à la date de 814, fournie par Appien et traditionnellement acceptée par les modernes, plusieurs historiens et archéologues ont proposé de substituer des dates beaucoup plus récentes, la fin du VII^e siècle ou même celle du premier tiers du VI^e siècle avant J.-C. C'est avant tout un débat d'archéologues, dans la mesure au moins où seule l'archéologie pourra lui donner un terme. Cependant, il tourne aussi autour de quelques textes. En premier lieu, bien entendu, celui d'Appien. Un autre est le passage de Thucydide cité plus haut. Il y est question de Φοίνικες, terme qui désigne les Phéniciens en général plutôt que les Carthaginois en particulier ; mais, on l'a vu, l'historien grec indique que si ces Φοίνικες se sont retirés à l'ouest, ce fut notamment à cause de la proximité de Carthage. Par conséquent, dans son esprit, Carthage était fondée lorsque les premiers Grecs débarquèrent en Sicile, donc avant le milieu du VIII^e siècle. Il devient dès lors essentiel, pour ceux qui proposent une datation basse, de montrer que l'indication de Thucydide est inexacte. On a recours à deux solutions. L'une consiste à penser que l'affirmation de Thucydide vaut seulement pour l'ouest de la Sicile : à un moment donné de la période archaïque (fin VII^e-VI^e siècle), les Carthaginois, conformément à l'indication de l'historien grec, auraient effectué un repli, *mais à l'intérieur de la moitié ouest de l'île*¹. Ainsi s'expliqueraient et l'absence de vestiges phéniciens dans l'est et le silence des sources

1. C'est ce que suggère E. FRÉZOULS dans son article « Une nouvelle hypothèse sur la fondation de Carthage », dans le *Bulletin de correspondance hellénique*, 1955, p. 155-176. Ce faisant, il reprend une hypothèse de T. J. DUNBabin, *The Western Greeks*, p. 326-327.

Philippe Gauthier

au sujet d'une lutte entre Grecs et Phéniciens au début de la colonisation. D'autre part, tout récemment, M. Rhys Carpenter a rejeté l'ensemble du passage. Il propose, pour l'erreur de Thucydide, une explication psychologique beaucoup plus large¹. Selon lui, tous les Grecs de l'époque classique sont victimes, en quelque sorte, de leur culture : ils connaissent par cœur les poèmes homériques et sont convaincus qu'ils contiennent, même sur le plan historique, des vérités indiscutables se rapportant à l'époque de la guerre de Troie. Homère, écrit-il, présente les Phéniciens comme des commerçants qui possèdent des établissements dans tout le monde méditerranéen. C'est pourquoi Thucydide, bien qu'il sache, lui, qu'Homère a vécu longtemps après les événements qu'il rapporte, est convaincu qu'en Sicile comme ailleurs, les Phéniciens sont déjà installés quand les Grecs débarquent (VIII^e siècle av. J.-C.). Tout revient pour lui à expliquer pourquoi, au V^e siècle, les Phéniciens n'occupent que l'ouest de la Sicile, et il trouve la réponse dans les progrès de la colonisation des VIII^e-VI^e siècles, qui s'était précisément étendue d'est en ouest.

L'une et l'autre explication permettent d'accorder le silence de l'archéologie avec celui des sources. En ce qui concerne ce dernier, il n'est pas sans intérêt de relever un passage de Diodore de Sicile. En effet, celui-ci, comme Thucydide, consacre quelques paragraphes (V, 6) à présenter les premiers peuples de la Sicile. Il mentionne en premier lieu les Sicanes, puis l'arrivée, beaucoup plus tard, des Sicules ; en troisième position, il place les ἀποικίαι des Grecs. Il ne dit mot des Phéniciens². Est-ce parce que ces derniers n'étaient pas assez nombreux,

1. Rhys CARPENTER, « The Phoenicians in the west », dans *American Journal of Archaeology*, t. 62 (1958), p. 35.

2. Diodore VI, 5 : Περὶ δὲ τῶν κατοικησάντων ἐν αὐτῇ πρώτον Σικελῶν... ἀνγκῶν ἔστι συντόμως εἰπεῖν... πολλαῖς γενεαῖς διστερὸν ἐκ τῆς Ἰταλίας τὸ τῶν Σικελῶν έθνος πανδημεὶ περιβαθμὸν εἰς τὴν Σικελίαν τὴν ὑπὸ τῶν Σικελῶν ἐκτειρθεῖσαν χώραν κατέχουσαν... δοτεται δὲ ἀποικίαι τῶν Ἑλλήνων ἔγενοντο κατὰ τὴν Σικελίαν ἀξιόλογοι καὶ πόλεις παρὰ θάλατταν ἔκτισθησαν. Ce texte nous paraît aussi important que celui, relevé par J. BÉRARD (op. cit., p. 70 ; Diod. V, 35, 5) : θύτερος ἐπὶ πολλοὺς χρόνους οἱ Φοίνικες διὰ τῆς τοιούτης ἱππορίας ἔτι πολὺ λαδόντες αῦξησον ἀποικίας πολλὰς ἀποτελεῖν, τὰς μὲν εἰς Σικελίαν καὶ τὰς σύνεγγυς ταύτης νήσους, τὰς δὲ εἰς τὴν Λιβύην καὶ Σαρδίνια καὶ τὴν Ιβερίαν. Selon J. Bérard, Diodore dans ce passage semble admettre — comme Thucydide — que les Phéniciens furent les précurseurs des Grecs en Sicile. Or rien ne l'indique nettement, car 1) le contexte consiste en la description des richesses de l'Ibérie (les mines d'argent) et des profits fabuleux que réalisèrent les Phéniciens en achetant à bas prix le métal aux Ibères, et en le revendant beaucoup plus cher en Orient méditerranéen ; tout ceci est mentionné sans aucune indication chronologique ; ensuite vient le δύτητερος ἐπὶ πολλοὺς χρόνους, qui est très vague ; 2) la relation qui est faite des fondations

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

avant l'arrivée des Grecs, pour qu'il jugeât bon d'en parler? De fait, la difficulté, dans le texte de Thucydide, provient surtout du mot ἀποστολή, qui implique l'idée d'établissements permanents. Mais cette difficulté est-elle insurmontable? N'est-il pas possible d'admettre qu'il s'agissait de comptoirs, d'escales, plus que de colonies? Thucydide, pour définir les sites occupés par les Phéniciens, parle d'îlots, de promontoires. Il laisse entendre du même coup que c'étaient des établissements minuscules, sans arrière-pays. Autant de positions qui ne pouvaient en elles-mêmes tenter les colons grecs. Dès lors, le « repli phénicien » dans l'ouest sicilien équivaudrait à l'abandon de quelques « échelles », dont la seule justification était le commerce avec les indigènes de Sicile, commerce rendu impossible par l'arrivée des Grecs, mais commerce de peu de valeur sans doute.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que cette controverse autour d'un texte ne se suffit pas à elle-même. Elle ne vise qu'à trancher en faveur de l'antériorité soit des Phéniciens, soit des Grecs. Or, ce qui est capital pour l'histoire de Carthage l'est moins pour l'histoire grecque. Car la colonisation est un phénomène qui se poursuit pendant plus de deux siècles. Jusqu'à l'extrême fin du VI^e siècle avant J.-C., on a connaissance de tentatives d'établissements grecs dans l'ouest sicilien.

Deux points de vue sont à envisager. Si les rapports entre Grecs et Phéniciens ont été hostiles dès le début, s'il y a vraiment eu antagonisme dès le milieu du VIII^e siècle (Thucydide), il a dû se prolonger aux VII^e et VI^e siècles, puisque aussi bien ce n'est sans doute pas d'un coup que les Sémites ont cédé aux Grecs, mais progressivement, à mesure que la colonisation s'étendait vers l'ouest sicilien. Mais, si l'on admet maintenant que Carthage n'a été fondée que vers 670, que la « colonisation phénicienne » est partie d'Afrique et que les Puniques ont dû se contenter des territoires laissés libres par les Grecs, le problème n'en subsiste pas moins. Dès la fin du VII^e siècle, entre les Grecs qui continuaient leur poussée vers l'ouest et les Puniques qui débarquaient, les hostilités devaient être inévitables.

Ainsi, quelle que soit l'hypothèse retenue concernant et la fondation de Carthage et la valeur de l'indication de Thucydide, il convient de suivre plus avant l'histoire de la colonisation grecque. Les textes, d'une part, l'archéologie, d'autre part, témoignent-ils de heurts entre

phéniciennes en fonction du commerce ferait penser à de simples escales plus qu'à des ἀποστολή.

Philippe Gauthier

Puniques et Grecs au VIII^e et au VI^e siècle? Il faut, au préalable, rappeler que les fouilles n'ont pas partout été menées aussi loin : seule, des sites phéniciens, Motyé a fait l'objet de fouilles systématiques¹; du côté grec, on est beaucoup mieux renseigné sur Sélinonte que sur Himère. D'autre part, les textes dont on dispose sont d'une valeur très inégale — peut-on, par exemple, faire fond sur les indications de Justin au même titre que sur celles de Diodore? — et, surtout, ne font souvent que des allusions à des événements qui n'intéressent pas directement leurs auteurs.

* * *

Une réponse nette peut être donnée en ce qui concerne le VII^e siècle. L'épisode le plus intéressant à cet égard est la fondation de Sélinonte (environ 630). A son sujet, il n'y a — remarque Dunbabin — aucun écho d'un conflit entre Grecs et Phéniciens. Pourtant, Sélinonte est située très à l'ouest, à peu près à la même longitude que Ségeste, beaucoup plus à l'ouest que Panormos et Solonte. D'autre part, la prospérité dont elle témoigne dès le VI^e siècle implique la jouissance d'une vaste *χώρα*. Son territoire englobait à l'est les Thermes de Sélinonte et Minoa ; à l'ouest il s'étendait jusqu'à Mazara ; vers l'intérieur, il touchait à celui des Ségestains². Sur le site de Sélinonte, aucune trace d'établissement antérieur à l'arrivée des Grecs — indigène ou sémité — n'a été décelée. Aussi, plutôt que d'admettre un repli phénicien vers l'ouest, faut-il convenir avec Dunbabin qu'il s'agit d'une *area in which the Phoenicians had never been interested*³. Supposer que les Phéniciens ne s'y sont pas installés parce que les Grecs occupaient déjà le pays paraît insoutenable.

Certes, si on admet que la fondation de Carthage se place vers 670, on peut penser que la nouvelle cité était encore bien faible, quarante ans plus tard, pour s'opposer à l'avance des Grecs. Mais les fouilles de Motyé attestent la présence phénicienne dès le début du VII^e siècle⁴.

1. Tout au moins d'une publication : celle de WHITAKER, *Motya, a phoenician colony in Sicily*. Mais elle date de 1921.

2. Sur l'extension du territoire de Sélinonte, cf. les renseignements fournis par Diodore (IV, 78 ; XI, 86) et groupés par J. BÉRARD, *op. cit.*, p. 247-248.

3. *The western Greeks*, p. 326.

4. La chronologie est fournie par la datation des plus anciens vases de la nécropole, par référence avec leurs homologues syracusains (cf. J. BÉRARD, p. 253), ou carthaginois (P. CINTAS, *Céramique punique*, et R. CARPENTER, *art. cit.*, p. 43).

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

Indépendamment de toute intervention carthaginoise, il faut donc admettre que, de Motyé, aucune tentative n'avait été faite pour s'établir plus à l'est. Au reste, pendant le VII^e siècle, si on en croit l'archéologie, la présence phénicienne se limite à l'îlot de Motyé. C'est bien peu pour parler d'*« occupation »* phénicienne dans l'extrême ouest sicilien.

La situation se modifie-t-elle durant le VI^e siècle? La tradition grecque fait écho à deux tentatives de la part des Grecs pour fonder des établissements dans l'ouest sicilien. L'une et l'autre aboutissent à un échec. Sans doute cet échec est-il à retenir; mais, selon nous, il ne faut pas voir seulement l'aspect négatif des deux entreprises.

L'une et l'autre ont été plusieurs fois étudiées; il s'agit ici seulement de développer et de prolonger certaines des conclusions auxquelles étaient parvenus Dunbabin, il y a dix ans, et plus récemment J. Bérard.

La première aventure est celle de Pentathlos; elle se situe vers 580. A la tête d'un groupe de Cnidiens — Pentathlos est Cnidiens lui-même — et de Rhodiens, il débarque au cap Lilybée, fuyant la domination des rois d'Asie. Quoique les causes du départ soient, en un sens, accidentelles, c'est bien encore un épisode de la colonisation grecque.

Sur son passage en Sicile, les deux sources dont on dispose donnent des renseignements notablement différents. Selon Diodore (V, 9), dès son arrivée, Pentathlos est sollicité par les Sélinontins de participer à la lutte que ces derniers mènent contre Ségeste. Il accepte. C'est la déroute. Bon nombre de Cnidiens sont tués, dont Pentathlos lui-même. A la suite de quoi, les survivants renoncent à demeurer en Sicile et décident de rentrer en Asie. En fait, sur le chemin du retour, ils font relâche à Lipara et finalement s'y établissent¹. L'autre source est un texte de Pausanias (X, 11, 3) rapportant sans doute la version d'Antiochos de Syracuse. Mise à part la confusion entre le cap Pachynos et le cap Lilybée, il rapporte qu'*« ayant fondé une cité, ils (les Cnidiens) en furent chassés par les Élymes et les Phéniciens contre qui ils étaient entrés en lutte*²'. Suit le récit de l'établissement à Lipara.

1. Diodore V, 9 : : Οἱ δὲ οὐν περὶ τὸν Πένταθλον πλεύσαντες τῆς Σικελίας εἰς τοὺς κατὰ τὸν Λιλύβειον τόπους κατέλαβον Ἐγεσταῖον καὶ Σελινούντιον διαπολεμοῦντας πρὸς ἀλλήλους. Πεισθέντες δὲ τοὺς Σελινούντιος συμμαχεῖν πολλοὺς ἀπελαθον κατὰ τὴν μάχην, ἐν οἷς ἦν καὶ αὐτὸς Πένταθλος· διόπερ οἱ περιλειφθεῖτες, ἐπειδὴ κατεπολεμήθησαν οἱ Σελινούντιοι διέγνωσαν ἀπίνειν τόπον ἐπ' οἴκον...

2. Pausanias, X, 11, 3 : : Λέγει δὲ καὶ ὡς ἐπὶ Παχύνῳ τῇ ἁρῷ τῇ ἐν Σικελίᾳ κτίσαντες πόλιν αὐτοῖς μὲν ἐκπίπτουσιν ὑπὸ Ἔλύμων καὶ Φοινίκων πολέμῳ πιεσθέντες τὰς νῆσους δὲ ἔσχον... ἃς καὶ κατὰ τὰ ἔπη τὰ 'Ομήρεια 'Αιδόου καὶ ἐς ἡμᾶς ἔπι θνομάζουσαν.

Philippe Gauthier

J. Bérard ne cherche pas à concilier les deux textes. Dunbabin, lui, additionne les renseignements fournis et aboutit au schéma suivant :

- 1) Pentathlos débarque à Lilybée et fonde une cité ;
- 2) il prend part au combat de Sélinonte contre les Élymes de Ségeste, et il est battu ;
- 3) les mêmes Élymes, aidés des Phéniciens, l'obligent à abandonner la cité qu'ils venaient de fonder.

Cette interprétation est très admissible. Il faut noter que, pour Diogène, aussi bien que pour Pausanias, le fait intéressant est l'établissement à Lipara ; aussi l'un et l'autre sont-ils amenés à passer très rapidement sur le prélude sicilien. Toutefois un point important mérite attention : pourquoi les Sélinontins sollicitent-ils l'aide des Cnidiens ? Parce qu'il est tout naturel que les Grecs demandent l'aide d'autres Grecs ? Mais l'histoire des cités grecques de Sicile montre que, entre elles, les rivalités réciproques et l'absence d'entr'aide n'ont d'égales que celles qui se constituent entre cités de Grèce propre ; en outre, les Sélinontins sont, à l'origine, des colons de Mégare, de la Mégare sicilienne ; les compagnons de Pentathlos sont des Grecs d'Asie. Entre les uns et les autres, le sentiment de former une seule et même communauté ethnique ne pouvait pas être bien fort. Enfin et surtout, les colons cnidiens ne sont sans doute que quelques centaines¹ ; exiger d'eux, qui sont arrivés depuis quelques mois ou quelques années, une aide gratuite contre les Élymes au nom de la solidarité hellénique est l'arbitraire même.

Il est pratiquement nécessaire d'admettre que les Grecs de Pentathlos avaient intérêt à s'allier avec Sélinonte. Or cet intérêt est évident. Les colons cnidiens sont à la recherche de terres. Ils ont fondé une cité, non loin de Motyé certes, mais surtout à proximité des territoires des Élymes. Ce sont ces derniers qu'ils menacent, plus que les habitants de Motyé. De son côté, Sélinonte, depuis sa fondation, est

1. Il est, bien entendu, impossible de connaître le nombre exact de colons qui débarquent avec Pentathlos. C'est la même incertitude en ce qui concerne la tentative de Dorieus à la fin du VI^e siècle. Mais, d'une façon générale, les chiffres donnés par les Anciens à propos de la colonisation des VIII^e-VI^e siècles sont toujours très faibles ; de même que ceux que proposent les modernes, à partir (notamment) du nombre des bateaux composant une expédition ; là-dessus, cf. les remarques de T. J. DUNBABIN, *op. cit.*, p. 352, tirant de BEAUMONT (dans *Journal of Hellenic studies*, 1936, 169) que le chiffre de 1 000 est le plus élevé qu'on rencontre ; cf. récemment les remarques de F. CHAMOUX dans sa thèse sur *Cyrène sous la monarchie des Battiaïdes* (Hérodote IV, 153, indique que deux pentécontores suffisent au transport du premier contingent de colons théâréens).

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

en lutte avec les Élymes de Ségeste, dont elle menace également le territoire. Dans ces conditions Cnidiens et Sélinontins se devaient d'agir de concert. La défaite qu'ils subissent amoindrit la position des seconds et entraîne la renonciation des premiers.

Il faudrait ainsi admettre que, au début du VI^e siècle encore, l'hostilité à l'égard des Grecs dans l'ouest sicilien vient avant tout des Élymes, pour des causes agraires faciles à comprendre. Quant aux « Phéniciens », ils ne jouent dans cette affaire qu'un rôle très secondaire. Diodore ne les met pas en cause. Pausanias les mentionne en second, après les Élymes. Somme toute, ils semblent ne participer à la lutte que comme alliés des Élymes, sans que l'initiative vienne d'eux. Se situant vers 580, le fait est très remarquable. Des colons grecs, sans doute peu nombreux, n'hésitent pas à fonder une cité en face de l'îlot de Motyé, où, à en croire l'archéologie, les « Phéniciens » sont établis depuis plus d'un siècle. Auraient-ils pu songer à s'y établir, s'ils avaient su devoir entrer en lutte avec ceux-ci ? Si oui, c'est alors que Motyé devait être un bien peu redoutable adversaire. En fait, les « Phéniciens » laissent Pentathlos débarquer et fonder une cité. L'hostilité, encore un coup, vient avant tout des Élymes.

L'histoire de Dorieus se place soixante-dix ans plus tard. Elle présente plus d'un trait commun avec la précédente. En 511-510, Dorieus et ses compagnons lacédémoniens, après plusieurs mésaventures, débarquent en Sicile, au nord de Motyé, près du cap Drépane. Peu importent ici les causes directes de leur départ de Sparte ; il suffit de rappeler qu'ils partent sans esprit de retour, à la recherche d'une nouvelle patrie. Hérodote (V, 42-46), pour qui l'aventure sicilienne représente la fin d'une longue digression, est très bref ; il indique seulement que Dorieus et ses compagnons furent vaincus et tués par les Phéniciens alliés aux Ségestains. Diodore (IV, 23, 3) est plus explicite. « Le Lacédémoneien Dorieus, écrit-il, ayant abouti en Sicile et pris possession du territoire (*χώραν*)¹, fonda une cité : Héracléia. Celle-ci s'étant rapidement développée, les Carthaginois..., craignant que devenue un jour plus puissante que Carthage, elle n'ôte aux Phéniciens l'hégémonie (sur cette partie de l'île), mirent en ligne des forces importantes et, ayant pris la ville par la force, la rasèrent². » Enfin, Pausanias (III,

1. C'est le territoire qu'Héraclès aurait disputé à Eryx. Dorieus se prétend descendant d'Héraclès et vient revendiquer l'héritage de son ancêtre.

2. Diodore IV, 23, 3 : : Πολλαῖς γὰρ ὑστερὸν γενεῖαις Δωριεὺς δὲ Λακεδαιμόνος κατατίθεται εἰς τὴν Σικελίαν καὶ τὴν χώραν ἀπολαβὼν ἔκτισε πόλιν Ἡράκλειαν. Ταχὺ

Philippe Gauthier

16, 4-5) relate brièvement la lutte. Mais, selon lui, ce sont les Ségestains (et non les Carthaginois) qui, seuls, obligèrent les Lacédémoniens à quitter le pays.

Sans doute ne faut-il pas s'attacher trop longtemps aux contradictions des trois historiens. La défaite de Dorieus peut être vraisemblablement attribuée à une action commune des Sémites et des Élymes. Mais des obscurités subsistent. Plus encore qu'à propos de Pentathlos, il faut s'étonner de ce qu'un petit nombre de colons grecs ait l'audace de débarquer à l'extrême ouest de la Sicile sans qu'aucune autre cité grecque lui prête son concours. Sans doute la Pythie, nous dit Hérodote, avait assuré Dorieus du succès de son entreprise. Mais cela ne suffit pas à susciter une tentative qu'on sait vouée à l'échec. Et Dorieus, de par ses mésaventures en Libye, connaissait les forces des Puniques. Précisément, c'est dans le courant du VI^e siècle que, Motyé s'agrandissant, une nécropole est installée sur la côte en face de l'îlot¹. Comment, dans ces conditions, admettre que les Phéniciens laissent les Grecs débarquer à une trentaine de kilomètres au nord de Motyé et fonder une cité, tout cela sans combat? L'argument de Diodore pour expliquer l'intervention des Phéniciens — la croissance foudroyante d'Héracléia — est peu convaincant. Il était plus facile de battre les Grecs à leur arrivée. Faut-il plutôt comprendre que les Phéniciens de Motyé ont attendu l'aide de Carthage? Cette hypothèse n'est pas invraisemblable. Pour la première fois, on l'a vu, le texte de Diodore distingue soigneusement Carthaginois et Phéniciens, et il indique nettement l'intervention des premiers. Or Dunbabin, J. Bérard et tout récemment G. Vallet sont d'accord pour dater du VI^e siècle la mainmise de Carthage sur l'ouest de la Sicile².

Ici surgit l'« énigme Malchos ». L'abréviateur de Trogue-Pompée, Justin, rapporte (XVIII, 7) qu'au milieu du VI^e siècle — la date est fournie par une référence d'Orose (IV, 6, 9) au règne de Cyrus — un général carthaginois, Malchos, fit en Sicile plusieurs expéditions victorieuses, grâce auxquelles les Puniques mirent sous le joug une partie de la Sicile³. Justin mentionne aussi qu'une dîme du butin fut envoyée

¹ οὐτῆς αἰδομένης, οἱ Καρχηδόνιοι φθονήσαντες ἀμα καὶ φοβηθέντες μὴ ποτε πλέον λεγοντος τῆς Καρχηδόνος δρέπανος τῶν Φοινίκων τὴν ἡγεμονίαν, στρατεύσαντες την' αὐτὴν μεράλαις δυνάμει καὶ κατὰ χράτος Θάντες κατέσκυψαν.

² Cf. J. BÉRARD, *op. cit.*, p. 254, et DUNBABIN, *op. cit.*, p. 332.

³ G. VALLET, *Région et Zancle*, thèse, 1958, p. 360-361.

³ Justin XVIII, 8, 1. *Itaque adversis tanto scelere numinibus, cum in Sicilia diu felicior*

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

en offrande à Melqart de Tyr. Quel territoire Malchos a-t-il pu conquérir? A part les trois cités phéniciennes (Motyé, Panorme, Solonte), l'ouest sicilien appartient soit aux Élymes (au nord), soit aux Sélinontins (au sud). On ne peut évidemment pas supposer que les conquêtes se soient exercées aux dépens des premiers qui étaient les alliés des Phéniciens. Et, d'une lutte contre Sélinonte, il n'y a aucune trace. L'explication la plus vraisemblable serait donc que l'action de Malchos a consisté à soumettre pour le compte de Carthage les trois cités phéniciennes. Dunbabin estimait impossible d'accorder cette hypothèse avec la mention des offrandes à Tyr, puisque Motyé, Panorme et Solonte étaient justement des cités qui, jusque-là, dépendaient peu ou prou de Tyr. Mais cette dépendance était sans doute très lâche, et l'envoi de la dîme prouvait à Tyr que ces cités étaient rentrées indirectement dans sa domination. C'est ce qu'indiquerait bien le *domuerant* de Justin¹. Si l'on retient la version de Justin, il devient raisonnable de donner son sens étroit au nom Καρχηδόνοι de Diodore. Ce sont les *Carthaginois* qui en 510 interviennent pour maintenir « l'hégémonie phénicienne » sur l'ouest de l'île. Sans doute cela est-il important pour l'histoire de Carthage. Mais il faut remarquer que, pour le rapport des forces *en Sicile*, la situation ne s'en trouve guère modifiée : pour les colons lacédémoniens de 510, la présence phénicienne n'est pas un obstacle. Ils peuvent débarquer et fonder une cité. C'est donc que Motyé reste une très petite place — en dépit de la création d'une nouvelle nécropole, la population reste cantonnée sur l'îlot (moins de quarante hectares) — ou même que les habitants ne sont pas systématiquement hostiles à un établissement grec.

Plus encore que pour Pentathlos, qui s'était installé plus au sud, à la limite de leur territoire, le principal ennemi de Dorieus a dû être l'Élyme tout proche. Car, ce que revendent les Grecs, au nom des descendants d'Héraclès, c'est un territoire qui appartient aux Élymes. Aussi, rien n'empêche de penser que ce sont ces derniers qui ont organisé la lutte contre les Grecs. On a vu qu'Hérodote mettait en cause à

dimicassent (= *Karthaginenses*), translati in Sardiniam bello, amissa majore exercitus parte gravi proelio victi sunt; 2. propero quod ducem suum Malchum, cuius auspiciis et Siciliae partem domuerant et adversus Afros magnas res gesserant, cum parte exercitus, quae superfuerat, exulare jusserunt; ... 7. Interea Carthalo... cum... a Tyro, quo decimam Heraci ferre ex praeda Siciliensi, quem pater ejus ceperat, a Karthaginiensibus missus fuerat, revertetur..., etc.

1. Il reste que le texte de Justin est peu clair. DUNBABIN, *op. cit.*, p. 332-333, montrant qu'il recèle des erreurs manifestes, conclut : « Justius narrative is thoroughly unreliable and full of gaps. » Il est peut-être abusif de l'utiliser au même titre qu'Hérodote ou que Diodore.

Philippe Gauthier

la fois Phéniciens et Ségestains (V, 45), mais, au livre VII, il fait dire à Gélon de Syracuse que Dorieus a été tué par les gens de Ségeste¹. Pausanias fait intervenir les seuls Ségestains. Diodore, seul, donne le premier rôle aux Phéniciens, ce qui, on vient de le voir, n'est pas invraisemblable, mais demande à être précisé. L'historien du 1^{er} siècle raisonne comme si Dorieus était venu avec le ferme dessein de bouter les Phéniciens hors de Sicile. En effet, explique-t-il, les Carthaginois n'interviennent pas à cause de l'établissement grec lui-même, mais à cause de sa trop rapide croissance : alors, ils craignent que la nouvelle cité ne détruise l'hégémonie phénicienne. Cette version est difficilement admissible. La cité de Dorieus n'a vécu que quelques années ; et, étant donné que tout accroissement de sa *χώρα* se heurtait nécessairement à l'hostilité des Élymes, le développement de la cité ne pouvait être que très lent.

Il est beaucoup plus simple d'adopter le schéma suivant : 1) Dorieus, pour conquérir son territoire, puis pour l'étendre, entre en lutte avec les Élymes ; 2) ceux-ci font appel à Carthage, qui, maîtresse depuis quelques décades des trois cités phéniciennes, n'a aucun intérêt à voir s'établir des Grecs dans cette zone ; 3) L'intervention n'est pas immédiate, car, en fait d'hégémonie, Dorieus ne menace guère que le commerce carthaginois avec les Élymes, ou avec Motyé ; ce qui devait être peu de chose.

L'hégémonie de Carthage n'a pas entraîné, à la fin du VI^e siècle, un grand accroissement des trois cités de l'ouest sicilien. Le péril pour Dorieus vient non des Phéniciens de Sicile, mais de Carthage ; or il se trouve que les intérêts commerciaux ou autres de la capitale punique ne sont sans doute pas très importants. Aussi est-il probable que Gélon ne se trompe pas quand il rappelle que Dorieus a été victime des Élymes : ce sont eux les adversaires les plus résolus, encore en 510.

* * *

Il faut relier à celles de 580 et de 510 l'intervention carthaginoise de 480, la plus célèbre et en même temps la dernière jusqu'à la fin du V^e siècle. Sans entrer dans le détail des événements, il suffit de marquer l'importance et la signification de cette intervention.

On doit rappeler d'abord que l'interprétation de Diodore n'est pas

1. VII, 158.

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

recevable. Celui-ci, de même que Justin, comprend Himère et Salamine dans une perspective commune : les Carthaginois, alliés aux Perses, auraient conçu ensemble l'anéantissement du monde grec. La tradition rapportait que les deux batailles d'Himère et de Salamine s'étaient livrées le même jour, double victoire des Grecs sur les Barbares les plus redoutables.

Peut-on accepter l'idée d'une alliance, voire d'un plan concerté ? Il faut, pour cela, supposer une ambassade perse à Carthage, ce dont on n'a nul écho, pas plus que de la moindre relation entre Perses et Puniques. Au reste l'entente ne paraît vraisemblable que si on accepte au préalable l'antagonisme ancien des Puniques et des Grecs. Et ceci est loin d'être prouvé. Admettrons-nous que l'entente perd toute vraisemblance ? Constatons seulement qu'une partie importante de la tradition n'en souffle pas mot ; Hérodote (VII, 166) voit dans les événements de 480 une pure coïncidence. Aristote fait de même, qui les citait (*Poet.* 1459^a 25) comme un exemple de coïncidence imprévisible.

Diodore et Justin adoptent la version dérivée d'Éphore. Dunbabin montre comment, pour celui-ci, l'interprétation des victoires de 480 fournit un thème parfait de rhétorique. Tout y est symétrique : ambassade des Grecs à Gélon, tyran de Géla, pour lui demander son aide contre les Perses ; ambassade des Perses à Carthage ; double invasion ; double victoire grecque le même jour.

Il est important de rejeter cette tradition. L'admettre contraindrait à donner un sens précis à l'expédition de 480, indépendamment de l'histoire intérieure des cités grecques. Il faudrait du même coup accepter l'image d'une Carthage systématiquement hostile aux Grecs de Sicile.

En fait, l'intervention punique n'est pas compréhensible en soi. Elle s'explique par l'histoire intérieure des cités grecques rivales. Cette rivalité n'est pas nouvelle. Les Grecs de Sicile l'ont héritée de leurs métropoles en même temps que le régime de la πόλις. Il est certes surprenant de constater que cet esprit d'indépendance jalouse et exclusive conserve toute sa vigueur dans les marges du monde grec, là où l'union serait la plus nécessaire ; mais, à l'autre extrémité de la Méditerranée l'histoire des cités grecques d'Ionie fournit plus d'un parallèle convaincant. Bien plus, si les rivalités entre cités ne sont pas nouvelles en Sicile, elles sont parvenues vers 490-480 à une sorte de paroxysme.

G. Vallet a montré comment, alors, les cités siciliennes se groupent peu à peu en deux blocs antagonistes : d'une part, Gélon, tyran de Géla — qui a soumis un certain nombre de cités chalcidiennes, en der-

Philippe Gauthier

nier lieu Syracuse — et Théron, tyran d'Agrigente ; d'autre part Anaxilas qui étend sa domination sur Rhégion, Zancle et Myles, son allié Térillos, tyran d'Himère, et enfin Sélinonte, celle-ci avant tout hostile à Agrigente, qui s'est emparé d'une de ses colonies, Minoa.

Le deuxième groupe de cités a des attaches avec Carthage. Sélinonte représente le cas le plus douteux ; on sait qu'elle entretenait avec les Puniques des relations commerciales actives depuis la fin du VI^e siècle, mais rien ne permet de penser à une alliance véritable. En revanche, Hérodote affirme à propos d'Himère que le tyran Térillos était lié au suffète Hamilcar par des liens d'hospitalité. C'est pourquoi, dès qu'il est chassé d'Himère par Théron d'Agrigente, il demande l'aide de Carthage. Enfin et surtout, Hérodote met en relief le rôle d'Anaxilas, tyran de Rhégion, « qui avait donné ses enfants en otages à Hamilcar pour qu'il attaquât la Sicile¹ ».

On ne doit pas s'étonner que des Grecs demandent l'aide des Barbares contre d'autres Grecs. Les exemples sont légion. Pour ne pas quitter la Sicile, rappelons qu'en 415, à l'assemblée de Syracuse, Hermocrate propose d'en appeler, contre les Athéniens, à Carthage².

En 480, l'initiative ne vient pas de celle-ci ; car, à l'origine, le conflit intéresse seulement quelques cités grecques. Mais il se transforme très vite, et Carthage fait figure de belligérant principal (*τῶν πολεμωτάτων Καρχηδονίων*, écrit Diodore). Pourquoi cette transformation ? Sans doute parce que les cités grecques menacées par Gélon ont estimé le danger assez grave pour justifier toutes les concessions. L'envoi d'otages à Hamilcar, de la part d'Himère, serait l'une de ces concessions. Il prouverait qu'Anaxilas veut à tout prix décider l'intervention des Puniques et qu'il n'hésite pas, pour cela, à devenir plus ou moins dépendant de Carthage. On comprend mieux désormais l'intérêt qu'avait celle-ci à intervenir. C'était l'espoir de conserver, en cas de victoire, une sorte de protectorat sur une cité comme Rhégion, place commerciale d'une autre importance que les sites puniques de l'ouest sicilien.

Ainsi, en 480, c'est contre les troupes carthaginoises que Gélon doit combattre. Mais c'est aux Grecs qu'il en a, non aux cités puniques de Sicile. Cet état de choses permet de comprendre certains épisodes de la

1. VII, 165 : « ... κατὰ Σεινῆν τε τὴν ἐωτοῦ δὲ Τήριλλος ἀναγκώσας καὶ μάλιστα διὰ τὴν Ἀναξίλεων τοῦ Κτητίνεω προθυμίην, διε, 'Ρηγίου θεὸν τύραννος, τὰ ἐωτοῦ τέων δοὺς δύτηρος Ἀμύνα, ἐπῆγε ἐπὶ τὴν Συκελίνην τιμωρέων τῷ πενθερῷ· Τηρίλλου γάρ εἶχε θυγατέρα Ἀναξίλεως, τῇ οὖν μαχῇ ἦν Κυδίστην.

2. Thucydide VI, 34, 2.

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

bataille d'Himère, et notamment le sort qui est fait aux vaincus. Diodore (XI, 26) met l'accent sur la clémence de Gélon : « Il exploita son succès, écrit-il, avec humanité, non seulement à l'égard de celles-ci (les cités grecques), mais aussi à l'égard des Carthaginois, les vrais ennemis. En effet..., il leur accorda la paix, exigea d'eux qu'ils paient le montant des dépenses qu'avait occasionnées la guerre (2 000 talents d'argent) et leur prescrivit de faire construire deux temples, où seraient déposés les textes du traité¹. »

Dunbabin ne manque pas de s'étonner de pareilles conditions. Les Grecs ont manqué là, pense-t-il, l'occasion de mettre la main sur la Sicile punique. De fait, rien n'était plus facile, car la victoire de Gélon était complète ; et Diodore laisse à penser que les ambassadeurs carthaginois étaient prêts à toutes les concessions. Dès lors, comment s'expliquer cette magnanimité ? « L'heureux caractère » de Gélon n'explique rien ; au reste, il ne s'était guère manifesté lors de la mainmise sur les cités chalcidiennes de l'est.

Il faut sans doute admettre que l'ambition principale de Gélon était la domination des cités grecques ; et, sur ce point, la victoire avait été payante. On peut admettre aussi que la possession de la Sicile punique ne présentait guère d'intérêt (commercial notamment). Mais la perspective de supprimer un voisinage dangereux eût été certainement une raison suffisante pour que Gélon annexât les trois cités phéniciennes. Ce ne fut pas le cas. En somme, Gélon ne s'intéresse pas aux cités puniques. Il ne les redoute pas non plus². Mettre la main sur Motyé, Panorme, Solonte, c'était sans doute (encore au début du v^e siècle) gagner quelques cantons peu peuplés, isolés, sans ressources. Rappelons à ce propos que toutes les forces engagées par Hamilcar³ viennent de Carthage ; d'où la lenteur de l'intervention ; d'où son ampleur égale-

1. XI, 26 : « Τὴν εὐτυχίαν ἀνθρωπίνως ἔφερεν οὐκ ἐπὶ τούτων μόνον, ἀλλὰ καὶ ἐπὶ τῶν πολεμιστάτων Καρχηδόνιων· παραγενωμένων γάρ πρὸς αὐτὸν ἐκ τῆς Καρχηδόνος τῶν ἀποσταλμένων πρόσθεων καὶ μετὰ διακρίνων δεομένων ἀνθρωπίνων αὐτοῖς χρήσασθαι, συνεχώρησε τὴν εἰρήνην, ἐπράξατο δέ παρ' αὐτῶν τὰς εἰς τὸν πόλεμον γεγενημένας διατάξας ἀργυρίον δισχίλια τάλαντα, καὶ δύο ναυὸς προσέταξεν οἰκοδομῆσαι, καθ' οὓς θεατὰς συνθήκας ἀνατεθῆναι. »

2. G. VALLET prête au contraire à Gélon de vastes ambitions. Il écrit (*op. cit.*, p. 362) : « Les possessions carthaginoises étaient sans doute menacées elles aussi par les intentions conquérantes de Gélon et de Théron : leur volonté de venger la mort de Dorieus n'était en fait qu'un prétexte pour continuer la même politique dans l'Ouest sicilien. » Mais, si on admet cette interprétation, les clauses de 480 deviennent absolument incompréhensibles.

3. 300 000 hommes dit Diodore ; sans doute pas plus de 30 000 en fait. Le nombre de 300 000 est retenu par Diodore parce qu'il attribue le même à l'armée perse et qu'il veut maintenir jusque-là la symétrie.

Philippe Gauthier

ment. En d'autres termes, Térimos s'adresse aux Carthaginois et non aux Phéniciens de Sicile. Sans doute est-ce parce que les seconds dépendaient des premiers. Mais c'est aussi et surtout parce que leurs forces étaient inexistantes.

* * *

Après 480, il n'y a plus trace de conflit entre Grecs et Phéniciens en Sicile avant les dernières années du v^e siècle, qui ouvrent une nouvelle période.

Les conflits de l'époque archaïque avaient été plusieurs fois analysés, mais la plupart du temps isolément. Il convenait de les grouper. On peut risquer une conclusion prudente ; sans forcer le sens des textes, il n'est pas absurde de penser que, tout au long de la période archaïque, en Sicile, les rapports entre Grecs et Phéniciens n'ont pas été mauvais. Les exemples d'interventions hostiles, 580, 510, 480, sont rares et surtout peu probants. S'ils ont été gonflés, parfois par la tradition elle-même, c'est peut-être parce que cette tradition a été élaborée à une époque où effectivement les Carthaginois menaient une lutte opiniâtre contre les Grecs de Sicile. Pour un Éphore et encore pour un Diodore, le Punique était l'ennemi héréditaire (des Grecs au iv^e siècle, des Romains en Sicile grecque à partir de 264). Et il était tout naturel, dès lors, de projeter dans un passé lointain ce qui n'était vrai que de l'époque hellénistique.

L'archéologie confirme en partie cette impression. Les fouilles entreprises à Motyé ont montré que, dès le vi^e siècle, la cité est à demi grecque. Les quelques inscriptions archaïques qu'on y a retrouvées sont tout écrites en grec. Donc, remarque Dunbabin, elles ont été gravées pour des Grecs ou des Sémites très hellénisés, par des graveurs qui étaient des Grecs ou qui connaissaient le grec. D'autre part, Jean Bérard relève que « la nécropole primitive de Motyé... contient peu d'objets caractéristiques d'une occupation phénicienne : elle ne se distingue guère par le mobilier funéraire des nécropoles grecques primitives de Syracuse et de Mégara ; les tombes contenaient les mêmes menus objets en pâte de verre, ou les mêmes scarabées..., mais elles contenaient en outre, à côté des vases de facture grossière, des poteries de style proto-corinthien puis corinthien, commençant au début de la période orientalisante¹ ».

1. *Op. cit.*, p. 253.

Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque

Ces découvertes prouvent que, dès le début de la colonisation grecque, des rapports commerciaux se sont noués entre Grecs et « Phéniciens » de Motyé. Et les relations commerciales ont dû être à ce point importantes qu'une petite colonie de Grecs a pu s'installer progressivement dans la ville ; de là, les inscriptions rédigées en grec ; de là, également, le fait qu'au v^e siècle les monnaies de Motyé portent des légendes bilingues.

Il en va sans doute de même de Panorme, où les fouilles ont été moins poussées : mêmes monnaies bilingues au v^e siècle, mêmes vases proto-corinthiens trouvés dans les tombes¹. Certes, l'existence et même l'importance d'un commerce entre deux cités ne prouvent pas grand'chose quant à leurs relations politiques. Mais, ici, il ne s'agit pas seulement de commerce, mais bien d'hellénisation par le biais de Grecs vivant dans les cités phéniciennes. Ces cités, par ailleurs, sont numériquement très faibles. Motyé, sur son îlot, n'est qu'une bourgade ; les habitants y sont très peu nombreux : c'est sans doute la raison pour laquelle les Phéniciens ne s'étendent pas plus à l'est, avant même que Sélinonte soit fondée. On ne sait rien de la Solonte archaïque. De Panorme, J. Bérard pense qu'elle ne prit quelque extension qu'à partir du v^e siècle.

Aussi le terme de « colonie » — *ἀποικία*² — semble presque impropre. Sans doute s'agit-il d'établissements permanents — les nécropoles l'attestent — mais très restreints. Dans cette perspective, les interventions de 580 et 510 paraissent avoir été des exceptions, dues probablement à l'action des Élymes. Si ces derniers sont alliés aux Phéniciens, les motifs commerciaux n'y sont certainement pas étrangers ; c'est aussi peut-être parce qu'ils n'ont rien à redouter des Sémites, qui au cours de trois siècles n'augmentent guère leurs forces.

Au contraire, les Grecs représentent une menace réelle, car les Élymes vivent avant tout de la terre et leur territoire risque d'être entamé par le progrès de la colonisation ; d'où l'hostilité permanente contre Sélinonte, d'où également les interventions contre Pentathlos en 580, contre Dorieus en 510. On pourrait penser que la colonisation grecque n'a pas recouvert la Sicile occidentale parce qu'elle se heurtait, non aux intérêts des Phéniciens peu nombreux, mais à ceux des Élymes, qui formaient le peuple le plus homogène de la Sicile et dont la résistance était difficile à entamer.

1. Mais en petit nombre. Cf. J. BÉRARD, *op. cit.*, p. 251.

2. Cf. WHITAKER, *Motya a Phoenician colony in Sicily*.

Philippe Gauthier — Grecs et Phéniciens en Sicile

Reste une question essentielle. On peut s'étonner que Carthage — s'il est vrai qu'au VI^e siècle elle établit sa domination sur les trois cités de l'ouest — ne fasse pas plus d'effort pour étendre son domaine sicilien. Sans doute, les cités grecques, au moins la plupart d'entre elles, étaient alors de taille à se défendre vigoureusement. Mais, sans parler de conquêtes, les trois cités de l'Ouest phénicien restent peu importantes, les expéditions de Malchos ne paraissent pas avoir été suivies d'un essor quelconque. Il faudrait mieux connaître la nature et les buts du commerce carthaginois aux VI^e-V^e siècles pour pouvoir expliquer la prolongation de cette médiocrité. Toutefois, si l'on en croit les historiens de Carthage, le commerce punique consistait surtout en une quête des matières premières, échangées contre une « camelote » variée. S. Gsell écrit : « Il fallait que Carthage fût maîtresse des marchés chez des peuples incapables de fabriquer eux-mêmes les objets dont ils avaient besoin et d'exporter les matières premières que produisait leur pays¹. » Ce que recherchent avant tout les Carthaginois, à la suite des Phéniciens, ce sont les métaux précieux : l'argent (Espagne), l'étain (Cornouailles, par l'intermédiaire de l'Espagne), le fer, le cuivre, le plomb (Sardaigne et peut-être certaines mines du Maghreb) ; l'or du Soudan enfin, qui expliquerait l'intérêt que porte Carthage aux « emporia » de la côte des Syrtes. Ce sont aussi les pierres précieuses, l'ivoire, enfin les esclaves. S'il en est bien ainsi, on s'étonne moins que les Carthaginois des VII^e-VI^e siècles aient négligé la Sicile. L'île n'offre ni métaux ni esclaves (puisque d'hypothétiques esclaves n'ont laissé aucune trace). Carthage commerçait sans doute avec Sélinonte dès le VI^e siècle, avec Agrigente, voire avec Syracuse dès le V^e, mais les échanges portaient sur les céréales, sur du vin, sur la céramique, et c'était un commerce qui ne nécessitait pas de « monopoles ». Dès lors l'intérêt de « colonies » siciliennes est minime. Motyé, Panorme servaient sans doute avant tout d'escales, de comptoirs (mais que pouvait représenter le commerce avec les Élymes?). Ainsi s'expliquerait que les cités phéniciennes de l'Ouest sicilien soient les parentes pauvres dans l'ensemble des possessions carthaginoises et qu'elles jouent un rôle très médiocre dans l'histoire archaïque de la Sicile.

Philippe GAUTHIER.

1. S. GSSELL, *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord*, t. IV, p. 115.

Lyon et la Syrie en 1919

Les bases d'une intervention

1919 est le moment où l'action politique d'un groupement d'hommes d'affaires, des soyeux lyonnais, révèle l'efficacité et l'importance économiques qu'ils attachent à des intérêts patiemment établis dans un milieu historique et humain favorable : la Syrie occidentale, et plus particulièrement le Mont Liban. L'avidité de la victoire, excitée par les changements économiques et politiques survenus après quatre années d'espoirs angoissés, donne à ces intérêts un relief où les ombres sont plus nettement marquées. Occasion de s'y arrêter.

Car cette intervention de 1919 se mesure à la profondeur de l'« impact » lyonnais en Syrie avant 1914.

Sur l'autre volet du diptyque apparaît la société syrienne aux multiples visages. Ses réactions internes ne forment pas l'objet de la présente étude ; elles ne seront qu'effleurées. Mais cette société sera toujours présente comme soubassement fondamental. Si l'action lyonnaise, d'origine commerciale, industrielle et financière, contribue efficacement à augmenter le traumatisme que subissent alors les structures sociales du Proche-Orient, elle ne réussit à se réaliser qu'en se modelant aux réflexes de groupes humains qui s'expriment dans des attitudes économiques. Les Lyonnais cherchent évidemment à fonder la prospérité de leurs entreprises sur des bases solides ; et ce sont les données concrètes, déjà acquises, qui dirigent l'élaboration des perspectives, c'est-à-dire la recherche de la satisfaction des besoins du marché lyonnais de la soierie.

Ces besoins sont précis ; c'est un appel de matière première qui ne peut s'exercer que dans un cadre géographique défini par certaines aptitudes naturelles et par la façon dont ces aptitudes sont mises en va-

Dominique Chevallier

leur. Il s'accompagne donc de l'établissement d'organisations industrielles, financières et commerciales dont le fonctionnement et le succès dépendent encore des hommes avec lesquels elles sont en contact. Il y a là des limites humaines qui sont aussi de nouvelles limites géographiques. Pour mieux en sentir la valeur et la subtile réalité, le terme « Syrie » n'est pas retenu ici dans le sens qui lui a été donné après l'établissement des mandats et le partage du Proche-Orient en plusieurs États, mais dans celui où il était compris avant l'effondrement de l'Empire ottoman ; il s'agira en particulier des provinces ottomanes suivantes : vilayet de Beyrouth, *motaçariftya* du Liban, vilayet de Damas, vilayet d'Alep.

Ainsi la formation de cet « impact », de même que la diversité de ses conséquences, se révèle dans l'adaptation à cette inégalité des conditions naturelles et humaines. Cette adaptation élabora l'expérience qui fit agir, au lendemain de la première guerre mondiale, les hommes d'affaires lyonnais, désireux d'en profiter rapidement pour faire face aux nouvelles données des marchés¹.

* * *

Les soyeux lyonnais et la sériciculture syrienne avant 1914

L'intérêt direct porté par les marchands de soie de Lyon à la sériciculture syrienne ne date que de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'événement est donc récent si on le place dans la longue tradition séricicole de la Syrie ; il est lié à la conjoncture européenne et à ses prolongements mondiaux tels qu'ils s'exercent d'une part sur le marché lyonnais, et grâce aux possibilités d'action qu'ils offrent d'autre part en Méditerranée orientale.

Les marchands de soie de Lyon furent libérés des contraintes du protectionnisme par le traité de commerce de 1860. Aiguillonnés par une demande croissante à une époque où la sériciculture française traversait une crise grave — provoquée par les maladies cryptogamiques du

1. Abréviations utilisées dans les références : A. C. C. L. = Archives de la Chambre de Commerce de Lyon ; — A. D. A. = Archives de la Direction des Antiquités du Liban ; — A. E. = Archives des Affaires étrangères ; — C. R. T. L. = Compte rendu des Travaux de la Chambre de Commerce de Lyon (publication annuelle à partir de 1864).

Lyon et la Syrie en 1919

ver à soie — ils élargissaient le domaine de leurs affaires et ils cherchaient hors des limites de l'Europe à la fois des bas prix et de la bonne qualité. Rapidement le marché de Lyon s'affranchit de la tutelle de celui de Londres, principal entrepôt jusque-là des soies d'Asie ; les initiatives des Lyonnais pour s'assurer des points d'approvisionnement relativement sûrs et réguliers n'en furent que plus efficaces.

Les nouveaux moyens de transport leur ouvraient la Méditerranée où depuis longtemps le commerce français avait acquis ses droits et ses habitudes. Les vapeurs remplacent de plus en plus les voiliers pour les soies et les cocons expédiés de Beyrouth à Marseille ; « l'élévation du nolis des premiers, écrit le consul général de France à Beyrouth en novembre 1848, est en effet largement compensée par la rapidité du trajet et par conséquent par l'économie sur les frais d'intérêt d'argent qu'occasionnaient des traversées moyennes de 50 à 60 jours. Les primes d'assurance qu'on épargne quand les soies sont remises à des steamers dont treize ans d'épreuve constatent la parfaite construction et la solidité, font une autre compensation tout en faveur de la navigation à vapeur ». Une dizaine de voiliers chargent encore des soies en 1852 ; mais ce sont les derniers, dit le consul général¹. Pour lutter contre la concurrence des vapeurs du Lloyd autrichien et des vapeurs anglais, la navigation française est réorganisée dans le cadre des Messageries Impériales. Prolongeant la voie maritime et bénéficiant de la politique ferroviaire du Second Empire, le rail relie Paris à la Méditerranée dès 1855. A l'autre extrémité de cette mer, une société française — à laquelle participent la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Orléans et les Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée — commence en 1859 la construction d'une route carrossable de Beyrouth à Damas, et la met en service au début de 1863. Lyon trouve dans ces techniques un puissant support pour son commerce, et devient le grand marché mondial de la soie après le percement de l'isthme de Suez ; le trafic du nouveau canal provoque une animation maritime et un mouvement de capitaux qui rejoignent sur le Proche-Orient.

Ampleur croissante des affaires, besoin d'avoir des nouvelles aussi vite que possible. Les marchands de soie de Lyon, dont le Syndicat crée dès 1883 un bureau téléphonique, suivent de près les possibilités et les progrès de l'information. Avec la Syrie, la correspondance est transportée assez régulièrement par les bateaux à vapeur et la sécurité

1. A. E., Correspondance commerciale, Beyrouth, vol. 6, fol. 102 et fol. 406.

Dominique Chevallier

en est assurée par l'établissement d'un bureau de poste français à Beyrouth. Mais le milieu impose ses conditions : l'inconvénient principal reste la difficulté des liaisons avec l'intérieur ; pour avoir une réponse rapide, le meilleur moyen est d'envoyer un courrier particulier qui rapporte la réponse¹. Le filateur français installé au Liban ne peut qu'user des moyens traditionnels des montagnards.

* * *

L'important est que ces montagnards sont de vieux séricicteurs. « Comme le pais qu'habitent ces peuples (les Maronites), avertit Paul Lucas au début du XVIII^e siècle, est peu propre à leur fournir du vin et du bled, toute leur ressource est dans la vente de la soie, qu'ils retirent du grand nombre de vers à soie qu'ils nourrissent². »

De longue date la culture du mûrier avait été associée au commerce des échelles de Tripoli et de Sayda ; cet arbre sans beauté poussait avec autant de bonheur sur le littoral que, jusqu'à plus de 1.000 mètres d'altitude, dans les champs en terrasses aménagés sur les pentes du Liban.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, le commerce se concentra sur Beyrouth et la soie en constituait l'élément le plus important à l'exportation. Elle se dirigeait alors vers l'Égypte et vers Marseille, et de là vers le Maroc et vers l'Angleterre. La première place dans ce négoce était occupée par le commerce de Marseille et ce fut lui qui finança les premières filatures françaises qui s'installèrent dans le Mont Liban à partir de 1840 et dont le but était de fournir les soies de bonnes qualités qu'exigeait le tissage européen.

Les Lyonnais trouvaient donc en Syrie un domaine économique très favorable : une production et des besoins qui répondaient à leurs propres besoins ; une solide organisation commerciale et consulaire française. Mais ce qui permit aux Lyonnais d'utiliser ces avantages en les accroissant, ce furent les nouvelles possibilités humaines et politiques qui s'offrirent à eux, dans ce pays, après 1864.

A la suite de l'agitation sociale et de l'instabilité administrative qui

1. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 » ; rapport (août 1919) de Charles Croizat, directeur de la filature possédée au Liban par la grande maison lyonnaise Veuve Guérin.

2. *Troisième Voyage du sieur Paul Lucas fait en M DCC XIV...*, Rouen, 1719, t. I, p. 306.

Lyon et la Syrie en 1919

avaient secoué le Levant depuis 1840, et de ses aboutissements sanglants — en 1858 la révolte des paysans maronites¹, et en 1860 les massacres des Chrétiens par les Druzes et les Musulmans, prétexte de l'intervention militaire française en Syrie² — les puissances européennes, France, Angleterre, Russie, Autriche et Prusse, avaient imposé à la Porte une nouvelle organisation du Liban. L'article VI du règlement relatif à la réorganisation du Mont Liban, signé le 9 juin 1861 à Pétra, résumait les intentions des négociateurs européens, des Français avant tout, qui partaient de leur propre expérience économique et sociale pour la projeter sur les structures sociales libanaises et fixer ainsi les institutions de la nouvelle province ; il était ainsi conçu : « Égalité de tous devant la loi, abolition de tous les priviléges féodaux, et notamment de ceux qui appartenaient aux mokâtagis³. »

Tout le système administratif et judiciaire découlait de ce principe révolutionnaire que la Turquie de l'ère du Tanzimat devait bien accepter. Dans un cadre géographique limité, certains liens sociaux traditionnels étaient constitutionnellement rompus.

Les énergies humaines ainsi libérées étaient celles qui, depuis le XVIII^e siècle, avaient puisé leur dynamisme dans les relations commerciales et spirituelles avec la France. Des deux communautés principales du Liban, les Druzes et les Maronites, ces derniers étaient les bénéficiaires du nouveau règlement, et avec eux les intérêts français.

1. Voir D. CHEVALLIER, Aux origines des troubles agraires libanais en 1858, dans *Annales (Économies, Sociétés, Civilisations)*, 1959, p. 35-64 ; et D. CHEVALLIER, Que possédait un cheikh maronite en 1859 ? dans *Arabica*, VII, 1960, p. 72-84.

2. Voir M. ÉMERIT, La crise syrienne et l'expansion économique française en 1860, dans *Revue historique*, CCVII, 1952, p. 211-232. — Faut-il retenir l'hypothèse avancée par M. Émerit, dans son remarquable article, selon laquelle « il est... probable que les industriels lyonnais ont demandé instamment au gouvernement d'intervenir pour rétablir l'ordre, relever les ruines et développer la production de la soie dans ce pays » ? Aucune trace de ces demandes n'existe dans les Archives de la Chambre de Commerce de Lyon, alors qu'on en trouve tant pour celles de 1919, ou pour les interventions faites, en 1860 même, en vue d'obtenir l'abaissement des tarifs douaniers, alors la question essentielle pour les soyeux... Les intérêts proprement lyonnais étaient encore peu développés en Syrie ; une seule filature, celle de Henri Palluat et C^{ie}, y dépendait directement de Lyon. Cependant, ce pays représentait un espoir pour les hommes d'affaires lyonnais et beaucoup d'entre eux ont dû suivre avec une sympathie intéressée la politique française dans cette région. (« Il faut se hâter de nouer des relations directes avec la Chine, même par la force, et avec la Syrie, où la production se développera quand la sécurité sera revenue et les capitaux mieux protégés. » *Revue commerciale*, par J.-H. LACROIX ; *Progrès de Lyon*, 10 juillet 1860. Cité par M. ÉMERIT, p. 225.) Ce qui est sûr, c'est que les Lyonnais ont largement profité des conséquences de l'expédition de 1860.

3. I. DE TESTA, *Recueil des traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères*, Paris, 1884, t. VI, p. 340.

Dominique Chevallier

Mieux que par le passé, les Maronites purent adapter la propriété foncière et les cultures aux possibilités offertes par le commerce extérieur¹, en même temps que l'autonomie et les priviléges de la *motaçarrifya* du Liban offraient des garanties pour les investissements du capital étranger².

Quant à la « traditionnelle » politique de la France de protection à l'égard des Chrétiens d'Orient, elle fournissait de solides liens moraux à ces intérêts qui se conjuguaient. Pour les Maronites, chez qui la personnalité du groupe se cristallisait dans une attitude confessionnelle, ces attaches morales et matérielles orientaient les critères de la pensée et de la pratique. L'intervention de la France, après les massacres de 1860, avait rendu plus vif le sentiment populaire francophile de ces « minoritaires » ; cette tendance fut soigneusement entretenue par les religieux français au Liban, pour qui c'était aussi un des moyens de lutter contre l'influence protestante anglo-saxonne. L'horreur du passé sanglant était pour les Maronites un thème politique de leur amitié pour la France, en même temps qu'elle constituait un aliment mystique de leur religiosité. Confrontée à l'expérience des nouvelles conditions administratives et des possibilités d'essor économique et social, cette horreur d'un passé qui avait menacé d'empêcher cette situation privilégiée, et que l'environnement social islamique rendait vivant, ne fut que plus intense.

Situation éminemment favorable pour un renouveau de la propagande religieuse et le développement de la culture française ; « la nouvelle constitution du Liban imposée à la Porte... avait affranchi les œuvres catholiques des entraves que les lois et les fonctionnaires musulmans leur créent dans les autres provinces³ ». Ici on retrouve Lyon sous un autre aspect.

Les Jésuites étaient venus installer une nouvelle mission dans le

1. L'article XVII du Règlement prévoyait « la levée du cadastre de toutes les terres cultivées » (*Ibid.*, p. 343).

2. « Art. X. Tout procès en matière commerciale sera porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre un sujet ou un protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne sera soumis à la juridiction de ce même tribunal » (*Ibid.*, p. 341).

Beyrouth n'était pas inclus dans la *motaçarrifya* du Liban, mais était le centre d'action des commerçants européens dans la région. Le tribunal de commerce de Beyrouth, institué en 1850 et présidé par un notable musulman de la ville, était composé d'une majorité d'Européens et de commerçants levantins étroitement liés au commerce européen.

3. M. JULLIEN, S. J., *La nouvelle mission de la Compagnie de Jésus en Syrie (1831-1895)*. Tours, 1898, t. II, p. 1.

Lyon et la Syrie en 1919

Proche-Orient en 1831. Parmi eux il y avait des Lyonnais, et dès 1834 le supérieur général de la Compagnie confia le soin et le recrutement de cette mission de Syrie à la « province » de Lyon, très active en France à cette époque¹. Mais, sous la monarchie de Juillet, les Jésuites de Syrie s'étaient heurtés à l'hostilité irréductible de Guizot qui fondait la propagande française sur l'action des Lazaristes, beaucoup plus dévoués que leurs rivaux à l'orientation politique de son gouvernement. Ils furent ainsi mis dans l'impossibilité d'établir un séminaire à Beyrouth, comme ils l'avaient projeté dès ce moment.

La situation changea après 1860, dans le nouveau contexte du Liban. Il y eut confluence des buts du gouvernement français et de ceux des Jésuites qui se montraient les missionnaires français les plus actifs et les plus éclairés. En 1875, leur séminaire-collège de Ghazir fut transféré à Beyrouth, dans un bâtiment nouvellement construit — le *Syrian Protestant College* avait été fondé à Beyrouth en 1866 sous l'égide de la Mission presbytérienne américaine. Les relations de plus en plus fréquentes avec l'Europe, et plus particulièrement avec la France, assureront le succès et l'utilité de cet établissement qui délivra un baccalauréat dont le gouvernement français reconnut l'équivalence avec le baccalauréat français. Il se constitua en Université Saint-Joseph et, en 1881, Léon XIII lui donna le droit de conférer des grades académiques en théologie. En France, les présidents du Conseil de cette époque, Jules Ferry et Gambetta — l'action extérieure de la France ne s'accommodait pas d'anticléricalisme — obtenaient que le Parlement votât des crédits alloués à cette université pour fonder une école de médecine².

Lyon fut donc le centre d'une action spirituelle et d'une action économique en direction de la Syrie. Ces actions furent bien distinctes l'une de l'autre : les intérêts économiques concrets ne se confondaient pas avec un apostolat aux ambitions plus lointaines. Mais leur parallélisme, dans ces années quatre-vingts où l'une et l'autre se renforçaient, ne pouvait que donner plus de poids à chacune d'entre elles. Les soyeux lyonnais trouvaient à Beyrouth une élite commerçante formée par un enseignement français, mais aussi, dans la Montagne séricole, une population à laquelle prêchaient des prêtres libanais ins-

1. C'étaient également des Jésuites lyonnais, les PP. Gaspard Manilier et Jean Sella, qui avaient fondé, en 1626, l'ancienne mission des Jésuites en Syrie.

2. M. JULLIEN, *op. cit.*, t. II, p. 75 sqq.

Dominique Chevallier

truits par les Jésuites. Les progrès de l'activité économique française créaient d'autre part « un appel culturel » dont les Jésuites étaient les premiers à bénéficier. Plus les relations personnelles...

Les années quatre-vingts marquent, en effet, une étape importante pour la sériciculture en Syrie. L'année de l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre est aussi celle où la production de soie syrienne connaît un nouveau départ grâce à son absorption par le marché lyonnais (fig. 2). Simple coïncidence, mais qui est le signe de la sécurité que donne aux capitaux français le partage effectif d'influence entre la France et l'Angleterre dans cette zone. Témoignage aussi du rôle déjà exercé par les intérêts français au Liban, en cette période où la dépression précipite l'expansion impérialiste.

Quelle fut la part de Lyon dans cette production ?

* * *

Dans les années 1854-1858, la célèbre maison lyonnaise Arlès-Dufour commence à informer ses correspondants des prix et de la production des cocons en Syrie¹. A partir de 1865, le Consulat général de France à Beyrouth envoie chaque année un rapport sur la récolte des cocons. A partir de 1867, les différentes qualités de soies en provenance de Syrie sont plus souvent cotées à la bourse de Lyon². A partir de 1873, la *Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger*, nouvelle publication annuelle du Syndicat des Marchands de soie de Lyon, fournit des renseignements sur la « marche » de la sériciculture en Syrie, la qualité de ses produits, les prix des cocons.

Cette chronologie témoigne de la curiosité croissante des Lyonnais pour cette région ; mais elle recoupe celle des progrès de l'information économique internationale sur le marché lyonnais, lorsque celui-ci cherche l'essentiel de son approvisionnement hors de France. Il faut donc s'adresser aux chiffres pour obtenir des données quantitatives plus éloquentes.

Que valent ces chiffres ?

Seules les sources lyonnaises les fournissent en relative abondance, d'une façon assez suivie, et avec des informations permettant leur in-

1. Lettres-circulaires de l'*Ancienne Maison Arlès-Dufour et C°*, conservées et obligatoirement communiquées par la maison Morel-Journal de Lyon.

2. A. C. C. L., Registres du « Cours officiel des soies ».

terprétation. Mais comment ont-ils été établis? Pour des raisons fiscales, l'administration ottomane relève parfois le nombre des mûriers plantés; encore cela ne concerne-t-il pas la *motaqarrifya* du Liban qui, dans ce domaine aussi, ne suit que ses propres règlements. Les marchands de soie cherchent par conséquent leurs renseignements auprès des autorités consulaires, de leurs agents commerciaux en Syrie, des établissements bancaires de Beyrouth, des filateurs installés dans le Liban qui ont eux-mêmes leurs propres agents. Ce sont des chiffres approximatifs, mais leur estimation est issue de la pratique commerciale et répond aux besoins de cette pratique. Ils sont donc assez sérieux pour donner un ordre de grandeur valable, et pour être comparés aux chiffres, beaucoup plus précis, établis pour la France.

La moyenne annuelle des prix des cocons est calculée compte tenu des variations saisonnières et de la disparité de ces prix, l'offre et la demande variant suivant les régions, la condition des vendeurs et des acheteurs, les qualités. Pour la production, la prudence de l'estimation lyonnaise écarte les données trop incertaines. Si les cocons dévidés dans les filatures européennes ou « à l'europeenne », dont les soies entrent dans le circuit commercial international, n'échappent pas à l'évaluation, les cocons servant à filer par des moyens archaïques des soies écoulées uniquement en Syrie sont moins faciles à estimer avec une relative précision; mais quantitativement et qualitativement ces soies constituent la partie la moins importante de la production. Les marchands lyonnais calculent donc la quantité de soie produite en Syrie en divisant la quantité estimée des cocons produits par le « rendement moyen à la bassine » des filatures du Liban; le chiffre ainsi obtenu est un peu abaissé pour tenir compte des pertes qu'il y a dans les filatures primitives. Entre 1873 et 1913, il y a cependant une amélioration de la productivité d'une part parce que la quantité de soie « filée à l'arabe » diminue — irrégulièrement d'ailleurs — et d'autre part parce qu'il y a une amélioration du « rendement à la bassine » qui passe de 14 pour 1 à 11 1/2 pour 1. Il faut enfin remarquer que, d'après ce système de calcul, la production totale de la soie grège de Syrie est légèrement supérieure à la production fournie par les filatures installées en Syrie, car quelques balles de cocons séchés sont exportées vers la France et l'Italie.

La première constatation qui s'impose est l'augmentation de la production de soie syrienne, de 1870 à la fin de la première décennie du xx^e siècle (fig. 1).

Cet aspect la distingue nettement de la production française qui ac-

Dominique Chevallier

cuse une reprise jusque vers 1895, mais ensuite décline définitivement devant la concurrence des soies étrangères. Cependant, à partir de cette date aussi, ralentissement en Syrie parallèlement au tassement des prix des cocons (fig. 2, IV). Les causes de cette moindre réaction devant la concurrence qu'exerce sur le marché mondial l'afflux des soies d'Extrême-Orient produites aux prix les plus bas sont à cher-

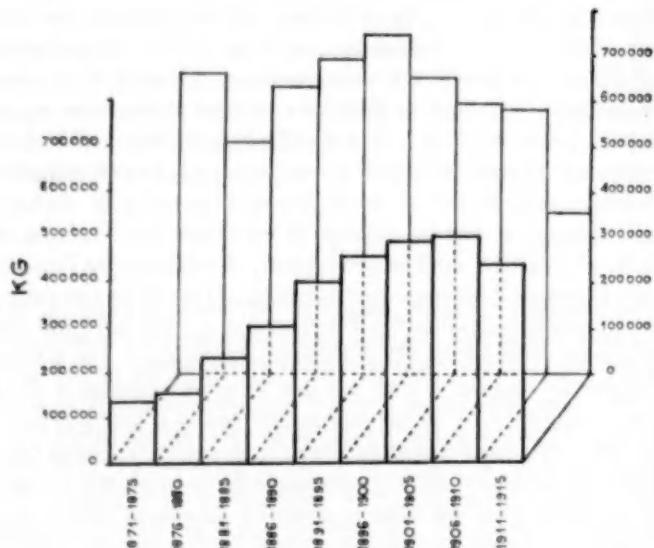


FIG. 1. — Productions comparées de la soie grège en Syrie et en France, de 1871 à 1915 (moyennes quinquennales).
En traits épais, au premier plan, la production syrienne.
(D'après la *Statistique de la production de la soie*.)

cher dans les conditions économiques et sociales de la production, très différentes de celles de la France.

La soie syrienne est-elle aussi une rivale de la soie française? L'étude du mouvement de la Condition des soies de Lyon, organisme par où passent toutes les soies arrivant sur cette place, indique l'appel continu, et croissant, que constitue le marché lyonnais (fig. 2, II, et tableau II). Les courbes I et III de la figure 2 montrent clairement que l'augmentation de la production syrienne après 1880 répond directement à cet appel : le pourcentage des soies de Syrie arrivant à la Condition des soies de Lyon grandit en même temps que la production.

Lyon et la Syrie en 1919

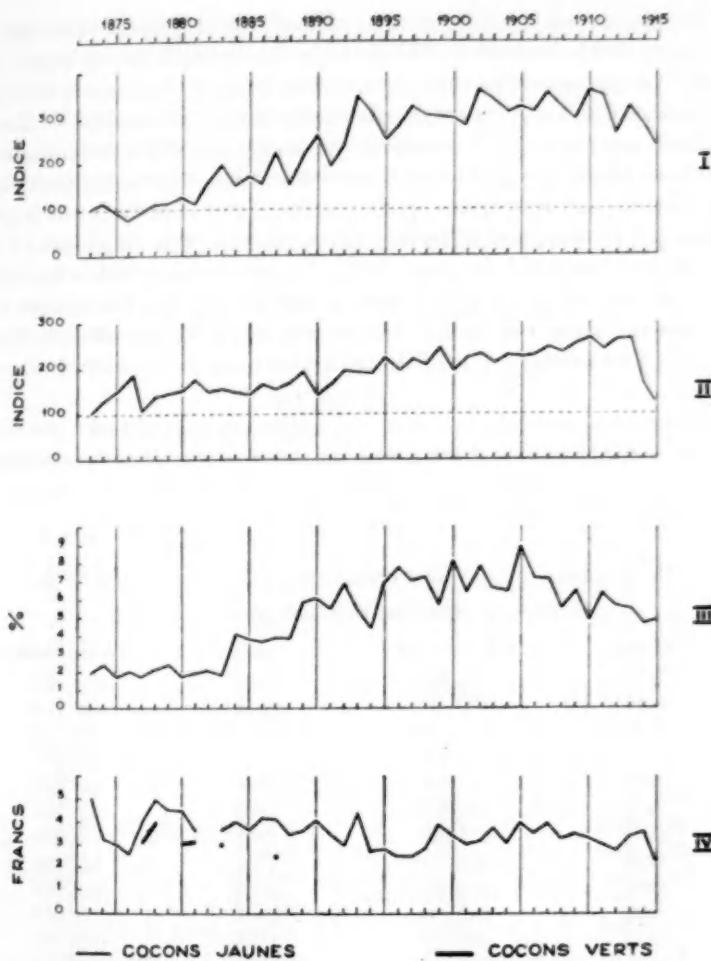


FIG. 2. — I. Production de la soie grège de Syrie : indice 100 en 1873. (Voir tableau I.)
 II. Mouvement de la Condition des soies de Lyon : indice 100 en 1873. (Voir tableau II.)
 III. Pourcentage en poids des provenances de Syrie dans le mouvement de la Condition des soies de Lyon. (D'après le *Compte rendu des opérations de la Condition des soies de Lyon*.)
 IV. Prix moyens, en francs, du kilogramme de cocons en Syrie. (D'après la *Statistique de la production de la soie*, et G. Ducousso, pour les années 1873, 1874, 1875, 1876, 1880, 1884, 1885.)

Dominique Chevallier

Le mouvement similaire de ces courbes trace la période où le capital lyonnais est le véritable stimulant de la sériculture syrienne. Le pourcentage des soies syriennes arrivant à Lyon n'est cependant pas très élevé, surtout si on le compare au pourcentage des soies de Chine et du Japon qui forment la majeure partie des importations lyonnaises. Dans les années qui précèdent la guerre de 1914, le pourcentage syrien diminue même nettement, car la production syrienne marque le pas alors que les soies d'Extrême-Orient continuent leur progression à la Condition des soies de Lyon. Mais ce que les marchands lyonnais trouvent au Levant, c'est une production qu'ils dominent presque entièrement : au début du XX^e siècle, plus de 90 % des soies de Syrie vont en France (fig. 3, II). Leur position est donc devenue extrêmement solide.

D'autant plus solide que pour son approvisionnement en « graines » de ver à soie, le sériculteur syrien est encore dépendant de la France.

TABLEAU I

PRODUCTION DE LA SOIE GRÈGE SYRIENNE, DE 1873 A 1915.

(D'après la *Statistique de la production de la soie*.)

Années	Kilogrammes	Années	Kilogrammes
1873	150 000	1895	376 000
1874	170 700	1896	420 000
1875	135 700	1897	490 000
1876	117 500	1898	465 000
1877	140 000	1899	456 000
1878	165 000	1900	450 000
1879	171 000	1901	425 000
1880	193 000	1902	540 000
1881	166 000	1903	510 000
1882	235 000	1904	470 000
1883	290 000	1905	490 000
1884	230 000	1906	470 000
1885	256 500	1907	535 000
1886	233 000	1908	490 000
1887	340 000	1909	445 000
1888	231 000	1910	540 000
1889	324 000	1911	525 000
1890	390 000	1912	400 000
1891	290 000	1913	490 000
1892	350 000	1914	430 000
1893	520 000	1915	350 000
1894	466 000		

Lyon et la Syrie en 1919

L'espèce autochtone de chenille qui avait fait jadis la renommée de la soie syrienne, disparut entre 1853 et 1873. En 1853, la muscardine, maladie du ver à soie dévastant alors les élevages français et italiens, fut introduite dans le pays d'Antioche à la suite de l'importation de graines contaminées, en provenance d'Italie, par une maison française qui voulait spéculer dans cette région sur le bas prix de la main-d'œuvre paysanne à une époque de hausse des prix des cocons¹. En 1872, la pébrine, autre maladie du ver à soie, fit encore des ravages dans différents districts de la Syrie². L'importation des graines ne devait à l'origine qu'être un complément pour le grainage syrien qui ne pouvait plus satisfaire la faim européenne de soie ; la conséquence des ma-

TABLEAU II

MOUVEMENT DE LA CONDITION DES SOIES DE LYON, DE 1873 A 1915.

(D'après le *Compte rendu des opérations de la Condition des soies de Lyon*.)

Années	Kilogrammes	Années	Kilogrammes
1873	3 067 140	1895	6 780 885
1874	3 895 893	1896	6 050 149
1875	4 477 521	1897	6 751 806
1876	5 675 208	1898	6 403 631
1877	3 323 184	1899	7 490 117
1878	4 244 141	1900	5 967 545
1879	4 449 530	1901	6 806 353
1880	4 652 535	1902	7 087 184
1881	5 348 035	1903	6 505 109
1882	4 609 739	1904	7 007 243
1883	4 649 866	1905	6 889 485
1884	4 564 673	1906	7 039 873
1885	4 400 697	1907	7 483 083
1886	5 047 565	1908	7 236 174
1887	4 744 672	1909	7 714 262
1888	5 128 016	1910	8 112 608
1889	5 834 576	1911	7 380 604
1890	4 369 138	1912	7 986 240
1891	5 013 512	1913	8 145 144
1892	5 975 974	1914	5 048 329
1893	5 878 443	1915	3 672 364
1894	5 805 924		

1. A. E., Correspondance commerciale, Beyrouth, vol. 6, fol. 450 sq. et fol. 467.

2. A.-M. BOURGAUD, *Lyon et le commerce des soies avec le Levant*, Lyon, 1901, p. 22.

Dominique Chevallier

ladies qu'elle provoqua fut qu'elle finit par être une nécessité vitale pour le maintien de la sériciculture syrienne.

Après 1863, la Syrie acheta des graines japonaises, arrivant à Beyrouth via Marseille. Les vers à soie s'acclimatèrent et permirent d'obtenir une production syrienne de semences japonaises qui connut un certain succès jusque vers 1875. Cependant la mauvaise qualité de ce

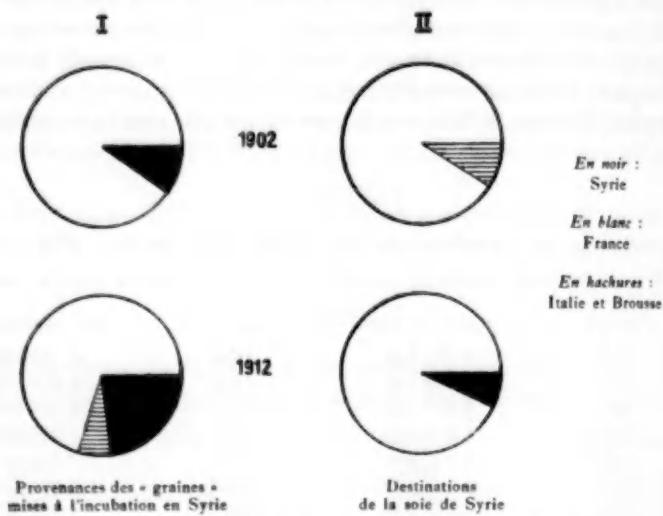


FIG. 3. — Sériciculture syrienne et marché français.
(D'après la *Statistique de la production de la soie*.)

grainage, le bas prix des cocons verts du Japon (fig. 2, IV) qui ne donnaient qu'une soie inférieure, firent peu à peu abandonner cette espèce.

Ce furent alors les graines de Corse, du Var et des Alpes-Maritimes, sélectionnées suivant le système Pasteur, qui alimentèrent presque exclusivement les élevages syriens. Les cocons jaunes ainsi obtenus fournirent une soie de qualité qui permit aux sériciculteurs de résister à la concurrence des bas prix d'Extrême-Orient et d'augmenter leur production ; les marchands lyonnais, qui recherchaient cette qualité, accentuèrent l'évolution en avançant les fonds nécessaires à l'achat de ces graines¹. Le grainage local à partir de cette nouvelle espèce resta

1. G. DUCOUSSO, *L'industrie de la soie en Syrie*. Paris-Beyrouth, 1913, p. 63 sqq. ; *Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger*. Lyon, 1873 à 1914.

Lyon et la Syrie en 1919

médiocre, malgré des règlements ottomans destinés à le protéger, mais contraires à la « liberté du commerce » et donc pas appliqués ; la mauvaise récolte de 1912 fut attribuée à la tentative timide de mettre des graines syriennes à l'incubation (fig. 3, I, et fig. 2, I)¹.

Les hommes d'affaires français étaient devenus les entrepreneurs de la sériciculture syrienne, fournissant les graines et prenant la soie. Si cette soie n'occupait qu'un rang secondaire sur le marché lyonnais, par contre Lyon constituait son débouché essentiel. Maîtres de cette production, les marchands lyonnais, qui avaient d'autres sources d'approvisionnement, faisaient les prix en Syrie. A travers Lyon, la Syrie était soumise à la conjoncture mondiale de la soie, aux fluctuations générales auxquelles cette conjoncture était attachée.

Il put en résulter des phénomènes complexes dont le détail n'a pas encore été étudié. Ainsi la baisse des cocons, entre 1894 et 1897 (fig. 2, IV), ne fut pas indépendante du mouvement extérieur des prix² et fut liée à la crise qui secoua les affaires financières et commerciales de Beyrouth en 1895-1896, et qu'aggrava le climat d'anxiété créé chez les Chrétiens de l'Empire ottoman par les massacres d'Arméniens³.

Cette prise de possession par les marchands lyonnais d'une production traditionnelle de la Syrie n'alla pas cependant sans une grave opposition du milieu. Liée à l'augmentation de la production, l'amélioration de la qualité des soies était un besoin de l'exportation, non d'un artisanat traditionnel. Donc un problème de vie pour certains groupes sociaux. Ici nous nous enfonçons vers l'intérieur musulman de la Syrie, vers Homs, vers Alep, vers Damas surtout, où survivent d'antiques métiers à tisser la soie. Cette soie « filée à l'arabe » qui, entre les mains d'artisans respectueux des vieilles méthodes, donne des étoffes au cachet et au goût si particuliers⁴. A la fin du XIX^e siècle,

1. G. DUCOUSSO, *op. cit.*, p. 137.

2. Cf. aussi le graphique du « Mouvement des prix au XIX^e siècle », dans R. SCHNEIDER, *Le XIX^e siècle*, t. VI de l'« Histoire générale des Civilisations », p. 67.

3. Sur cette crise, voir N. VERNEY et G. DAMMANN, *Les puissances étrangères dans le Levant*. Paris-Lyon, 1900, p. 170 et p. 340.

4. L. MASSIGNON, La structure du travail à Damas en 1927, dans *Cahiers internationaux de Sociologie*, XV, 1953, p. 47, donne pour les étoffes damascaines 6.175 métiers et 6.910 ouvriers en 1912. Rien que pour les étoffes de soie, H. DONATO, alors drogman au consulat de France à Damas, donne 1.500 métiers et 8.000 ouvriers en 1899 (*Bull. mensuel de la Chambre de Commerce française de Constantinople*, février 1900, p. 273 ; avec description des étoffes, mêlées le plus souvent de coton). Autre estimation approximative de G. DUCOUSSO (*op. cit.*, p. 206) : 2.500 métiers à tisser la soie à Damas vers 1910.

Sur l'ancienneté de cette corporation : É. COMBE, J. SAUVAGET, G. WIET, *Répertoire chrono-*

Dominique Chevallier

on parle depuis bien longtemps du déclin de ces métiers devant la concurrence des cotonnades d'Angleterre et de Suisse, des soieries de Suisse, d'Italie, de Lyon, qui imitent leurs produits par la forme, non par le génie ; on parle aussi du remplacement du costume oriental par le costume européen, et donc de la mode des tissus européens. Déclin certes, mais freiné par la nécessité d'être de toute une société urbaine, par le vouloir vital de sa propre organisation.

Les métiers de Damas existaient par leurs corporations, élaborées et équilibrées dans les cadres sociaux de la cité musulmane. Le travail était inséparable de son éthique dont la solidarité des compagnons de travail était le support tout à la fois mystique et humain, « héroïque » et professionnel¹. Ces valeurs historiques justifiaient la résistance à l'Europe ; elles étaient elles-mêmes refus. Ce refus, qui n'était pas seulement défense sociale, mais défense du travail, donc de l'existence, ne pouvait être que par les méthodes archaïques du travail dans la structure corporative ; l'initiative technique « à l'europeenne » était étouffée : l'introduction de quatre métiers Jacquard à Damas, au début du xx^e siècle, fut un échec². — Orientation aussi d'attitudes et de pensées dans ces pays prenant un retard économique et technique. — Les artisans étaient unis à leur clientèle par un puissant lien de civilisation, par la valeur renouvelée de son élan humain dans une commune situation historique. Au début du xx^e siècle, les soieries de Damas passaient les limites de la Syrie, vers l'Anatolie, la Palestine, Bagdad, la Mekke, l'Égypte, le Soudan.

Par sa demande de soie « filée à l'arabe », cet artisanat maintenait l'existence de techniques archaïques dans la filature ; ses besoins faisaient passer une partie des cocons hors du circuit du grand commerce... et il contribuait par là à protéger l'encadrement social de ce travail rural. Ce système était aussi une gêne pour l'extension de la filature « à l'europeenne » dont la production aux qualités standardisées était stimulée et contrôlée par les marchands lyonnais.

Mais en face de la tradition corporative musulmane, se dressait la

nologique d'épigraphie arabe. Le Caire, 1941-1942, t. XI, p. 92, n° 4142 (*al-Haririyin*, annés 635 H) ; A. TALAS, *Thimdr al-maqṣid fl dhikr al-masjid li-Yāsuf b. 'Abd al-Hādī*. Beyrouth, 1943, p. 148, n. 1, et p. 214.

1. Cf. L. MASSIGNON, La « *Futuwwa* » ou « pacte d'honneur artisanal » entre les travailleurs musulmans au Moyen Age, dans la *Nouvelle Clio*, IV, 1952, p. 171-198 ; J. BENQUAIS, *Medinas, villeneuves et bidonvilles*, dans les *Cahiers de Tunisie*, VI, 1958, p. 16.

2. G. DUCOUSSO, *op. cit.*, p. 202.

puissante organisation commerciale et financière de ces marchands. Ils jouèrent sur les différences des prix et des qualités de la matière première à l'importation et à l'exportation : en 1899, la soie syrienne filée « à l'europeenne » fut vendue à Marseille de 53 à 50 francs le kg, et les maisons lyonnaises importèrent en Syrie 60 000 kg de soies d'Extrême-Orient au prix de 22 à 25 francs le kg. L'expérience eut les résultats attendus : en 1902, une petite quantité de soie filée « à l'arabe » fut produite, tandis que, en échange, 120 000 kg de soie venant de Shanghai furent débarqués à Beyrouth. Si la quantité en diminua dans les années qui suivirent (75 000 kg en 1903-1904, 48 000 kg en 1904-1905), le système demeura, refoulant et contenant les filatures « à l'arabe » dans les zones marginales moins touchées par le commerce extérieur : pays d'Antioche, de Souaydié¹...

Ainsi la soie de Chine ou du Japon, vendue par un marchand lyonnais, couvrait un Mekkois ou un Soudanais après avoir été tissée sur le métier d'un artisan damascain. Le Lyonnais était au centre de l'opération, et, en introduisant des soies bon marché en Syrie, il faisait en outre pression sur les prix des bonnes soies qu'il y achetait.

Symbole de son emprise.



Les marchands de soie de Lyon s'assurèrent cette domination sur la sériculture syrienne par l'investissement de capitaux et l'octroi de larges crédits. Ils devaient contrôler la production pour alimenter leur commerce et l'ampleur des financements réalisés dans ce but en faisait de véritables banquiers. Ce signe des temps se manifesta souvent par une accentuation d'habitudes plus anciennes ; par exemple, les Guérin — maison Veuve Guérin et Fils — se livraient déjà au début du XIX^e siècle à une activité bancaire qui était subordonnée à leur activité commerciale. Mais les autres maisons utilisèrent aussi les méthodes bancaires pour soutenir le commerce international de la soie.

En Syrie, le financement se fit d'abord pour les filatures et par le canal des filatures. On revient là aux franges littorales et montagneuses où les Maronites furent les premiers bénéficiaires de cette irrigation de capitaux. Les filatures européennes ou « à l'europeenne » furent cons-

¹. *Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger*. Lyon, 1902 et années suivantes ; H. DONATO, *op. cit.*, p. 272 sq. ; VERNEY et DAWBMANN, *op. cit.*, p. 650.

Dominique Chevallier

truites, dans leur immense majorité, dans la *motaçariflyā* du Liban ; en 1912, cette province comptait 8 669 bassines contre 878 seulement dans le vilayet de Beyrouth.

Les filatures françaises, toutes installées dans la Montagne, avaient donné l'exemple du renouveau de la technique. Elles restaient des établissements « pilotes », améliorant la production et l'orientant suivant les besoins du commerce extérieur. Elles étaient donc les premières à être liées à la finance lyonnaise.

La plus ancienne, celle qui fournissait toujours la meilleure soie

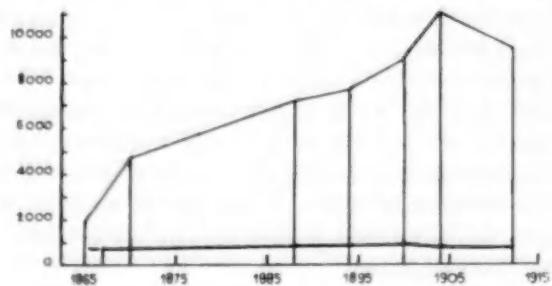


FIG. 4.

Nombre de bassines utilisées dans les filatures de Syrie.

Le trait épais indique le nombre des bassines utilisées dans les filatures françaises de Syrie.

(D'après G. Ducouso, le *Bulletin mensuel de la Chambre de commerce française de Constantinople*, la *Statistique de la production de la soie*, A. M. Bourgeaud.)

grège, avait été fondée en 1840 par un commerçant du Midi, Nicolas Portalis, avec l'appui du commerce de Marseille. Un inventaire après décès permet de connaître, en 1882, la répartition du capital de Fortuné Portalis, propriétaire de la filature à cette époque¹. Il laissait en mourant une fortune officiellement estimée à 706 307 francs — une de ses filles prétendait qu'un inventaire établi à Lyon élevait le chiffre à 850 000 francs. Cet actif comprenait l'encaisse, 274 902 francs, un compte dans une banque de Beyrouth, 36 892 francs, des propriétés plantées de mûriers dans le Chouf et des créances, 100 000 francs, la filature de Btâter et ses dépendances, 100 000 francs, quatre actions

1. A. E., Consulat général de Beyrouth ; succession Portalis.

Lyon et la Syrie en 1919

de la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, 9 300 francs ; il était d'autre part constitué par soixantequinze actions de la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez, valant 174 375 francs, déposées chez A. Pirjantz, de Michaux et C^e à Lyon. Cet établissement avait aussi ouvert un compte à Fortuné Portalis — 1 163 francs à sa mort — et engageait des fonds dans son entreprise lors des campagnes de filage.

Ce filateur français, de son observatoire libanais ouvert sur le trafic maritime, retrouvait dans sa propre fortune des intérêts méditerranéens et mondiaux de Marseille et de Lyon : tout son avoir qui n'était pas consacré à la soie, était *investi uniquement en actions de la Compagnie universelle du Canal maritime de Suez*, sous la direction d'un banquier lyonnais.

La filature de al-Qrattyé, dans le Maten, était, elle, la propriété d'une maison lyonnaise. Exploitée depuis 1862 par la maison Palluat et Testenoire, elle fut rachetée en 1900 par la puissante Maison Veuve Guérin et Fils. En 1904, Charles Guérin la dota d'un outillage moderne et en obtint un rendement supérieur et un fil excellent¹. A la veille de la première guerre mondiale, avec ses 558 bassines réparties dans quatre bâtiments, avec ses fours-séchoirs pour cocons, c'était la principale entreprise industrielle de la Syrie.

Il ne restait à cette époque que trois filatures françaises contre dix en 1867 et cinq en 1885. Seuls les petits établissements avaient été éliminés ; mais le nombre total des bassines appartenant à des Français n'avait que peu varié (fig. 4). Elles étaient même plus intensément utilisées par leur concentration dans les filatures de la maison Veuve Guérin, de Portalis — 210 bassines —, et de Mourgue d'Algue — famille nommée vers 1840 Dalgue Mourgue et liée au commerce de Marseille — 171 bassines.

Ces établissements étaient dirigés avec compétence et bénéficiaient des facilités de transport que leur offrait la proximité de la route de Beyrouth à Damas et de la nouvelle voie ferrée, mise en service en 1895. Ils soutenaient la concurrence spéculative des filatures libanaises « à l'europeenne » par leur supériorité technique et la qualité de leur travail, par leurs possibilités financières et leur concentration ; ils avaient en outre un rôle régulateur de la production et des prix. Mais la stabilité du nombre des bassines utilisées par les Français contraste

1. G. Ducouso, *op. cit.*, p. 134.

Dominique Chevallier

avec le développement considérable des filatures « à l'européenne » dans le Mont Liban (fig. 4).

Car ces nouvelles filatures libanaises ne pouvaient fonctionner qu'avec le concours des capitaux des marchands lyonnais. Pour eux, c'était l'essentiel, puisqu'ils pouvaient contrôler l'essor de cette industrie sans en supporter les risques et les difficultés.

Il en résulte un autre contraste : alors que les filatures françaises se remarquaient par leur concentration et leur importance industrielle, la plupart des filatures libanaises « à l'européenne » étaient des établissements sommaires, ne fournissant que des soies de « deuxième ordre », qui étaient cependant recherchées par la qualité que leur donnait le cocon et formaient le plus gros contingent des soies exportées vers la France. Le Libanais, qui construisait une filature, voulait d'abord profiter de la spéculation qu'autorisait l'augmentation de la production pour le débouché lyonnais ; 8 000 à 10 000 francs lui suffisaient pour établir une filature de 40 bassines¹. Cette installation n'était pas le plus coûteux. Le principal investissement était provoqué par l'achat des cocons et le fonctionnement de la filature ; le filateur devait disposer de 3 500 à 5 000 francs par bassine, suivant le cours des cocons. Or les filateurs libanais ne disposaient que très rarement de telles sommes pour leurs campagnes de filage ; le capital lyonnais intervenait alors. Certains filateurs étaient directement en liaison avec une maison lyonnaise qui leur consentait des avances au taux de 4 à 6 %² ; cette avance était remboursée par des envois de soie livrée en consignation au fur et à mesure de la production. Mais assez souvent les marchands lyonnais ne connaissaient pas le sérieux et la solvabilité des filateurs syriens ; aussi préféraient-ils faire des avances par l'intermédiaire des banques de Beyrouth. Cette solution était une garantie pour les fonds lyonnais, mais elle était peu avantageuse pour le filateur libanais, car le banquier beyrouthin lui imposait un taux d'intérêt de 10 % et plus, accompagné fréquemment de certaines garanties, telles les hypothèques foncières. Ces banques se faisaient également rembourser en soie pour l'envoyer, à leur tour, à Lyon. Elles étaient donc devenues un chaînon important du trafic ; le banquier Bassoul, par exemple, correspondant de grandes maisons lyonnaises,

1. C. R. T. L., 1919, p. 454 ; rapport Ch. Croizat.

2. En 1909 et en 1910, la maison Veuve Guérin fixe les intérêts : « 100 jours à 6 %. » A. D. A. 7151 (XI-2) et 7148 (XI-2).

Lyon et la Syrie en 1919

était le principal expéditeur de soie dans les années qui précédèrent la guerre.

Vers 1910, Lyon avançait environ 8 millions par an, sommes équivalant à un peu plus du tiers de ce que les marchands de soie achetaient en Syrie¹. Une large part de cet argent était consacrée par les filateurs à l'achat des cocons ; le financement des filatures alimentait ainsi toute la sériciculture syrienne. Mais, ici encore, un intermédiaire. Rarement le paysan, éducateur de vers à soie, traitait directement avec le filateur ; selon une vieille méthode adoptée par les nouveaux industriels, des courtiers parcouraient les régions séricicoles à l'époque de la récolte des cocons. Une minorité d'entre eux, les courtiers « à la confiance », opérait pour le compte d'une grosse filature ; les autres travaillaient « à leur compte » et portaient aux filateurs des cocons qui leur étaient payés comptant, mais non sans débat... Au début de la campagne la concurrence des filateurs faisait généralement hausser les prix, qui, par la suite, diminuaient.

De même que les courtiers « à la confiance », les courtiers « à leur compte » n'agissaient pas avec leurs propres capitaux, mais empruntaient à des banquiers, à des filateurs ou à de gros propriétaires les fonds qui leur étaient nécessaires. La solvabilité de l'emprunteur était garantie par des hypothèques ou la caution des notables de son village. Munis de ces sommes, les courtiers cherchaient à se procurer les cocons au prix le plus bas ; pour y arriver, ils se faisaient souvent marchands de graines de ver à soie, plaçant cette marchandise au paysan non contre un paiement en numéraire, mais en exigeant une participation à la récolte. Ce mode de remboursement était d'ailleurs aussi pratiqué par les maisons de commerce de Beyrouth qui se chargeaient de vendre les graines françaises en Syrie ; la participation variait, suivant les rendements obtenus dans les différentes régions, du septième à la moitié

1. VERNEY et DAMBRMANN, *op. cit.*, p. 168 ; G. DUCOUSSO, *op. cit.*, p. 173. Pourrait-on connaître l'origine exacte et l'importance quantitative de ces capitaux, le rythme de leur arrivée au Liban ? Le déclin de la soierie lyonnaise a été funeste à la conservation des archives privées ; pour les maisons qui périllicitent, elles peuvent encore être source de rentrées en étant vendues comme vieux papiers. D'autres ont disparu plus mystérieusement : tel est notamment le cas des documents de la Banque Veuve Guérin qui seraient pourtant si utiles à la connaissance des investissements français au Levant. Lorsque cette banque fit faillite en 1931, son conseil d'administration décida de donner ses archives de la période 1792-1911 aux Archives départementales du Rhône ; mais seules les années 1792-1850 ont été effectivement versées à cet organisme (voir le *Registre des rentrées et le Compte rendu de l'Archiviste en chef du Rhône*, 1933). La trace du reste s'est perdue...

Dominique Chevallier

de la récolte. La pénurie d'argent liquide ou les dettes obligaient fréquemment le petit éleveur à accepter ces conditions qui lui faisaient perdre une partie des bénéfices de son travail. Cette situation amenait le courtier à devenir souvent usurier ; ce qui était encore pour lui un excellent moyen de tenir la récolte. Les paysans réussissaient à tirer un meilleur prix de leurs cocons lorsque l'article était en hausse ; mais une baisse les laissait à la merci des acheteurs.

Les courtiers qui, aux XVII^e et XVIII^e siècles, avaient été les agents du commerce auprès des sériculteurs, étaient à la fin du XIX^e siècle les intermédiaires d'entreprises capitalistes auprès d'une organisation agraire encore pénétrée de ses traditions sociales et de ses habitudes économiques. Pour les besoins de ces entreprises, ils filtraient les sommes juste nécessaires pour stimuler une spécialisation agricole, justifiée par son passé et attirée par ses débouchés actuels.

Encore faut-il une fois de plus souligner les différentes attitudes des groupes socio-confessionnels qui se situent géographiquement. La société maronite du Liban, plus qu'aucune autre dans le Proche-Orient, fut soumise à une oscillation continue entre ses traditions et la nouveauté de l'action financière. Un peintre lui dessinera des profils superposés, des regards divergents.

Dans ce Liban, dégagé depuis 1864 des contraintes qu'avaient fait peser des cheikhs rêvant à leur ancienne prépondérance, existait un nouveau style de gros propriétaires s'imposant à leurs métayers par leur pouvoir de capitalistes. Voici le cas des Lahoud, famille maronite du Liban septentrional venue s'installer dans les régions de 'Amchit et de Lehfed, probablement dès le XVI^e siècle¹. Déjà riches de terres s'étendant depuis le Kesrouân, au nord de Beyrouth, jusqu'à la Koura, au sud de Tripoli, ils connaissent l'apogée de leur fortune à l'époque de leurs relations intimes avec Lyon. Sur le littoral, ils possèdent une filature de 100 bassines à Jbayl, au débouché de leurs plantations de mûriers ; ils vendent à plusieurs maisons lyonnaises, la maison H. Palluat et Testenoire notamment. Les revenus qu'ils tirent de la soie leur permettent d'arrondir leurs propriétés et d'exercer un contrôle financier étroit aussi bien sur leurs métayers que sur de petits propriétaires. À travers les liens économiques et la position de « notables » de ces filateurs-gros propriétaires, arrêtant l'argent de Lyon dont les miettes se perdent entre les mains de modestes producteurs, apparaît le passage de la

1. Documentation obligamment communiquée par M. Ph. Lahoud.

Lyon et la Syrie en 1919

promotion « bourgeoise », par l'évolution commerciale et industrielle, à la routine technique et sociale.

Le paysan est naturellement poussé vers la sériciculture, tant par ses habitudes de travail et ses obligations vis-à-vis d'un gros propriétaire que par le débouché certain, forcé en quelque sorte, qu'elle lui offre. Endetté, il y trouve un espoir renouvelé de s'acquitter : « Ne détruit les traîtes que la récolte », lui enseigne le dicton. Moins misérable, il y cherche encore un moyen d'améliorer sa situation : « Rien ne remplit mieux la besace¹ que la soie », affirme cet autre proverbe que j'ai glané dans la Montagne. La culture du mûrier et l'élevage du ver à soie ne s'intensifient pas seulement dans les anciens districts séricicoles ; avec des fortunes diverses, d'autres régions de la Syrie sont touchées par ce mouvement.

Ce fut dans les années 1880 que, suscitées par la demande, les plantations de mûriers prirent un nouvel essor et assureront l'abondante production de la décennie suivante². La plus grande ardeur à planter se plaça entre 1889 et 1893 ; les progrès se poursuivirent jusqu'au début du siècle : de 80 000 à 100 000 pieds plantés par an en 1898 et 1899, mais plus que 30 000 en 1901. Le vilayet de Damas se signala par un développement notable dans les zones qui jusque-là n'avaient que fort peu pratiqué la sériciculture ou l'ignoraient même totalement. Pour encourager cet effort l'administration de la Dette Publique ottomane exempta de la « dime des soies » les cocons récoltés durant trois ans à partir de la quatrième année de la plantation. Mais trop souvent, surtout dans les districts les plus pauvres et les plus arriérés, les plus éloignés aussi des débouchés, les paysans se trouvaient sans défense devant les agents du fisc qui surévaluaient le rendement des terres ; là aussi, les éleveurs ignorants n'obtenaient qu'un produit médiocre. Ce furent la Beqâ'a, les régions de Ba'albek, de Hâsbayyâ et de Marj'ayoun qui, dans le vilayet de Damas, se couvrirent de plantations grâce à la proximité des filatures du Liban et à l'exemple des sériciculteurs libanais. Car c'était le Liban, libre de la dime et largement ouvert à l'action des marchands lyonnais, qui restait, dans le Proche-Orient arabe, le foyer principal de l'élevage du ver à soie et de sa nouvelle prospérité. Au début du xx^e siècle on estimait qu'il y avait 28 000 000 de

1. *Khroj*, c'est le bissac qui est accroché à la selle.

2. *Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger*, 1887, 1892, 1893, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1901, 1902, 1903 ; H. DONATO, op. cit., p. 264 et p. 272-273 ; G. Du-cousoo, op. cit., p. 117-118.

Dominique Chevallier

pieds de mûrier dans le Mont Liban, 9 170 000 — dont 6 800 000 autour de Tripoli — dans le vilayet de Beyrouth, 3 595 000 — dont 3 115 000 entre Liban et Anti-Liban — dans le vilayet de Damas. L'ensemble couvrait une superficie d'environ 14 000 hectares¹. Si le mûrier s'était dispersé à travers le territoire syrien, il restait bien géographiquement concentré dans le Mont Liban et ses abords.

Le Liban bénéficiait en plus du maximum d'utilisation de sa main-d'œuvre grâce à la présence des filatures à l'europeenne. Cette orientation géographique du travail se situe encore sur le plan socio-confessionnel : les filateurs embauchaient les travailleurs parmi les Chrétiens, moralement et techniquement prêts à accepter cette « occidentalisation ». Sur les 2 000 ouvriers et les 12 000 ouvrières, employés en 1911 dans les filatures, 8 500 étaient Maronites, 2 000 Grecs catholiques, 2 500 Grecs orthodoxes, 1 000 Druzes². Les Lyonnais, utilisant toute la gamme de l'influence française, n'hésitaient pas dans cette confessionnalisation du travail. La maison Veuve Guérin créa, à côté de sa filature modèle de al-Qrattyé, un orphelinat professionnel de filles, dirigé par les sœurs de la Charité de Besançon ; elle formait ainsi des fileuses habiles et dociles.

Ces ouvrières qui avaient une journée de travail de 13 heures pendant l'été, de 10 heures pendant l'hiver, ne touchaient qu'un salaire variant de 5 piastres pour l'ouvrière d'élite à une piastre pour l'apprentie — la « piastre de filature » n'étant comptée que pour 17 centimes alors que, dans les transactions de Beyrouth, le change de la piastre, monnaie de compte, tournait autour de 18 centimes. Les conditions de travail étaient en outre très pénibles, notamment dans les petites filatures « à l'europeenne » installées par des Libanais. Les voici telles que les décrit un attaché du Consultat général de France à Beyrouth :

Quand on se promène dans le Liban, on peut se rendre facilement compte de l'effet désastreux produit sur la race par le travail forcé des filatures. Dans ces bâtiments, vétustes pour la plupart et mal ventilés, dans la buée chaude qui monte des bassines, qu'on se figure l'existence de fillettes de sept à quinze ans, comme le sont de si nombreuses ouvrières, avec à peine quelques courts instants par jour pour prendre leurs ébats. Et encore où ont lieu ces récréations? Généralement dans la cour attenante de l'usine, qu'empruntissent des dépôts de chrysal-

1. Une autre estimation donne 22 000 hectares : A. C. C. L., carton « sériculture », dossier Terrail.

2. G. Ducouso, *op. cit.*, p. 156.

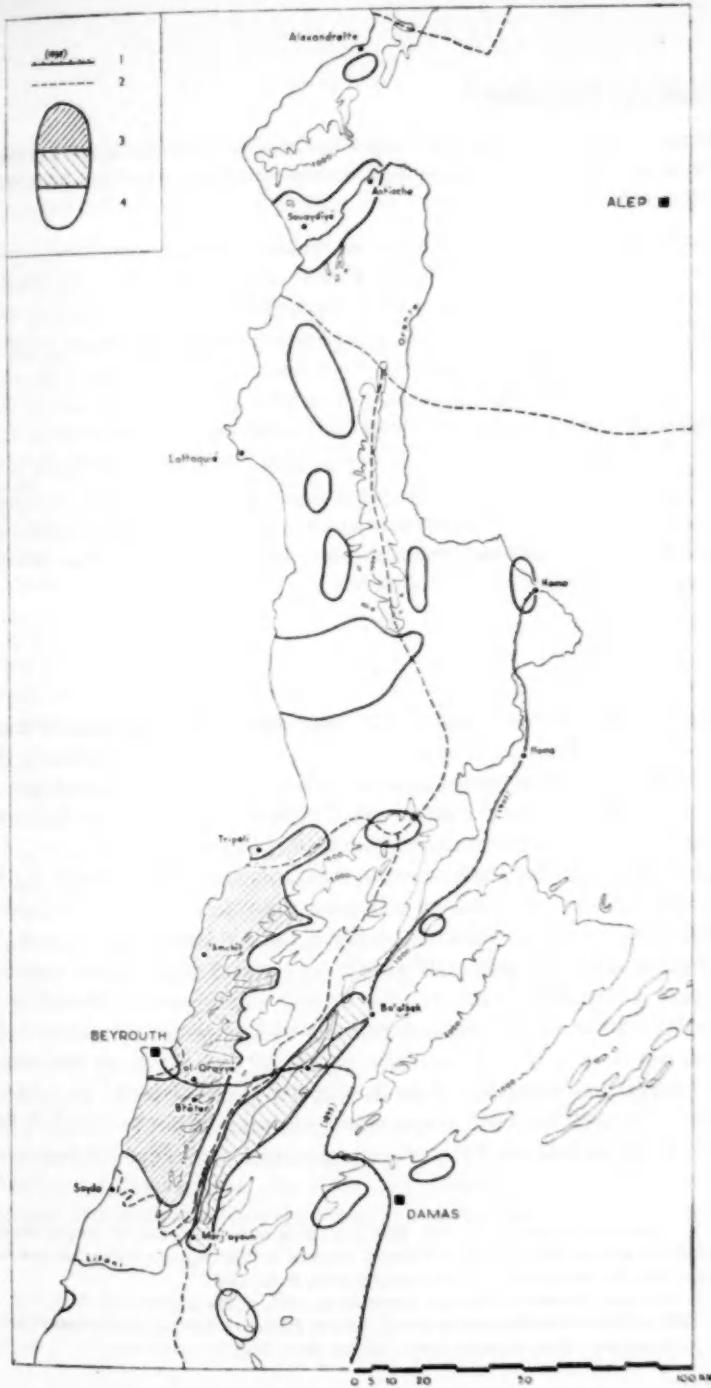


FIG. 5. — MÛRIERS ET SÉRICICULTURE EN SYRIE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE.

1. Voies ferrées et date de leur ouverture.
2. Limites administratives.
3. Zones séricicoles principales.
4. Zones séricicoles secondaires.

Dominique Chevallier

lides en décomposition et des lieux tenus d'une manière révoltante. Quant à la nourriture des ouvrières, on se figure ce qu'elle peut être avec des salaires journaliers de 20 centimes à un franc¹.

Quel avantage d'employer ces ouvrières, réputées indolentes, mais acceptant ces salaires, alors qu'en France, à pareille époque, les fileuses du Vivarais se mettaient en grève, refusant de travailler pour 1,40 fr à 1,50 fr par jour². Ce terme de comparaison n'était pourtant sensible qu'à l'homme d'affaires français. Le paysan libanais, le maronite surtout, ne voyait, lui, que la misère, bien plus grande que la sienne, des fellahs des autres parties de la Syrie. Grugé par le courtier et le filateur, l'expérience lui montrait cependant l'intérêt des revenus procurés par la soie : garantie d'un certain niveau de vie et, pour quelques adroits, occasion d'une promotion sociale. Il savait aussi que cette situation économique renforçait son implantation en face des Druzes dans des districts mixtes, comme le Chouf.

* * *

En ce début de siècle, ce monde séricicole, travaillant pour le marché extérieur, est cependant entraîné par les courants mondiaux. Sa sensibilité à la conjoncture internationale a crû avec l'augmentation de sa production pour l'extérieur. C'est la période où s'infléchit la courbe de l'essor suivi jusque-là par la soie (fig. 1, et fig. 2, I).

Les marchands lyonnais exercent une pression sur les prix (cf. fig. 2, IV). En 1909, le représentant à Beyrouth de la maison Veuve Guérin et Fils écrit au cheikh Rachid al-Khâzen pour l'informer que sa soie ne sera pas achetée au prix qu'il demande, mais en même temps pour lui imposer la livraison de deux balles de soie afin de couvrir le crédit qui lui a été ouvert. D'une balle de soie de 94 kg vendue à Lyon 45 fr le kg en octobre, le cheikh ne retire que 41,50 fr le kg après déduction des intérêts, commissions, frais de transport, etc. A la fin de l'année, il reste débiteur de 3 098 francs envers la maison Veuve Guérin³. En 1910, le kg de soie de Syrie n'est plus coté à Lyon que 40 francs —

1. G. Ducouso, *op. cit.*, p. 162-163. Mais le style de cette description est un pastiche de certains passages du célèbre livre de Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de soie, coton et laine*, Paris, 1850.

2. E. REYNIER, *La soie en Vivarais*. Largentière, 1921, p. 223 *passim*.

3. A. D. A. (XI-2) 7213 [12 janvier 1909], 7127 [23 février 1909], 7151 [22 septembre 1909], 7250 [19 novembre 1909]. Et aussi 7209 [18 mars 1910], 7148 [11 avril 1910].

Lyon et la Syrie en 1919

c'est-à-dire que 35,50 fr reviennent au Libanais. Dans une lettre envoyée de Lyon au même correspondant le 25 février 1910, la maison Chabrières, Morel et C^e lui précise les raisons de cette baisse :

Le marché de la soie est déprimé profondément par la baisse constante des grèges d'Italie et du Japon et personne ne veut rien traiter au delà de ce qui est immédiatement nécessaire. Il y a fort peu de demandes pour la soie de Syrie.

Le contexte international donne ainsi la mesure des appréciations. Et la même lettre ajoute :

Dans ces conditions, il est absolument inutile de penser à faire des marchés à livrer. Si, comme nous croyons le comprendre, vous aviez l'intention d'acheter des cocons, nous vous conseillons la plus grande modération ; nous connaissons une vente de cocons d'Italie de toute première qualité, parfaitement bien tirés, à un coût de matière de L. 35. — ; on continue à en proposer et les filateurs ont si peu confiance qu'ils ne s'y intéressent pas ; il faudrait évidemment viser beaucoup plus bas pour les cocons de Syrie¹.

D'où une mévente des soies de Syrie, alors que le pourcentage des soies d'Extrême-Orient augmente à la Condition des soies de Lyon. Dans la région lyonnaise et sous le contrôle de la fabrique lyonnaise, le développement du tissage mécanique d'étoffes à bon marché soutient cette tendance.

Les Lyonnais jugent le malaise en Syrie par la situation des filatures. Charles Croizat, directeur de l'usine Veuve Guérin et Fils à al-Qrayyé, constate, en 1908, le retard technique pris par la multitude des petites filatures devant les progrès du Japon et de l'Italie². Pour filer un kg de soie, le prix de revient de la façon est de 5 à 7 francs en Syrie, alors qu'il n'est que de 4 francs en Italie... Mais le spéculateur libanais a-t-il intérêt à faire de coûteux investissements dans l'amélioration technique lorsque la qualité est concurrencée et que la quantité ne comble plus le déficit causé par la baisse ? De 1902 à 1912, 1 529 bas-sines sont abandonnées (fig. 4).

Du coup, on ne plante plus de nouveaux mûriers. Dans les environs de Beyrouth, dont la rapide croissance a ouvert un large marché de consommation, ils sont avantageusement remplacés par des cultures fruitières et maraîchères dès 1903 ; on plante des orangers dans les plaines côtières, on cultive du tabac sur les hauteurs ; il y a un retour

1. A. D. A. (XI-2) 7137.

2. Dans *Bulletin mensuel de la Chambre de Commerce française de Constantinople*, 1908, p. 468.

Dominique Chevallier

aux céréales dans la Beq'a vers 1909. Le poids de la conjoncture qui s'exerce à travers Lyon ne risque-t-il pas d'affaiblir la position des Lyonnais dans une zone où ils sont les maîtres?

Un autre facteur international agit sur la main-d'œuvre : l'émigration. Là aussi le phénomène a une apparence confessionnelle : dans le cadre de l'organisation du Liban, la mobilité sociale des Chrétiens est suscitée par l'ouverture sur l'extérieur et l'aventure économique à laquelle ils sont déjà conviés sur leur propre territoire. L'émigration n'est pas seulement un exutoire, elle devient, après la sériculture, une importante source de revenus pour la région, car l'émigré libanais n'oublie pas les liens familiaux et leur prestige, et rêve à la douceur de la terre natale. Il envoie de l'argent ou revient fortune faite. A la fin du siècle on évalue entre 2 500 000 et 3 500 000 francs les sommes qui arrivent ainsi¹. Celui qui est resté constate que partir, c'est bien la possibilité de s'enrichir. Cette perspective est une tentation pour le paysan qui veut échapper à sa pauvreté ; la compression des prix des cocons enlève tout espoir d'enrichissement prochain à la masse des sériculteurs, même si une minorité de gros propriétaires ou de citadins, adaptés aux méthodes commerciales européennes, continue à prospérer grâce à la soie. Le mouvement d'émigration, qui date surtout des années 1880, s'amplifie : à la fin du siècle, 4 000 à 5 000 départs annuels sont enregistrés à Beyrouth et à Tripoli pour l'Amérique du Sud, l'Australie, l'Amérique du Nord. L'homme ne part plus seul comme au début ; femme et enfants commencent à l'accompagner.

Cette émigration qui puise dans la meilleure main-d'œuvre séricole, dans la plus dynamique, inquiète les marchands lyonnais². Les filateurs de leur côté trouvent avec plus de peine de bonnes ouvrières, ce qui accroît leurs difficultés à un moment où de plus bas prix leur sont demandés par un meilleur rendement. Et c'est vers 1908-1909 que certains observateurs français s'interrogent sur d'éventuelles conséquences de la révolution jeune turque.

Ces ombres obscurcissent-elles sérieusement les perspectives lyonnaises ?

La production de soie se maintient à un niveau élevé et sa stagnation est trop récente pour déjà apparaitre dangereuse. Reste la position très solide acquise par les marchands lyonnais — qui d'ailleurs n'envi-

1. VERNET et DAMMANN, *op. cit.*, p. 148-149.

2. *Statistique de la production de la soie en France et à l'étranger, 1895, 1901, 1903, 1905.*

Lyon et la Syrie en 1919

sagent le problème syrien qu'à travers l'ensemble de leurs affaires. Avec la soie, Lyon absorbe le tiers en valeur des exportations de la Syrie. Tripoli et surtout Beyrouth, où ont afflué des capitaux français pour l'aménagement du port et la construction des chemins de fer¹, ont profité de l'essor de la sériciculture ; ce dernier port centralise les expéditions vers la France, et, à son service, les autres échelles ne sont plus souvent que des relais de cabotage. Par ce trafic, s'est créé un milieu social qui constitue la clientèle de Lyon. « C'est bien reçu d'être filateur ; on se faisait gloire de traiter des affaires avec les Européens, on en obtenait des crédits importants, couverts ensuite par des livraisons de soie dans le courant de l'année². » A Beyrouth, une nouvelle et ambitieuse bourgeoisie d'affaires s'est formée au goût européen³.

Nuances de cette société libano-syrienne où le destin individuel à l'occidental n'empêche pas la personnalité de trouver sa justification au sein de l'ancienne famille patriarcale ; un affairisme, peu scrupuleux, s'atténue ainsi dans l'humanisme oriental, tandis qu'une vivante solidarité familiale est une garantie commerciale. Cependant, entre Beyrouth et Damas, deux styles se précisent. Au port méditerranéen dont la nouveauté est une suite de la civilisation technique de l'Europe, répond le port sec qui a la dimension historique de la civilisation islamique.

L'activité intellectuelle, renouvelée par les besoins d'une promotion

1. La Compagnie ottomane du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth fut fondée en 1887, et la Société des Chemins de fer ottomans économiques de Beyrouth-Damas-Hauran en 1891. Aux conseils d'administration de ces sociétés étaient représentées la Banque Ottomane, les Messageries maritimes, la Compagnie de la route Beyrouth-Damas, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Comptoir d'Escompte, la Dette publique ottomane.

2. C. R. T. L., 1919, p. 451 ; rapport Ch. Croizat.

3. Voici, selon G. Ducousoo (*op. cit.*, p. 233-235) et l'orthographe qu'il donne de leurs noms, les Syriens qui ont expédié de la soie par Beyrouth de 1904 à 1911 : Les fils de S. Bassoul, Pharaon, T. Helou, G. Tabib et C^e, N. Tarazi et Fils, Fils M. Fayad, N. Fayad, G. C. Fayad, N. N. Fayad, H. Sabbag et Fils, N. Khayat et Fils, J. Khayat, S. Namé et Fils, Ph. Tabet, J. Tabet, S. Khottar, P. Haikal, G. Trad et C^e, Bachour, G. Naccache, A. Naccache, G. S. Lameh, N. Agiouri, Haouchar, J. Freije, D. A. Halek, J. Hayek, Gébeli, A. M. Beyhum, S. Acaoui, E. Lahoud et Fils, E. J. Nasser, Chartouni, Khazen et Safar, B. Rales, G. K. Fernainé, N. Mouffarège, Moussali Frères, M. R. Shai, Rabbat C^e, A. N. Assaf, S. El Koury, M. Bissar, Aboud et Habboun, Dagher, H. Kronfol, Goul et Hadje, R. Shacal, K. A. N. Koury, Bustani Frères, Bostani, R. Huri, Gédéon Francis et C^e, H. Domani, Reak Frères, Khadige Atallah et C^e, J. Zalzal, Khalil Baddoura.

Par le nombre des expéditeurs comme par la quantité des balles exportées (14.426 contre 275 par des Musulmans ou des Druzes — sans compter les balles expédiées directement par des maisons françaises), la nouvelle bourgeoisie chrétienne arrive bien en tête.

Dominique Chevallier

sociale, est aussi le signe de cette orientation de la frange méditerranéenne. L'expérience des succès de l'Occident, matière à réflexion, féconde l'esprit. La culture s'impose comme nécessité, s'offre comme moyen. L'Université de Lyon s'associe à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth pour développer l'enseignement supérieur français. En 1912, Paul Huvelin, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, et Rigollot, directeur de l'École Centrale Lyonnaise, sont chargés d'une mission en Syrie, et étudient la possibilité de fonder une école de droit et une école technique à Beyrouth. Pour soutenir cette initiative, se crée en 1913 l'*Association lyonnaise pour le développement à l'étranger de l'enseignement supérieur et technique*; à côté d'universitaires, elle groupe de nombreux hommes d'affaires et notamment de grands marchands de soie, tels Ennemond Morel et Louis Guérin. L'École de Droit de Beyrouth est inaugurée en novembre 1913; la gestion des études est confiée aux Jésuites, tandis que l'Université de Lyon contrôle l'enseignement et délivre les diplômes. Suivant un principe identique est ouverte en même temps l'École technique; elle doit précéder l'organisation d'une école d'ingénieurs « sur le modèle de l'École Centrale Lyonnaise¹ », prévue pour novembre 1914. Le recteur de l'Université de Lyon, Paul Joubin, a demandé à la Chambre de Commerce de Lyon de participer à l'effort de création de cette « école technique destinée à former des aides et des collaborateurs indigènes pour les ingénieurs et chefs de travaux français dirigeant dans ces régions des entreprises de travaux publics; ... en même temps que l'influence française, sous toutes ses formes industrielles et commerciales, serait singulièrement développée, il convient de rappeler que les Lyonnais ont déjà d'importants établissements dans ces régions (filatures, chemins de fer, mines, etc.)² ». La Chambre vote donc une subvention de 6 000 francs, à partager entre le « budget général » et le « budget de la Condition des soies », car, dans cette « école pour tous les métiers », « l'intérêt général » est aussi bien représenté que « l'intérêt plus particulier de la soierie ».

En effet, devant les fluctuations de la conjoncture en un temps où les grandes puissances économiques se disputent l'exploitation de l'Empire ottoman et où les populations non turques de l'Empire s'agitent contre l'autorité centrale, les intérêts particuliers de Lyon

1. A. C. C. L., Procès-verbaux des délibérations de la Chambre, séance du 22 mai 1913.

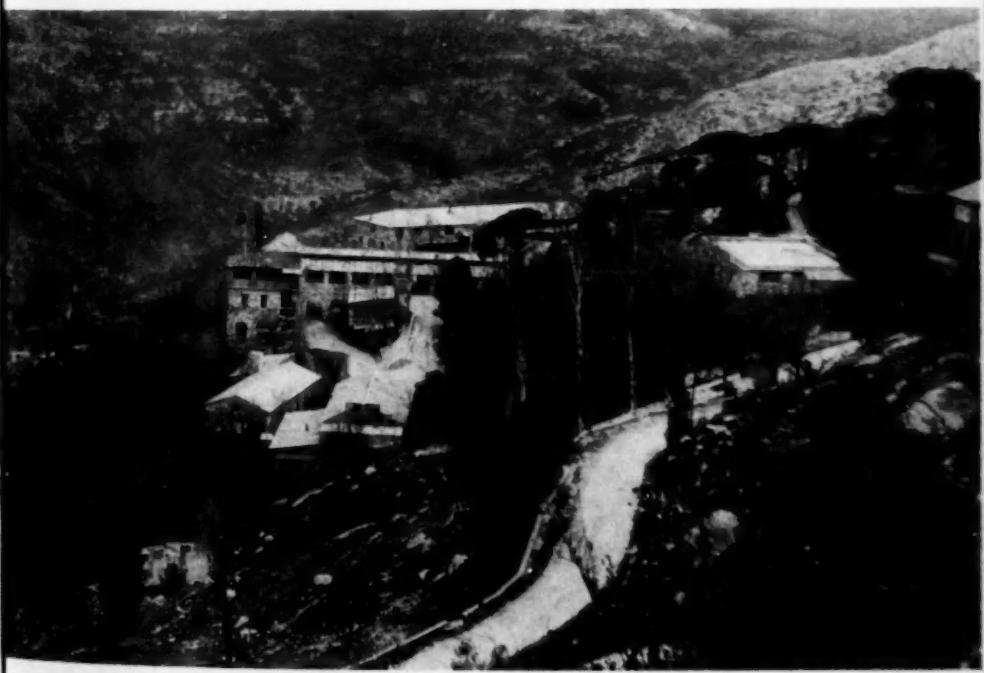
2. A. C. C. L., Procès-verbaux des délibérations de la Chambre, séance du 24 juillet 1913.

Au début de 1914, dix-neuf élèves suivaient l'enseignement de l'école technique (*rapport de Louis Guérin à la séance du 15 janvier 1914*).



(Coll. de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth.)

Salué par les Britanniques, le général Gouraud débarque à Beyrouth le 21 novembre 1919.
À sa gauche, Georges-Picot, le général Hamelin et, en civil, Robert de Caix.



(Cl. D. Chocallier.)

L'ANCIENNE FILATURE VEUVE GUÉRIN ET FILS, à EL-QRAYYÉ.

État actuel. Une partie du bâtiment qui s'allonge au centre de la photographie
a été construite lors d'un aménagement postérieur à la période étudiée.



Lyon et la Syrie en 1919

cherchent à assurer leur solidité en participant plus que jamais, par l'extension des liens financiers et des liens moraux, à l'ensemble de l'action française en Syrie. Cette assise nationale fournit la meilleure protection gouvernementale.

En septembre 1903, à la suite d'une rixe survenue à Beyrouth entre chrétiens et musulmans, l'Union des Marchands de soie de Lyon demande au président de la Chambre de Commerce d'intervenir auprès du ministre des Affaires étrangères pour lui rappeler que presque toute la soie de Syrie s'exporte en France par l'entremise des maisons lyonnaises, et pour connaître en conséquence « les mesures qui ont été prises pour sauvegarder, si besoin est, les intérêts du commerce français »; le ministre répond aussitôt que le gouvernement protégera les intérêts français et que l'ambassadeur à Constantinople et le consul général à Beyrouth ont fait les démarches nécessaires¹. Voilà pour les intérêts particuliers qui prennent ainsi un sens général. En décembre 1912, un échange de télégrammes entre Paul Cambon et Edward Grey fait adopter, pour la Syrie, la formule suivante : « L'Angleterre affirme son désintéressement politique en ce qui concerne la Syrie². » Les intérêts généraux couvrent les intérêts particuliers.

* * *

Le « Comité lyonnais des intérêts français en Syrie »

« On peut dire qu'à Lyon nous considérons la Syrie comme une colonie lyonnaise. »

PRADEL, président de la Chambre de Commerce, lors de la réception offerte au général Gouraud le 5 avril 1922 (C. R. T. L., 1922, p. 629).

Durant la guerre, les Lyonnais se manifestèrent lorsque des pourparlers s'engagèrent entre la Russie, l'Angleterre et la France en vue

1. A. C. C. L., Carton « Soies-statistiques, commerce, questions diverses ».

2. Cité le 27 mars 1920, à la Chambre des députés, par le député de Lyon Pierre Lenail ; J. O., 28 mars 1920, p. 765.

Dès janvier 1913, Raymond Poincaré, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, en avait informé le Sénat :

« Au Liban et en Syrie, nous avons des intérêts traditionnels et nous entendons les faire respecter. Je suis heureux de pouvoir ajouter que c'est tout à fait sans motif que l'on a imaginé l'existence de je ne sais quels dissensments entre le gouvernement anglais et nous sur ce point. Le gouvernement anglais nous a très amicalement déclaré qu'il n'avait dans ces régions ni intention d'agir, ni desseins, ni aspirations politiques d'aucune sorte. Nous sommes

Domini^{que} Chevallier

de préparer le partage de l'Empire ottoman. Le marchand de soie Ennemond Morel et l'industriel Auguste Isaac, administrateur de la Compagnie universelle du canal de Suez, furent chargés par la Chambre de Commerce de Lyon de préparer une lettre que le président de la Chambre, Jean Coignet, envoya au ministre des Affaires étrangères Delcassé, le 7 juin 1915¹. Les hommes d'affaires lyonnais y défendaient leur point de vue « relativement à l'avenir de la Syrie ». « Nous n'imaginons pas, disaient-ils, que la guerre actuelle, en ce qui concerne l'Orient, puisse avoir d'autres résultats que la consolidation de nos droits et de nos aspirations actuelles. »

Et comme justification : « La Syrie est un producteur de soie, c'est dire qu'elle dépend de notre grand marché lyonnais... » Argument essentiel. Les Lyonnais ne cessèrent par la suite de l'avancer dans toutes leurs démarches. Ce fut en fonction des intérêts très précis, acquis avant 1914, qu'ils déterminèrent leur action.

Des contacts avaient été pris entre la Chambre de Commerce de Lyon et la Chambre de Commerce de Marseille² pour qu'une intervention commune donnât tout le poids nécessaire à une démarche se justifiant par les positions occupées avant la guerre : « Lyon et Marseille sont dans toute la Syrie... les deux noms qui personnifient la France. » Aussi était-ce « en parfait accord » avec le commerce de Marseille que les Lyonnais revendiquaient « pour la France » la Syrie « du Taurus à l'Égypte ».

Les hommes d'affaires apportaient ainsi leur contribution aux laborieuses négociations qui se déroulaient alors entre diplomates français et anglais, et ménageaient un avenir possible, mais encore estompé par la gravité des opérations sur le front français.

L'effondrement ottoman, l'occupation de la Syrie par l'armée anglaise, avec seulement la participation d'un petit détachement français, provoquèrent brutalement l'urgence de la question en octobre 1918. Les groupements lyonnais liés à la Syrie opposèrent la protection ou la récupération de leurs intérêts matériels et moraux à la situation

nous-mêmes très résolus à maintenir en Asie l'intégrité de l'Empire ottoman, mais nous n'y abandonnerons aucune de nos traditions, nous n'y laisserons en souffrance aucun de nos intérêts. » (Cit^e par GEORGE-SAMNÉ, *La Syrie*, Paris, 1920, p. 80.)

1. C. R. T. L., 1915, p. 291-293.

2. A la même époque, la Chambre de Commerce de Marseille intervenait de façon identique auprès du gouvernement. Cf. *Chambre de Commerce de Marseille. Lettre à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères sur la question de la Syrie, suivie d'une note sur la valeur économique du pays*. Marseille, 1915.

Lyon et la Syrie en 1919

crée par les accords Sykes-Picot de 1916 et surtout par l'avance des armées de la Grande-Bretagne et par sa politique arabe.

Tandis que le cardinal-archevêque de Lyon publiait une lettre réclamant le maintien du protectorat de la France sur la chrétienté d'Orient, notamment en Syrie, le Conseil de l'Université de Lyon, réuni le 23 octobre 1918, la Chambre de Commerce de Lyon, assemblée le 24 octobre 1918, protestèrent contre « les arrangements avec l'Angleterre, limitant notre zone d'influence à une étroite bande littorale ». Rappelant les intérêts culturels de la France et le rôle plus particulier joué par l'Université de Lyon, le Conseil de l'Université émettait le vœu, dans une motion expédiée au ministre des Affaires étrangères, « que la Syrie entière, y compris les vilayets de Damas et d'Alep et les ports de Caïffa, d'Acre et d'Alexandrette, soit comprise dans la zone d'influence directe de la France¹ ».

A la séance de la Chambre de Commerce, le président souligna l'importance d'agir rapidement pour sauvegarder les intérêts et indiqua d'une façon plus précise, mais plus limitée, les revendications territoriales :

Il faut qu'on ajoute à notre part Damas et Alep. L'importance d'Alep est assez grande. Celle de Damas l'est encore plus, je dirais même qu'elle est capitale, car elle est un centre religieux d'où partira toujours un mot d'ordre musulman, qui, suivant l'état d'esprit qui règne dans le Levant, peut avoir une grande influence sur nos colonies d'Algérie... Il ne doit pas nous être indifférent que cette ville soit aux mains d'un peuple qui pourrait devenir un jour notre ennemi, car ce n'est pas l'Angleterre qui s'attribue Damas, mais on projette de constituer à Damas, à Alep et à Mossoul des États arabes².

Voici le problème posé dans l'ensemble de la politique coloniale de la France et des intérêts lyonnais qui y étaient attachés.

Ce n'est pas seulement une justification. La réclamation des garanties territoriales s'allie à une ambition inquiète. Ce désir de contrôler la Syrie intérieure exprime l'espoir mal conçu de surmonter la résistance, le « refus », d'une civilisation qui, pour vivre à un autre rythme et suivant un autre mode, n'en manifestait pas moins ardemment un nouveau vouloir être.

1. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

2. C. R. T. L., 1918, p. 351. — Le Conseil de l'Université avait aussi présenté dans sa résolution l'argument suivant : « Damas, l'une des villes saintes de l'Islam, ne peut être soustraite à l'autorité morale de la France et être soumise à l'influence, directe ou indirecte, d'une autre puissance qui a su déjà en pénétrer les autres, Bagdad, le Caire et la Mecque, sans les plus graves inconvénients pour notre politique islamique. »

Dominique Chevallier

Le président de la Chambre de Commerce reprit son argumentation dans la lettre qu'il écrivit, le 25 octobre, au ministre des Affaires étrangères¹. Mettant en relief l'expérience lyonnaise et l'importance des revendications lyonnaises, il demandait, outre le littoral, l'attribution à la France de Damas, d'Alep, « et subsidiairement de Mossoul ».

Action universitaire et action économique se retrouvaient. Concrètement cela aboutit, fin octobre 1918, à la création du *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie*, réunissant des hommes d'affaires, des marchands de soie avant tout, des universitaires et un Jésuite². Ce comité tint ses séances dans une salle de la Chambre de Commerce. Un an après, en novembre 1919, son président, Ennemond Morel, rappelait ainsi le motif de sa formation :

C'est la Fabrique de Lyon qui nous intéresse, d'autant plus qu'elle emploie la presque totalité de la production des soies de Syrie. C'est pour appeler l'attention publique sur ces intérêts et c'est pour les défendre qu'a été créé le Comité lyonnais des intérêts français en Syrie³.

Ainsi groupés pour soutenir une active politique française en Syrie, les intérêts lyonnais constituaient une force bien orientée. Si les liens moraux de la France avec la Syrie étaient précieux parce qu'ils avaient mieux résisté que les liens économiques aux épreuves de la guerre, les hommes d'affaires apportaient au Comité un programme limité, mais précis, et par conséquent efficace. D'ailleurs, dès la réunion préparatoire destinée à étudier les buts de cet organisme, un universitaire perspicace et informé avait dit que les revendications territoriales présentées dans la lettre de la Chambre de Commerce avaient plus de chance d'être acceptées par le gouvernement, « comme rentrant mieux dans ses vues », que le voeu de l'Université⁴.

Ce fut dans ces dispositions d'esprit, très hostiles à la création sous patronage anglais d'un État arabe indépendant en Syrie, que la Chambre de Commerce reçut l'émir Fayçal, de passage à Lyon le

1. *Op. cit.*, p. 352-354.

2. Le bureau de ce Comité était ainsi composé : présidents d'honneur : Édouard Herriot et Auguste Isaac, président d'honneur de la Chambre de Commerce ; président : Ennemond Morel, marchand de soie et vice-président de la Chambre de Commerce ; vice-président : Jean Lépine, professeur à la Faculté de Médecine ; secrétaire général : Paul Huvelin, professeur à la Faculté de Droit ; membres du bureau : R. P. Cattin, chancelier de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth ; Emmanuel Lévy, professeur à la Faculté de Droit et adjoint au maire.

3. C. R. T. L., 1919, p. 402.

4. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

Lyon et la Syrie en 1919

28 novembre 1918. Aucune question de fond ne fut abordée. Et quelle réception offrit-on au fils du Charif de la Mekke? « Un vin d'honneur¹ »!

* * *

L'issue victorieuse de la guerre suscitait concurrences et forces nouvelles face aux espoirs des soyeux qui cherchaient à réorganiser rapidement des bases d'approvisionnement sûres. Pour s'appuyer efficacement sur l'expérience matérielle et morale de « la France au Levant », des membres du *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie* participèrent activement au « Congrès français de la Syrie » que la Chambre de Commerce de Marseille organisa au début de janvier 1919.

Ce congrès étudia aussi bien les capacités économiques de la Syrie que l'action culturelle de la France dans ce pays. Les Lyonnais favorisèrent l'organisation d'une mission destinée à être envoyée en Syrie aux frais des Chambres de Commerce de Lyon et de Marseille. Le directeur des services du secrétariat de la Chambre de Commerce de Marseille vint à Lyon pour s'entretenir de cette question avec le bureau de la Chambre de Commerce de Lyon. Cette dernière vota le 13 mars 1919 le principe de sa participation avec un crédit de 20 000 francs.

Le but de cette mission était d'entreprendre « une reconnaissance méthodique de la Syrie, tant au point de vue économique qu'au point de vue scientifique² ». « Ces prospections rapides » devaient « rendre des services aux négociateurs appelés à fixer les destinées du pays ». Paul Huvelin fut désigné pour diriger cette entreprise. Le choix d'un professeur de la Faculté de Droit soulignait le caractère général que l'on voulait donner à l'enquête.

L'effort culturel était d'ailleurs précisé par la présence d'une délégation universitaire dans la mission et par la reconstitution, en avril 1919, de l'*Association lyonnaise pour le développement à l'étranger de l'enseignement supérieur et technique* — « le ministère des Affaires étrangères lui a demandé d'ouvrir d'urgence les écoles dont elle a la charge à Beyrouth³ ». Paul Huvelin attachait personnellement une grande

1. C. R. T. L., 1918, p. 442.

2. C. R. T. L., 1919, p. 404 ; dans le compte rendu de la mission fait par Paul Huvelin devant le *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie*, le 6 novembre 1919, p. 403-419.

3. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ». Le conseil d'administration de l'*Association lyonnaise...* était ainsi composé : président : P. Huvelin ; vice-présidents : Ennemond Morel et Josserand, doyen de la Faculté de Droit ; secrétaire : J. Guiart, professeur à la Faculté de

Dominique Chevallier

importance au « rayonnement intellectuel, moral et religieux ». « La Syrie, disait-il, est avant tout *un pays d'influence*, et cette influence s'exerce dans des sens très divers... De pareils centres d'influence [Beyrouth, Damas, Jérusalem] ont, pour la puissance qui les tient, une valeur inappréciable. De là l'on contrôle les courants de croyances qui animent le monde ; on les interrompt ou on les excite¹. »

Ces larges perspectives de la mission lui permirent de bénéficier du patronage et d'une subvention du ministère des Affaires étrangères. Elle dut aussi rejoindre à ses huit membres trois nouveaux participants nommés par le *Comité d'Orient* qui avait été constitué à Paris.

La Chambre de Commerce de Lyon avait désigné pour la représenter Charles Croizat, qui, en mars 1919, était reparti en Syrie pour le compte de la maison Veuve Guérin et Fils ; l'Union des Marchands de soie agréa ce choix. Un des membres de la Chambre avait fait remarquer que les Lyonnais connaissaient « parfaitement la situation au point de vue de la soie », mais qu'il convenait cependant d'envoyer un délégué pour montrer aux Anglais l'intérêt porté par la France à cette production².

La mission ne put s'embarquer à Marseille que le 6 mai 1919, et arriva à Beyrouth le 12. Dès son retour en septembre 1919, Paul Huvelin était en mesure de présenter un bilan et d'insister sur la situation économique et politique défavorable qui était faite à l'influence française.

Son rapport fut un réquisitoire contre l'action de l'Angleterre. Si l'administration du Liban et de la bande littorale jusqu'à la Cilicie était assurée avec le concours de fonctionnaires français, l'autorité militaire britannique contrôlait en fait toute la région. Par la domination des moyens de communication et la construction de nouvelles voies ferrées, elle essayait d'orienter la vie économique de l'arrière-pays vers l'Égypte pour le détacher de la côte, qui avait repris quelques relations commerciales avec la France. Paul Huvelin soulignait que la politique

Médecine ; trésorier : Louis Guérin, banquier ; membres : Joubin, recteur de l'Université ; Bussey, directeur de la Compagnie O. T. L. ; Couturier, professeur adjoint à la Faculté des Sciences ; Legrand, professeur à la Faculté des Sciences ; Offret, professeur à la Faculté des Sciences ; Rigollot, directeur de l'École Centrale Lyonnaise ; Robatel, ingénieur.

1. C. R. T. L., 1919, p. 411.

2. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ». La Chambre avait également désigné Potton, agent consulaire de France à Antioche ; mais celui-ci, occupé à faire des achats de cocons dans le nord de la Syrie pour le compte de la maison Terrail et Payen, ne put se joindre à la mission.

Lyon et la Syrie en 1919

monétaire du général Allenby, qui, dès octobre 1918, avait pris un arrêté enlevant le cours légal au papier-monnaie ottoman pour lui substituer le papier égyptien, aggravait considérablement cette situation :

Le change nous était favorable par rapport à la monnaie ottomane. Par rapport à la monnaie égyptienne, il est désastreux : la livre égyptienne suit de près les cours de la livre anglaise. Notre billet de 100 francs, qui vaut, au pair, 385 piastres égyptiennes, ne valait plus que 330 piastres en mai dernier et il n'en vaut guère que 265 actuellement. Il est même descendu à 245 !... Nos achats en Syrie sont rendus très onéreux, très difficiles... L'industrie lyonnaise de la soie n'a certainement pas fait cette année dans le Liban le cinquième des achats qu'elle aurait pu y faire.

Et il communiquait son indignation à ses auditeurs lyonnais en ajoutant :

Le Transsyrrien répand les marchandises anglo-égyptiennes jusqu'aux bords de l'Euphrate et il draine vers le Nil les matières premières syriennes, y compris le bois des montagnes qu'on dénude et qu'on rendra chauves, — si on les rend ! Il faut bien que nos industriels lyonnais sachent que les mûriers sont en train de disparaître du Liban. Où vont-ils donc ? Ils vont par trains entiers en Égypte comme bois de chauffage¹ !

Forts de l'autorité accrue que leur conféraient l'envoi de la mission en Syrie et ses résultats, les présidents des Chambres de Commerce estimèrent nécessaire, en septembre 1919, d'intervenir auprès du gouvernement. Huvelin les pressait d'agir ; au bureau de la Chambre de Commerce de Lyon, il faisait part de son inquiétude sur l'avenir politique de la Syrie :

D'une manière générale, c'est un mouvement panarabe qui semble devoir s'établir en Syrie ; les éléments catholiques du Liban, insuffisamment soutenus, ne semblent pas de taille à y résister².

Des contacts furent donc pris avec les milieux gouvernementaux et l'entourage du président du Conseil, Georges Clemenceau, afin de préparer une entrevue avec celui-ci ; on toucha notamment Robert de Caix, le futur secrétaire général du Haut-Commissariat, qui jouait un rôle officieux « important dans cette affaire de Syrie ». Ces démarches ne pouvaient que favoriser l'exploitation rapide de l'action engagée par le gouvernement qui venait d'obtenir, par la Convention du 15 sep-

1. C. R. T. L., 1919, p. 417.

2. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

Dominique Chevallier

tembre 1919, la relève des troupes britanniques par les troupes françaises dans la zone bleue de l'accord Sykes-Picot (Syrie littorale et Cilicie). Le 4 octobre 1919, Clemenceau reçut les présidents Coignet, de Lyon, et Artaud, de Marseille. Coignet rapporta à la Chambre de Commerce de Lyon les conclusions de cette rencontre :

Il est convenu que ce seront les troupes françaises qui occuperont toute la bande littorale de la Syrie. M. Clemenceau nous disait à ce sujet : « J'ai pensé au général Gouraud pour le commandement de ces troupes, aujourd'hui je dois le voir et je le lui proposerai^{1.} »

Ce choix fut accueilli favorablement. Le 8 octobre, le général Gouraud était nommé « Haut Commissaire de la République française en Syrie et Chef de l'armée du Levant ». Le jour même, Coignet lui écrivait que la Chambre de Commerce de Lyon serait heureuse de le recevoir lorsqu'il passerait à Lyon pour rejoindre son poste.

En vous transmettant au nom de notre Chambre nos sincères félicitations, lui disait-il, je tiens à vous rappeler que de tout temps les liens les plus étroits ont uni la Syrie à notre Cité lyonnaise. De ces relations suivies est résulté un trafic intellectuel et commercial important, dont nous nous efforçons constamment de recueillir les fruits et de développer les effets^{2.}

La nomination du général Gouraud, qui partait accompagné de troupes, rassura les milieux d'affaires lyonnais. La Chambre de Commerce lui offrit une brillante réception le 11 novembre 1919. Les membres de la Chambre soumirent au Haut-Commissaire les desiderata du commerce et de l'industrie de Lyon : rétablissement des transports ferroviaires et maritimes, rétablissement d'une monnaie stable, interdiction de couper les mûriers et nécessité de reboiser, indemnisation des Français ayant subi des pertes en Syrie durant la guerre, importation d'articles français en Syrie^{3.} Le général Gouraud en prit note et assura les hommes d'affaires de tout son « concours pour faci-

1. C. R. T. L., 1919, p. 420.

2. *Ibid.*

3. Sur ce dernier point, voici un des arguments présentés par le fabricant de soieries P. Guénneau : « Les Syriens ont de l'or, l'or afflue chez eux. Pendant la guerre, d'une façon licite ou illicite, les nationaux ont fait fortune ; c'est un pays très riche, et il importe, étant donné le passé, de le mettre en valeur au profit de la France. L'influence morale et intellectuelle qu'elle y exerce depuis longtemps, la place qu'elle occupe dans l'industrie, dans l'agriculture et dans les transactions commerciales, doivent l'y aider » (*Ibid.*, p. 431). Le commerce avec les Empires centraux avait, en effet, permis durant la guerre la réalisation de quelques grosses fortunes à Beyrouth et à Alep, sans pour cela enrichir la masse de la population.

Lyon et la Syrie en 1919

liter le commerce lyonnais ». Au déjeuner qui suivit la réunion d'information, le président de la Chambre insista encore sur la nécessité de rétablir rapidement l'activité de la sériciculture syrienne.

Cette manifestation coûta 9 000 francs. Qui la paya? « La Chambre prit une délibération pour prélever les frais de la réception (9 000 fr) sur les fonds provenant de la Condition des soies, la *Syrie intéressant principalement l'industrie de la soie*¹. »

La soierie lyonnaise était à ce moment excitée par les données nouvelles de la conjoncture. Après l'armistice, une baisse avait provoqué une impression temporaire de malaise à la fin de 1918; mais, dès avril 1919, une vague de hausse très accentuée qui suivait l'élévation du cours des soies, en partie sous l'effet de l'augmentation des changes, fut soutenue par l'ampleur inaccoutumée de la demande. Les soyeux connurent une phase de prospérité et surmontèrent par l'augmentation des prix les difficultés que leur suscitaient alors les mouvements sociaux et la crise des transports. Mais la position lyonnaise sur le marché international de la soie était assez précaire : si la production mondiale de soie était en 1919 à peu près égale à celle de 1913, elle le devait uniquement à la production d'Extrême-Orient où les États-Unis intensifiaient leurs achats². A Lyon même, l'industrie chimique apparaissait déjà menaçante.

Il était donc nécessaire de s'assurer des approvisionnements mieux contrôlés, et la prospérité de 1919 provoquait un regain d'intérêt pour une région séricole où Lyon avait exercé sa prépondérance et dont elle espérait un nouveau développement. Pourtant, la sériciculture syrienne, qui était stationnaire avant 1914, sortait amoindrie de la guerre. La production de cocons en 1920 n'atteignit pas le cinquième de la production moyenne des dix années d'avant-guerre. Les mûriers avaient subi de nombreuses destructions ; la famine qui avait sévi pendant les hostilités, avait fait diminuer d'un quart la population du Liban ; le besoin et la cherté des vivres incitaient à laisser les mûriers pour des cultures plus rémunératrices. Les Lyonnais, intéressés, n'en désiraient que davantage une occupation militaire à la faveur de laquelle la reconstruction et la réorganisation pourraient se réaliser.

1. C. R. T. L., p. 446. Souligné par moi.

2. *Ibid.*, p. 9-12 (rapport de H. Terrail sur le Marché des soies) ; L. GUÉNEAU, *Lyon et le commerce de la soie*. Lyon, 1923, p. 223.

Dominique Chevallier

* * *

L'année 1920 fut occupée par eux à défendre leurs intérêts en Syrie avec autant de fermeté que de précision. Un fait illustre cette attitude. Le 3 février 1920, le *Comité d'Orient* et le *Comité central syrien*, dont le siège était à Paris, demandèrent sous la signature de leurs secrétaires respectifs, George-Sanné et Chekri Ganem, une subvention à la Chambre de Commerce de Lyon. Le président de la Chambre répondit le 13 février qu'elle entendait consacrer toutes ses ressources au seul *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie*¹. Cette concentration visait à l'efficacité dans le domaine où les hommes d'affaires lyonnais voulaient obtenir des résultats, en s'écartant des intérêts dont les cadres étaient trop éloignés des leurs...

En revanche, l'analogie des buts et des traditions maintenaient la collaboration avec Marseille. Ce fut en compagnie d'Artaud, ancien président de la Chambre de Commerce de Marseille et député des Bouches-du-Rhône, que Coignet, président de la Chambre de Commerce de Lyon et sénateur du Rhône, et Ennemond Morel, président du *Comité lyonnais*, se rendirent chez Millerand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. A la suite de cet entretien, le communiqué suivant fut envoyé le 17 mars à la presse :

Ils [Coignet, Artaud, Morel] lui ont apporté les vœux de Lyon et de Marseille qui, tout en désirant marcher en intime accord avec l'Angleterre, et sans demander l'extension exagérée de notre occupation, protestent contre tout abandon éventuel des droits et des intérêts français en cause. M. le Président du Conseil a fait le meilleur accueil à l'exposé de la délégation et l'a assurée que toute la sollicitude du gouvernement était acquise à la question de la Syrie¹.

En effet, pendant que les négociations se poursuivaient sur ce sujet,

1. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ». Le *Comité d'Orient* et le *Comité central syrien* citaient, parmi les souscriptions annuelles qu'ils recevaient, les exemples suivants :

Banque impériale ottomane	6 000 francs
Banque de Syrie	5 000 fr
Banque française de Syrie	2 000 fr
Port de Beyrouth	5 000 fr
Chemins de fer Damas-Hauran	5 000 fr
Quai de Constantinople.	5 000 fr
Charbonnages d'Héraclée	1 500 fr
Société des Routes	5 000 fr

2. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

Lyon et la Syrie en 1919

le débat commençait à se faire vif, dans les journaux et les milieux parlementaires, entre partisans et adversaires du maintien des troupes françaises au Levant. *Le Petit Parisien* publia, le 21 mars, un article de son correspondant à Beyrouth qui exposait les deux thèses, en se montrant favorable à ceux qui étaient partisans « de rester ». Coignet envoya aussitôt à ce journal une lettre qui fut publiée le 25 mars, pour soutenir cette dernière thèse :

La Syrie... produit de la soie qui alimente une partie du marché lyonnais et qui augmentera singulièrement en importance le jour où nous aurons rétabli l'ordre dans ce pays. Cette soie remplacera, avec avantage, une partie de la soie d'Extrême-Orient que nous payons en dollars au triple de sa valeur ! La Cilicie produit du coton en abondance qui viendra remplacer, avec non moins d'avantage, une partie du coton américain.

Voilà pour les intérêts matériels. Quant aux intérêts moraux, ils se résument en un chiffre : nos écoles apprennent le français à 20 000 enfants¹.

Il comparait les charges militaires en Syrie à « un capital de premier investissement » qu'il était nécessaire de maintenir, tout en précisant :

Il ne s'agit pas de conquérir l'Asie Mineure. Il s'agit de rester où nous appellent nos droits séculaires et le mandat de la Conférence des nations².—

Cette remarque était dirigée contre l'agitation de certains groupements coloniaux d'extrême-droite, tel le *Comité Dupleix*, qui réclamaient une extension démesurée du contrôle de la France dans le Moyen-Orient ; par là même, elle permettait de faire valoir l'attitude plus réaliste qui à ce moment était aussi défendue sur le plan parlementaire pour orienter, dans un cadre précis, l'action politique et militaire

1. *La Croix* du 13 décembre 1919, dans un article sur « Les intérêts économiques français en Syrie », avait développé cet argument : « L'œuvre scolaire des missions... n'en avait pas moins prospéré, puisque avant la guerre elle étendait ses bienfaits à 12 000 garçons et 8 000 petites filles, formant ainsi aux idées et aux sympathies françaises tout un noyau de population. Puisque nous parlons ici de nos intérêts économiques, nous ajouterons que ce sont des clients assurés d'avance pour les produits de notre industrie. »

Huvelin estimait que, en tenant compte de toutes les écoles tenues par des missionnaires et des « écoles tenues par des Syriens dans lesquelles la langue française était enseignée au même titre que l'arabe », il y avait « en tout 53 330 élèves de formation principalement française » en 1914. (Conférence sur « La Syrie au lendemain de la guerre » faite à la *Société des Amis de l'Université de Lyon* ; texte dans A. C. C. L., carton « Syrie », et compte rendu dans *Le Salut public* du 2 février 1920.)

2. *Le Salut public*, journal des milieux d'affaires lyonnais, publia également cette lettre le 25 mars 1920, en l'accompagnant de l'extrait du *Petit Parisien* du 21 mars favorable au maintien des troupes françaises.

Dominique Chevallier

de la France. Le 22 février 1920, le député de Lyon Pierre Lenail avait écrit au secrétaire général de la Chambre de Commerce de Lyon :

Je vous remercie des documents que vous avez eu l'amabilité de m'adresser, et qui me sont précieux. J'ai fait adopter hier par la sous-commission des affaires d'Orient l'intégralité de mon rapport qui revendique énergiquement contre les Arabes et contre les Anglais la consécration des droits de la France¹.

Le 27 mars, à la Chambre des députés, il interpella, dans un style oratoire médiocre et sentimentaliste, sur la défense de ces droits au Levant. Briand, qui s'intéressait à Mossoul, le soutint avec brio et rappela ce fait : « Aujourd'hui, une nation n'est pas grande parce qu'elle possède politiquement un pays. Si elle ne le possède pas réellement, c'est-à-dire économiquement, il n'en résulte pour elle que des charges d'administration² ». Il demandait que la question de Syrie fût rapidement réglée avec l'Angleterre.

Dans ces conditions, la résolution prise à San Remo le 25 avril, attribuant le mandat sur la Syrie à la France, satisfaisait-elle les revendications lyonnaises ? Le Comité lyonnais des intérêts français en Syrie tint séance le 5 mai. Le débat eut pour objet de définir ce qu'on devait entendre par « Syrie » et Ennemond Morel y apporta les arguments décisifs. Il fit connaître la controverse qu'il avait eue le 18 avril avec certaines personnalités, catholiques notamment, qui réclamaient une extension de l'occupation française jusqu'au lac de Van et jusqu'à certains points de la frontière persane.

Convaincu, dit-il, que ces ambitions nous demanderaient un effort disproportionné avec notre situation militaire et financière, j'ai cru devoir ne pas laisser engager par ma présence la responsabilité de notre Comité dans une limite que je considérais dangereuse pour la France et j'ai dû, devant une salle hostile, faire des réserves en disant que je considérais que notre politique en Orient devait rester proportionnée à nos possibilités financières et militaires³.

Il considérait que les ressources de l'armée française ne lui permettaient pas d'aller à Mossoul et dans le Kurdistan alors qu'il fallait aussi occuper la Rhénanie et le Maroc, et il faisait remarquer que « l'état de l'opinion ne permet pas actuellement d'augmenter l'armée ». En fait, la politique qu'il défendait était aussi « proportionnée » aux inté-

1. A. C. C. L., carton « Syrie ». Les documents fournis étaient le compte rendu de la réception offerte au général Gouraud et le rapport de Charles Croizat sur la sériciculture en Syrie.

2. J. O., 28 mars 1920, p. 267.

3. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

Lyon et la Syrie en 1919

rêts des Lyonnais, aux revendications territoriales qu'ils avaient émises dès la fin de 1918.

La Syrie de San Remo comblait leurs vœux. Ils saluèrent l'entrée de l'armée française à Damas, après la victoire remportée sur les troupes de Fayçal le 24 juillet 1920. Dans son numéro du 27 août, le quotidien catholique lyonnais *L'Express*, étranger à la signification du mouvement arabe — lequel d'ailleurs se dégageait mal de sa compromission avec la politique anglaise — approuvait l'agrandissement de la République libanaise et soutenait la politique de partage du reste de la Syrie en plusieurs États afin d'en faciliter le contrôle.

Pourtant restait à vaincre l'hostilité de nombreux radicaux à cette occupation de la Syrie. Hostilité très forte, même à Lyon. Le 25 juin, à la Chambre des députés, Daladier, qui y prononçait son premier discours, s'était timidement élevé contre les dépenses d'une expédition en Syrie et en Cilicie, mais avait été fortement contré par Briand. Avec plus d'allure, Victor Bérard déclara le 28 juillet au Sénat : « Je regrette l'indépendance arabe, parce que c'était véritablement la grande tradition française¹. »

La polémique reprit à l'approche de la discussion budgétaire qui posait les questions de l'attribution des crédits militaires et de la durée du service militaire. Le 7 novembre, *Le Progrès*, journal lyonnais de tendance radicale, attaqua avec virulence :

On nous assure que des jésuites d'importation européenne² seraient ravis de placer leurs écoles à l'ombre du drapeau tricolore et que des banques franco-syriennes trouveraient plaisir à travailler sous la sauvegarde de nos agents. Nous le croyons volontiers. Mais est-ce que le gouvernement français, interprète du peuple de France, voudra faire mourir quelques milliers des nôtres pour des intérêts particuliers ou pour la plus grande gloire des jésuites?

Cette belle indignation n'avait cependant pour but que de défendre l'action poursuivie au Maroc et d'orienter les crédits militaires vers ce

1. Cité par E. Rabbath, *L'évolution politique de la Syrie sous Mandat*. Paris, 1928, p. 37. Le 14 février 1920, Victor Bérard avait déjà fait connaître son opposition à l'occupation de la Syrie devant quelques membres de la Chambre de Commerce de Lyon et du Comité lyonnais. Ses arguments : cela gènerait l'amitié franco-anglaise nécessaire à la défense du Rhin et il valait mieux asseoir l'influence française à Constantinople ; vieil anticlérical, il considérait, d'autre part, que l'occupation de la Syrie était demandée par certains uniquement comme moyen de reprendre les relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Cette position avait, en effet, été prise par certains milieux catholiques dès la fin de 1918 (A. C. C. L., carton « Syrie »).

2. *Le Petit Parisien* du 21 mars avait cité les PP. Cattin, Chanteur et de Martimprey.

Dominique Chevallier

secteur. Autres courants... Ils se manifestèrent jusqu'au sein du *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie*. Voici, d'après le compte rendu, une opinion émise dans sa séance du 23 novembre :

M. Terrail est d'avis qu'il ne faut rien modifier à la légère, mais négocier pour limiter nos charges, en un mot sauver la face ; le sentimentalisme pour les Syriens comme pour les Arméniens lui paraît injustifié. Le chiffre de 1 200 millions réclamé par le général Gouraud est exagéré ; par rapport au Maroc, la Syrie ne mérite pas l'intérêt qu'on y attache. En outre le Rhin prime tout¹.

Durant cette séance, Ennemond Morel et Paul Huvelin rendirent compte des entretiens que chacun d'eux avait eus avec le général Gouraud. Celui-ci était en France pour demander l'appui de son action en Syrie par un effort financier de 1 200 millions et par le maintien des 60 000 hommes qui s'y trouvaient pour achever la « pacification ». A Ennemond Morel, il confirma que « la Cilicie est turque » et qu'elle avait « attiré sur nous les troupes de Kemal qui sont un ennemi plus sérieux que les Arabes ». Ce recul n'inquiétait pas le *Comité lyonnais*, puisque les positions essentielles qu'il avait réclamées en Syrie, Beyrouth, Damas, Alep, Alexandrette, restaient aux mains des troupes françaises. A la nécessité de rester en Syrie, Gouraud donnait un nouvel argument de politique générale :

Notre situation en Syrie devient de plus en plus nécessaire après l'échec de Vénizelos et les succès bolcheviks².

Ainsi le programme que s'était fixé le *Comité lyonnais des intérêts français en Syrie* était réalisé pour l'essentiel sur le plan territorial. Restait à obtenir la poursuite de l'œuvre de Gouraud dans ces limites. Le télégramme que le comité envoya au président du Conseil, Georges Leygues, à l'issue de sa réunion du 23 novembre, est significatif de cet état d'esprit :

Le Comité lyonnais des Intérêts français en Syrie, heureux des résultats acquis par le général Gouraud, demande à l'unanimité à Monsieur le Président du Conseil d'obtenir, tout en en atténuant l'importance dans la mesure que permettront les circonstances, les crédits nécessaires pour affirmer la position acquise en Syrie et consolider définitivement la situation de la France dans les régions qu'elle vient d'occuper³.

Dès le 20 novembre, Gouraud, fortement appuyé par le gouvernement

1. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Lyon et la Syrie en 1919

ment, avait défendu sa politique devant la commission des finances et la commission des affaires étrangères. Comme il avait aussi accepté de rabattre ses exigences financières à 800 millions, la majorité des deux commissions s'était montrée disposée à ratifier les propositions gouvernementales.

Ainsi rassuré, Gouraud put renouveler ses engagements aux hommes d'affaires lyonnais. A la séance du 12 décembre 1920 du *Comité lyonnais*, Terrail fit état des assurances que lui avaient données le capitaine de frégate Neuzillet, chef du cabinet du Haut Commissaire :

Le général Gouraud est disposé à prendre là-bas toute mesure qui ne sera pas contradictoire avec les traités pour favoriser notre expansion.

Et comme des administrateurs trop zélés avaient projeté d'établir à Beyrouth une condition des soies qui aurait fait concurrence à celle de Lyon, et n'aurait probablement pas été rentable « sur les observations qui lui ont été faites... le capitaine Neuzillet a retenu l'inutilité de la création d'un établissement aussi onéreux¹ ».

* * *

Si les intérêts de certains groupements lyonnais n'ont certes pas constitué les seuls motifs ayant déterminé l'occupation de la Syrie par l'armée française, l'attention est frappée par la concordance entre leur programme politico-territorial et les résultats auxquels a abouti la politique du gouvernement français.

Concordance nullement fortuite. L'action économique lyonnaise s'était intégrée à toute une tradition morale et commerciale et avait contribué, en participant aux traits originaux du mouvement des affaires à la fin du XIX^e siècle, au renouvellement de l'influence culturelle et sociale de la France au Levant. En outre, l'importance qu'elle tirait, sur le plan français, du rôle international de Lyon comme marché de la soie lui permettait de provoquer, sur le plan syrien, l'essor d'une production traditionnelle en s'adaptant aux caractères socio-confessionnels du Proche-Orient ; action suscitant aussi accentuations et modifications de ces caractères...

Entre des ambitions démesurées et des garanties sociales et territoriales trop étroites, apparaît en 1919 le poids des revendications pré-

1. A. C. C. L., carton « Syrie 1915-1920 ».

Dominique Chevallier — Lyon et la Syrie en 1919

cises des hommes d'affaires lyonnais, revendications fondées sur une expérience très concrète en même temps que sur une évaluation des possibilités politiques et diplomatiques de la France. Mais les dé-marches des soyeux ne résultaient pas seulement de l'urgence d'exploiter la victoire ; elles devaient contribuer à réduire la position d'infériorité où Lyon commençait à se trouver sur le marché mondial de la soie. Une assurance pour l'avenir était espérée des réalités du passé.

Dominique CHEVALLIER,
Institut Français de Damas.

MÉLANGES

A propos des origines du vignoble bourguignon

De deux historiens bourguignons, MM. É. Thévenot et P. de Saint-Jacob, qui, par leurs travaux, ont beaucoup apporté à mes recherches, depuis nombre d'années déjà, j'ai reçu dernièrement¹, comme auteur d'une *Histoire de la vigne et du vin en France* parue en 1959, un témoignage d'estime auquel j'attache un grand prix.

Je les remercie de me l'avoir donné d'une manière qui m'invite à repenser, pour les amender et les mieux asseoir, les conclusions où s'est arrêtée l'étude que j'ai faite, en ce livre, de quelques problèmes d'histoire viticole gallo-romaine.

Parmi ces conclusions, celles qui concernent la date de la création du vignoble de la Côte-d'Or ont donné lieu à des objections que je comprends d'autant mieux qu'elles procèdent d'une opinion qui fut longtemps la mienne. L'idée que des empereurs romains aient pu pendant longtemps interdire de planter la vigne sur la Côte-d'Or n'est assurément pas de celles qu'on puisse accepter sans effort. Comment la concilier d'ailleurs avec le témoignage d'un texte fameux² qui, dès l'an 312 de notre ère, assignait une antiquité immémoriale (*vitium quarum jam nescimus aetatem*) aux vignobles que cette côte était, dès lors, fière de porter?

Ce passage est tiré d'un discours composé à l'intention de l'empereur Constantin par un rhéteur éduen qui, parlant au nom de ses compatriotes les notables d'Autun, présente à l'empereur un tableau des vignes que, dès lors, ceux-ci possédaient sur la côte de Nuits et de Beaune.

J'ai cru tout d'abord avec Gaston Roupnel qu'à l'époque où ce discours fut prononcé, des vignes dont on pouvait dire qu'elles étaient si vieilles qu'on

1. É. THÉVENOT, En marge d'une histoire de la vigne en France. Vin de Vienne et vin de Bourgogne, dans *Revue archéologique de l'Est*, 1959, p. 308-324. — P. DE SAINT-JACOB, dans *Revue historique*, 1960, p. 143-145 (comptes rendus critiques).

2. Discours de remerciement à Constantin (312), dans *Panégyriques latins*, éd. E. Galletier, 1952, t. II, p. 76-102.

R. Dion

n'en savait plus l'âge étaient, pour le moins, aussi anciennes que l'empire romain lui-même.

Mes idées ont changé depuis, par l'effet d'un effort que j'ai fait pour saisir le sens exact des mots employés par le rhéteur et discerner les intentions qui se cachent derrière ces mots.

Observons tout d'abord que *vinea* et *vitis* ne sont pas des termes équivalents. Si *vinea* peut désigner, comme le mot français : vigne, aussi bien le terrain affecté à la production du raisin que l'ensemble des plants qui couvrent ce terrain, *vitis* a seulement le sens de plant de vigne. Notre mot : cep le traduit exactement.

Les ceps (*vites*) de la Côte-d'Or formaient en 312 un vignoble de qualité, tout au moins sur les propriétés des notables d'Autun, car, une fois payés les frais d'un coûteux transport du vin vers les lieux de consommation (que n'avons-nous comme nos voisins de Chalon-sur-Saône, disaient-ils, l'avantage de pouvoir exporter par la voie d'eau !), ces propriétaires trouvaient encore, dans le produit de la récolte, de quoi s'acquitter d'une bonne part de leurs impôts (*obsequia*).

Mais, pour obtenir un vin de qualité, il faut soumettre les ceps à la taille courte, et ce traitement les rend plus sensibles aux atteintes de l'âge (*aetas*). Il abrège leur vie, et réduit à moins de trente ans la durée de leur fructification. Il faut donc les renouveler quand ils approchent de ce terme. On y parvenait par la méthode du provignage, qui a été d'un usage constant en Bourgogne jusqu'à l'apparition du phylloxera : l'un des rameaux inférieurs de la souche — on nommait provin (*propaginem*) celui qui était choisi pour cet usage — était couché puis enterré dans un trou (*scobis*) — la « fosse » disent les vignerons — où il prenait racine et devenait jeune plant.

Le rappel de ces détails, l'emploi des mots techniques pour les désigner révèlent, chez le rhéteur, l'intention de donner à Constantin une idée très exacte des conditions de la culture de la vigne, en l'an 312, dans le vignoble de la Côte-d'Or.

Ces conditions étaient alors mauvaises et il s'agissait d'en convaincre l'empereur pour l'amener à reconnaître ce que, finalement, on voulait lui faire entendre : la légitimité d'une demande d'allégement d'impôts que lui avaient présentée les notables d'Autun. Le mal venait de ce que des troubles ou des malheurs publics avaient empêché de donner au sol les façons coutumières et de faire les provignages en temps voulu. On avait négligé de renouveler des ceps dont beaucoup avaient passé l'âge de la pleine fécondité, ou même atteint un tel degré de vieillesse qu'à peine, dit le rhéteur, ressentiaient-ils encore l'effet des soins que leur donnait le vigneron.

A aucun moment l'homme qui parle ainsi ne se montre préoccupé de rappeler — à supposer qu'il la connaît — l'époque à laquelle remontait la création du vignoble. Admettons un instant que cette date ait été dès lors

A propos des origines du vignoble bourguignon

éloignée, dans le passé, de plusieurs siècles : était-ce un moyen de faire sur l'esprit de l'empereur l'impression souhaitée que d'attirer son attention sur cette haute antiquité ? On eût seulement prouvé par là que pendant un nombre respectable d'années — mais qu'avait-on besoin d'en informer les pouvoirs publics ? — les gens d'Autun avaient eu de bonnes et solides raisons de renouveler constamment les efforts et les mises de fonds nécessaires à la conservation de leurs vignes.

Il faut prendre à la lettre l'expression *quarum jam nescimus aetatem*. En un temps où les vignes étaient maintenues en état de production continue par l'échelonnement calculé des provignages, dire qu'on ne savait plus l'âge des ceps c'était mettre en évidence non certes la haute antiquité du vignoble, mais simplement l'effet d'une carence de soins dont il venait de souffrir. La conduite de vignes entretenues comme le furent de tout temps celles de Bourgogne avant le phylloxéra exige, en effet, que l'on sache exactement à quelles dates les provins ont été mis en terre : depuis quinze ans ici et depuis vingt ans là ; depuis dix-huit ans en cette parcelle et depuis douze ans en cette autre.

On ne peut tirer du discours de 312 aucun argument favorable aux thèses qui assignent au vignoble de la Côte-d'Or une origine antérieure de plus d'un siècle au règne de Constantin. On y trouve par contre, dans la façon dont ce texte décrit les effets de l'entrelacement des racines des plants — je me suis expliqué sur ce point aux pages 144-145 de mon ouvrage — des raisons de penser que le vignoble dont il s'agit n'avait été mis en place que depuis moins d'un siècle. Si nous voulons préciser davantage dans la recherche d'une limite chronologique inférieure, il faut nous adresser aux vignerons et leur demander de nous dire depuis combien d'années au moins un vignoble doit exister pour pouvoir se trouver en l'état que décrit le rhéteur.

• * *

Avant le III^e siècle de notre ère, les textes, documents ou indices qui attestent d'une manière certaine, en Gaule romaine, la pratique de la viticulture s'attachent à des lieux situés au sud d'une ligne tirée de l'estuaire de la Gironde au lac Léman. Nier la valeur d'une indication si claire, ce serait éteindre l'une des rares lumières qui puissent nous guider dans l'exploration d'un sujet enveloppé d'obscurités, et c'est à quoi nous devrions nous résigner s'il nous fallait suivre M. É. Thévenot dans l'interprétation qu'il donne de deux inscriptions découvertes en deux localités qui touchent à la berge droite du Rhône en amont de Lyon : Briord et Géligneux (Ain).

Ces inscriptions (*C. I. L. XIII*, 2465, 2466, 2494) datent incontestablement du Haut-Empire. Elles concernent des tombeaux qui avaient été agrémentés d'une vigne plantée tout auprès, selon l'usage généralement suivi à cette époque en Italie ainsi qu'en Narbonnaise, mais non pas, chose

R. Dion

remarquable, chez les Lingons (pays de Langres) où une inscription du même genre et de même époque (*C. I. L.*, XIII, 5708) concernant les plantations à entretenir autour d'un très riche tombeau ne mentionne pas, parmi celles-ci, la vigne. Cet ornement végétal si prisé des Romains manquait au mausolée comme il avait certainement aussi manqué au train de vie du défunt, et les rigueurs du climat de Langres ne sont pas telles qu'on y puisse trouver l'explication de cette disgrâce.

Le pays lingon, dans les limites duquel étaient alors compris Dijon et l'extrême septentrionale de la Côte-d'Or à partir de Gevrey-Chambertin, confinait vers le sud à la *civitas Aeduorum* (Autun) qui détenait, entre Gevrey-Chambertin et la vallée de la Dheune, la partie de la côte où se concentrent aujourd'hui les plus grands crus. C'est cette section autunoise de la Côte-d'Or que M. É. Thévenot juge impossible de supposer interdite à la viticulture dans la Gaule romaine du Haut-Empire. Il appuie son opinion sur le fait que les Ambarres de la Bresse, voisins des Éduens au sud-est et placés vis-à-vis de ceux-ci dans des liens de subordination (César, *B. G.* I, 11, 4), avaient, dès le II^e siècle, croit-il pouvoir assurer, l'autorisation de planter.

L'argumentation est fondée sur ce postulat que les lieux actuellement nommés Briord et Géligneux, où ont été trouvées les inscriptions qu'on vient de citer, étaient situés sur le territoire des Ambarres. Il n'y aurait pas à en douter s'il était démontré que le Rhône, en amont de Lyon, traitait entre les Ambarres au nord et les Allobroges au sud une limite aussi précise qu'aujourd'hui entre le département de l'Ain et le département de l'Isère. C'est, en effet, sur la rive nord du fleuve que sont situés Briord et Géligneux. Mais César nous donne, des limites de peuples qu'il savait exister entre Genève et le confluent de la Saône et du Rhône, une idée moins simple : dans le récit qu'il fait de la migration des Helvètes (*B. G.* I, 2, 3 ; I, 6 ; I, 8, 1 ; I, 11, 1) c'est seulement en amont du Jura, entre Genève et le fort de l'Écluse, que le Rhône est représenté comme une frontière. Le fleuve sépare ici les Allobroges, incorporés à la *Provincia*, de leurs voisins du nord, les Helvètes. Plus à l'ouest, entre le fort de l'Écluse et la Saône, César ne nous laisse apercevoir des confins des cités que cette seule chose : ils laissent aux Allobroges, sur la rive droite du Rhône, un territoire assez important — par son étendue comme par le nombre de ses habitants — pour mériter d'être pris en considération par César dans la vue générale qu'il nous donne des dommages causés par l'invasion des Helvètes (I, 11, 5 ; I, 14, 3). Mieux, grâce aux précisions qu'il fournit sur la marche de ce peuple d'est en ouest à travers le Jura (I, 6, 1 ; I, 9 ; I, 11, 1), nous pouvons affirmer en toute certitude qu'entre Bellegarde ou Culoz et la Saône mâconnaise, sur un itinéraire qui nulle part n'a pu être éloigné du Rhône de moins de dix kilomètres en direction du nord, les Helvètes ont rencontré et traversé un territoire habité par des Allobroges. L'épitaphe

A propos des origines du vignoble bourgnignon

de l'un de ceux-ci qui était décurion de la cité de Vienne (*C. I. L.* XIII, 2453) a été trouvée à Saint-Vulbas (Ain), l'un des villages qui, sur la berge droite du Rhône, font suite à Briord et à Gélineux. Camille Julian ne doutait pas que ces deux derniers au moins ne fussent incorporés au territoire



des Allobroges puisqu'il y faisait entrer (*Histoire de la Gaule*, t. III, p. 205, n. 1) des localités plus septentrionales encore comme Culoz et Virieu-le-Grand.

Ce débat est de ceux au seuil desquels il est toujours opportun de rappeler qu'avant l'âge des cartes géographiques et des démarcations territoriales précises, les frontières fluviales elles-mêmes ont donné lieu, dans un passé encore récent, à des incertitudes qui découlent de la façon même dont le fleuve s'acquitte de la fonction de limite lorsqu'on la lui confie. Ce sont les guerres qui font de lui vraiment la frontière. Il devient alors la défense

R. Dion

naturelle, le fossé dont on s'efforce d'interdire la traversée. Mais, dans les périodes paisibles, un grand cours d'eau unit bien plus qu'il ne sépare les habitants de ses deux rives. En des temps où des régions entières étaient encore privées de routes construites, c'était chose fort commune en France qu'une situation comme celle qu'exposent au gouvernement royal, il n'y a pas encore deux siècles, les habitants d'un village riverain de la Loire moyenne : on venait de les placer, pour l'usage d'un grenier à sel, dans le ressort d'un chef-lieu situé du même côté du fleuve, et ils demandent qu'on les rattache plutôt à une bourgade de la rive d'en face, où il leur est plus facile de se rendre en barque que de communiquer par de mauvais chemins avec le chef-lieu qu'on avait cru tout d'abord opportun de leur assigner. L'ordre systématique établi, en matière de limites administratives, par le Comité de Division de la Constituante a brisé nombre de liens de dépendance qui s'étaient noués ainsi, depuis une haute antiquité souvent, entre des lieux habités que séparait la largeur d'un fleuve. Au Moyen Age, le diocèse de Nevers, quoique délimité du côté de celui de Bourges, en principe, par la Loire, s'annexe sur la rive occidentale du fleuve, au sud de Sancerre, une bande de terrain large de quelques kilomètres¹. Dans l'Antiquité, la Marne et la Seine séparent, au dire de César (I, 1, 2), les Celtes d'avec les Belges. Il n'empêche qu'en face de l'île fluviale occupée par la ville celtique de Lutèce, le pays belge, dans la Gaule divisée en provinces romaines, ne commençait qu'à une journée de marche du fleuve, aux approches de Sens, tandis que plus en amont, les gens de Meaux (Meldi), qui étaient des Belges, avaient une grande partie de leur territoire sur la rive gauche de la Marne. Des faits du même genre s'observent, à l'époque impériale romaine, sur les frontières allobrogiques : ce n'est pas seulement en amont de Lyon que les Allobroges empiètent au delà du Rhône. Des inscriptions gravées sur des bornes milliaires romaines prouvent que de Vienne, métropole des Allobroges, dépendait, sur la rive droite du fleuve, en aval de cette ville, une bande de terrain longue d'au moins quarante kilomètres.

* * *

A l'appui de la thèse qui assigne au vignoble de la Côte-d'Or des origines antérieures au III^e siècle a été invoqué enfin le témoignage d'une œuvre d'art de l'époque antonine dont s'orne depuis peu le *Musée du vin de Bourgogne* à Beaune. En assemblant des blocs sculptés qui avaient été employés comme moellons dans la maçonnerie d'une enceinte de basse époque romaine encore visible en quelques points de cette ville, M. É. Thévenot a reconstitué une partie importante d'un riche mausolée datant vraisembla-

1. A. VACHER, *Le Berry*, 1908, p. 41-42.

A propos des origines du vignoble bourguignon

lement du II^e siècle de notre ère¹. Une scène y est sculptée : deux femmes nues dansent au son d'une flûte qu'un satyre tient appliquée à ses lèvres. C'est là, comme le fait justement remarquer M. Émile Thévenot, un motif en rapport avec le culte de Bacchus, et rien ne s'oppose certes à ce qu'on y voie le reflet d'une prospérité dont la vigne aurait été le principe. Mais, si l'hypothèse est juste, il reste à savoir si le créateur de ce mausolée s'est enrichi à récolter le vin de ses vignes ou à vendre celui qui était importé dans le pays par le commerce, et c'est à cette dernière interprétation que conduit l'étude d'un groupe de monuments analogues dont les plus remarquables sont ceux de la vallée de la Moselle, dans le pays trévire². Leur somptueuse ornementation désigne le transport commercial du vin comme la source de l'opulence dont ils sont l'expression. Elle appuie d'un commentaire concret les passages de la littérature gréco-romaine qui font allusion aux prodigieux bénéfices que rapportait la vente du vin dans les pays non viticoles.

Tant que le vin n'est encore connu que comme un breuvage exotique importé du Midi, ce qui s'exprime le plus ordinairement, dans les pays où il pénètre, c'est la joie de le boire, ce sont les transports et les convoitises furieuses qu'il suscite, ce sont aussi les profits fabuleux promis aux marchands qui le dispensent. Mais, une fois réussie en ces pays, l'implantation de la vigne, dans des conditions qui rendent sa culture autrement difficile qu'elle ne le serait sous le ciel méditerranéen, commence ce que je serais tenté d'appeler l'ère des lamentations. On gémit sur le travail ingrat du vigneron, sur les calamités qui frappent le vignoble, comme aussi sur les charges excessives qui accablent les pauvres propriétaires de vignes. Le discours par lequel la cité d'Autun accueille l'empereur Constantin en 312 ouvre, en Bourgogne, la série de ses lamentations.

De là de profondes différences entre les symboles du commerce du vin et ceux de la culture de la vigne. Le style des premiers s'accorde avec cette phrase des Commentaires de César (I, 1, 3) où les marchands méditerranéens pénétrant en Gaule sont définis comme des hommes apportant avec eux *ea quae ad effeminandos animos pertinent*, tandis que les seconds évoquent la vie rude et salubre des hommes qui mettent la main aux tâches de la terre. Le contraste apparaît dans toute sa force lorsque, face à la décoration fastueuse et lascive du mausolée de Beaune, on place ces stèles funéraires — la Bourgogne en a fourni quelques-unes³ — où l'on voit gravées d'un trait gauche, sous le plein cintre qui était de mode à l'époque constanti-

1. É. THÉVENOT, Indices du culte de Bacchus à Beaune, dans *Revue archéologique de l'Est*, 1954, p. 259-263.

2. A. GRENIER, *Archéologie gallo-romaine*, 1934, p. 594.

3. É. ESPÉRANDIEU, *Recueil général des bas-reliefs, statues et bustes de la Gaule romaine*, t. III et IV, n° 2016, 2099, 3472, 3478.

R. Dion — A propos des origines du vignoble bourguignon

nienne, l'image d'un homme tenant en main la serpette, image de la profession du vigneron.

L'économie viticole antique a fait appel à deux types d'hommes dont certainement le genre de vie, les ambitions et les façons de penser se ressemblaient peu. Leurs intérêts même s'opposaient puisque, dans la Gaule ouverte au commerce méditerranéen, le marchand de vin ne tenait sa situation privilégiée que de l'ignorance qu'avaient les peuples de la viticulture ou de l'impossibilité où ils étaient de la pratiquer. Peut-être aurait-il été plus difficile à Probus d'étendre à tout le pays la permission de cultiver la vigne s'il lui avait fallu compter avec les intérêts d'une puissante corporation de *negotiatores vinarii* comme ceux dont plus d'un monument lyonnais ou trévire manifeste, sous les Antonins, l'opulence et le crédit. Mais, après les grands désastres des années voisines de 270, il n'est plus question de ces hauts dignitaires mercantiles. Déjà les débris des monuments attestant leur fortune se mêlaient à d'autres ruines sur le sol où Probus invita les Gaulois à planter la vigne partout où ils le pourraient.

* * *

Que des maîtres en viticulture comme l'étaient les Romains aient « attendu deux siècles et demi — je reprends ici les termes mêmes de M. de Saint-Jacob — pour déceler la valeur de la côte, au bas de laquelle ils circulaient constamment sur l'une des plus belles voies de l'Occident », voilà, j'en conviens, ce qu'ont peine à admettre les habitants d'un pays bénéficiant, comme aujourd'hui la France, d'une parfaite unification politique. Mais nous aurions tort d'oublier, face au problème des origines du vignoble bourguignon, que l'inégale répartition des faveurs entre les cités était l'un des principes directeurs de la politique romaine en Gaule et que, dans la vie civique ou la conduite des affaires, les critères du comportement raisonnable varient avec le temps, comme les maximes de gouvernement. Ce choix s'offre à nous : ou bien nous contenter de ce que l'esprit accepte sans effort et nous arrêter à cette pensée que nos ancêtres gallo-romains n'ont pas eu la naïveté de laisser improductifs, pour complaire aux marchands de vin de Lyon et à leurs pareils, tels et tels sites impatients de produire du « bourgogne » ou du « champagne ».

Ou bien reconnaître que si Probus, par la permission donnée à tous les Gaulois de cultiver la vigne, a mérité la reconnaissance des peuples autant que par son triomphe sur les barbares, c'est que vraiment des contraintes arbitraires avaient jusque-là condamné la Gaule à laisser inemployée une large part, et non la moins belle, de ses virtualités vinicoles.

R. DION,
Professeur au Collège de France.

La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre (Deux lettres inédites, 1412).

Les deux lettres closes publiées ci-dessous¹ sont adressées au duc de Bourgogne Jean sans Peur, la première par le futur Henri V, alors prince de Galles, la seconde par le comte d'Arundel. Tous deux s'excusent de ne pouvoir tenir les engagements qu'ils avaient sinon conclus, du moins entrepris de négocier avec le duc. Les circonstances qui en ont provoqué la rédaction sont assez connues pour qu'il suffise de les rappeler succinctement².

Défié par le jeune duc d'Orléans, fils ainé de sa victime, Jean sans Peur rechercha l'alliance de l'Angleterre. Il était assuré d'y trouver un parti belliqueux, tenté par la perspective d'une expédition en France, et des sympathies intéressées pour le possesseur d'un pays aussi étroitement lié à l'Angleterre dans le domaine économique que la Flandre. Jean sans Peur demandait un secours militaire et offrait pour le prince de Galles la main de l'aînée de ses filles à marier, Anne.

Le roi Henri IV répondit à ses propositions par l'envoi d'une ambassade dont les instructions portent la date du 1^{er} septembre 1411 et qui avait à sa tête l'évêque de Saint-David et le comte d'Arundel, un prélat et un grand seigneur, selon la tradition³.

1. Arch. dép. de la Côte-d'Or, B 11926. La lettre du prince de Galles paraît être restée jusqu'ici inconnue. Celle du comte d'Arundel a été sommairement analysée par GACHARD, *Rapport...*, I. Archives de Dijon, 1843, p. 43.

2. CALMETTE et DÉPREZ, *Histoire du Moyen Age de Glotz*, t. VII, 1^{re} partie, 1937, p. 79 et suiv., 285 et suiv. A. COVILLE, *Histoire de France de Lavisse*, t. IV, 1^{re} partie, 1902, p. 336 et suiv. OMAN, *History of England (Political history of England de HUNT et POOLE*, t. IV), 1910, p. 223 et suiv. Cambridge medieval history, t. VII, chap. XIII par Coville, XIV par Tilley, t. VIII, 1936, chap. XI par Mac Farlane. WYLIE, *History of England under Henry the fourth*, t. IV, 1898, et *The Reign of Henry the fifth*, t. I, 1914. DOM PLANCHER, *Histoire... de Bourgogne*, t. III, 1948, p. 235 et suiv.

3. RYMER, *Fœdera*, t. IV, part. I, p. 196. *Proceedings and ordinances of the privy council of England*, t. II, 1834, p. 19 et 20. *Le ms. Cotton Galba B 1*, publ. par GILLIOTTE VAN SEVEREN (Coll. des chron. belges), 1893, p. 322. D'après ces instructions la mission comprenait

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

La tâche du comte était moins diplomatique que militaire. Précédé à l'armée bourguignonne, par un contingent tiré en tête de la garnison de Calais, il lui apportait le renfort d'un corps expéditionnaire plus nombreux. La part prise par lui aux opérations et notamment au siège de Saint-Cloud a été relatée par les chroniqueurs. Les documents attestent par ailleurs les réceptions et les cadeaux offerts à Paris par le duc de Bourgogne à ses alliés. Les troupes anglaises s'en allèrent à la fin de décembre, gardant un bon souvenir de l'accueil reçu¹.

Les ambassadeurs ne durent pas rester longtemps derrière elles. La négociation du mariage avait progressé au cours de ces pourparlers. Je n'en veux pour preuve que l'ordre donné par le duc à la duchesse de venir le rejoindre à Paris, accompagnée de trois de ses sept filles : la duchesse de Clèves et la comtesse de Penthievre, qui, quoique nominalement mariées, continuaient de vivre auprès de leur mère, et la princesse Anne, dont la présence est significative².

Inaugurées en France, les conversations se poursuivirent à Londres. L'ambassade bourguignonne, à laquelle en incomba la charge, fut composée de Martin Porée, évêque d'Arras, de Pierre, seigneur de la Viesville, chevalier, de Raoul Le Maire, prévôt de Saint-Donat de Bruges, de Roland Dunkerke et du secrétaire Jean Fortier³. Nous savons qu'elle séjourna en Angleterre du 1^{er} février au 4 mars 1412 et fut reçue en audience par Henri IV à Coldharbour et à Rochester⁴. Le roi avait nommé une commission pour discuter avec elle les stipulations du mariage de son fils ainé. Ces commissaires étaient, pour le nombre et la qualité, dans une exacte symétrie avec les négociateurs bourguignons : un prélat, Thomas Langley, évêque de Durham, un seigneur, Richard de Grey, chambellan, deux diplo-

Thomas, comte d'Arundel, chevalier du roi, François de Courte, seigneur de Pembroke, Hugues Mortimer, écuyer, chambellan du prince de Galles, et Jean Catrik, clerc du roi, licencié en Décret. L'évêque de Saint-David, Henri Chicheley, fut mis à leur tête et les rejoignit à Calais, où Jean sans Peur, le 18 octobre, de Pontoise, les envoya tous chercher. E. PETIT, *Itinéraires*, p. 383.

1. Dom PLANCHER, t. III, p. 334, 335, 340 et 342. E. PETIT, *Itinéraires*, aux dates des 2, 3, 4, 18 octobre, 17, 19 novembre et 23 décembre 1411. Comte de LABORDE, *Les ducs de Bourgogne*, *Préfaces*, t. I, p. 28, 49, 50, 53 et 61.

2. La duchesse et ses filles se mirent en route de Dijon le 24 janvier 1412 (POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, Anne de Bourgogne et le testament de Bedford (*Bibl. Ec. chartes*, t. XCIV, 1934), p. 290).

3. RYMER, t. IV, part. II, p. 9. Pierre de la Viesville était chambellan du duc dès 1406 (Dom Guillaume AUBRÉ, *Etat des officiers des ducs de Bourgogne*, dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de France et de Bourgogne*, de LABARRE, p. 106 et 123). Raoul Le Maire était maître des requêtes, dès 1407, et conseiller du duc (*Ibid.*, p. 179, 180, 194, et Dom PLANCHER, t. III, p. 246). Roland Dunkerke était conseiller et chambellan (AUBRÉ, p. 125 et 208; PLANCHER, t. III, p. 284, 307 et 377). Jean Fortier était secrétaire du duc dès 1403 (AUBRÉ, p. 114; PLANCHER, t. III, p. 279 et ccv).

4. WYLIE, t. IV, p. 64.

La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre

mates, l'un laïque, Hugues Mortimer, damoiseau, l'autre ecclésiastique, Richard Courtenay, doyen de Wells, conseiller, et enfin le secrétaire du roi Richard Holme, chanoine d'York¹. L'ambassade bourguignonne emporta de Londres des illusions que les événements n'allait pas tarder à dissiper.

Elle n'avait pas encore quitté le sol anglais que tout l'échafaudage édifié par elle s'effondrait, à son insu, devant une offre plus séduisante venue de la part des Armagnacs. Dès le 6 février 1412, Henri IV acceptait de causer avec eux, faisait délivrer des passeports à leurs représentants et accueillait bientôt leurs propositions. Tournant le dos à l'alliance bourguignonne il optait pour la cause des princes français, champions du parti contraire. Il scellait avec eux une alliance, le 18 mai, et, le surlendemain 20 mai, à Londres, exigeait de ses quatre fils, prince de Galles en tête, la promesse de les défendre contre toute attaque, leur faisant expressément jurer de n'avoir aucun pacte avec le duc de Bourgogne².

Le prince de Galles était d'autant plus incapable de résister aux ordres paternels que, depuis la fin de l'année précédente, l'imprudence d'amis trop pressés de le voir régner, avait causé sa disgrâce. Cependant il éprouva le besoin de se justifier auprès du duc de Bourgogne. Le 22 mai, de « Staford³ », il lui fit porter une missive assez vague lui demandant des nouvelles « de l'estat de par deçà⁴ ». Quelques jours plus tard il jugea nécessaire de faire mieux et, d'accord avec son fidèle ami et serviteur le comte d'Arundel, fit expédier au duc deux lettres d'excuses dont voici l'analyse :

Vous avez désiré, écrivait le prince au duc de Bourgogne, conclure avec nous un traité d'alliance et de mariage et recevoir le secours de nos hommes d'armes et archers. Nous vous en avons envoyé, avec la permission du roi, le nombre souhaité. Mais, depuis lors, les propositions survenues de la part des ducs de Berry, d'Orléans et de Bourbon, des comtes d'Alençon et d'Armagnac ainsi que du sire d'Albret ont paru trop avantageuses à notre père pour être repoussées. Malgré notre vœu de poursuivre la négociation entamée avec vous, comme nous l'avons dit de vive voix à votre conseiller et chambellan Jean de Kernezn, et à vos autres messagers, il faut que vous nous teniez pour libéré de tout engagement à votre égard comme nous nous tenons nous-même libre de défendre lesdits seigneurs contre qui les atta-

1. RYMER, t. IV, part. II, p. 6.

2. Ibid., t. IV, part. II, p. 12 et 14.

3. La présence du prince de Galles le 22 mai à Stratford-sur-Avon, ville distante de Londres de près de cent cinquante kilomètres, ne pouvant se concilier avec sa présence dans la capitale deux jours auparavant, il faut admettre que son nom avait été inséré en son absence et par ordre du roi dans l'acte du 20 mai. Wylie (t. IV, p. 148) a lu « Schafort » et propose de comprendre : Hertford, ce qui n'est pas soutenable. En ce printemps le prince de Galles levait une armée dans le centre nord et, comme on l'accusait de préparer un coup d'État, il lança un manifeste, le 17 juin, de Coventry pour se disculper.

4. Bibl. nat., ms. Moreau 1424, n. 55.

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

querait et sachez que nous leur préterons assistance pour le recouvrement des domaines héréditaires de notre maison. Londres, 31 mai 1412.

De son côté le comte d'Arundel dictait, sous la même date : Vous savez que, sur l'ordre du prince de Galles, mon maître, et avec le consentement du roi d'Angleterre, je vous ai apporté tout le secours que j'ai pu. Cependant, aux instances de votre entourage et touché par votre largesse, j'ai promis que, sauf l'ordre du Roi ou du Prince, je ne favoriserais en rien le parti de vos adversaires. Vous avez demandé aussi mon concours au succès du projet de mariage entre votre fille Anne et le prince de Galles. En vérité j'y ai employé tout le zèle compatible avec mon modeste talent et l'honneur dû au prince dont je suis l'homme lige. Quant à votre première requête il est notoire que les princes français ont fait au roi d'Angleterre des offres très avantageuses, qu'ils se sont avoués ses vassaux et sujets et qu'ils l'aideront à recouvrer son héritage. Que votre sagesse considère mes devoirs et désormais qu'elle me tienne pour dégagé de toute promesse à son égard car aucune obligation ne peut être contractée par moi qui ne soit subordonnée à la ratification de mes chefs.

Dans ces épîtres ce qui est non moins remarquable que leur objet, c'est l'élégance littéraire et artistique de la forme. Toutes deux sont calligraphiées, écrites de la plume la plus régulière, dans la forme anguleuse de la gothique anglaise. Celle du prince de Galles commence par une initiale historiée, très délicatement tracée. Du grand h la boucle est figurée par un cygne qui courbe son col pour la dessiner, la haste est formée par une tige droite qu'entoure une banderole sur laquelle on lit plusieurs fois la devise connue de Henri V : « Une sans plus¹. » Si cette devise s'appliquait alors à Anne de Bourgogne elle n'a pas été scrupuleusement observée. Mais, comme tous les « mots », elle est susceptible d'interprétations diverses. Au milieu de la banderole apparaît la couronne royale fleurdelisée, sur le bandeau de laquelle est inscrite une autre devise. Les caractères en sont trop microscopiques et trop effacés pour que j'aie réussi à les déchiffrer. Faut-il lire « Adversus nos », avec le sens de « A contre-cœur », allusion aux sentiments intimes du prince en face de l'ordre royal, protestation dissimulée? Je n'ose rien affirmer.

Plus encore que l'écriture le style de ces messages est remarquable. Il tranche sur le libellé habituel des lettres émanées des chancelleries. C'est un latin soigné, recherché, un peu alambiqué, classique par le choix des termes et l'harmonie des périodes plus que par la simplicité et la clarté de l'expression. C'est un travail d'humaniste qui sent l'huile. On aimerait connaître le nom de ce zéléateur de l'antiquité. Malheureusement ni l'une ni l'autre lettre n'ont été contresignées par un notaire. Les chancelleries de ce temps

1. DIBLITZ, *Die Wahl- und Denksprüche*, 1888, p. 339. CHASSANT et TAUSSIN, *Dictionnaire des devises*, Supplément, t. II, 1895, p. 529.

La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre

s'honoraien de posséder de fins lettrés. Faut-il rappeler, en France, Gontier Col, secrétaire du roi, qui fut chargé, à plusieurs reprises, de négociations avec la cour de Westminster et accomplit, pour ce motif, plus d'un voyage en Angleterre, notamment dans les années 1408, 1409 et 1410¹; et parmi les négociateurs bourguignons, le chef même de l'ambassade qui vint à Londres avec l'espoir de mener à bonne fin les pourparlers matrimoniaux narrés ici, Martin Porée²? Enfin, du côté anglais, la commission chargée de parlementer, dans cette même affaire, avec les émissaires du duc de Bourgogne comprenait des humanistes notables tels que Thomas Langley et Richard Courtenay³. Il n'est pas étonnant que, dans cette atmosphère, des missives comme celles que nous publions aient vu le jour, bien qu'elles soient restées, croyons-nous, assez rares.

Nous terminerons en complétant les renseignements historiques relatifs à cette négociation et aux deux lettres qui en sont l'ornement. Elles n'étaient pas encore parvenues à leur destination le 14 juin 1412. A cette date, de l'armée royale qui assiégeait Bourges, Jean sans Peur écrivit au prince de Galles, en apparence pour répondre à sa lettre du 22 mai, en réalité pour protester contre la sommation envoyée par Henri IV aux villes de Flandre⁴. Le roi anglais les avait menacées de dénoncer les trêves qu'il venait de conclure avec cette province si ces villes favorisaient les hostilités ouvertes par le duc Jean contre les princes français. Jean sans Peur, dans sa lettre au prince de Galles, s'étonne de recevoir un pareil message à la veille de contracter alliance avec le souverain anglais « par le moyen du mariage pourparlé de vous et de ma très chère et très aimée fille Anne ». Il s'indigne qu'on essaye, sans raison, de soulever ses sujets contre lui : « c'est une merveilleuse manière de procéder d'un prince contre un autre, c'est à savoir de le blâmer contre son peuple, de l'exciter à mouvoir contre lui, à se départir de lui et de sa seigneurie, sans ce que je lui aye aucune chose méfait ne

1. A. COVILLE, *Gontier et Pierre Col et l'humanisme en France au temps de Charles VI*, 1934, p. 50.

2. A. COVILLE, *Jean Petit*, 1932, p. 420 et 510, n. 32. Le Religieux de Saint-Denys vante l'éloquence cicéronienne de Martin Porée : *vix tulliana potens facundia*. Éd. BELLAGUET (Doc. inéd.), t. V, 1844, p. 166. QUÉTIFF ET ÉCHARD, *Scriptores o. Praedicatorum*, 1799, t. I, p. 777.

3. Thomas Langley, élève de l'Université de Cambridge, fut garde du sceau de Henri IV en 1403, puis chancelier de 1405 à 1407 et de 1417 à 1424. A la fin du règne de Henri IV il se montra partisan du prince de Galles. Il fit des legs aux bibliothèques d'Oxford, de Cambridge, etc., et fonda deux écoles à Durham, l'une de grammaire, l'autre de plain-chant (*Dict. of nat. biogr.*, t. XXXII, p. 112). Quant à Richard Courtenay, neveu d'un archevêque de Cantorbéry qui l'éleva, il fut chancelier d'Oxford en 1407 et 1410 et enrichit la bibliothèque de cette université. Évêque de Norwich en septembre 1413, il était le confident de Henri V (*Ibid.*, t. XII, p. 34).

4. Le 16 mai 1412 (RYMER, t. IV, part. II, p. 12).

B.-A. Pocquet du Haut-Jussé

médit¹ ». Ce style n'est guère humanistique, il tranche sur celui des deux lettres qui, de la part du prince de Galles et du comte d'Arundel, furent bientôt après remises à Jean sans Peur. Elles n'avaient pas été confiées à un messager vulgaire, mais à une mission semi-diplomatique composée d'un chapelain du prince, le moine Dom Édouard, et de deux de ses écuyers, Jean Bouteiller et Guillaume Toubert. Le due les reçut avant la fin de juin et ne leur fit pas grise mine. Au religieux il donna six tasses de vermeil, aux écuyers, douze hanaps émaillés et une aiguière de vermeil².

Ces politesses n'empêchaient pas que la rupture ne fut consommée entre Jean sans Peur et l'Angleterre. Les lettres reçues du prince de Galles et du comte d'Arundel étaient sans réplique. La beauté de leur forme n'avait pour but que d'adoucir ce qu'elles contenaient de cruel et de verser un baume sur la blessure qu'elles devaient causer à l'amour-propre du duc.

Cette rupture devenue publique produisit ses effets : Jean sans Peur, dès le mois de juillet, fit des ouvertures aux princes armagnacs et, le 15 de ce mois, fit conclure entre le roi Charles VI et eux la paix d'Auxerre. L'une des clauses de ce traité fut la répudiation de l'alliance anglaise. Les princes s'y obligèrent le 25 juillet³. Jean sans Peur, à son tour, sur un ordre exprès du roi, déclara y renoncer en protestant qu'il n'en avait pas formellement contracté une⁴. Maintenant, après avoir rivalisé dans la recherche de l'alliance étrangère, les deux partis, armagnac et bourguignon, s'entendaient pour l'abjurer à l'unisson, sanglant échec pour Henri IV.

Mais échec de courte durée. Car il mourut le 20 mars 1413. Henri V, dès son avènement, s'empressa de reprendre des pourparlers avec le duc de Bourgogne en vue d'une alliance et songea, de nouveau, à contracter un mariage avec une de ses filles. Mais cette fois la princesse Anne fut laissée de côté. Elle n'avait que neuf ans. Le nouveau roi jeta son dévolu sur sa sœur Catherine, plus âgée de deux ans. Catherine, d'abord promise au comte de Guise, Louis d'Anjou, fils ainé du roi de Sicile, venait, à la suite du scandale causé par l'alliance du duc de Bourgogne avec les Cabochiens, d'être renvoyée avec éclat à son père. Quelle revanche pour celui-ci s'il l'établissait sur le trône d'Angleterre⁵ !

1. Bibl. nat., ms. Moreau 1424, n. 55. La trêve anglo-flamande conclue en 1400 avait été renouvelée en 1410 (CALMETTE-DÉPREEZ, p. 285). La menace de Henri IV fut de courte durée : dès le 11 juin 1412 il renouvelait cette trêve pour cinq ans (RYMER, *loc. cit.*, p. 17).

2. L'argenterie donnée au religieux pesait dix marcs, celle que reçurent les deux écuyers, trente-six marcs (Comte de LABORDE, *op. cit.*, t. I, p. 63).

3. Du FAISSE DE BEAUCOURT, *Histoire de Charles VII*, t. I, p. 253.

4. Auxerre, 23 août 1412. Le mandement de Charles VI est du 22 (GILLIODTS, *op. cit.*, p. 329).

5. Dès le 10 mai 1413 la chancellerie anglaise délivrait un passeport au gouverneur d'Arras ; à la mi-juin Raoul Le Maire débarquait à nouveau en Angleterre. C'est le 19 octobre 1413, à Lille, que, dans une entrevue avec les ambassadeurs anglais, Jean sans Peur suggéra

La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre

Ces tractations n'empêchaient pas Jean sans Peur de protester publiquement contre ceux qui colportaient le bruit d'un mariage entre sa fille et le roi anglais¹.

Cependant Henri V n'épousa pas Catherine de Bourgogne. Le sort lui destinait une autre Catherine, la fille du roi de France, que lui accorda le traité de Troyes².

B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ,
Professeur à l'Université de Rennes.

I

1412, 31 mai. *Lettre close de Henri, prince de Galles, fils de Henri IV, roi d'Angleterre, à Jean sans Peur, duc de Bourgogne.*

HENRICUS, illustris regis Anglie et Francie primogenitus, princeps Wallie, dux Aquitannie, Lancastrie et Cornubie ac comes Castrie, illustri et potenti principi Johanni, duci Burgondie, salutem ac providencie et consilii spiritum in agendis.

A sinceritatis vestre memoria fieri nec putamus nec credimus alienum : vos nobis insinuasse et misisse abolim quod, ob affectiones sinceras quas erga serenissimum principem metuendissimum nobis patrem et dominum, Anglie et Francie regem illum, gesseratis, ac utrorumque regnum prosperitatem et pacem, servido nobiscum anhelasti spiritu amiciciarum, ligarum necon federis coniugalis tractatus inchoare solempnes, qui, ut nobis exponi fecistis, in honorem et complacenciam regios verterentur et per consequens ad bonum publicum concluderent sui regni ; affectasti insuper, pro complacencia vobis cara satis, quod ad subsidia vestra certum armatorum architenenciumque, de quo recolitis, numerum mitteremus ; super quo, sincera credulitate tenentes vestra in hac parte nuncia, ad prelocutos fines, temporum successu, verisimiliter conclusisse.

Votorum vestrorum, hiis de causis, affectibus inherentes, numerum affectatum, de dicti domini nostri regis licencia, ad regnum Francie in succursum vestrum transmisimus cito satis, quibus et quorum singulis sic vos gratuite et liberaliter habuistis quod vobis, pro eisdem, graciarum actiones referimus multiformes. Et sic, in ea parte, eosdem mittendo, promissa nostra, sicut in ceteris singulis, absque fraude complevimus, ut novistis.

Modo tamen, rei veritas efficax sic se habet quod, pro parte dominorum ducum

le nom de sa fille Catherine. Le 23 mai 1414, Henri IV hésitait encore entre Anne et Catherine; le 4 juin, il manifestait sa préférence pour Catherine. Celle-ci répudiée par la cour d'Anjou avait été remise aux Bourguignons le 14 novembre 1413, à Beauvais. Elle arriva à Gand le 24 et son père l'y rejoignit le 29 (WYLIE, t. IV, p. 149 et 152; RYMER, t. IV, part. II, p. 79; PLANCHER, t. III, p. 392 et 409; E. PETIT, *Itinéraires*, p. 404).

1. Gand, 16 novembre 1413 (PLANCHER, t. III, p. 391).

2. L'idée d'un mariage entre Henri V et Catherine de France remontait à 1409. Elle soulevait une vive opposition (CALMETTE-DÉPREEZ, p. 284. WYLIE, Memorandum concerning a proposed marriage between Henry V and Catherine of France in 1414 (*English historical review*, 1914, p. 322).

B.-A. Pocquet du Haut-Jusse

Bituricensis, Aureliani et Burbonii necnon comitum Alenconii et Armaniaci ac domini de Lebret¹, talia predicto domino nostro regi offeruntur et tanta, que hereditario sibi iure, ut annexa corone, competit ab antiquo, quod, per eundem nostrum regem, nos aut aliquos sui regni fervidos zelatores, respui de honestate non poterant, cum et fuerant pro bono regni publico pronis manibus acceptata.

Que oblati siquidem originalem a vobis, ex causis variis, affectavimus inchoasse progressum, sicut Johanni Carnian.² consiliario ac camerario vestro, et nuncius vestris plerumque aliis exposuimus viva voce.

Ex causis tamen previis et premissis, vos, a communicatione tractatutae quelibet inter nos hucusque habitis, nos exoneratos habere et convenit et oportet. Sicut et nos, in omnibus et singulis, nosmetipsos liberos reputamus ad predictos duces, comites et barones eorumque singulos, tanquam prefati domini nostri regis subditos et vassallos, contra quoscumque eis eorumve cuiquam iniuriari satagentes, defendendum; quibus, ut sic, inantea pro recuperacione ducatus, hereditatis et jurium predictorum ac aliorum quorumlibet, ut convenit, assistemus.

Datum sub sigillo nostro, in civitate London., anno regni supradicti metuendissimi domini nostri regis et patris tertio decimo, mense maii, die ultimo.

[Au dos :] Illustri et potenti principi Johanni duci Burgondie etc.

Traces d'un grand sceau plaqué sur cire rouge maintenant la lettre pliée.

1. Le traité entre Henri IV, d'une part, et les ducs de Berry, d'Orléans et de Bourbon, les comtes d'Alençon et d'Armagnac et le connétable d'Albret, d'autre part, est du 18 mai 1412 (*Calendars of the close rolls*, t. IV, 1932, p. 350. RYMER, t. IV, part. II, à la date).

2. Il s'agit de Jean de Kerneza (une signature autographe atteste la forme de son nom), écuyer d'écurie du duc de Bourgogne en 1411, et qui remplit, au mois d'avril de cette année, une première mission en Angleterre. Les pièces de la comptabilité bourguignonne émises à cette occasion l'appellent Jean de Carnehen, ou de Kernehan (Arch. de la Côte-d'Or, B 11926). Je crois qu'il est le même que « Jean de Kerneen », auquel fut délivré, le 27 décembre 1410, un sauf-conduit pour se rendre en Angleterre de la part du duc de Bretagne (RYMER, t. IV, part. I, p. 184, et Dom MORICE, *Preuves*, t. II, c. 846); le même que « Jean Karneau », écuyer breton, venant en Angleterre (14 avril 1412) pour un combat singulier et pour négocier une trêve anglo-bretonne (RYMER, t. IV, part. II, p. 9 et 10). Dom Plancher le place sous le nom de « Jean de Karuchem » parmi les négociateurs anglo-bourguignons de septembre 1411 (t. III, p. 334). On peut l'identifier avec « Jean de Karnesem » (AUBREZ, p. 141) ou mieux « Karnakem », écuyer et échanson du duc de Bourgogne, gratifié par lui, le 8 mars 1408, de deux cents francs d'or avant d'aller combattre à outrance Tanguy du Chastel en Aragon (PERRIT, *Itinéraires*, p. 587) et, peut-être, avec l'écuyer d'écurie de Jean sans Peur « Kamellec » à qui ce duc donna deux cents écus d'or, le 4 décembre 1407, pour s'être battu à Lille avec un Anglais (AUBREZ, p. 147). Ce grand bretisseur semble être aussi le « Carmien », écuyer de la reine d'Angleterre Jeanne de Navarre, veuve du duc de Bretagne Jean IV ayant d'épouser le roi Henri IV. Cette reine aurait chargé « Carmien », en 1411, d'informer le duc de Bourgogne des sollicitations que le roi anglais recevait des Armagnacs, selon la *Geste des ducs Philippe et Jean de Bourgogne*, éd. KERVYN DE LETTENHOVE. *Chron. relative à l'histoire de Belgique sous la domination des ducs de Bourgogne* (Coll. des chron. belges), t. II, p. 394 et suiv. Même récit avec la variante « Carman » dans le *Livre des trahisons de France*, *Ibid.*, p. 73 et suiv.

La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre

II

Même date. *Lettre close de Thomas, comte d'Arundel, au même.*

Illustris, nobilis et potens princeps. Serenitatis vestre memorie recenter satis impressum estimo quomodo nuper ad regnum Francie, de mandato illustrissimi principis domini mei singularissimi Henrici, principis Wallie, ducis Acquitannie etc., concurrente metuendissimi sibi patris et domini consensu regio, unacum aliis serenitatis sue servitoribus, ad subsidia vestra me transtuli ; ubi, qualia valuimus, nobilitati vestre subsidia dedimus et maiora impendissemus indubie si votis et desideriis nostris facultas et potentia concurriscent.

Quo equidem tempore, michi per vestrum aliquos, pro parte vestra, suasum fuerat, illustris princeps, quod parti adversantum vobis dominorum et ducum auxilia non partirer. Cui sic michi requisitioni facte, tunc plurima sperans non modo de verisimili concludenda, liberalitatesque advertens plurimas quibus me ac alios predicti domini mei principis servitores visitavit copiose satis prepotens vestra strenuitas, conclusive, deliberato spiritu, sic respondi : quod, nisi et quatenus presencia vel iusu regii aut domini mei principis presencia vel precepto fierem prepeditus, quorum nec possum nec deboe nutibus contraire, parti vobis adversanti potenciis non faverem.

Affectatio insuper, illustris princeps, quod inter serenissimum eundem dominum meum principem et preclaram dominam Annam, serenitatis vestre filiam, matrimonii contrahendi conclusionem pro viribus promoverem. In quo, veritate teste, negocio, dum de bono regnorum publico spes aliqua viguit aut verisimilis conjectura, sic affectuosas dedi operas sicut mei parvitas ingenii novit, domini mei principis, cuius sum et esse volo homo totus, honore et meliori semper salvis.

Quo ad requisitionem primam, diebus hiis, rei notorietas, o princeps poter.s, publica sic se habet quod, ex parte vobis adversantium dominorum Bituricensis, Aurelianii et Burbonii ducum necnon comitum Alenconii et Armaniaci ac domini de Lebret, virorum nobilium et potentum, sic solemnia, sic rei publice consulencia prefatis domino meo regi ac domino meo principi oblata processere que hereditario iure quodam, Anglicane respiciunt insignia regalie, quod, ut eorum providencia videbatur, repulsam pati non poterant, cum omnino fuerant acceptanda. Quorum siquidem dominorum eo se magis securitati disponunt, ut creditur, providere, quo regie maiestatis, heredum et successorum suorum vassalli et subditi devenerunt, ac ad recuperationem hereditatis eisdem et jurium debitorum, in antea, ex debito, pro viribus assidebunt.

Super cuius facti serie, illustris princeps, indifferenti spiritu advertere velit serena vestra discretio : que ligancie debeantur et que sunt debita regalie, quarum falli providencia nequit nec potentia circumscribi. In quibus satis non esse constat non imperiis contraire sed earum et oportet et convenit prono passu vestigiis inherere.

Super contingentibus ergo futuris, illustris, nobilis et potens princeps, quorum est incertus finis et indeterminata conclusio, ab hac hora, a quibuscumque communicacionibus et promissis me liberum concipere velit vestra strenuitas pariter et solutum ; cum nulla ex mei parte, qui sum homo sub potestate constitutus, pro-

B.-A. Poquet du Haut-Jussé — La Renaissance littéraire

missa fluxerint que non superiorum meorum iudicio, velle et examini finalibus linquebantur.

Scriptum sub sigillo armorum meorum, in civitate London., mense maii, die ultimo.

THOMAS, comes Arundell., Warrenn. et Surreye¹.

[Au bas, de la même encre :] 1412.

[Au dos :] Illustri, nobili ac potenti principi Johanni, duci Burgundie etc.

Traces d'un grand sceau plaqué sur cire rouge maintenant la lettre pliée.

t. Thomas Fitzalan, comte d'Arundel et de Surrey ainsi que de Warenne, était le propre neveu de l'archevêque de Cantorbéry Thomas Arundel, chef du parti opposé au prince de Galles et chancelier en décembre 1412, à la place de Henri Beaufort (*Dict. of nat. biogr.*, t. XIX, p. 100. WYLIE, t. IV, p. 51).

Une histoire hispano-américaniste pilote

En marge de l'œuvre de l'École de Berkeley

L'intérêt des travaux de l'École de Berkeley n'échappe pas à l'attention des historiens français¹. Il n'est pas sûr, pourtant, qu'on leur rende toujours suffisamment justice. Dans le flux d'une production hispano-américaniste qui ne cesse de croître, les études de Berkeley risquent de se trouver noyées. Elles sont, pourtant, d'une qualité incomparable. La modestie apparente de leur propos, le choix d'une méthode monographique ne doit pas dissimuler la portée de ces études. En fait, la collection *Ibero-americana* et les *Anthropological Records* de l'École de Berkeley constituent un tout. Une équipe peu nombreuse, mais solidement unie, nous offre un bel exemple de travaux intelligemment coordonnés².

Avec l'École de Berkeley — que ses principaux animateurs, Woodrow Borah, Sherburne F. Cook, James J. Parsons, Carl O. Sauer, Lesley Byrd Simpson, R. C. West... (cette liste n'est pas limitative), me pardonnent, c'est dans mon esprit un hommage, de les grouper ainsi, car ils constituent bel et bien une École, au sens le plus large du terme — l'hispano-amérénisme quitte le *ghetto* des aires culturelles pour déboucher sur la grande place des sciences humaines. Les travaux de l'École de Berkeley souffrent donc jusqu'à ce jour d'une double sous-estimation. A l'intérieur du champ clos bien bordé et bien gardé de l'hispano-amérénisme, la hardiesse de leur méthode, la richesse de leur apport, les soucis scientifiques de leurs recherches, leur propos délibéré de ne rien anticiper, de ne rien claironner, la lenteur apparente de leur rigoureuse démarche — tout ce qui, à nos yeux,

1. A propos d'un beau livre de Woodrow BORAH, *Early Colonial Trade and Navigation between Mexico and Peru*. Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1954, in-8°, 170 p. (235 × 166 mm.), vol. n° 38 de la collection *Ibero-americana* de l'Université de Berkeley, nous avons signalé, trop rapidement, ici même, quelques aspects fragmentaires de cette puissante activité (Pour une histoire économique de l'Amérique espagnole coloniale, *Revue historique*, t. CCXVI, 1956, n° 4, octobre-décembre, p. 209-218, et notre compte rendu, *Annales E. S. C.*, 1957, n° 3, p. 512-514, à propos du *New Spain's Century of depression*. Berkeley, 1951, 58 p., *Ibero-americana*, n° 35, du même auteur).

2. Approche, en histoire, plus sûre que celle souvent prônée des travaux collectifs.

Pierre Chaunu

fait leur prix incomparable — empêchent que justice ne leur soit aussi largement rendue qu'il importera de le faire. De nombreux comptes-rendus toujours favorables — comment pourrait-il en être autrement? — sont donnés de ces ouvrages dans les revues spécialisées, mais ils s'y trouvent comme noyés au milieu d'une marée montante où le médiocre domine, où les voies larges, assurées, donc stériles sont trop uniment suivies. En dehors du champ trop bien dessiné de l'hispano-américanisme, enfin, les travaux de l'École de Berkeley ne sont pas suffisamment connus, utilisés, relus et médités. Si on mesure, un instant, l'apport de ces études dans le domaine montant, à juste titre, de la démographie historique, comment ne pas déplorer que les leçons, les très sûres leçons acquises sur les franges lointaines de l'Amérique indienne, dans ce laboratoire donné aux sciences humaines, ne soient pas davantage reliées et raccordées à ce que nous savons par ailleurs, au prix de quels efforts. Signaler aux historiens démographes de Berkeley les résultats obtenus, ici, par l'équipe de la revue *Population* et les historiens qui se sont le plus hardiment engagés dans cette voie — je pense plus spécialement, pour l'époque moderne, l'époque coloniale des hispano-américanistes où Berkeley a construit ses plus sûres conquêtes, à Pierre Goubert dont le *Beauvaisis*¹ marque un tournant dans l'approche du XVII^e siècle français — n'est, peut-être, pas le plus utile, car Berkeley, nous en avons sans cesse la preuve, est très attentif à l'effort des historiens français; attirer l'attention, par contre, de l'école française sur l'effort de Berkeley est beaucoup plus important. Notre démographie historique — elle est justement fière de ses acquisitions — aurait intérêt à intégrer beaucoup plus largement la problématique de Berkeley à sa problématique, à annexer très résolument les nouvelles certitudes américaines à la vaste théorie générale qu'il lui faudra prochainement reconstruire. C'est d'abord à ce but d'indispensable et modeste liaison que se voudraient consacrer ces lignes.

* * *

Si le petit groupe d'*Ibero-americana* a tant à nous dire, c'est sans doute en raison, d'abord, de ses méthodes de travail et de ses préoccupations. *Ibero-americana* totalise, en effet, tout ce qu'il y a de plus valable dans la technique nord-américaine des aires culturelles. L'affirmation vaut d'être soulignée, car elle ne va pas de soi et les aspects négatifs de cette approche,

1. Pierre GOUBERT, *Beauvaisis et le Beauvaisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale du XVII^e siècle*. Paris, Centre de recherches historiques, VI^e section de l'École pratique des Hautes-Études, S. E. V. P. E. N., 13, rue du Four, Paris (vi^e), 2 volumes, plus 1 atlas, 800 p., gr. in-8°, à paraître en 1960.

Une histoire hispano-américaniste pilote

sur le plan des sciences de l'homme, frappent ordinairement beaucoup plus que ses conquêtes. Commode pour la propagande, la vulgarisation, voire l'enseignement, elle n'est pas nécessairement utile à la recherche. Les aires culturelles ont été souvent, par le passé, des *ghettos* intellectuels où l'on fractionne inutilement les problèmes et se contente de connaissances à bon marché, en un mot, elles ont pu, elles peuvent plus séparer que rapprocher. A l'encontre, la technique des aires culturelles, telle qu'elle est comprise par l'École « ibéro-américaniste » de Berkeley, rapproche, synthétise, enrichit, sans jamais diminuer. C'est pourquoi l'œuvre d'*Ibero-americana* constitue, sans doute, sur une échelle modeste, le plus bel exemple que l'on puisse porter à l'actif d'une expérience qui promet trop, quand elle est bien conduite, pour qu'on puisse lui opposer le passif pourtant très lourd de ses premiers tâtonnements. Empressons-nous d'ajouter que, ses évidents succès, *Ibero-americana* les doit, évidemment, à la qualité incomparable des hommes que le hasard et parfois la cruauté des temps a réunis là-bas, voici vingt-cinq ans environ, sur la corne d'or du Pacifique, mais elle le doit aussi au choix qu'elle a su faire d'une aire culturelle exemplaire. L'Amérique latine, l'Amérique ibérique n'est-elle pas, comme Lucien Febvre l'avait bien vu, voici plus de trente années déjà, le laboratoire idéal des sciences de l'homme? Si les gens de Berkeley ont poussé aussi loin les études de contacts de civilisations, n'est-ce pas, évidemment, parce que chacun de ces modestes districts où ils choisissent méthodiquement de promener leur scalpel, soit d'historiens ouverts sur toutes les sciences de l'homme, soit d'ethnographes, de démographes, de médecins rompus, comme nulle part ailleurs, aux techniques régressives assurées par l'histoire, constitue un laboratoire naturel pour une étude de contacts de civilisations? La richesse potentielle de l'espace choisi explique, en partie, sans diminuer le mérite des auteurs, la nouveauté et la portée des résultats obtenus.

Rarement, ailleurs, sur une aussi grande échelle, du moins, les méthodes complémentaires des disciplines voisines ont été aussi largement mises en cause. Nous pensons plus particulièrement, par exemple, à ce petit chef-d'œuvre qu'est « la démographie historique et l'éologie du district de Teotlalpán¹ ». Techniques de l'ethnographie (et notamment ses longues enquêtes sur place), techniques mathématiques de la démographie, de la so-

1. Sherburne F. COOK, *The historical demography and ecology of the Teotlalpán*. Berkeley-Los Angeles, University of California Press, *Ibero-americana*, n° 33, in-8°, 59 p. Il est indissociable d'une autre étude du même : *Soil erosion and population in Central Mexico*, *Ibero-americana*, n° 34, 1949, in-8°, 86 p. Le Teotlalpan de S. F. Cook a, évidemment, assez directement inspiré plusieurs études et, peut-être, notamment, le livre de B. Le Roy Gordon où les problèmes de déforestation et reforestation jouent un rôle considérable (*Human Geography and Ecology in the Sinu Country of Columbia*, Ibid., *Ibero-americana*, n° 19, in-8°, 1957, 117 p., plus 16 pl. hors texte).

Pierre Chaunu

ciologie, d'une géographie ouverte sur l'analyse physique poussée des sols, des régimes des pluies, des terrasses... sont harmonieusement appelées à leur heure, sans déballage de vaine science, mais simplement au moment où elles éclairent utilement la démonstration et l'enrichissent.

Enfin et surtout, même si ces hommes ne sont pas en majorité, d'abord, des historiens, l'histoire est toujours au tout premier rang de leurs préoccupations. C'est le recours constant à l'histoire sur un terrain privilégié qui fonde cette gerbe concordante d'expériences. Les études de Berkeley ont de ce fait une épaisseur de plusieurs siècles, elles courent, suivant les lieux, du premier XVI^e siècle à nos jours, au pire, de la fin du XVII^e siècle ou du début du XVIII^e à nos jours pour la frange missionnaire du nord du Mexique actuel et du sud des États-Unis. L'histoire n'est pas seulement, ici, ce qu'elle doit être aussi, science auxiliaire des autres sciences de l'homme, elle donne à Berkeley sa pensée, la profondeur, la portée et la durée de son enseignement. Dans ce laboratoire vivant des sciences humaines, l'histoire, tout d'abord minoritaire, est devenue de son propre mouvement le point vivant de cristallisation. Cette orientation est peut-être due à la qualité exceptionnelle des historiens de l'équipe — je pense plus particulièrement aux remarquables études de Woodrow Borah¹ — mais elle est pour ainsi dire commandée par le champ d'expérience choisi. Ce que fut l'administration coloniale espagnole n'est plus à dire. Les domaines qu'elle a contrôlés sont connus, aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, comme aucun autre. La chance archivistique de l'Espagne² et des plus heureuses de ses anciennes possessions — le Mexique proche, terrain d'élection des expériences de l'École de Berkeley, vient au premier rang — est une chance méritée. Elle met à portée d'investigation historique classique des moments du passé de l'humanité, qui sont, ailleurs, justiciables seulement des grossières atteintes de la pré et de la protohistoire. La valeur exemplaire des expériences de Berkeley tient entre autres à cette situation qu'elle a eu le mérite de comprendre et de saisir. Voilà, en outre, pourquoi le travail de Berkeley s'adresse plus particulièrement aux historiens que nous sommes.

1. En se bornant à la seule collaboration de Woodrow Borah, à la collection « Ibero-americana », rappelons *Silk Rising in colonial Mexico*, *Ibero-americana*, n° 20, 1943, in-8°, ix-169 p. ; *New Spain's century of depression*, *Ibid.*, n° 35, 1951, in-8°, 59 p. ; *Early colonial trade and navigation between Mexico and Peru*, déjà cité, n° 38, 1954, in-8°, 170 p. et en collaboration avec Sherburne F. Cook, *Price Trends of some basic commodities in Central Mexico (1531-1570)*, n° 40, 1958, in-8°, 86 p.

2. Le très beau livre de D. José María de la Peña y Cámaras vient opportunément le rappeler concrètement pour le dépôt de l'*Archivo General de Indias* à Séville, une des premières sources d'information, après l'*Archivo General de la Nación de Mexico*, des historiens de l'École de Berkeley. José María de la PEÑA Y CÁMARA, *Archivo General de Indias de Sevilla. Guía del Visitante*. Séville, Dirección General de Archivos y Bibliotecas, 1959, in-8°, 206 p., planches dans le texte.

Une histoire hispano-américaniste pilote

* * *

Les travaux de l'École de Berkeley — non pas pris isolément, ce serait les trahir, mais globalement dans le bel édifice savamment et puissamment agencé qu'ils bâissent lentement, méthodiquement, tous ensemble — ont beaucoup de choses à nous apprendre. Il ne saurait être question d'en épuiser, d'un coup, le message, mais il est un point, surtout, où leur œuvre nous paraît dès maintenant plus avancée et sans conteste plus lourde de portée générale, c'est évidemment celui de la démographie historique. Ce dernier point nous retiendra donc plus longuement. Mais les leçons des travaux de Berkeley débordent ce champ privilégié où ils excellent. Et plusieurs secteurs importants de l'économie coloniale de l'Amérique hispanique ancienne sont maintenant éclairés par l'effort méthodique du groupe d'*Ibero-america*.

La méthode suivie est strictement monographique. Il est rare que *Ibero-america* sorte du cadre d'un district que les auteurs fouillent méthodiquement en recourant, aussi largement que le permettent les circonstances, simultanément, aux méthodes complémentaires des sciences de l'homme et d'une histoire au service de la problématique des autres sciences de l'homme. Quelques exceptions, toutefois, mais toujours pour des sujets d'un intérêt très large, que l'on ne peut guère étudier dans le cadre étroit d'un district de quelques milliers, voire d'une dizaine de milliers de kilomètres carrés.

C'est le cas, par exemple, du grand et beau travail de J. H. Parry¹ qui rattache bien la vénalité des offices dans l'Amérique coloniale espagnole² aux structures administratives de toute la chrétienté occidentale en procès d'expansion à travers l'Atlantique. Parfaitement avisé des travaux pilotes conduits en France par M. Roland Mousnier³, J. H. Parry a pu éclairer le cas hispano-américain par une sûre connaissance des institutions mères du continent européen. Notre connaissance des institutions européennes étant à son tour renforcée par cette image qui nous revient d'outre-mer.

Un livre comme celui de J. H. Parry dont chaque phrase est calculée pour dire le plus possible en moins de mots ne se résume pas. Il ne renouvelle

1. Cette exception au cadre de la monographie géographico-historique du district s'explique d'autant mieux que J. H. Parry n'appartient pas, à proprement parler, au groupe de Berkeley. Les travaux de ce remarquable historien anglais des institutions sont, d'ailleurs, justement appréciés (*The Spanish theory of Empire in the sixteenth century*. Cambridge, 1940, in-8°; *The Audiencia of New Galicia in the sixteenth Century. A study in Spanish Colonial Government*. Cambridge, University Press, 1948, in-8°, x-205 p., carte [cf. notre compte rendu, *Rev. histor.*, t. CCIV, octobre-décembre 1950, p. 295-297]).

2. *The sale of public office in the Spanish Indies under the Habsburgs*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-america*, n° 37, 1953, in-8°, 79 p.

3. *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIII*. Rouen, 1946, gr. in-8°, xxix-631 p.

Pierre Chaunu

pas sa matière, il la crée, puisque, avant J. H. Parry, nous ne savions pratiquement rien¹ de cet important chapitre de l'histoire hispano-américaine. La question était tellement neuve que le public des historiens hispano-américains² n'en a pas tout de suite digéré la leçon. Combien de temps faudra-t-il encore pour que les manuels apparemment les plus sûrs et les mieux spécialisés — ceux même qui ne reculent pas devant des emprunts dont la servilité et l'ampleur peuvent choquer³ — en incorporent la difficile et riche leçon?

La vente des offices aux Indes par la Couronne date de la seconde moitié du XVI^e siècle⁴. Elle est devenue, dès la fin du XVI^e siècle, une source non

1. A quelques lignes éparses près, de-ci de-là, il n'y avait d'autre remède que de recourir aux sources classiques de l'histoire du droit hispano-indien (*La Política india de Juan de SOLERANO Y PEREYRA*. Madrid, 1647 (réédition de José María Ots Capdequi, Madrid-Buenos-Aires, 5 vol., 1930), par exemple, voire aux chapitres eux-mêmes de la *Recopilación de Leyes de Los Reynos de las Indias* (1^{re} éd., Madrid, 1680, réédition photocopique de l'édition de 1691, Consejo de la Hispanidad, 3 vol. in-4°, t. I, 14-660 p. ; t. II, 6-613 p. ; t. III, 6-562-262 p.) consacrés aux « Venta de oficios... , Renunciación de oficios, Confirmaciones de oficios... ».

2. Trop souvent enfermés, plus que d'autres, dans le ghetto intellectuel de leur aire culturelle.

3. Nous pensons évidemment, au premier chef, à un gros livre parfois commode et qui n'est pas sans mérite (José María OTS CAPDEQUI, *Instituciones*, t. 14 de la *Historia de América* de feu Antonio Ballesteros Beretta. Barcelona, Madrid, Buenos-Aires, Caracas, Bogota, Rio-de-Janeiro, Salvat editores, in-4°, 1959, XII-549 p.). Nous avons dit souvent ce qu'il fallait penser de cette collection qui, bien que de conception ancienne, est proprement irremplaçable. Y sont parus, d'ailleurs, plusieurs volumes d'une très grande valeur. José María Ots Capdequi, d'autre part, est considéré, à juste titre, comme un des meilleurs historiens du droit hispano-indien. Son silence n'en est que plus significatif. Le grand manuel d'Ots Capdequi, malgré sa date de parution, n'a pas su tirer la leçon du *Sale of public office in the Spanish Indies under the Habsburgs* de ce grand historien qu'est J. H. Parry. Loin de nous la pensée d'accabler un homme qui a eu le mérite et le courage de continuer à travailler dans les conditions atroces d'un long exil. Nous savons, d'autre part, que, malgré le millésime de parution, l'ouvrage de J. M. Ots Capdequi est plus ancien qu'il n'apparaît d'abord. L'auteur n'a pas pu surveiller la mise en pages et l'effarante illustration — comment expliquer, sans cela, des « cuirs » comme ceux-ci : Drake à la prise de Cartagena en 1739 (pour Vernon, p. 453 ; le traité de Tomás de Mercado en 1587 (au lieu de 1571), etc... ? Fait de pièces et de morceaux, en partie vieilli avant de voir le jour, il y a pourtant beaucoup de bonnes choses dans ce livre. Ce qu'il y est dit des institutions de la conquête et des *capitulaciones*, des grands contrats de la *conquista* qui associent largement le premier capitalisme des villes du front de mer à l'aventure d'un continent qui dépasse les moyens de la fragile encore Couronne de Castille. Ce qu'on lit du statut des Indiens et le parallélisme cuatequil/mita. Le plus clair, il est vrai, en est emprunté aux remarquables études indiennes de Silvio Zavala. De bonne venue aussi la grande révolution institutionnelle de la fin du XVIII^e siècle. Au demeurant, donc, un utile manuel dont il faut conseiller l'achat à nos bibliothèques. L'oubli n'en est que plus révélateur. La nouveauté du sujet grandit encore les mérites exceptionnels de la belle étude de J. H. Parry.

4. J. H. Parry insiste avec raison sur la vente par la Couronne, au profit du trésor royal, étant entendu que, dès le début, surtout pendant la période des capitulations (c'est-à-dire

Une histoire hispano-américaniste pilote

négligeable de revenus¹. Peu à peu, toutes les charges tant aux Indes qu'à Séville au sein même de la *Casa de la Contratación*² sont vendues. Au début du XVII^e siècle, si on en croit le grand jurisconsulte Leon Pinelo du *Treatado de Confirmaciones*, la valeur totale des offices aux Indes s'élevait à 771 738 ducats et leur revenu annuel, à 38 000 ducats. Ce que nous avons pu voir de la comptabilité des caisses indiennes conduit à penser qu'Antonio de Leon Pinelo, sur ce point comme sur tant d'autres, avait puisé ses informations à bonne source. Que représente cette somme ? Si on suit l'évaluation — on n'a pas lieu de la rejeter — du grand jurisconsulte, 15 à 20 % des trésors que, chaque année, l'Amérique déverse sur Séville. Évidemment, peu de choses, comparé au poids des valeurs immobilisées en France, par la vénalité. Dans l'ordre de la vénalité des offices, autant qu'on peut en juger, l'Amérique espagnole coloniale s'est trouvée en position moyenne, entre deux pôles dans cet ordre : la France où le système a atteint sa perfection et l'Angleterre, où il n'est pratiquement jamais arrivé à s'incruster. Cette position en retrait de la vénalité hispano-américaine et espagnole — la vénalité hispano-américaine n'est guère plus qu'une variante de la vénalité espagnole — on l'apprécie de plusieurs manières. Par un retard chronologique de l'institution par rapport au cas français. Par la lenteur et comme par la prudence hésitante, pleine de remords, avec laquelle la Couronne l'a implantée : la mise en vente des offices de haute responsabilité est tardive, elle n'a jamais été pensée que comme un expédient désespéré.

Chacun trouvera dans le livre de J. H. Parry une matière toute prête à d'utilles comparaisons. Nous nous bornerons à deux ordres de remarques dans la marge d'un texte dont on ne redira jamais trop la richesse et la force. La vénalité espagnole, partant hispano-indienne, est restée en deçà de l'institution française, en position intermédiaire entre le pôle français et le pôle anglais. On peut l'expliquer ainsi. La vénalité généralisée a été en

de l'étroite association des activités privées à la Couronne, dans l'entreprise de la découverte et de l'exploitation de la découverte), la vente par des *Adelantados* plus ou moins abusifs, voire par des officiers non habilités à la faire, s'est inscrite dans les mœurs avant de l'être dans la loi.

1. Sur ce point, nous sommes tout à fait d'accord avec J. H. Parry. Il ne faudrait pas, toutefois, en gonfler l'importance dans l'ensemble des revenus des caisses vice-royales. Une étude quantitative de la vénalité des offices est possible dans le fonds de la *Contaduría de l'Archivo General de Indias* de Séville. Il est relativement facile, en effet, de suivre la rubrique « vente des offices » en cargo dans les récapitulatifs des comptes annuels et d'en apprécier l'importance par rapport à l'ensemble des entrées dans la caisse. Chaque fois que le test a été fait, il a donné des pourcentages très faibles, presque toujours inférieurs à 2 % de l'ensemble des entrées. Cf., à ce propos, notre *Les Philippines et le Pacifique des Ibériques*, Paris, S. E. V. P. E. N., 1960, gr. in-8°, 301 p., p. 80.

2. Ernest SCHÄFFER, *El Consejo Real y Supremo de las Indias*. Séville, 1935, traduction castillane par l'auteur, 2 vol. gr. in-8°.

Pierre Chaunu

France un moyen entre autres de faire face aux énormes besoins militaires et politiques d'un grand État engagé sur terre et sur mer. A la différence des besoins anglais très faibles, les besoins de l'Espagne sont au moins comparables à ceux de France, et tout au long de la première Modernité. Mais de 1540 à 1550, quand la Castille relaie les Pays-Bas à la tête de l'Empire des Habsbourg, elle a les mines d'Amérique. Le volant politique de l'économie minière indienne me paraît responsable du relatif effacement de la vénalité des offices en Espagne et en Amérique. Second ordre de réflexion : deux dates se dégagent nettement de l'étude de J. H. Parry. 1558 marque comme le point de départ officiel de la vénalité des offices, 1581 les rend négociables. D'où le flot, en 1581 et 1582, de créations d'offices plus nombreux et plus chers. 1558, 1581, les deux étapes décisives de la vénalité des offices, correspondent à deux moments identiques de la conjoncture hispano-américaine et hispano-Atlantique¹. 1558 se place au terme de la grande récession intercyclique du demi-siècle, 1581, au terme de la petite récession des années 70. Cette situation par rapport à la conjoncture des deux étapes fondamentales de la vénalité renforce, *a contrario*, le lien précédemment supposé entre l'équilibre des finances publiques et l'enracinement plus ou moins poussé de l'institution de la vénalité des offices. Une fois de plus, donc, on constatera que les covariations entre les rythmes historiques et ce qu'il est commode d'appeler, dès ces époques anciennes médiocrement armées dans l'ordre de la statistique, conjoncture économique, débordent la vie économique et recoupent tous les aspects du flux historique lui-même.

* * *

Il y a intérêt à replacer même l'histoire institutionnelle dans l'écoulement du flux conjoncturel. A combien plus forte raison, pour d'autres aspects qui s'y inscrivent d'une manière plus évidente encore. C'est le cas, naturellement, en Amérique de l'économie minière, comme facteur causant plus encore que causé. Si cette préoccupation est absente des travaux de Berkeley — en raison en partie de leur date — c'est une lacune qu'il est facile de combler.

Nous possédons grâce à Berkeley plusieurs excellentes monographies économiques. Ces études sont de deux types. Ou bien elles suivent une activité dans un cadre géographique assez large², ou bien elles épuisent une activité

1. Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)* ; t. VIIIP : *La conjoncture*, p. 318 sq. et p. 527 sq.

2. Nous pensons plus particulièrement dans ce cadre au *Silk rising in colonial Mexico* de Woodrow BOBB. Berkeley, *Ibero-americana*, n° 20, in-8°, 1943, ix-169 p. ; au *Early colonial*

Une histoire hispano-américaniste pilote

dans un cadre géographique plus limité. Cette dernière manière est plus spécifique de la méthode essentiellement monographique de Berkeley. Elle va de l'étude d'une activité dominante dans un cadre géographique restreint — nous pensons plus particulièrement au district minier de *Parral* de Robert C. West¹ — à des études plus purement monographiques encore, de remarquables synthèses qui épuisent, eu égard à la documentation disponible, l'histoire économique et sociale, à l'époque coloniale, d'un district ramassé — nous pensons plus particulièrement à l'*Antioquia* de James J. Parsons² ou à ce pur chef-d'œuvre, le *Colima* de Carl Sauer³. Mais ce type d'étude nous introduit déjà dans la catégorie plus originale, celle aussi qui nous retiendra le plus longtemps : les monographies de démographie historique régressive où excelle l'École de Berkeley⁴.

La belle œuvre de Borah — elle est déjà ancienne, mais elle fut à son heure pionnière — fait le tour du problème de la soie en Nouvelle-Espagne⁵. La question est de taille puisque, on peut l'affirmer sans crainte, la production de la soie grège et l'industrie de la soie constituent, très vraisemblablement, la première activité manufacturière de l'Amérique ibérique coloniale, la seule qui dépassât le cadre des besoins de la population indienne locale, voire même les besoins de la population blanche et assimilée dominante, la seule qui réussit à alimenter⁶ un important commerce d'exportation en direction d'autres provinces américaines, voire, à certains moments, de l'Europe elle-même. La description de Borah est parfaite, il n'y a rien à ajouter à une monographie aussi exhaustive qu'on peut la construire à partir des sources conservées. Un seul point sur lequel on peut ajouter à Borah : les nécessaires liaisons avec la conjoncture ou, si on préfère, l'insertion de ses beaux résultats dans le flux d'une histoire en conjoncture⁷.

trade and navigation between Mexico and Peru, Ibero-americana, n° 38, du même auteur, 1954, in-8°, 170 p., et, témoin d'une préoccupation nouvelle que l'on voit émerger avec plaisir, le prometteur *Price trends of some basic commodities in Central Mexico (1531-1570)*, *Ibid.*, n° 40, 1958, 89 p., de Woodrow BORAH et Sherburne F. COOK.

1. Robert C. WEST, *The Mining community in Northern New Spain : the Parral Mining district*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 30, 1949, in-8°, 170 p., 10 pl., 10 cartes.

2. James J. PARSONS, *Antioqueño colonization in western Columbia*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 32, 1949, in-8°, 226 p., 6 pl.

3. Carl SAUER, *Colima of New Spain in the xvith century*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 29, in-8°, 104 p., 2 tables, 3 cartes.

4. Cf. ci-dessus p. 340.

5. *Silk rising in colonial Mexico*, op. cit.

6. Une exception, toutefois, et de taille, pour la construction navale. Construction navale sur la côte Pacifique, construction navale dans la Méditerranée américaine, surtout. Nous avons montré le rôle croissant des constructions navales à Cuba dans la *Carrera de Indias* des années 1620-1650. Cette importance relative semble s'accroître encore au delà de 1650, si nous en croyons quelques sondages en cours.

7. Cette lacune est due uniquement à la date d'un ouvrage dont la publication remonte à

Pierre Chaunu

En gros, l'ensemble des activités séricicoles s'accroît rapidement depuis un point de départ qui se place en 1523-1524 jusqu'aux alentours de 1550. Une enquête du vice-roi, Luis de Velasco, en 1554, montre l'ampleur du recul du moins dans des régions qui contribuèrent au départ de l'activité séricole. Nous retrouvons une fois de plus cette date de 1550 qui marque le terme de la première demi-phase longue d'expansion dans tout l'Atlantique espagnol et hispano-américain et le point de départ de la récession intercycle du demi-siècle. La sériculture se reconstitue, au prix d'une nouvelle répartition géographique, moins étalée et comme centrée sur la *Mixteca*. Elle est robuste encore de 1575 à 1580, au lendemain de la grande épidémie dévastatrice du *mallazahualt*, mais son rythme de croissance est brisé. La décroissance est commencée dès la fin du XVI^e siècle. Le travail de la soie grège semble obéir à des fluctuations analogues. Les points hauts du milieu du XVI^e et de la fin du XVI^e siècle ne seront jamais plus atteints. Pour expliquer ces brisures symptomatiques, Woodrow Borah faisait intervenir les à-coups de la démographie indienne et, dans les actes de 1634 et du 29 mai 1679, les premières manifestations d'un mercantilisme colonial qui, jusqu'au XVIII^e siècle, en est encore à se chercher en Espagne¹. Nous étions sensible, jadis, à l'incidence sur ce mouvement du trafic avec la Chine, en un mot, à la concurrence dénoncée par les textes et statistiquement appréciable des galions de Manille². Toutes ces explications demeurent. Nous sommes beaucoup plus sensible, aujourd'hui, à la simple mais étonnante conformité de cette histoire à la conjoncture économique globale de l'espace Atlantique espagnol et hispano-américain. La soie du Mexique colonial, ce brillant épisode parfaitement connu, grâce à l'œuvre classique de Woodrow Borah, ne porte pas en lui toutes les raisons de son propre mouvement, il faut le chercher dans le vaste et encore mystérieux contexte d'une conjoncture globale, dont il reçoit lumière après avoir contribué lui-même fortement à l'éclairer.

1943. Test d'un cloisonnement aujourd'hui heureusement dépassé, l'ouvrage fondamental de Earl J. HAMILTON, *American Treasure and the Price Revolution in Spain (1501-1650)*, de neuf ans pourtant antérieur (1934), ne figure pas à la bibliographie, ni dans les préoccupations du *Silk Rising*. Depuis, la problématique de Berkeley s'est ouverte sur les exigences de l'histoire dynamique. Berkeley s'attaque même, désormais, prudemment encore, au problème central entre tous des prix, comme l'atteste, parue en juin 1958, l'étude déjà citée de W. BORAH et S. F. COOK, *Price trends of some commodities in Central Mexico (1531-1570)*. La comparaison de ces deux études de Borah permet de mesurer le chemin parcouru, à Berkeley comme ailleurs, par une histoire économique conquérante.

1. Ces facteurs interviennent de manière très inégale. Les à-coups du peuplement indien, directement. Les actes discutables de 1634 et de 1679 n'ont pu briser un rythme, puisqu'ils interviennent en pleine décroissance, tout au plus, entraver de futures reprises, si tant est que les conditions locales les eussent jamais permises.

2. Pierre CHAUNU, *Rev. histor.*, juillet-septembre 1950, p. 103.

Une histoire hispano-américaniste pilote

Monographie industrielle, monographie commerciale. C'est le cas, notamment, d'une belle étude¹ sur laquelle il n'y pas à revenir, éclairante des communications Nouvelle-Espagne/Pérou, suivant l'axe nord-sud de la côte Pacifique des Amériques. Depuis peu, Berkeley s'est attaqué au problème-clef des prix, dans un champ où Jean-Pierre Berthe travaille aussi depuis plusieurs années. La tâche est assez vaste, l'enjeu assez lourd, pour qu'il y ait place encore pour beaucoup d'autres efforts ; c'est pourquoi il faut saluer, comme elle le mérite, cette première et fort intéressante étude². Elle est d'autant plus précieuse qu'elle débouche dans un domaine jusqu'alors désespérément vide. On doit donc à Borah et Cook, pour cette fructueuse ouverture, une grande reconnaissance.

* * *

Nous laisserons au technicien de l'Histoire des prix le soin de l'analyse méthodologique minutieuse que mérite ce beau travail. D'entrée de jeu, pourtant, une remarque s'impose. Dans la querelle qui opposa, en France, partisans de la facilité et partisans d'une analyse minutieuse, soucieux de ne rien rejeter qui puisse servir à une meilleure utilisation des séries établies ou, si on préfère, partisans d'une analyse extensive, d'abord, et tenants d'une prospection intensive tout de suite, Borah et Cook ont choisi implicitement la seconde voie. On ne peut que s'en réjouir et les féliciter. Les *Price trends*, en outre, même si leur thème sort des préoccupations habituelles de Berkeley, ont bien les caractères distinctifs de l'École : un propos volontairement limité³, mais parfaitement étudié. Pour cette parcimonie préalable, également, Cook et Borah doivent être loués.

Quatre leçons essentielles paraissent se dégager de leur étude, qui appellent trois ordres de remarques. La première, on ose à peine la signaler tant elle est attendue : la conformité tendancielle entre les prix nouveaux-espagnols et les prix européens. L'Amérique, dans la mesure où elle entre dans une économie d'échanges, participe aux grandes respirations d'une conjoncture qui est mondiale. Deuxième leçon : cette croissance tendancielle des prix au Mexique est plus rapide qu'elle ne l'est en Europe. L'augmentation moyenne des prix est, sur quarante ans, en Nouvelle-Espagne, pour le maïs — le

1. Woodrow BORAH, *Early colonial trade and navigation between Mexico and Peru*, 1954, et, à son propos, notre étude, *Rev. histor.*, t. CCXVI, 1956, n° 4, p. 209-218.

2. Woodrow BORAH et Sherburne F. COOK, *Price trends of some basic commodities in Central Mexico (1531-1570)*, *Ibero-americana*, n° 40, 1958, 89 p.

3. Une étude des *trends* limitée à quarante ans, dans une période facile, puisqu'il s'agit, manifestement, de 1531 à 1570, d'un fragment de la grande phase A confirmée du XVI^e siècle universel.

Pierre Chaunu

« bled » de l'économie indienne, représentatif, donc des prix agricoles — de l'ordre d'un triplement, l'augmentation de l'étoffe de coton courante dans l'ordre d'une multiplication par neuf. Dans le même temps, les prix-argent en Espagne passent, autour de 1570, à 180 % environ du niveau de base de 1530¹. 300 et 900 % face aux 180 % de l'économie espagnole qui constitue pourtant en Europe, dans la zone médiane du XVI^e siècle, de 1531 à 1570, le secteur moteur de la révolution la plus rapide des prix... Cette suraccélération de la révolution des prix américains s'apparente au rythme de croissance du trafic entre l'Espagne et l'Amérique dans le même laps de temps. De 1531 à 1570, la croissance des prix espagnols est de l'ordre de 80 %, celle des prix agricoles mexicains, de 200 %, des prix industriels de 800 % ; la croissance du trafic² dans le même temps est de l'ordre de 150 à 160 %, un rythme qui est plus proche du rythme de croissance des prix nouveaux-espagnols que des prix espagnols, de ce que l'on commence à entrevoir des prix américains que de ce que l'on sait de source sûre des prix européens. Cette indication est de grande portée, cela tombe sous le sens. Il suffisait de noter cette corrélation. Tout un échafaudage d'analyses devra être édifié quand on possédera pour l'économie américaine des études comparables à celles qui éclairent depuis vingt ou trente ans nos économies européennes. Elles sont possibles et ouvrent pour l'histoire économique d'immenses perspectives.

Une troisième leçon appelle une seconde remarque. La croissance de la série la plus caractéristique des prix industriels est beaucoup plus rapide, trois fois plus rapide, que celle de la série la plus caractéristique des prix agricoles. Rappelons qu'en Espagne, il n'existe pas de distorsion comparable (les deux courbes courent à peu de distance) et que l'évolution relative des deux courbes est exactement inverse³. De 1531 à 1570, il y a surélévation relative des prix agricoles exprimés en prix industriels. Cette distorsion paradoxale des prix en Nouvelle-Espagne s'explique, évidemment, par l'évolution catastrophique⁴ de la population indienne. Elle libère des terres, mais enchérit la main-d'œuvre. En Espagne et en Europe, par contre, les années 1530/1570 sont des années de croissance démographique qui tend à surélever les prix agricoles par rapport aux prix industriels dans un espace sans frontière possible de colonisation⁵. Sur le trafic entre l'Espagne et le Nou-

1. E. J. HAMILTON, *American treasure and price revolution in Spain, Composite numbers of silver prices (1501-1660)*, p. 403.

2. Telle qu'on peut la calculer sur les moyennes mobiles médianes de treize ans en unités pondérées des allers et des allers et retours (H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1660)*, t. VI, p. 347-348, 353-354).

3. E. J. HAMILTON, *op. cit.*, p. 260.

4. Cf. ci-dessus, p. 348.

5. La principale frontière de colonisation de l'Europe d'alors, c'est précisément l'Amérique.

Une histoire hispano-américaniste pilote

veau Monde, cette évolution, *a contrario*, a une influence décisive. Nous avons beaucoup insisté¹ sur l'élimination progressive, au cours de cette période, des pondéreux alimentaires des exportations d'Espagne en direction de l'Amérique. L'évolution des prix en Nouvelle-Espagne confirme et éclaire, une fois encore, notre connaissance des échanges dans l'Atlantique².

Une quatrième leçon appelle une troisième remarque. L'évolution du coût relatif de la main-d'œuvre est, en Nouvelle-Espagne, telle qu'elle ressort des études de Borah et Cook, de prime abord, surprenante. Le pouvoir d'achat alimentaire du travail salarié à Mexico plafonne de 1530 à 1550, il fléchit même de 1530 à 1540, puis triple de 1550 à 1590 ; de 1540 à 1590 la multiplication se fait par trois et demi³. Dans le même temps, le salaire réel en Espagne⁴ baisse de 1530 à 1550, reprend timidement de 1550 à 1560, diminue à nouveau de 1560 à 1575, puis remonte de 1575 à 1588, sans que le niveau des années 1586-1590 n'excède sensiblement de plus de 20 % celui des années 1531-1535. A plus long terme même, la période 1530-1601 en Espagne — la période économique de prospérité et de puissance politique⁵ — constitue un long temps d'anomalie négative de la rémunération du travail entre l'anomalie positive du début du siècle (1500-1525) et celle, surtout, du début du XVII^e siècle (1605-1625). Une fois de plus, par conséquent, les équilibres nouveaux-espagnols jouent dans un sens différent des équilibres espagnols et européens. Cette situation est évidemment liée à la croissance de la production minière et à l'évolution en ciseaux des populations indienne et européenne⁶. Elle appelle quelques remarques supplémentaires.

1. Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*, t. VIII₂ et VIII_{2 bis} : *La conjoncture*, 2.050 p. et XXVI pl.

2. L'édition de l'histoire des prix de l'Amérique hispanique coloniale n'importe pas seulement à la connaissance de l'histoire de l'Amérique, mais aussi à celle de l'histoire de l'Europe.

3. Salaire réel journalier (exprimé en *fanega* de maïs, cinquante-cinq litres environ) pour le travail non qualifié fourni par un manœuvre indien au service d'un Espagnol.

Année	<i>Fanega de maïs</i>
1530	0,061
1540	0,051
1550	0,061
1560	0,095
1570	0,113
1580	0,142
1590	0,185

4. E. J. HAMILTON, *op. cit.*, p. 278-279.

5. Dans le sud des Pays-Bas, la période 1500-1550 se trouve dans une situation analogue par rapport à la fin du XV^e et le troisième quart du XVI^e siècle. Cf. Charles VERLINDEN, *Crises économiques et sociales en Belgique à l'époque de Charles-Quint*, Colloque Charles-Quint. Paris, 1959, in-8°, p. 177-190.

6. Telle qu'elle ressort de S. F. COOK et L. B. SIMPSON, *The population of Central Mexico*

Pierre Chaunu

Le fléchissement de la rémunération au départ traduit sans doute de 1530 à 1540 l'aggravation du poids de l'exploitation coloniale, avant que la grande épidémie de 1545-1547 ne soit venue contrarier l'évolution normale des rapports employeurs/employés dans un contexte de rapports dominants/dominés. La faible rémunération relative des années 40 aura permis, sans doute, le premier départ de l'économie minière — à supposer une certaine homogénéité des situations à travers l'ensemble de la Nouvelle-Espagne — et l'emploi en Nouvelle-Espagne du salariat à la mine¹. Le défi de la charnière des années 50 et 60 correspond à l'adoption de l'amalgame², l'économie minière a pu résister, grâce aussi à un haut niveau technique général³. Mais elle seule peut résister. Nous avons dans cette évolution du coût relatif de la main-d'œuvre une des clefs de l'élimination du *Silk rising in colonial Mexico*. L'enchérissement de la main-d'œuvre est en cause beaucoup plus que les actes législatifs de 1634 et de 1679⁴. L'évolution du salaire réel porte en elle la concentration de l'activité nouvelle-espagnole sur la mine, dans les dernières décades du XVI^e siècle.

* * *

C'est précisément à l'École de Berkeley que l'on doit quelques-unes des meilleures études qui aient jamais été consacrées à l'économie minière nouvelle-espagnole. Certes, le livre de Walter Howe est un excellent ouvrage⁵ — nous en avons rendu compte à son heure — mais son point de vue est essentiellement institutionnel et il couvre une période tardive, la fin de l'époque coloniale et les troubles de l'Indépendance : la plus brillante période, au vrai, de l'argent mexicain, après le reflux de l'or brésilien, celle où

in the XVIth century, pour la population indienne, et de Woodrow Boran, *New Spain's century of depression*, pour la population européenne.

1. Cf. ci-dessus, p. 347, à propos de R. C. West, *The Mining community in Northern New Spain : The Parral Mining District*. Une des oppositions fondamentales qui sépare l'industrie minière de la Nouvelle-Espagne et le Pérou est le recours dominant au salariat au nord, au travail forcé au sud. Cette difficulté, au départ, pour la Nouvelle-Espagne, a porté, à la longue, ses fruits, elle commande un niveau différent de progrès technique, le succès de la Nouvelle-Espagne et l'échec du Pérou au XVIII^e siècle. Nous nous expliquons sur ce point in Notes péruviennes (XVI^e-XVII^e-XVIII^e siècles), *Rev. histor.*, *supra*, p. 59-74.

2. Son introduction et sa généralisation en Nouvelle-Espagne précédent de quinze ans son introduction et sa généralisation au Pérou.

3. Haut niveau par rapport au reste de l'Amérique, Pérou surtout. Par rapport à l'Europe, l'avantage devient retard.

4. Cf. ci-dessus p. 348.

5. Walter Howe, *The Mining guild of New Spain and its tribunal general (1570-1821)*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, Harvard Historical Studies, vol. LVI, 1949, in-8°, XVI-534 p.

Une histoire hispano-américaniste pilote

les piastres du Mexique couvrent plus de la moitié de l'accroissement annuel du stock mondial en métal monétaire¹. Mais les études de Carl Sauer et de R. C. West, surtout, nous paraissent plus fructueuses parce que plus proches, dans un cadre étroitement régional, de la réalité concrète. Deux zones minières d'inégale importance ont fait l'objet d'études exemplaires : Colima² et Parral³; beaucoup plus loin, au cœur du Nouveau-Royaume, le centre de l'or, au siècle de l'argent dominant, le district d'Antioquia et les mines de Buritica, sont remarquablement étudiés par James J. Parsons⁴.

Ces trois études sont évidemment indissociables. Elles permettent d'en-trevoir un premier dessin ferme de ce qu'a pu être la mine américaine à l'époque coloniale ; elles éclairent, en effet, des exemples assez différents. Ni Parral, ni Buritica, ni, à combien plus forte raison, Colima ne sont les points centraux de la production du Nouveau Monde. Ils viennent loin derrière le Potosí⁵, Zacatecas ou San Luis Potosí. Mais ils préparent la voie à une étude plus vaste.

Colima, ce n'est pas à proprement parler la mine. Ce riche secteur volcanique au nord du Michoacán sur la côte Pacifique, pratiquement à la même

1. L'histoire intellectuelle fournit à ceux qui savent l'interroger une preuve indirecte mais non douteuse de l'importance relative de l'industrie minière au cours du dernier quart du XVIII^e siècle. Ce XVIII^e siècle finissant qui tranche à tant de points de vue en Amérique comme ailleurs sur un premier XVIII^e siècle longtemps solidaire du XVI^e siècle. Que l'on suive, par exemple, la libération progressive du commerce entre le décret du 16 octobre 1766 et le trop fameux décret du 12 octobre 1778, on notera que le Mexique reste jusqu'au bout en dehors du bénéfice de la législation nouvelle. L'antique législation qui réserve à l'Andalousie le monopole du trafic avec les Indes continue à s'appliquer à la Nouvelle-Espagne jusqu'en 1789. La Vera Cruz est bien abritée au fond d'un golfe qui reste *mare hispanicum* ; les piastres sont une trop grande affaire pour être laissées en dehors du système monopoleur qui a fait ses preuves. En gardant le Mexique, Cádiz gardait l'essentiel. Jusqu'au bout, Cádiz est restée dominante, très largement dominante, dans les rapports d'ensemble de la péninsule ibérique avec l'Amérique. Les études statistiques en cours l'établiront prochainement (H. et P. CHAUNU, *Cádiz et l'Atlantique*, 1^{re} partie statistique (en préparation). On se reportera, en attendant, pour une bonne étude institutionnelle à John LYNCH, *Spanish colonial administration 1782-1810. The intendant system in the Vice Royalty of the Rio de la Plata*. London, University of London. The Athlone Press, 1958, in-8°, XII-332 p., p. 18 et 19.

2. Carl SAUER, *Colima of New Spain in the XVIth century*. Berkeley-Los Angeles, Ibero-americana, n° 29, in-8°, 104 p., 1948, 2 tables, 2 cartes.

3. R. C. WEST, *The Mining community in Northern New Spain. The Parral Mining District*. Berkeley-Los Angeles, Ibero-americana, n° 33, in-8°, 1949, 170 p., 10 pl., 10 cartes.

4. James J. PARSONS, *Antioquia colonization in Western Columbia*. Berkeley-Los Angeles, Ibero-americana, n° 32, in-8°, 1949, 226 p., pl. et cartes.

5. Sur ce point essentiel, Lewis Hanke se livre depuis plusieurs années à d'utiles travaux d'approche. *La Villa Imperial de Potosí*. Sucre, 1954, 81 p. ; en anglais. La Haye, Martinus Nijhoff, 1956, in-8°, 59 p., et surtout son édition récente de Luis CAPOCHE, *Relación general de la Villa Imperial de Potosí*. Madrid, éd. Atlas, Biblioteca de autores españoles, 1959, in-4°, p. 1-242.

Pierre Chaunu

latitude que Mexico, appartient encore à ce qu'on peut appeler, à la différence de Parral, le plus vieux Mexique colonial. Ne se trouvait-il pas à la frontière ouest, juste à la limite de l'ancien domaine aztèque? C'est à Colima que la présence espagnole commence, le plus anciennement, à mordre au delà des frontières de l'empire aztèque, à l'intérieur desquelles elle commença par s'enferrer. Les Espagnols y prennent pied dès 1523 et 1524. Trois raisons, au moins, les auront incités à cette démarche décisive¹. Le désir de prendre solidement pied sur la côte Pacifique, face à l'Extrême-Orient, le besoin d'une base commode vers le nord (l'intense désir d'explorer au nord l'immense zone steppique que l'on devine entre dans le prolongement du plan extrême-oriental), l'or. De ces trois mobiles, l'or est, peut-être, le plus important. Colima, semble-t-il, cette mouvance imprécise de l'univers aztèque, était célèbre pour son orpaillage. L'occupation, dès 1523, du centre même de Colima réalise donc un ancien projet du monde aztèque, auquel le temps aura manqué. Là et ailleurs.

Colima, pour l'espagnol, ce fut donc, tout d'abord, l'orpaillage, cette forme d'exploitation sur laquelle il y a tant à dire et que l'on connaît en général ailleurs, dans le domaine antillais, lors de la phase fernandinienne de la Conquête². Colima, ce ne sera pas longtemps l'orpaillage, car cette forme d'exploitation est particulièrement éphémère. Le district du rebord volcanique use les Indiens, que la flambée de l'or a contribué à dissiper, à d'autres spéculations, la production, surtout, du cacao³, un cacao qui court tout au long de l'axe nord-sud Pacifique de l'empire espagnol. Colima n'en est pas moins représentatif de ce premier et mystérieux épisode de l'extraction des métaux précieux, l'orpaillage, le doux orpaillage qui fut beaucoup plus meurtrier que la mine cruelle⁴. Colima fut en partie responsable de l'or mexicain, celui qui vient immédiatement après la mobilisation des stocks accumulés par le précortésien, il contribue, sans conteste, à la reprise qui se dessine dans les arrivages à Séville après le creux de la demi-décade 1521-1525, avant l'entrée en scène de l'argent qui ne se produit pas, en gros, avant les années 40 du XVI^e siècle. 1545 et 1546 voient coup sur coup la mise en valeur du Potosí et de Zacatecas, les deux géants, aux antipodes, de l'Amérique des Européens. Ce n'est qu'au delà de 1560, on le

1. Ne signifie-t-elle pas que Cortès et ses compagnons n'entendent pas borner, même provisoirement, leurs ambitions au domaine pourtant immense, puisque plusieurs fois séculairement constitué, de la Confédération aztèque?

2. Nous nous sommes penché sur cette question, sans l'épuiser, bien sûr, dans *Séville et l'Atlantique*; t. VIII₁: *Structures*, p. 510-517 et p. 547-549.

3. C'est sous cet angle, celui du cacao, que Colima nous est apparu participer à la première ébauche d'économie-monde que nous nous sommes efforcé de reconstruire depuis Séville, t. VIII_{1, i}, *Ibid.*, p. 792-793.

4. Nous avons essayé de montrer comment, *Ibid.*, p. 510-517.

Une histoire hispano-américaniste pilote

sait, que l'argent à Séville¹ l'emporte sur l'or, non plus seulement en volume, mais également en valeur. Sur l'indice non négligeable des frappes monétaires en France, l'or l'emporte jusqu'en 1550². Au premier cycle de l'or, Colima aura contribué, dans une proportion non négligeable, mais qu'il n'est pas facile de mesurer.

Le problème de Parral est tout autre. Il est d'ailleurs beaucoup plus représentatif de l'économie métallique de la grande époque, c'est-à-dire axée sur la mine et non sur le *placer*, sur la production de l'argent, non de l'or. Parral appartient au groupe nord du système minier de la première modernité en Nouvelle-Espagne. Sa situation appelle quelques remarques qui dépassent sensiblement le cas de l'humble *Real*. Comme Zacatecas, il se glisse au pied de la *Sierra Madre* occidentale, c'est-à-dire en position optimale. La montagne assure une réserve d'eau et de bois. Il est à l'entrée de la zone subdésertique. Pas trop avant dans le désert, ce qui rendrait insoluble le problème de la main-d'œuvre, assez près du désert, toutefois, en outre, dans une zone suffisamment bien drainée pour que l'ennoyage ne soit pas à craindre. A-t-on suffisamment observé que les grandes exploitations minières du Nouveau-Monde se sont toujours situées à la limite du désert? Au Mexique, c'est l'isohyète des 500 m/m., l'exact équivalent de l'isohyète moghrébine de 375-400 m/m. Au Pérou, on cherche le désert en altitude. Le Potosi aussi est subdésertique, parce que entre 4 300 et 4 800 mètres. Il ne craint pas plus l'ennoyage que les mines du rebord oriental de la *Sierra Madre* occidentale, en raison des faibles précipitations et de la pente. De semblables conditions ne se trouvent nulle part en Europe, à la seule exception peut-être de la moitié méridionale de la péninsule Ibérique. Elles permettent une exploitation à moindre frais et dans un cadre technologique inférieur. L'industrie minière de la première modernité est loin d'avoir épousé en Amérique toutes les possibilités techniques du XVI^e siècle européen, dont, cependant, elle est issue. On peut donc raisonnablement parler d'une industrie minière extensive par opposition aux industries minières intensives de l'Allemagne centrale et du sud florissantes dans la seconde moitié du XV^e siècle et les premières décades du XVI^e siècle.

Et pourtant, par rapport à l'ensemble américain, le groupe de Zacatecas auquel Parral, à la limite, appartient, constitue un secteur techniquement privilégié, parce que marginal. De cette situation, deux conséquences découlent. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, voire le tout début du XVIII^e siècle, la production du Pérou l'emporte sur celle de la Nouvelle-Espagne. Ses sites sont moins faciles. A partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, par contre, la Nouvelle-Espagne domine. Dans la mesure où, dès le départ, l'in-

1. E. J. HAMILTON, *American Treasure and Price revolution in Spain*, p. 40-41.

2. F. C. SPOONER, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France (1493-1680)*. Paris, 1956, in-8°, 565 p., plus cartes et planches dans le texte.

Pierre Chaunu

dustrie minière du Mexique s'est trouvé placée dans des conditions plus difficiles, elle était appelée à un plus long et plus brillant avenir. On sera plus spécialement sensible à la situation de Parral. Sa mise en exploitation date de la fin des années 50 et du début des années 60 du XVI^e siècle, entendez le deuxième et le véritable départ de l'industrie minière mexicaine. Parral est alors follement aventuré, bien au delà de la frontière nord de la présence continue de la colonisation espagnole. Relier les positions avancées du rebord oriental de la *Sierra Madre* occidentale est toujours une aventure. En terre « brava » de vrais convois assurent la jonction. La mine, dans ces conditions, techniquement condamnée à courir le long de la ligne presque verticale de l'isohyète des 500 m/m, a été une des raisons profondes du fantastique « Drang nach Norden » du Mexique colonial. Très tôt, dès 1523, il devait dépasser les limites de l'ancienne confédération aztèque. En direction de l'ouest, dans la mesure où Cortès avait des ambitions extrême-orientales, en direction du nord, depuis 1545-1546 surtout, le long de l'isohyète maîtresse de la géographie et de l'histoire mexicaine.

Le cas d'Antioquia est tout autre¹. James J. Parsons n'y a pas cherché la mine, mais la population. Comme le « Colima » de Sauer auquel il s'apparente, l'« Antioquia » de James J. Parsons entre dans l'admirable cycle d'études de démographie historique de Berkeley. Pour une économie-monde mesurée depuis les grandes métropoles maritimes de l'Europe occidentale, cette partie des Indes, ces hautes vallées des plateaux de Medellin, cette zone de fort peuplement noir se confond avec les exploitations aurifères de Buritica. Il y a eu, là encore, semble-t-il, deux cycles de l'or. Le premier, celui de l'orpaillage, s'apparente, mais plus tard, au cycle de l'or antillais ou à celui même de la Nouvelle-Espagne que nous avons vu à travers Colima. Il reproduit donc, trente ans ou vingt ans plus tard, une histoire déjà écrite. Le second, le plus important, celui de la mine, croît plus tardivement, après 1580 et culmine en 1630. Ces données contribuent à éclairer ce que l'on peut savoir par ailleurs de l'activité du port de Carthagène des Indes². Elles éclairent, aussi, les indices fiscaux qu'il est possible de construire en partant des bribes de comptabilité conservées par la Caisse de Carthagène³. Ces indices, à leur tour, étaient ce que le beau livre de James J. Parsons nous laisse entrevoir de la dynamique de l'économie minière des hautes vallées du Cauca et du Magdalena⁴.

1. Il est intéressant aussi parce qu'on y voit avec plaisir l'École de Berkeley sortir du Mexique et tourner son attention vers l'Amérique du Sud. Une prospection méthodique de la Colombie commence. Depuis James J. Parsons, notons, en effet, l'ouvrage de B. La Roy GORDON, *Human Geography and Ecology in the Sinú country of Columbia*, Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 39, 1957, in-8°, VIII-117 p., pl. On peut en attendre beaucoup.

2. H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*, t. VI₂, p. 596-599, 673-675.

3. P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*; t. VIII₁: *Structures*, p. 1040-1041.

4. On s'efforce de le montrer, *Ibid.*, p. 1022-1029.

Une histoire hispano-américaniste pilote

* * *

L'économie minière permet à l'histoire américaine de déborder largement le cadre américain. C'est elle surtout qui insère l'histoire américaine dans le jeu dialectique de la conjoncture mondiale, c'est elle, en un mot, qui annexe de larges morceaux d'Amérique dans la première esquisse fermement dessinée déjà d'économie-monde, aux XVI^e et XVII^e siècles. Or, derrière les larges fluctuations des diverses unités de production métallique, les documents nous incitent à placer les mouvements de populations à l'intérieur de très vastes secteurs¹. L'histoire démographique se trouve, donc, aux Indes anciennes, comme partout, au cœur de toutes les explications. C'est le plus grand titre de gloire du groupe de Berkeley de l'avoir hissée à ce niveau d'intelligence et d'efficacité, rarement égalé.

Il n'est pas question de rendre compte un à un des ouvrages de démographie historique de l'École de Berkeley. La préoccupation de démographie historique est, en effet, partout dans ses livres et non pas dans ceux seulement qui sont² plus directement centrés sur cet important problème. Toutes les études consacrées à des secteurs géographiques de la Nouvelle-Espagne ou du Nouveau-Royaume, du Mexique ou de la Colombie coloniale sont d'abord des études de démographie historique³. Mieux vaut, anticipant,

1. Les *historiadores de la conquista*, les Fernandez de Oviedo, les Bartholomé de Las Casas..., plus tard, le grand Juan López de Velasco, l'avaient bien vu et bien dit. Tous les grands rapports de l'administration vice-royale le soulignent avec force et intelligence. Nous pensons à l'instant au beau rapport du duc de la Palata, vice-roi du Pérou, que nous avons mis récemment en cause, dans nos Notes péruviennes (*Rev. histor.*, *supra*, p. 68-72) du 21 août 1683 (Archives des Affaires étrangères. Paris, Mémoires et Documents, Amérique 49, p. 44-54 v°).

2. Nous pensons surtout à cet ouvrage-pilote, Sherburne F. Cook et Lesley Byrd Simpson, *The Population of Central Mexico in the Sixteenth Century*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 31, in-8°, 1948, 242 p., plus cartes.

3. Nous pensons, évidemment, au *Colima* de Carl Sauer ou à l'*Antioquia* de James J. Parsons, voire au *Paral* de Robert C. West, longuement déjà mis en cause, mais à toute une série d'études : Sherburne F. Cook, *The conflict between the California Indian and White civilization*, Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 21, 22, 23 et 24, in-8°, 1943, t. I, 194 p., 56 p., 115 et 29 p. *Soil erosion and population in Central Mexico*, *Ibid.*, n° 34, 1949, in-8°, 86 p. et son indissociable corollaire. *The Historical Demography and Ecology of the Teotlalpán*, *Ibid.*, n° 33, 1949, in-8°, 59 p. Évidemment, le fondamental *New Spain's century of depression* de Woodrow Borah, *Ibid.*, n° 35, 1951, déjà cité. De Sherburne F. Cook, *The aboriginal population of San Joaquin Valley, California*, University of California Press, Berkeley-Los Angeles, 1955, gr. in-4°, *Anthropological Records*, 16, 2, p. 31-77, plus cartes, et *The Aboriginal population of the North Coast of California*, *Ibid.*, 1956, gr. in-4°, *Anthropological Records*, 16, 3, p. 81-129. De Sherburne F. Cook encore, *Santa María Ixcatlán, Habitat*,

Pierre Chaunu

peut-être, sur les résultats d'une enquête en cours, grouper en une esquisse de théorie globale ce qui n'est encore que résultats épars.

Sous l'apparente dispersion de l'effort, toutes les études démographiques de Berkeley sont menées d'une manière cohérente, avec des méthodes très fermes et au service d'une problématique commune. En règle générale, l'Amérique espagnole constitue un champ de prédilection pour les historiens statisticiens de la période que nous appelons volontiers « préstatistique ». L'administration espagnole du siècle d'or fut paperassière, donc efficace, centralisatrice et procédurière, donc bonne conservatrice de ses archives. On n'administre pas sans compter, on ne conquiert pas sans répertorier, au moins sommairement, les richesses de la conquête. Ce serait supposer un désintérêtassement que l'historiographie classique dénie avec raison à la folle entreprise, ce serait faire preuve d'une débilité intellectuelle que le succès et la durée de l'œuvre interdisent de supposer.

En Amérique, l'administration espagnole s'est substituée, au Mexique et dans l'axe quechua-aymara, à des civilisations qui avaient souvent, au plus haut point, le goût de la statistique sociale. Nous pensons tous, évidemment aux quipous, les fameux mnemotechnes à ficelles du vieil empire incas. Raisons financières — elles sont évidentes —, raisons sociales — toute la colonisation repose sur le *repartimiento* des Indiens —, raisons religieuses : nulle colonisation n'a eu, au même degré, le souci de convertir —, il importe peu que ce fût bien ou mal — mais baptiser, c'est aussi compter un peu ; raisons militaires : il importe de savoir ce que l'on a pour soi et contre soi. Toutes ces raisons et combien d'autres expliquent la richesse soit directe, soit indirecte, en chiffres de population des archives espagnoles et hispano-américaines. Nous n'en avons pas l'exact équivalent dans les archives françaises des XVI^e et XVII^e siècles, d'où la nécessité de recourir aux registres paroissiaux¹. Soit directe — ce sont les très beaux dénombremens, les listes de tributaires, les innombrables morceaux de statistiques qui émergent un peu partout — soit indirecte, et c'est sans doute ce point qui demande quelques éclaircissements.

Les archives espagnoles (les archives coloniales plus peut-être encore que

^{population, subsistence, *Ibero-americana*, n° 41, in-8°, 1958, 75 p. L'ouvrage déjà cité de B. LE ROY GORDON, *Human Geography and Ecology in the Sinú Country of Colombia*, *Ibid.*, n° 39, in-8°, 1957, VIII-118 p., plus planches et une belle étude attentive et fouillée de Homer ASCHMANN, *The Central Desert of Baja California. Demography and Ecology*, *Ibid.*, *Ibero-americana*, n° 42, in-8°, 1959, XII-282 p., plus carte et planches.}

^{1. Nul n'en a poussé l'utilisation en France aussi loin que Pierre GOUBERT. Son Beauvaisis l'atteste et bientôt les résultats de la grande enquête qu'il conduit, avec succès, depuis plusieurs années, à travers la France. Cette source permet d'inappréhendables conquêtes, mais au prix d'un énorme effort. Les éléments de statistiques constituées que l'on trouve en Espagne et dans tout le domaine de l'Espagne ne permettent pas toujours d'aller aussi loin, mais d'aller beaucoup plus vite.}

Une histoire hispano-américaniste pilote

celles des vieux royaumes) sont beaucoup mieux conservées pour la seconde moitié que pour la première moitié du XVI^e siècle. Il y a, vers 1550, une sorte de plan de clivage qui doit plus à la conservation qu'à l'organisation administrative elle-même. Certes, il y a gros progrès entre l'administration fixe du règne de Philippe II et l'administration en partie itinérante des Rois Catholiques et de Charles-Quint. Mais on a compté beaucoup, dès le début du XVI^e siècle. Les bribes qui nous sont quand même parvenues pour cette période ne permettent pas le doute. Une partie de ces richesses nous a été transmise à travers les textes des *historiadores*.

Nous avons acquis, quant à nous, la conviction sur quelques cas concrets¹ que les *historiadores* — un Las Casas, entre autres, que paradoxalement les plus lascasiens des historiens de ce siècle ont toujours négligé comme source quantitative potentielle — avaient souvent puisé à des sources quantitatives aujourd'hui perdues. Pour Juan López de Velasco, c'est évident, il est possible de le prouver². Pour Las Casas et Oviedo, les deux implacables ennemis, qui, sympathiquement, se haisSENT, s'épient et se nuisent, il en est allé de même. A condition de les critiquer, de les comparer, de les tester de plusieurs manières, on peut, dans la première moitié du XVI^e siècle, par les sources littéraires si friandes de chiffres qu'elles n'ont pas inventés — parce que inventer, c'est quand même plus fatigant et moins efficace que recopier — suppléer, dans une mesure non négligeable, à la très large destruction des premiers dénombrem ents. On peut faire confiance à l'esprit critique des historiens de Berkeley qui ont eu largement et légitimement recours à ces moyens. L'introduction de la « Population du Mexique central au XVI^e siècle » de Cook et Simpson constitue sur ce point un bon texte de méthode.

Naturellement, l'ordre des destructions a joué d'une manière imprévisible dans le legs statistique du passé. On est donc en présence d'un puzzle dont tous les morceaux ne sont pas conservés. Il faut donc recoller les morceaux restants et pour le reste extrapoler. Mais le jeu qui subsiste est assez riche pour qu'on puisse le faire avec certitude, à condition de partir d'un canevas initial, en l'occurrence, un bon cadre administratif régional. On procédera donc à une patiente reconstitution sur la carte et, le cas échéant, sur le terrain. Le travail effectué dans cet ordre d'idée par Cook et Simpson pour les cinq cents mille kilomètres carrés environ du Mexique central est

1. Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650). Les structures*, p. 497 sq.

2. Juan López de VELASCO (*Geografía y descripción de las Indias*, texte de 1569-1571..., 1^{re} édition en 1894 par Justo Zaragoza. Madrid, in-8°, 848 p., plus cartes, *Boletín de la Sociedad geográfica de Madrid*) est une source fantastique de données statistiques d'un prix infini pour le milieu du XVI^e siècle. Il est possible de vérifier sur un nombre suffisant de cas qu'il a travaillé sur des sources d'archives dont une partie nous est parvenue, mais dont la plus grande partie, sans doute, a disparu.

Pierre Chaunu

remarquable. L'Amérique espagnole couvrait, sans doute, d'une manière ou d'une autre, trois millions de kilomètres carrés, plus ou moins théoriques au moment du renversement de la tendance majeure, au sommet de l'Atlantique de Séville, six millions de kilomètres carrés, vraisemblablement, au milieu du XVIII^e siècle, plus, en y incorporant les marges imprécises qui iront se dilatant à l'aube du XIX^e siècle. La méthode est fixée. Le chemin tracé par Cook et Simpson conduit à une belle victoire intellectuelle, la route, malheureusement, est longue et jusqu'à ce jour les historiens statisticiens de Berkeley n'ont guère fait école — nous le regrettons pour l'Amérique latine. La philosophie de l'histoire et les mots en « isme » ont, évidemment, plus d'attrait. Richesse du matériel statistique en vue d'une recherche historique régressive valable, valeur de la méthode, de la patiente localisation — il s'agit, en réalité, de construire pour le monde ibéro-américain cette admirable géographie administrative historique que nous ont léguée, en France, pour la France, des générations d'historiens chartistes¹ — nous venons d'en recevoir d'un autre champ de recherche la preuve éclatante.

L'extraordinaire *Géographie de l'Espagne morisque*² — ce livre qui est une des plus belles conquêtes de l'école historique française — vit d'un même bonheur et procède d'une même démarche. Henri Lapeyre non seulement vient de donner un livre qui bouscule et enrichit, bien au delà de la péninsule Ibérique, d'importants secteurs de la démographie historique et de l'histoire la plus largement entendue d'une partie de l'Europe et de tout le Maghreb, mais sa réussite est indirectement, pour tous les américanistes, un énorme encouragement. Il nous assure sur la valeur des sources espagnoles³. Il confirme que la voie tracée, il y a plus de dix ans déjà, par Cook et Simpson doit être parcourue avec des moyens décuplés.

1. Il est des patrimoines dont on vit, des fortunes que l'on gaspille sans savoir les reconnaître, tenté que l'on est de les considérer comme des données naturelles. Les historiens de la France, s'ils sont peu favorisés, par leurs archives du XVI^e et du premier XVII^e siècle, bénéficient par ailleurs d'étranges bonheurs que l'on mesure bien au contact de patrimoines plus frustes.

2. Henri LAPEYRE, *Géographie de l'Espagne morisque*, E. P. N. E., VI^e section, Démographie et Sociétés, n° 2. Paris, S. E. V. P. E. N., 1959, gr. in-8°, 304 p., magnifiques cartes hors texte, où s'allient la science de Henri Lapeyre et le talent graphique de Jacques Bertin.

3. Et comment ne pas applaudir, sur le plan méthodologique, à certains jugements sur les préoccupations statistiques des administrations contemporaines de Philippe II, Philippe III, Philippe IV et l'intérêt dans ce domaine des historiens d'un XIX^e siècle qui mord largement sur le XX^e siècle du calendrier?

* On imagine parfois, écrit Henri Lapeyre (*Espagne morisque*, p. 5), que les hommes du XVI^e et du XVII^e siècle n'avaient pas le goût de la précision, il faudrait plutôt le dire de certains auteurs du XIX^e siècle, plus portés à se lancer dans des périodes éloquentes qu'à étudier patiemment les faits. En réalité, les hommes qui gouvernaient l'Espagne, que ce fut Philippe II ou le Duc de Lerme, ces hommes tenaient à être bien renseignés. Ils l'étaient et il ne tient qu'à nous de l'être, derrière eux, grâce à eux.

Une histoire hispano-américaniste pilote

S'il nous fallait tirer la leçon de ce qui nous semble, dès maintenant, parfaitement acquis — et pour l'essentiel grâce au patient labeur de l'École de Berkeley — nous la résumerions volontiers sous cinq rubriques : le point de départ de la population précolombienne, le cycle endogène de la démographie amérindienne, le deux dynamiques dominants/dominés, les effets de choc et les causes de la reprise.

1^o Le point de départ contesté.

Quelle était la population américaine, quand commença la *conquista*? Les évaluations raisonnables oscillaient entre 15 et 20 millions d'âmes¹. Nous avons parlé nous-mêmes de 20 millions d'hommes². Le docteur Paul Rivet, avec l'étonnante intuition qui était la sienne, parlait constamment de 40 millions³. Sans doute, sur la foi de Las Casas et des restes architecturaux imposants des grands noyaux des civilisations des plateaux. Les premiers résultats d'un patient labeur statistique lui donnent raison. La vérité est plus proche, beaucoup plus proche des 40 millions que des 20 millions. Reprenant, à la lueur des termes de référence sûrs, désormais, du Mexique central, les chiffres de Las Casas pour les Antilles, nous pensons qu'il faut sinon les accepter comme tels, les prendre du moins comme base ferme de discussion. A la lueur de ce que nous savons du Mexique, à la lueur de ce que nous savons de l'Afrique, compte tenu des maxima théoriques de populations essentiellement végétariennes, nous ne pouvons rejeter *a priori* le million d'habitants que Las Casas, Oviedo et Velasco attribuent à Saint-Domingue. Nous pouvons, nous devons sans doute, le réduire de moitié, mais certainement pas le refuser au nom d'un critère de vraisemblance qui ne résiste pas à l'analyse. Ce que nous savons de Las Casas, des *historiadores de Indias* et de leurs méthodes de travail nous interdit de prendre à la légère le texte fameux du redoutable dominicain : « ... la primera vez que los indios desta isla Española se contaron, dijo que se había hallado de haber en ella un millon y cien mil vecinos⁴ ». L'onde de choc des travaux de Cook et Simpson est loin d'avoir épuisé ses effets. Elle nous oblige à reprendre de

1. Ce sont celles notamment du classique Angel ROSENBLATT, *La población indígena de América desde 1492 hasta la actualidad*, reprise d'articles publiés par Tierra Firme en 1925. Buenos-Aires, 1949, gr. in-4°, 292 p., nombreuses rééditions depuis.

2. H. et P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*; t. I : *Introduction méthodologique*, p. 13, n. 6.

3. Cf. notamment le classique *Les origines de l'homme américain*, 1^{re} éd. Montréal, 1943, in-16, 135 p., souvent repris.

4. Pour une étude détaillée de la population de Saint-Domingue, nous renvoyons à notre étude, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*; t. VIII : *Les structures*, p. 494-517.

Pierre Chaunu

fond en comble tout ce que l'on croyait savoir, à refaire une lecture naïve des textes que l'hypercritique stérilisante du XIX^e siècle, superficiel et douleur, nous avait masqué. Les textes convergent tous en faveur de l'évaluation forte. La ligne qui jaillit de ces bases acceptées est plus dramatique, certes, mais combien plus enrichissante et compréhensive que la ligne plate d'une historiographie tranquille et bornée. Une vérité troublante acceptée vaut mieux qu'un mensonge poli.

2^e Le cycle endogène de la population.

Il semble bien qu'il existait un cycle endogène pluriséculaire des populations amérindiennes dans le cadre des civilisations tropicales du maïs. Le cycle a dû jouer partout, sauf, peut-être, sur les plus hautes terres des plateaux quechua-aymaras. On l'a pensé pour les Mayas disparus sans que le *deus ex machina* de l'homme blanc n'entre en ligne de compte. Les études de Sherburne F. Cook¹ obligent à l'admettre pour d'importants secteurs du Mexique². Ce rythme s'éclaire, d'ailleurs, à la lueur de ce que nous savons chaque jour un peu mieux pour l'Europe des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Les natalités amérindiennes sont plus faibles que les natalités de l'Europe chrétienne³, donc ses taux de croissance sont inférieurs. Mais la récolte de maïs est peut-être moins irrégulière que celles des « bleds » européens. La purge, tous les vingt ans, au terme d'un cycle en gros décental sur deux⁴, ne semble pas s'être produite aussi régulièrement, dans les anciennes sociétés amérindiennes. Nous prenons la responsabilité de cette hypothèse faiblement étayée, nous le reconnaissions volontiers, dans l'état actuel de nos recherches. La purgation, tous les vingt ans, de nos populations à « bleds » ne se produisait, dans le cadre du maïs tropical, que tous les deux ou trois siècles. Au cycle météorologique infraséculaire se substitue un cycle supraséculaire commandé par le balancement de la destruction et de la reconstitution des sols, au rythme pluriséculaire des déforestations et des reforestations. La récente étude de B. Le Roy Gordon⁵, construite, pourtant, sur des sources très classiques, mais interrogées intelligemment, apporte aux thèses de

1. *The Historical demography and Ecology of Teotlalpán*, op. cit., *Soil erosion and population in Central Mexico*, op. cit.

2. Nous avons tenté sur les bases du Teotlalpan une interprétation graphique pour l'ensemble de la Nouvelle-Espagne, *Structures et Conjecture de l'Atlantique espagnol et hispano-américain*, Annexe graphique, aux tomes VIII₁, VIII₂, VIII_{2 bis}, p. 3.

3. Cf. ci-dessous, p. 355.

4. Cf. les pages vraiment définitives de Pierre GOUBERT, *Le Beauvaisis*.

5. *Human Geography and Ecology in the Sinu Country of Colombia*, op. cit. Cf. surtout les cartes *Changing extent of savannas (approximate)*, XVI^e, XVIII^e, XX^e siècles, p. 69.

Une histoire hispano-américaniste pilote

Sherburne F. Cook d'utiles confirmations. Ce que j'appellerais volontiers le cycle pluriséculaire de Cook ou, si on préfère, le cycle pluriséculaire des populations tropicales de l'aire du maïs est établi¹.

Dans la plupart des cas étudiés (pour le Mexique central cela paraît certain, pour Saint-Domingue, nous avons acquis la conviction qu'il en va de même), les sociétés amérindiennes avaient atteint, à la fin du xv^e et au début du xvi^e siècle, le point haut d'où elles devaient normalement redescendre. Le point d'impact de la conquête s'est produit, dans ces deux cas, au moment de la fragilité maximale par pléthora. Reste à mesurer son exacte extension. Beaucoup de monographies, du type de l'étude de Le Roy Gordon pour la vallée du Sinú, seront nécessaires avant que nous ne possédions les éléments d'une cartographie à l'échelle du continent américain. L'entreprise est de taille, mais l'enjeu immense.

A côté de la théorie des équilibres démographiques anciens (valable pour l'Ouest européen) s'élabore une théorie nouvelle pour un autre type de population. Que les extrême-orientalistes suivent les voies des américanistes de Berkeley et la démographie historique aura fait un bond en avant. Nous avions hier une théorie particulière que nous étions tentés de prendre pour une théorie générale, nous avons maintenant l'élaboration d'une seconde théorie particulière..., d'autres s'établiront qu'il faudra relier par une authentique théorie générale. Nous n'en sommes pas là encore. Mais la voie est féconde.

3^e Les deux dynamiques.

Nous commençons à bien connaître la démographie historique de plusieurs populations indiennes. Avant et après le choc de la colonisation européenne.

Pour aborder ce redoutable problème, les historiens de Berkeley ont beaucoup mis à contribution les « réductions » de Californie, dans les derniers temps de la présence espagnole. La sollicitude des missionnaires était étendue, leurs archives, bien conservées. En partant de quelques exemples bien cernés, on voit s'élaborer une démographie amérindienne valable pour une bonne partie du Mexique² et dans une mesure qui reste à déterminer, pour

1. Disons, du moins, qu'il est très vraisemblable.

2. Outre les ouvrages de S. F. COOK déjà cités, on notera, du même encore, *The extent significance of the disease among the Indians of Baja California*, *Ibero-americana*, n° 12, 1937, in-8°, 40 p. *Small pox in spanish and mexican California (1770-1848)*, 1939, in-8°, *Bulletin of History of Medicine*, vol. VII, n° 2, février 1939, p. 153-191. *Small pox epidemie of 1792 in Mexico*, *Ibid.*, vol. VII, n° 8, octobre 1939, p. 937-969. *Population trends among the Californian Mission Indian*, *Ibero-americana*, n° 17, in-8°, 1940, 48 p. *The mechanism and extent of dietary adaptation among certain groups of California and Nevada Indians*. *Ibero-americana*, n° 18, 1941, in-8°, 50 p. *The Population of Mexico in 1793*, *Human Bio-*

Pierre Chaunu

le Pérou¹. Un bilan attentif des données acquises devra être établi, à la lueur de nos certitudes nouvelles d'histoire européenne. Semblable étude dépasserait le cadre étroit de cette modeste revue. Nous nous bornerons, pour l'heure, à une seule remarque : la natalité des populations indiennes est, en général, naturellement plus faible que celle des populations européennes. Non pas seulement dans le cadre dominants/dominés des populations indiennes et européennes² en Amérique, mais dans une comparaison pure de l'influence de la conquête, une comparaison qui s'établit valablement, par exemple, entre les natalités les mieux connues des sociétés indiennes relativement les mieux préservées, celles par exemple des réductions de la Californie, et les natalités les mieux prospectées de l'Europe occidentale, incontestablement celles du Bassin parisien, admirablement étudiées par

Iogy, décembre 1942, vol. 14, n° 4, p. 499-515. The incidence and significance of disease among the Aztecs and relatives tribes, *Hisp. Am. Hist. Rev.*, XXVI, n° 3, août 1946, p. 320-335.

1. Tous nos efforts resteront fragiles tant qu'on ne possédera pas pour le Pérou l'équivalent des études de Berkeley sur la Nouvelle-Espagne.

2. La démographie des métis nous paraît plus proche de celle des blancs que de celle des indiens. Les noirs — en dehors des situations de forte masculinité des plantations des débuts ou, à plus forte raison, des maquis « cimarrones » — ont une démographie, nous semble-t-il également, qui se rapproche beaucoup plus de celle des blancs que de celle des indiens. Il est vrai qu'ils sont en fait en situation de dominants, en fait, sinon en droit par rapport aux indiens. La lecture des textes législatifs aux répétitions édifiantes est révélatrice par antiphrase d'une situation réelle qui va à l'opposé de la lettre des lois. Nous en avons fait la remarque pour le XVI^e siècle, à propos du premier volume de la *Colección de documentos para la historia de la formación social de Hispano-america 1493-1810*; vol. I : 1493-1592. Madrid, C. S. I. C., Instituto Jaime Balmes, 1953, in-8°, xxx-671 p., dans une note intitulée : « Pour une histoire sociale de l'Amérique espagnole coloniale » (*Rev. histor.*, avril-juin 1954, p. 309-316). Un coup d'œil, même rapide, sur les cédules du XVII^e siècle montre que les grandes lignes des rapports noirs/indiens (rapports superficiellement paradoxaux, puisqu'ils placent les juridiquement esclaves en position de domination par rapport à des hommes libres) ne sont pas sensiblement modifiés un siècle plus tard. On s'en assurera aisément, par exemple, dans les deux volumes nouvellement parus de la *Colección de Documentos para la Historia de la formación social de Hispano-america* de Richard KONETZKE (volumen II, Primer tomo : 1593-1669. Madrid, C. S. I. C., 1958, in-8°, Instituto Jaime Balmes, 480 p. Volumen II, Segundo tomo : 1660-1690, *Ibid.*, 1958, in-8°, p. 481-907). Même impression dans le beau céduaire publié à Séville par ce prodigieux érudit qu'est Antonio Muro Orejon, pour la fin du XVII^e siècle (*Cedulario americano del siglo XVIII, Colección de disposiciones legales indias desde 1680 a 1800, contenidas en los Cedulares del Archivo General de Indias*. Tome I : *Cédulas de Carlos II (1679-1700)*. Edición, estudio y comentarios por Antonio MURO OREJÓN. Séville, E. E. H. A., 1956, in-8°, xcvi-834 p.). Même impression dans les sources littéraires (cf., par exemple, Irving A. Leonard, *Los libros del Conquistador*. Mexico, Fondo de Cultura económica, in-8°, 1953, 400 p., et notre étude, à son propos, P. CHAUNU, *Les romans de chevalerie et la conquête du nouveau monde*, *Annales E. S. C.*, 1955, n° 2, p. 216-228). Des comportements démographiques différents expriment sans doute à leur manière les rapports sociaux spécifiques. La démographie, outre son intérêt en soi — il est immense — est éclairante de toute l'histoire sociale.

Une histoire hispano-américaniste pilote

Pierre Goubert, dans son grand livre¹. On sait que les natalités européennes des XVI^e et XVII^e siècles ne sont pas celles que l'on a cru parfois, six naissances, en moyenne, par foyer, compte tenu de la mortalité infantile, un coefficient de reproduction qui ne dépasse pas, séculairement, très sensiblement l'unité, en raison, notamment, des hécatombes de la conjoncture. Nataльité moyenne des paysans, en raison d'intervalles intergénésiques de deux ans, eux-mêmes liés à des temps longs de lactation. En Europe, la natalité des dominés freinés par la lactation maternelle est inférieure à celle des dominants. Les familles fleuves que l'histoire littéraire objecte sont des familles aristocratiques ou grand'bourgeoises. Des familles dont les enfants sont élevés par des nourrices. Par rapport à la natalité pourtant moyenne des paysans de l'Europe des XVI^e, XVII^e et du premier XVIII^e siècle, la natalité des indiens semble plus réduite encore. Et pour la même raison, les temps de lactation des femmes indiennes dans une société qui ignorait le lait animal — parce qu'elle n'avait aucun élevage — sont beaucoup plus longs qu'ils ne le sont pour les paysannes du Beauvaisis. Las Casas l'avait bien vu. Donc les intervalles intergénésiques sont plus considérables et les familles plus réduites. Dans l'ensemble, en dehors même du choc de la présence européenne, les natalités amérindiennes sont inférieures aux natalités européennes. Les croissances y sont lentes... peut-être, toutefois plus régulières que dans l'Ancien Régime démographique de l'Europe. Au moment où se produit l'événement de la conquête, beaucoup de sociétés amérindiennes semblent avoir atteint une sorte d'état de pléthora proche du renversement naturel de la tendance, donc une fragilité de surfusion.

La conquête et les rapports de domination renforcent le contraste. La natalité des Espagnols aux Indes n'est pas celle des paysans du Bassin parisien, mais celle, au moins, de l'aristocratie française. A quoi s'ajoutent les avantages de l'émigration, pyramide des âges anormalement gonflées à l'âge des reproducteurs, apport d'un solde positif de migrants. Les chiffres de Cook, Simpson et de Borah permettent la construction de graphiques éloquents². Ne voit-on pas, par exemple, pour le Mexique humide, la population indienne passer de plus de dix millions en 1519-1520 à un million et demi en 1650-1670 et 3 700 000 en 1793, tandis que la population blanche et assimilée monte presque linéairement de 57 000 en 1570 à 780 000 en 1793? La dynamique étonnante de la population européenne s'explique par la suppression de la mortalité cyclique, bénéfice de domination, par le raccourcissement des intervalles intergénésiques, conséquence de l'utilisation systématique des nourrices indigènes, le raccourcissement des intervalles inter-

1. *Beauvais et le Beauvaisis (1600-1730). Contribution à l'histoire sociale du XVII^e siècle*, op. cit.

2. Cf. Annexe graphique aux tomes VIII₁, VIII₂, VIII_{2 bis} de *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*, op. cit., p. 2.

Pierre Chaunu

génésiques étant également à porter au bénéfice de la domination. Le contraste s'explique sans qu'il faille faire intervenir une physiologie différente de la fécondité dans les deux races, uniquement par des rapports de niveaux de vie et cela d'autant plus que les blancs sont souvent des métis clairs. La femme indienne d'un blanc dominant a une natalité plus proche de celle de la femme espagnole que de sa sœur de race vivant en milieu indien.

4^e Le choc.

Le choc de la *conquista* entraîne toujours une chute brutale de la population, surtout s'il se produit au moment de ce que nous proposons d'appeler la fragilité structurelle des sommets pléthoriques du cycle pluriséculaire de la population amérindienne. La décroissance peut aller jusqu'à la destruction — c'est le cas des îles — quand on est en présence de sociétés isolées sans volant humain considérable. Dans ce cas, en effet, joue un certain seuil crevé, le phénomène que les sociologues connaissent bien sous le nom d'isolat. La décroissance est d'autant plus profonde — seconde règle — que les rapports de domination étaient moins avancés au moment de la conquête. La société incas a mieux résisté, semble-t-il, que la société mexica, en partie parce que les Espagnols n'ont fait que se substituer aux Incas, au sommet d'une pyramide sociale où le poids de domination était beaucoup plus lourd que nulle part ailleurs en Amérique et en Europe.

Au premier plan, il y a les germes pathogènes qui frappent avec une virulence extrême des populations sans accoutumance, l'absence d'une thérapeutique appropriée. Nul n'a vu le problème mieux que Las Casas¹. La concurrence alimentaire du bétail². C'est, évidemment, plus peut-être encore que la maladie, le facteur essentiel. Nous avons cherché à formuler le phénomène d'une manière satisfaisante, il se prête, de toute manière, à des expressions graphiques éloquentes³. Loin derrière, les exigences des vainqueurs. Elles pèsent lourd surtout quand — c'est le cas au début — en fonction des *placers*, elles portent sur la population féminine. La douce *batea*, l'innocent tamis, tue beaucoup plus par les lactations interrompues que les mines spectaculairement meurtrières de mâles inutiles, Huancavelica ou le Potosí. Ajoutons les phénomènes d'isolat, au terme de certaines décrois-

1. Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*; t. VIII₁ : *Structures*, p. 506 sq.

2. L'étude la plus éclairante nous paraît celle de Lesley Byrd SIMPSON, *Exploitation of Land in Central Mexico in the sixteenth century*. Berkeley-Los Angeles, *Ibero-americana*, n° 36, in-8°, 1952, 92 p.

3. Pierre CHAUNU, *Séville et l'Atlantique (1504-1650)*; t. VIII₁ : *Structures*, op. cit., p. 528 sq., et Annexe graphique aux tomes VIII₁, VIII₂, VIII_{2 bis}, op. cit., p. 2.

Une histoire hispano-américaniste pilote

sances et, bien sûr, les suicides collectifs dans des sociétés qui ont perdu leurs mythes, leurs raisons d'être.

5^e Les causes de la reprise.

Le renversement de la tendance se produit, entre 1660 et 1700, un peu partout. A partir de l'extrême fin du XVII^e ou du début du XVIII^e siècle, à un rythme beaucoup plus faible, certes, que la population blanche et métisse, la population indienne se reprend à monter. Les conséquences du phénomène sont énormes, il entre, modestement, mais sûrement, dans le complexe causal du renversement de la tendance majeure de l'économie-monde, vingt ou trente ans plus tard.

La reprise de la population indienne découle simplement de deux séries de phénomènes. D'une part, si on admet la théorie du cycle pluriséculaire, une reconstitution des sols a pu jouer secondairement. Mais surtout, la crise passée, les caractères négatifs de la présence européenne s'émoussent au détriment des facteurs positifs. Accoutumance aux germes pathogènes nouveaux, transfert des vieilles thérapeutiques de l'Europe, transfert capital dans le cas des maladies rougeolantes ; surtout, le bétail finit par profiter à l'indigène lui-même. Les rapports de dominations s'aménagent : en devenant plus efficaces, ils deviendront moins meurtriers.

* * *

Ces quelques hypothèses trop rapidement formulées sont encore fragiles. Nous en prenons volontiers la responsabilité. La démographie historique de l'Amérique coloniale doit être travaillée, en raison même de la prodigieuse avance que, grâce à Berkeley, elle a déjà acquise¹. Elle tient non seulement une des meilleures clefs de l'histoire américaine, elle apporte, en outre, beaucoup à la problématique de la phase longue, partout où se manifestent les signes tangibles d'une économie-monde du XVI^e au XVIII^e siècle. Les méthodes sont arrêtées, les bases de départ solidement acquises, la recherche doit être poursuivie, elle est sûre du succès. Nous aimerais qu'elle s'engagât résolument dans trois directions : une liaison plus étroite avec la dé-

1. Cette note a été rédigée début mars 1960. Depuis cette date, les collections de Berkeley se sont enrichies de deux études essentielles qui renforcent, encore, les certitudes d'hier et enrichissent la gamme très large de nos connaissances sur la démographie historique américaine : Woodrow Borah and S. F. Cook, *The Population of Central Mexico in 1548. An analysis of the "Suma de visitas de pueblos"*, Berkeley, Ibero-americana, n° 43, in-8°, 1960, 215 p., 1 carte, et des mêmes auteurs, *The Indian Population of Central Mexico, 1531-1610*, Berkeley, Ibero-americana, n° 44, in-8°, 1960, 109 p.

Pierre Chaunu — Une histoire hispano-américaniste pilote

mographie historique européenne ; une étude systématique du Pérou ; une étude méthodique du XVIII^e siècle. Pour le XVIII^e, plus encore que pour les XVI^e et XVII^e siècles, des positions résolument comparatistes seraient, vraisemblablement, très fructueuses en raison des positions acquises pour cette période par la démographie historique européenne. Dès maintenant, la vigoureuse équipe d'*Ibero-americanus* s'est acquis un titre éclatant à la reconnaissance de tous les historiens.

Pierre CHAUNU,
Professeur à l'Université de Caen.

BULLETIN HISTORIQUE

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

PUBLICATIONS DES ANNÉES 1955-1959

(2^e partie^{1.})

IV. — Les institutions, l'État et les faits du IX^e au XV^e siècle.

Une excellente mise au point des relations entre l'Allemagne et ses voisins slaves aux environs de l'an mille a été faite par MM. H. BEUMANN et W. SCHLESINGER^{2.} Le fond de l'étude est la critique d'un certain nombre de diplômes qui s'échelonnent de la fin du X^e siècle à 1086. Partant d'un privilège d'Otton III pour l'évêché de Meissen (D O III 186 du 6 janvier 996), M. Schlesinger montre qu'à ce moment-là cette église se voyait attribuer un territoire bien plus important que celui qu'elle tenait lors de sa fondation (971) ou qu'elle possédera plus tard : il comprenait notamment les pays de la Bohême situés sur la rive droite de l'Elbe, une très grande partie de la Lusace qui relevait antérieurement de Magdebourg, ainsi que la Silésie. En dépit de ces anomalies, Th. Sickel avait classé ce diplôme parmi les authentiques ; un nouvel examen critique du texte permet à M. Beumann de confirmer cette façon de voir. Il faut donc admettre qu'en 995 l'évêché de Breslau n'existe pas encore et que l'on envisageait à ce moment-là une certaine extension de l'évêché de Meissen aux dépens de Magdebourg.

Encore fallait-il prévoir une compensation pour l'archevêché de l'Elbe. M. Beumann croit la trouver dans le projet d'un privilège pontifical (J L 3823) contenant, outre un certain nombre de droits, honorifiques et réels, pour l'archevêque de Magdebourg, l'incorporation de l'évêché de Po-

1. Cf. *supra*, p. 123-154.

2. H. BEUMANN-W. SCHLESINGER, Urkundenstudien zur deutschen Ostpolitik unter Otto III, dans *Archiv für Diplomatik*, I, 1955, p. 132-286.

Ph. Dollinger et R. Folz

sen à sa province. P. K. Kehr pensait qu'il s'agissait d'un faux et le faisait dériver d'un privilège authentique de Benoît VIII de 1012. M. Beumann signale cependant que parmi les personnalités dont fait état le texte figure l'évêque de Halberstadt, Hildibald, mort en 995. On peut donc supposer que le privilège 3823 fut composé immédiatement après cette année et, en tout cas, avant la fondation de l'archevêché de Gnesen, à un moment où l'on espérait à Magdebourg obtenir du pape une bulle confirmant l'extension de la province ecclésiastique au delà de l'Oder et notamment rattacher à la métropole l'évêché de Posen dont l'évêque Unger (984-1012) fut effectivement suffragant de Magdebourg au moment de sa mort.

Ces deux documents, qui s'éclairent l'un par l'autre, montrent bien comment des hommes tels que l'archevêque Gisilher de Magdebourg et le margrave Ekkehard de Meissen s'efforçaient vers l'an 1000 de maintenir la politique inaugurée par Otton I^{er}; peut-être jouaient-ils la carte bohémienne contre la Pologne. Mais leurs projets ne purent être réalisés par suite de l'action de Boleslav Chrobry qui avait fait hommage au siège apostolique de ses États (y compris la Silésie, Breslau et Cracovie qu'il avait arrachés à la Bohême) et s'efforçait d'obtenir la constitution d'une Église tout à fait indépendante de celle d'Allemagne. Il y parvint grâce à l'appui de la papauté et à celui d'Otton III qui vers 998 abandonna la tradition de son aïeul pour se consacrer à la construction de l'Empire romain-chrétien largement ouvert à l'Est aux Églises nationales, cadres des futurs États. De là son pèlerinage à Gnesen et l'organisation par lui de l'archevêché polonais avec les trois suffragants de Kolberg, Breslau et Cracovie (mais pas Posen). Les études de MM. Beumann et Schlesinger, qui couvrent également le diplôme de Henri IV pour Prague, viennent ainsi de renouveler un sujet, en montrant clairement les conceptions politiques qui s'affrontaient autour d'Otton III.

Solide, bien informé, accompagné d'une bonne bibliographie, le livre de M. W. BRÜSKE sur les Lutizes ne veut être qu'une étude préparatoire à l'histoire de ce peuple¹. Installé dans le Mecklembourg oriental et dans le centre du Brandebourg, de part et d'autre de la Havel, il groupait en une confédération plusieurs tribus dont la principale était celle des Rédariens (dans l'ancien Mecklembourg-Strelitz), chez lesquels se trouvait le sanctuaire commun de Rethra, qui fut l'animateur de la résistance au christianisme. La première partie du livre de M. Brüske est consacrée aux relations entre les Lutizes et leurs voisins occidentaux : les guerres d'Henri I^{er} et d'Otton I^{er}, le grand soulèvement de 983, l'alliance qui unit Henri II et les Lutizes contre les Polonais, la dislocation vers 1059 de la confédération dont plusieurs tribus (Kessines, par exemple, et Circipanes) s'agrègent aux

1. W. BRÜSKE, *Untersuchungen zur Geschichte des Lutizenbundes* (Mitteldeutsche Forschungen, 3). Münster-Cologne, Böhlaus, 1955, in-8°, XIII et 256 p., 1 carte.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

Obotrites, la seconde pénétration allemande après 1100, la croisade des Wendes de 1147, la rivalité germano-danoise, telles sont les étapes principales de cette histoire qui aboutit à l'incorporation du territoire et de sa population au royaume d'Allemagne. Tous ces faits sont présentés avec précision et objectivité. Dans la seconde partie de son ouvrage, intitulée « problèmes de l'histoire culturelle des Wendes », l'auteur entreprend de situer aussi rigoureusement que possible les tribus lutizes et les principales localités évoquées par les sources. Il y parvient en exploitant la toponomastique, les diplômes et les chartes, les limites des circonscriptions ecclésiaques. Un des résultats les plus importants auquel aboutit l'enquête est que la densité de la population fut extrêmement inégale et dans l'ensemble très faible (5 à 10 habitants au kilomètre carré). Il serait souhaitable que cet ouvrage puisse avoir bientôt une suite qui renseigne le lecteur sur la civilisation de ce peuple disparu.

R. F.

Quelle était la nature exacte du lien rattachant au Moyen Age la Bohême et la Moravie à l'Empire germanique? Ces territoires étaient-ils partie intégrante du royaume allemand, malgré leur population slave, malgré l'acquisition du titre royal par les ducs de Bohême, d'abord passagèrement sous Frédéric I^{er}, puis définitivement au XIII^e siècle? Faut-il considérer, au contraire, que ces territoires ne relevaient que de l'Empire, non du royaume? Les historiens allemands ont toujours soutenu le premier point de vue, tandis que les historiens tchèques, dès le XIX^e siècle, ont cherché à démontrer que la subordination du duc de Bohême à l'empereur était strictement personnelle et n'impliquait aucun rattachement des deux duchés au royaume allemand. Cette divergence de conception s'explique en grande partie par l'ambiguité des textes : au Moyen Age, on ne se souciait guère de préciser si les droits exercés dérivaient du pouvoir royal ou de l'autorité impériale.

M. WEGENER a repris la question¹. Il a examiné les étapes par lesquelles s'est réalisée la dépendance de la Bohême et de la Moravie du X^e au XIII^e siècle, dans quelle mesure furent exécutés les devoirs féodaux, comment fut acquis progressivement le titre royal, quelle était la situation de l'Église, notamment des évêchés de Prague et d'Olmütz, suffragants de l'archevêché de Mayence. Il conclut que la Bohême et la Moravie étaient bien incorporées au Reich, que leur statut constitutionnel ne différait pas de celui des principautés allemandes. Il souligne qu'au contraire la Pologne et la Hongrie, elles aussi vassales de l'Empire, du moins passagèrement, n'ont

1. Wilhelm WEGENER, *Böhmen-Mähren und das Reich im Hochmittelalter. Untersuchungen zur staatsrechtlichen Stellung Böhmens und Mährens im deutschen Reich des Mittelalters. 919-1263 (Ostmitteleuropa in Vergangenheit und Gegenwart, t. 5)*. Cologne-Graz, Böhlau, 1959, xi-272 p.

Ph. Dollinger et R. Folz

jamais passé pour faire partie du royaume germanique. Sa démonstration est assez convaincante, mais il eût été souhaitable qu'il exposât plus nettement les arguments de la thèse adverse.

M. SCHWARZ a entrepris de rassembler et d'étudier les noms de famille des Allemands de Bohême dans la période « préhussite », c'est-à-dire antérieure à 1420 environ¹. L'ouvrage consiste essentiellement en une liste alphabétique de quelque cinq mille noms, avec références aux sources (cartulaires, censiers, livres de bourgeoisie, etc.) et brèves explications sur l'origine des noms (prénom, sobriquet, nom de lieu ou de profession).

Dans son introduction, l'auteur examine l'évolution des noms allemands en Bohême : les prénoms du cru, comme Heinrich ou Konrad, sont largement supplantés dès la fin du XIII^e siècle par des noms de saints, tels que Johannes ou Nikolaus. Les noms de famille, qui se multiplient au XIV^e, dérivent pour la plupart de surnoms ou de noms de lieu. M. Schwarz n'a pas tenté, à l'aide de ces derniers, de préciser quelle fut la part respective des diverses régions d'Allemagne dans le peuplement allemand de la Bohême. Par contre, grâce à quelques listes de membres des Conseils urbains, il présente d'intéressants graphiques montrant par endroit la progression de l'élément tchèque, dès la seconde moitié du XIV^e siècle et surtout après la réaction nationale hussite, au détriment de l'élément allemand d'abord prépondérant. De même, pour la petite ville de Trübau en Moravie, on voit les Allemands maîtres de certains métiers (drapiers, boulanger), tandis que les autochtones sont en majorité dans les autres. En fournissant ainsi, sur des questions importantes, des précisions que nulle autre source ne révèle, l'étude de M. Schwarz montre excellemment les services que l'onomastique peut rendre à l'histoire.

Ph. D.

Passons à présent à quelques aspects de l'histoire intérieure de l'État allemand médiéval.

Si dans le royaume du X^e siècle prédominait la conception du pouvoir personnel du roi, il semble bien que l'époque des premiers Saliens ait vu reparaître l'idée d'État : telle est l'impression que laisse une étude de M. H. BEUMANN qui s'efforce de saisir le sens d'un propos célèbre prêté à Conrad II par son biographe Wipo : *si rex periit regnum remansit*, lorsqu'il reprochait aux habitants de Pavie d'avoir saccagé le palais royal après la mort de son prédécesseur². Wipo pense que le palais, parce que bien public,

1. Ernst SCHWARZ, *Sudetendeutsche Familiennamen aus vorhussitischer Zeit* (Ostmitteleuropa in Vergangenheit und Gegenwart, t. 3). Cologne-Graz, Böhlaus, 1957, xv-373 p., 23 croquis.

2. H. BEUMANN, *Zur Entwicklung transpersonaler Staatsvorstellungen*, dans le recueil *Das Königtum*, cité p. 138.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

ne pouvait, à la manière d'un fief, devenir vacant à la mort de son détenteur. Mais à partir de cette notion de bien du domaine public qui ne meurt pas, l'historien, avec l'aide de la pensée juridique romaine, retrouve l'idée d'État qui dépasse celle du lien personnel entre le roi et les hommes du royaume : le *regnum* dure et assure à la souveraineté une continuité par delà la personne. L'idée d'un État « transpersonnel » progressa aussi, selon M. Beumann, grâce à la conception théocratique de la royauté et aux insignes de la souveraineté : l'*archisolum*, le *publicus tronus regalis* d'Aix-la-Chapelle qui « saisissait le roi à son avènement » — l'expression est de M. P. E. Schramm —, la sainte couronne surtout, que bien des textes appellent tout simplement *regnum*. Lorsqu'on rapproche l'étude de M. Beumann de celle de M. Th. Mayer dont il a été question p. 139, on se rend compte aussi de ce que l'évolution de la royauté « personnelle » à la royauté « publique » n'a pas présenté une ligne continue. Il semble au contraire que ces deux notions aient coexisté de longue date dans l'institution royale jusqu'au moment où la seconde, éclairée par les lumières du Droit romain, ait pu définitivement s'imposer. Ce fut, en Allemagne, une œuvre de longue haleine.

La chancellerie de Conrad III a fait l'objet d'une étude approfondie de M. F. HAUSMANN¹. Comme elle reprit la tradition salienne que le règne de Lothaire de Supplimbourg avait interrompu, l'auteur a fait porter pareillement son enquête sur la chancellerie de Henri V et l'a poursuivie jusqu'en plein règne de Frédéric Ier. Au cours de cette période, l'institution progressa dans les voies de la centralisation. Sous Henri V, il n'y eut d'abord qu'une chancellerie pour l'Allemagne, nominalement dirigée par l'archichancelier-archevêque de Mayence : en réalité, le chef du service fut le chancelier Adalbert de Sarrebrück qui, devenu en 1111 archevêque de Mayence, conserva la direction de la chancellerie jusqu'à sa disgrâce. Les besoins de l'expédition romaine firent créer en 1110 une chancellerie italienne ; une chancellerie bourguignonne naquit de son côté en 1119. Cette division du service en trois sections correspondant aux trois royaumes qui formaient l'Empire ne fut cependant qu'une fiction, car si l'on fait exception des chefs, il n'existe qu'un seul et même personnel de notaires et ceux-ci étaient tous des Allemands. Ce principe s'imposa définitivement sous Conrad III : chacun des différents royaumes aura son archichancelier, mais la conduite des affaires appartiendra dorénavant au seul chancelier.

Le poste de ce dernier apparaît comme le marchepied de hautes fonctions, ainsi que l'enseigne l'histoire de l'ambitieux et énigmatique Adalbert de Sarrebrück, qui passa du service de Henri V à celui des idées grégoriennes,

1. F. HAUSMANN, *Reichskanzlei und Hofkapelle unter Heinrich V und Konrad III* (Schriften der Monumenta Germaniae historica, 14). Stuttgart, Hiersemann, 1956, in-8°, 351 p., 15 pl. photographiques.

Ph. Dollinger et R. Folz

ou celle du chancelier de Conrad III, Arnold de Wied, qui devint en 1151 archevêque de Cologne. L'intérêt essentiel du livre de M. Hausmann vient, en effet, des renseignements de très grande valeur patiemment réunis par lui sur le personnel de la chancellerie, directeurs, notaires et chapelains. Fidèle à la théorie de Sickel, M. Hausmann considère la chapelle comme une réserve de personnel pour la chancellerie. Il ne semble cependant pas que cette façon de voir puisse être maintenue à la suite d'études récentes comme celles de M. W. Klewitz, qui ont démontré que l'organisme essentiel du palais royal était la chapelle dont une des fonctions était d'assumer les tâches de la chancellerie. Compte tenu de ce résultat, il faudrait corriger les données statistiques de M. Hausmann et compter pour le règne de Henri V non pas 3 notaires et 8 chapelains, mais 11 chapelains dont 3 furent notaires ; sous Conrad III, les 8 notaires identifiés ont été repérés comme chapelains, ce qui porte le nombre de ceux-ci à 23. De ce personnel émergent quelques figures bien connues : David, auteur d'une relation de l'expédition de Henri V à Rome en 1111 ; Wibald de Stavelot, à l'activité multiple, assurément une des plus fortes personnalités du royaume entre 1139 et 1158 ; Héribert, dont Frédéric I^{er} fera un archevêque de Besançon et un légat de Bourgogne ; Godefroi de Viterbe, porte-parole de l'idée impériale.

Un dernier fait encore doit être noté : alors qu'au milieu du XI^e siècle, sous Henri III, 20 chapelains sur 22 sont devenus évêques, 4 seulement sur 11 le devinrent sous Henri V ; sous Conrad III, le chiffre tombe à 3 sur 23. Nous sommes au lendemain de la Querelle des Investitures : la chapelle royale a cessé d'être la pépinière de l'épiscopat allemand.

C'est un livre d'une exceptionnelle richesse que M. K. G. HUGELMANN a consacré aux caractères originaux de l'État allemand du Moyen Age¹. On ne saurait mieux le définir que par le mot de thèse, au sens de prise de position, très personnelle souvent, de l'auteur sur tous les problèmes qu'il passe en revue. Mais c'est aussi une somme : l'ouvrage, bourré de références et de notes, les unes à l'intérieur du texte, les autres rejetées en fin de chapitre, est une mine de renseignements sur l'immense matière qu'il aborde. Si nous ne nous trompons pas, on pourrait parler de l'œuvre d'une vie.

Deux parties principales : la première est consacrée aux éléments constitutifs du royaume d'Allemagne, les groupes ethniques ou *Stämme*, la seconde au sentiment national et à l'État national.

Les *Stämme* sont d'abord définis en tant que groupes de population régis par un droit personnel (*Personale Rechtsverbände*), l'auteur montrant d'ailleurs que ces divers droits dérivent d'un tronc commun et que la distinction

1. K. G. HUGELMANN, *Stämme, Nationen und Nationalstaat im deutschen Mittelalter* (Verlag Kohlhammer), s. d. (1955), XII et 540 p. — Ce volume doit être suivi de deux autres ; l'ensemble sera couvert par le titre *Nationalstaat und Nationalitätenrecht im deutschen Mittelalter*.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

classique entre droit personnel et droit territorial n'a qu'une valeur relative : tôt apparaît, très importante, la notion de terre à côté de celle de groupe juridique. Les *Stämme* sont d'autre part les éléments constitutifs du royaume d'Allemagne ; la forme politique des plus importants est le duché : duchés de Saxe, de Souabe, de Franconie, de Bavière, de Lorraine, à laquelle M. Hugelmann conserve, ce qui est contestable, le caractère de *Stamm*. On suit l'originalité de chacun, son évolution propre, la politique royale à l'égard des uns et des autres jusqu'à la grande crise de la deuxième moitié du XI^e siècle à partir de laquelle se dégagèrent peu à peu des structures nouvelles : féodalité qui se généralise, duchés territoriaux, si différents de ces duchés ethniques. L'auteur passe ensuite à l'analyse des fonctions des *Stämme* à l'intérieur du royaume : ils participent à l'élection du roi ; leurs contingents composent (jusqu'en 1158) l'armée royale ; le duc est détenteur de la haute justice, sinon dans tout le territoire du *Stamm*, du moins dans le groupe de comtés qu'il a réunis sous son autorité directe (ce qui revient à dire qu'au point de vue juridique et administratif le territoire effectivement tenu par le duc est plus réduit que le *Stamm* dont il est le chef). Ces districts ethniques sont enfin des districts de paix publique jusqu'au XII^e siècle, et parfois plus tard encore, comme en Bavière. Les *Stämme* sont donc loin d'être des forces purement centrifuges ; leur existence confère au premier royaume allemand le caractère d'un État fédéral. Cette structure se transforma à partir du XII^e siècle avec le processus toujours croissant de territorialisation et bientôt de décomposition. A-t-il été tenu compte des *Stämme* dans la formation du collège électoral ? M. Mitteis en avait admis la possibilité¹ ; M. Hugelmann le met en doute, avec des arguments vraisemblables, et estime qu'aucun des sept électeurs ne pouvait se considérer comme le représentant d'un groupe ethnique. Cette première partie s'achève sur des pages très denses sur le particularisme ethnique et l'originalité culturelle de chacun des *Stämme*.

M. Hugelmann traite ensuite de l'État national allemand au Moyen Age. L'État national est au préalable défini comme « le cadre politique de la plus grande partie de la terre occupée par un peuple et où règne, consciente, la conviction que l'État appartient en propre à ce peuple » (p. 248). Sous ce double aspect le *regnum Theutonicorum* serait un État national. Mais en quel sens entendre le mot nation ? L'auteur en discerne, pour l'Allemagne, le contenu, dans le sentiment de communauté ethnique, supérieur au particularisme, et parfaitement ressenti par les *Stämme* dès 919 : ils furent ainsi, « avec la royauté, les forces créatrices de l'État allemand » (p. 412). Dans cet état de conscience collectif, le rôle essentiel serait tenu par la communauté de langue (p. 296). Telle est la thèse que l'auteur plaide brillamment

1. H. MITTEIS, *Die deutsche Königswahl*. — Voir le compte rendu dans cette Revue, t. CCVII (1952), p. 266-269.

Ph. Dollinger et R. Folz

en suivant les progrès du mot *deutsch* et en montrant comment le terme de *regnum Teutonicorum* remplaça, au bout d'un certain temps, les autres appellations du royaume d'Allemagne. On passe ensuite à l'analyse de la différenciation de ce sentiment national, face aux peuples voisins du Sud, de l'Ouest et de l'Est surtout ; il est frappant de constater qu'une des composantes du sentiment national fut très tôt la foi en une mission à remplir, en liaison avec l'idée impériale. Très tôt aussi, le royaume et l'Empire (au sens restreint tout au moins) tendirent à se fondre en une seule notion, celle de *Rike (Reich)*, ce qui permit de discerner dans la fonction impériale une fonction allemande : voyez Alexandre de Roes. Passant aux conséquences pratiques de cette mentalité « nationale », M. Hugelmann attire l'attention sur l'organisation militaire de l'État (mobilisation générale proclamée pour la seule défense du royaume, interprétation qui disculperait Henri le Lion), sur la pratique juridique (le roi ne peut juger les Allemands qu'en Allemagne), sur la tenue des diètes générales (*Reichstage*) en terre allemande seule (principe qui n'aurait souffert d'exceptions qu'au temps de Frédéric I^e et de Frédéric II). Signalons enfin les pages qui traitent de la situation spéciale de la Bohême, illustrant la rencontre du *Volkstum* allemand avec un corps étranger incorporé dans l'État (organisation de la symbiose jusqu'à la crise du xv^e siècle ; rôle de Charles IV ; destinée et interprétation de la voix électorale de la Bohême dans l'élection du roi). L'ouvrage s'achève sur la prépondérance de la langue allemande dans la justice et dans les autres manifestations de la vie publique en Allemagne à la fin du Moyen Age.

Tel est dans ses lignes essentielles le livre de M. Hugelmann. On ne l'abandonne pas sans l'idée d'y revenir souvent, ni sans un certain nombre d'objections. Laissant de côté ici toute discussion sur l'idée de nation et celle d'État national, sur le rôle, primordial ou non, de la langue, il faut cependant observer que ce « sentiment national », s'il a existé, a mis sans doute beaucoup plus de temps que ne le pense l'auteur à se répandre dans les couches profondes de la population. Au terme de « sentiment national » qui évoque d'autres périodes que le Moyen Age, nous préférerions d'ailleurs celui de « patriotisme ethnique ». D'autre part, toute appréciation sur les *Stämme* en tant qu'unités linguistiques et ethniques originelles et sur la formation des duchés doit être faite avec beaucoup de nuances. On sait, par exemple, grâce aux travaux du germaniste Frings¹, que les dialectes ne se sont pas formés dès l'origine au sein de chaque *Stamm* ; leurs limites n'ont pas cessé d'avancer et de reculer, de sorte qu'il est à peu près impossible de projeter l'état de choses de la fin du Moyen Age sur des temps plus anciens. D'autres recherches concourent à faire penser que ces divers groupes ne correspondent pas à des notions invariables comme M. Hugelmann voudrait le suggérer : le problème pourrait presque être enfermé dans un dilemme : groupes

1. FRINGS, *Sprache und Geschichte*. Halle, 1956.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

ethniques ou régions historiques? Il ne faut pas oublier non plus le rôle considérable de la royaute franque qui, en faisant mettre par écrit les coutumes des différents groupes ethniques, a contribué à leur formation et à leur individualisation, ni celui des hommes du IX^e siècle qui ont modelé les *Stämme* tels qu'ils apparaissent pendant l'époque suivante; comme l'a montré M. G. TELLENBACH¹, ce sont les ducs qui furent les véritables « créateurs » de ces groupes, au moment où s'affaiblissait la royaute franque : c'est alors que les *Stämme* ont pu prendre pleinement conscience de leur individualité. Il convient enfin de noter que le célèbre passage des Annales de Salzbourg relatif à la tentative du duc Arnulf de Bavière de saisir en 919 la couronne *in regno Theutonicorum*, argument dont se servirent Et. Mitteis et M. Hugelmann en faveur de l'apparition précoce d'un sentiment national allemand, ne peut plus guère être utilisé depuis que l'on sait pertinemment que la tradition de cette source ne remonte qu'au XII^e siècle et que le mot *Theutonicorum* a été écrit par-dessus un mot rayé au préalable et qui devait être *Baiowariorum*. Un certain patriotisme ethnique au temps de Frédéric I^r: oui; le temps des Staufen en offrirait bien des témoignages; mais pas le X^e siècle.

R. F.

Dans une collection destinée au grand public, M. von den STEINEN publie de l'épisode de Canossa un récit bien conduit qui révèle, malgré l'absence d'appareil critique, une connaissance approfondie de la question². Par des citations et des faits judicieusement choisis, par des réflexions pertinentes, l'auteur sait animer son exposé et faire comprendre les réactions des personnalités et des groupes. Il a bien évité les écueils que comporte le sujet : style pathétique, confusion, parti pris, et son petit livre est une incontestable réussite. La bibliographie aurait pu sans inconveniant être un peu plus fournie.

M. MASCHER s'est donné pour tâche de retracer l'évolution politique et sociale de la Thuringe septentrionale, au Sud du massif du Harz, au XII^e et au XIII^e siècle, en suivant l'essor de quelques grandes familles comtales³. Son étude prend place dans l'enquête suscitée par M. Schlesinger sur la structure de l'État médiéval et la formation des principautés.

Les quatre lignages dominants de la région, au temps des Hohenstaufen, paraissent issus de familles de *nobles* autochtones qui, au début du XII^e siècle,

1. G. TELLENBACH, *Die Entstehung des deutschen Reiches*, 3^e éd. Munich, 1946 (cf. dans cette Revue, t. CCVII (1952), p. 103). — Voir aussi *Königtum und Stämme in der Werdezeit des deutschen Reiches*. Weimar, 1935.

2. Wolfram von den STEINEN, *Canossa. Heinrich IV und die Kirche* (Janusbücher, t. 5). Munich, Oldenbourg, 1957, 96 p.

3. Karlheinz MASCHER, *Reichsgut und Komitat am Südsauerland im Mittelalter* (Mitteldeutsche Forschungen, t. 9). Cologne-Graz, Böhlau, 1957, 159 p., 3 cartes.

disposaient de biens étendus, fondaient et donnaient des églises, mais ne possédaient pas, semble-t-il, de châteaux. Leur ascension vers la haute noblesse, représentée par les comtes, se fit par l'acquisition de biens royaux et de droits comtaux concédés par le roi. Se haussant ainsi au rang des comtes, avec les familles desquels ils s'unirent par mariages, ils obtinrent plus ou moins rapidement le titre comtal. Au XIII^e siècle, la royauté sut s'opposer à de trop graves empiétements et conserver aux comtés leur caractère de fonction ; au XIII^e, par contre, elle dut se résigner à laisser les lignages s'approprier le domaine et les pouvoirs royaux. Cette évolution est caractéristique surtout de la plus puissante famille du pays, les Honstein. Mais elle est loin d'être valable dans tous les cas. L'auteur montre bien que l'acquisition du titre comtal n'était pas toujours définitive et n'impliquait pas nécessairement un accroissement de pouvoir. Les nouveaux comtes, sous peine de se voir contester leur dignité, étaient obligés de faire valoir leur prestige, leur richesse et leur puissance. C'est ce que prouve le déclin rapide des Klettenberg, qui du reste n'avaient obtenu que tardivement, vers la fin du XII^e siècle, le titre comtal. Considérés par leurs pairs comme des intrus, relégués en queue dans les listes de témoins, ils furent surtout affaiblis par leurs luttes contre les Honstein. Vers le milieu du XIII^e siècle, ils n'étaient plus rangés parmi les comtes (*olim comes*, dit une charte), ils quittent bien-tôt la Thuringe pour être accueillis comme chevaliers dans la vassalité de l'évêque de Halberstadt.

L'étude de M. Mascher est ainsi remarquable par les aspects sociaux qu'il a su tirer d'une documentation assez pauvre — essentiellement des donations royales. Une réserve cependant. La Thuringe, évidemment, est très loin du Mâconnais, et on ne s'étonne pas outre mesure que l'auteur ignore l'existence de la thèse de M. Duby. Mais on le regrette, en songeant au profit certain qu'il eût retiré de la lecture d'un livre si voisin du sien par son objet et ses problèmes.

Les deux grands priviléges concédés par Frédéric II aux princes allemands, la *Confoederatio cum principibus ecclesiasticis* de 1220 et le *Statutum in favorem principum* de 1232, sont depuis longtemps l'objet de controverses entre les historiens. Deux thèses extrêmes, entre lesquelles naturellement les positions intermédiaires sont nombreuses, attribuent à ces documents une portée très différente. On peut les résumer ainsi. 1^o Frédéric II, intéressé surtout par les affaires italiennes, a abandonné aux princes allemands, sans grands regrets, les prérogatives essentielles de la souveraineté, qu'il aurait encore pu défendre. Ces deux priviléges marquent donc le transfert de la souveraineté royale aux princes, le second particulièrement est « la grande charte de la féodalité allemande » (G. Blondel) et leur rôle est considérable dans le changement de structure du Reich au XIII^e siècle. 2^o Frédéric II n'a nullement négligé l'Allemagne, les concessions faites l'ont été sous l'empire de la nécessité et après d'âpres discussions, avec la volonté de les reprendre.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

D'ailleurs les deux priviléges ne contiennent rien de nouveau : les droits cédés avaient tous fait l'objet antérieurement de concessions particulières. Enfin, dans l'édit de paix de 1235, on voit l'empereur légiférer sur quantité de prérogatives soi-disant reconnues aux princes dans les deux priviléges. Dès lors, ceux-ci n'ont été que des mesures de circonstance, ils n'ont guère eu d'action dans l'accaparement de la souveraineté par les princes, leur portée historique est donc modeste. Ajoutons que le jugement sur Frédéric II est naturellement très différent pour les tenants des deux thèses. Les uns voient en lui le naufrageur du pouvoir royal en Allemagne et glorifient par opposition son fils Henri (VII) qui s'en fit le défenseur. Les autres considèrent que le père et le fils avaient des vues assez voisines tant sur les villes que sur les princes et qu'ils différaient surtout par leurs méthodes et par leur tempérament : le premier souple et efficace, le second cassant et maladroit.

M. KLINGELHÖFER s'est livré à une étude approfondie des trois documents¹. Il a cherché à discerner quels intérêts, quelles personnalités étaient à l'origine de chaque article et l'on voit ainsi s'agiter des hommes derrière ces documents juridiques. Ses conclusions le rangent parmi les partisans de la seconde thèse. Il souligne les efforts faits par Frédéric II pour reprendre les concessions imposées : fondation de villes neuves en territoire ecclésias-tique, refus de laisser usurper des droits de tonlieu et de monnayage. Quant aux prescriptions du « Statut » hostiles aux villes, elles restèrent inopérantes. Toutefois, on ne peut dire que les priviléges aient cédé uniquement ce qui l'avait été auparavant : par exemple l'engagement de mettre au ban de l'Empire les excommuniés, dans un délai de six semaines, était une innovation grave et préjudiciable à la souveraineté impériale. Et si les deux priviléges n'étaient, dans l'esprit de Frédéric II, que des mesures de circons-tance, force est de constater qu'après lui, au XIV^e siècle, ils ont été invoqués par les princes comme fondement de leur souveraineté territoriale.

La Société d'histoire du canton de Berne a consacré un numéro de sa revue à des Mélanges offerts à M. RENNEFAHRT, professeur d'histoire du droit à l'Université de Berne, à l'occasion de son quatre-vingtième anniver-saire². Les contributions, au nombre d'une trentaine, concernent l'histoire du droit de la Suisse, principalement à l'époque moderne et contemporaine. Parmi les articles relatifs au Moyen Age et de portée plus générale, signalons celui de M. Schmid sur la notion de « forêt » royale, s'appuyant sur l'exemple de la forêt de Kaiserslautern en Palatinat (X^e-XII^e siècles), et celui de M. Ha-

1. Erich KLINGELHÖFER, *Die Reichsgesetze von 1220, 1231/32 und 1235. Ihr Werden und ihre Wirkung im deutschen Staat Friedrichs II* (Quellen und Studien zur Verfassungsgeschichte des deutschen Reiches im Mittelalter und Neuzeit, t. 8, fasc. 2). Weimar, Böhlau Nachfolger, 1955, xxiv-240 p.

2. *Beiträge zur bernischen und schweizerischen Rechts- und Verfassungsgeschichte. Festgabe für Prof. Dr. Hermann RENNEFAHRT* (Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern, t. 44, Heft 2), 1958, 701 p. (y figure la liste des travaux de M. Rennefahrt).

Ph. Dollinger et R. Folz

gelmann sur les donations avec réserve de jouissance pour le donateur à l'époque franque dans le secteur alaman. Il montre que ces donations présentent deux formes qui révèlent deux conceptions juridiques : dans un cas, simple réserve formulée par le donateur, dans l'autre rétrocession, souvent dans un acte distinct, par le bénéficiaire, de la jouissance ainsi garantie beaucoup plus nettement. Ces deux formes se retrouvent dans les chartes à travers tout le Moyen Age.

Les Mélanges sont précédés d'une étude de M. Rennefahrt lui-même sur les chartes intéressant la ville de Berne, le canton et les régions avoisinantes du XIII^e au XV^e siècle. L'auteur remarque que jusqu'à la fin du Moyen Age l'acte scellé n'a pas été supplanté par l'acte notarié. D'autre part, malgré les apparences, l'influence du droit romain est restée faible dans ce secteur, plus faible notamment qu'en Suisse romande.

Le droit d'épave autorisait primitivement les riverains à s'approprier les débris animés et inanimés échoués sur les rivages maritimes, y compris les épaves des navires naufragés avec leurs marchandises. Dans son acception extrême, il permettait même de réduire en esclavage ou de massacrer les naufragés. L'exercice de ce droit, si profondément ancré dans l'usage qu'on le voit persister par endroit à travers tout le Moyen Age, a cependant été contesté très tôt, et pour des raisons diverses, par les princes, l'Église, les navigateurs et les villes marchandes. D'où une lutte menée pendant des siècles, avec un succès inégal, contre les bénéficiaires du droit d'épave et un effort pour le réglementer à la satisfaction des divers intéressés.

C'est ce grand sujet qu'a traité et dominé M. NIITEMA pour les pays riverains de la mer du Nord et de la Baltique à travers le Moyen Age entier¹. Son exposé est attachant, car il a su atteindre les réalités politiques et économiques derrière l'amas des priviléges juridiques ; il est aussi bien ordonné, quoiqu'il renonce parfois à l'ordre chronologique strict et qu'il soit obligé à des retours en arrière après avoir retracé l'évolution particulière de tel ou tel aspect de la lutte contre le droit d'épave. Il rappelle d'abord que la législation romaine déjà (*Lex Rhodia*) avait assuré la protection aux naufragés sur toutes les côtes de l'Empire et avait assimilé au brigandage la saisie des épaves. Cette conception devait exercer une certaine influence au Nord des Alpes tout au long du Moyen Age, notamment depuis le XIII^e siècle au moment de l'expansion du droit romain. Cependant, dès l'époque franque s'esquisse dans les pays septentrionaux, indépendamment de Rome, une tentative de protection au moins partielle contre l'exercice du droit d'épave alors appliqué dans toute sa rigueur. Elle est désignée par les mots *wic-byrig-berek* et s'affirme dans un traité conclu en 991 par le roi anglo-saxon Ethelred avec un roi de Norvège. Les sujets de ce dernier — et seulement

1. Vilho NIITEMA, *Das Strandrecht in Nordeuropa im Mittelalter* (Annales Academie scientiarum Fennicae, série B, t. 94). Helsinki, 1955, 416 p.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

ceux-ci — étaient affranchis du droit d'épave en cas de naufrage, mais uniquement dans un espace limité autour de certains ports bénéficiant de la paix royale et seulement pour les biens qu'ils étaient en mesure de sauver eux-mêmes. A la même époque, les souverains anglais et scandinaves réussirent, plus ou moins rapidement et complètement, à faire reconnaître leur droit éminent sur le rivage maritime et par suite à accaparer le droit d'épave (qu'ils concédèrent parfois à des églises), tandis qu'en Allemagne du Nord les princes se substituaient au roi depuis le XIII^e siècle. Si les exemptions du droit d'épave se multipliaient alors, elles étaient très diverses selon les lieux par le degré et la forme, ce qui demeurait très préjudiciable aux navigateurs. C'est pourquoi la Hanse, dont le premier essor se place à cette époque (XIII^e), s'efforça d'imposer un affranchissement général et uniforme dans tous les pays septentrionaux. Dans cette lutte, elle obtint l'appui de l'Église. Innocent IV intervint le premier, proclamant dans une bulle de 1249 que les biens des naufragés n'appartenaient qu'à leurs propriétaires et dénonçant le pillage des épaves comme un brigandage. Mais bien des difficultés d'application entraînèrent des conflits sans cesse renouvelés : ainsi la fixation de la rétribution à payer aux riverains et aux autorités locales qui prétaient leur concours pour le sauvetage des navires échoués. Un des grands mérites de M. Niitema est d'avoir montré, en rassemblant les priviléges obtenus dans les divers pays par la Hanse, l'importance considérable qu'elle attachait à l'abolition du droit d'épave. Il n'est pas excessif de dire qu'en insistant sur ce point, il éclaire d'un jour nouveau l'histoire de la ligue.

Ph. D.

V. — Les campagnes, les villes, l'économie.

M. BADER inaugure une série d'études sur l'histoire du droit du village médiéval par un volume consacré au « village comme espace doté d'une paix et d'un droit propres¹ ». Étude juridique? Certes, mais qui ne s'apparente guère aux constructions systématiques des historiens du droit allemand au siècle dernier. L'auteur témoigne d'un souci constant du concret, il fait largement appel aux données de l'archéologie et de la linguistique, aux formes d'établissement (*Siedlung*), afin d'éclairer les précisions apportées par les textes juridiques. Dans son introduction, il examine d'ailleurs utilement les défauts des anciennes écoles et les méthodes nouvelles de l'histoire agraire. M. Bader s'appuie surtout sur les faits du secteur alaman (Bade, Wurtemberg, Suisse) qu'il connaît parfaitement, mais il porte aussi

1. Karl Siegfried BADER, *Das mittelalterliche Dorf als Friedens- und Rechtsbereich*, Weimar, Böhlau Nachfolger, 1957, 284 p., 8 planches, 24 marka.

Ph. Dollinger et R. Folz

fréquemment ses investigations dans d'autres régions d'Allemagne. Par contre, et on le regrette, il néglige à peu près complètement la France voisine et les rares citations qui s'y rapportent sont faites visiblement à travers des auteurs allemands. Mais, dans le cadre allemand, son livre est très remarquable tant par les résultats de sa recherche proprement dite que par la véritable synthèse de l'histoire du village médiéval que représentent les premiers chapitres. Synthèse d'autant plus appréciable qu'elle met en œuvre une bibliographie considérable et très dispersée.

L'objet du livre est donc l'étude du village, délimité par sa clôture (*Etter*) de palissades, de haies ou de murs le séparant de ses champs et de son communal. Cet espace était protégé par une paix spéciale et jouissait parfois du droit d'asile. Il constituait un district juridique bien individualisé, dont la juridiction pouvait appartenir à un autre seigneur que celle du finage extérieur à la clôture. Quelle est l'origine de cette immunité villageoise? On songe naturellement à « l'immunité étroite » qui protégeait certaines églises et surtout les bâtiments des couvents. Avec raison sans doute, M. Bader pense qu'il ne faut pas voir dans cette « immunité de la palissade » villageoise un simple dérivé de l'immunité ecclésiastique : l'une et l'autre sont issues de la notion de paix renforcée reconnue, depuis la plus haute antiquité, à la maison et à ceux qu'elle abrite.

Dans un dernier chapitre, l'auteur compare la palissade villageoise et la palissade urbaine qui, en avant des murs, délimitait un espace doté avec la ville elle-même d'une paix spéciale, ainsi qu'en l'observe surtout dans les villes suisses. En soulignant, dans ce domaine et dans d'autres, les traits communs à la petite ville et au village, M. Bader apporte une contribution intéressante au grand problème de l'origine de la ville médiévale, et un commentaire au célèbre adage exprimé par une glose du Miroir des Saxons : « Rien de plus que le mur et la palissade ne distingue le bourgeois du paysan. »

En une esquisse très dense, M. Bog retrace l'histoire rurale de la Franconie depuis l'époque franque jusqu'au XIX^e siècle, dans laquelle il s'attache moins aux questions agraires qu'à la condition juridique et sociale des groupes¹. Dans l'évolution qu'il décrit, il met l'accent sur le rôle qu'a joué la royauté au haut Moyen Age dans l'organisation de la société, conformément aux vues des historiens de l'État médiéval (Th. Mayer, Dannenbauer, Schlesinger) : pour assurer sa domination, elle a conféré un statut privilégié à certains groupes d'hommes libres maintenus sous sa dépendance, soit des défricheurs francs, soit des autochtones auxquels le service royal, militaire surtout, a assuré une ascension sociale rapide.

A l'époque des Invasions, on ne discerne dans la société de la région franconienne occupée en partie par les Alamans, en partie par les Thuringiens,

1. Ingomar Bog, *Dorfgemeinde, Freiheit und Unfreiheit in Franken*, Stuttgart, Gustav Fischer Verlag, 1956, 88 p.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

que deux groupes, maîtres (*Herren*) et non-libres. La colonisation franque du VI^e au VIII^e siècle y introduit une différenciation plus prononcée. Une aristocratie se forme, issue de la suite royale, fondée sur le service du roi et dotée de biens étendus. A l'époque carolingienne, on distingue à côté de ces nobles (*Edelfreie*) un groupe original de paysans libres, astreints au service du roi, les *Bargilden*. Instrument de la puissance royale, ceux-ci conservent un statut privilégié au cours des siècles suivants et forment des communautés libres. Comme ailleurs, la seigneurie exerce son action de nivellement : elle rapproche la condition des lites et des colons, exploitants des domaines royaux, de celle des non-libres, qui souvent se haussent à l'état de tributaires d'Église. Dans l'ensemble, la condition paysanne paraît alors plus favorable que dans les régions voisines, du fait qu'aucune principauté solide ne s'y développe. La tentative seigneuriale, depuis le XIII^e siècle, de restaurer le droit d'évincer le paysan de sa terre échoue, la tenure héréditaire à cens se généralise, d'autant plus que la peste noire multiplie les terres en friche. Le servage disparaît dès la fin du Moyen Age.

M. BOG étudie aussi les communautés de marche de la Franconie. Rien ne prouve qu'elles aient été le fait d'un groupe de paysans privilégié : c'est, depuis le XII^e siècle, l'augmentation de la population et la raréfaction de la forêt qui explique leur formation, sans intervention des seigneurs. Au XIII^e apparaît la communauté villageoise que l'État — en l'espèce les évêchés de Wurtzbourg ou d'Eichstätt — se subordonne plus ou moins complètement à partir du XVI^e siècle.

Examinant l'œuvre des Cisterciens en Alsace, M. DUBLED se demande si l'Ordre a acquis des biens concédés à des tenanciers et, expropriant les paysans, a substitué dans une mesure appréciable le faire-valoir direct au système de la tenure à cens. L'étude des donations faites aux couvents de Lucelle, Baumgarten et Neubourg l'incline à conclure par la négative¹. Les Cisterciens ont reçu essentiellement des terres incultes qu'ils ont défrichées et cultivées de leurs mains, du moins au début ; rien n'indique qu'ils aient remplacé un système d'exploitation existant par un autre.

M. CONRAD présente un exposé succinct de l'histoire de la colonisation allemande à l'Est, ayant pour objet de fonder « le droit historique du peuple allemand sur cette région »². Néanmoins son exposé est impartial ou plutôt incolore. Ce n'est qu'un assez plat résumé des faits historiques, qui ne peut guère servir que comme aide-mémoire. La bibliographie, du moins, signale les principaux ouvrages allemands d'après guerre sur la question.

1. Henri DUBLED, Aspects de l'économie cistercienne en Alsace au XII^e siècle, *Revue d'histoire ecclésiastique*, vol. LIV, 1959, p. 765-782.

2. Hermann CONRAD, *Die mittelalterliche Besiedlung des deutschen Ostens und das deutsche Recht* (Arbeitsgemeinschaft für Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen. Geisteswissenschaften, Heft 35). Cologne et Opladen, Westdeutscher Verlag, 1955, 34 p.

Ph. Dollinger et R. Folz

Le problème de l'origine et des débuts de la ville médiévale est un de ceux qui passionnent le plus, et depuis longtemps, la recherche historique. Celle-ci a été encore stimulée récemment par les deux ouvrages de synthèse de M^{me} Ennen et de Planitz, parus en 1954¹. Sous la direction de M. Theodor MAYER, deux colloques, tenus dans l'île de Reichenau, ont été consacrés à la question et les communications, élargies par leurs auteurs, viennent d'être réunies en un gros volume, illustré de cartes et de plans². Outre un exposé sur la structure de la ville du Bas-Empire, quatre communications concernent l'Europe occidentale³, six le monde germanique, trois enfin la Scandinavie et les pays slaves. Manquent évidemment l'Angleterre et l'Italie — mis à part un article de M. Klebel sur les villes d'Istrie — ainsi que le monde byzantin et musulman. Il n'en reste pas moins que jamais encore le problème n'avait été étudié dans un cadre aussi large.

Dans le secteur allemand, la question de l'origine des villes médiévales comporte au moins trois aspects assez distincts : 1^o La survivance des villes romaines au Moyen Age. 2^o La naissance et la structure d'agglomérations, pouvant être qualifiées d'urbaines, aux époques carolingienne et ottonienne. 3^o Les premiers développements de la ville médiévale proprement dite, aux XI^e et XII^e siècles. Ce sont surtout les deux premiers aspects qui ont retenu l'attention des auteurs et qui ont été étudiés soit dans un cadre régional, soit pour des villes particulières, ainsi Salzbourg, Ratisbonne, Wurzburg, Magdebourg.

M. Petrikovits examine la question de la continuité des villes romaines, rhénanes et danubiennes, au haut Moyen Age. Sa conclusion est très réservée. Il montre combien rares sont les données archéologiques sûres attestant la permanence, plusieurs siècles séparant généralement les derniers vestiges de l'époque romaine des premières traces de l'établissement médiéval. La continuité des lieux de sépulture, des monuments, des sièges administratifs paraît plus problématique pour les villes danubiennes que pour les rhénanes. Les signes de discontinuité sont également nombreux, notamment le déplacement de l'agglomération vers une colline voisine par souci de défense. C'est ce que confirme une étude de M. Klein sur Salzbourg, qui montre l'abandon, au haut Moyen Age, de l'antique Juvavum bâtie sur les bords de la Salzach, pour les pentes du Nonnenkloster. On peut toutefois observer que le fait, pour une ville, de s'adapter à ces conditions nouvelles,

1. Cf. *Revue historique*, t. CCXIII, 1955, p. 103-107.

2. *Studien zu den Anfängen des europäischen Städtewesens*, éd. Theodor MAYER (Vorträge und Forschungen, t. 6). Lindau-Constance, Jan Thorbecke Verlag, 1957, 553 p., 23 cartes et plans.

3. H. Ammann étudie les villes de l'Espagne et de la France de l'Ouest, H. Büttner celles du secteur Loire-Rhône, F. Pétri celles des Pays-Bas et de la France du Nord, M^{me} Dollinger-Léonard celles de la Moselle et de la haute Meuse.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

fût-ce en changeant de site, est une preuve de vitalité, de permanence, donc de continuité plutôt que de discontinuité : ces deux termes sont assez subjectifs et devraient être précisés. Pour Ratisbonne, étudiée par M. Klebel, la continuité du site est certaine, la ville ne semblant pas avoir été détruite au moment des invasions. C'est là qu'apparaît dès le X^e siècle un quartier marchand entouré de murs, exemple le plus ancien en Allemagne.

M. Schlesinger s'attaque au second aspect du problème. Il étudie les débuts des villes entre Rhin et Elbe, considérant plus spécialement les cas de Buraburg (Fritzlar), Erfurt et Wurzbourg pour esquisser une vue d'ensemble de ce secteur. Sa conclusion est que des agglomérations marchandes fixes (et non temporaires, comme le voulait Rörig) se sont formées dès le IX^e siècle, notamment à Magdebourg, Mersebourg, Gandersheim et Halberstadt. Un élément constitutif essentiel de ces villes est la présence d'un château protecteur, généralement royal, qui suscite le peuplement en tant que centre administratif (siège d'un puissant), puis centre marchand et ecclésiastique, avec églises et couvents. Ce qui caractérise cette agglomération urbaine des IX^e-XI^e siècles, c'est qu'elle ne constitue pas un corps étranger dans l'organisation politique et administrative de la région, comme le fut plus tard la ville médiévale : elle dépend du même comte que le plat pays, son essor est dû en grande partie à son rôle administratif comme siège d'un comté ou d'un évêché. M. Schlesinger pense que cette conclusion s'applique également aux « emporia » des bords de la mer du Nord et de la Baltique : il ne discerne pas de différence de structure essentielle entre les établissements de l'intérieur et ceux de la côte. De plus — et contrairement aux vues de M^{me} Ennen — il incline à affirmer la continuité entre ces établissements marchands de la côte et les villes médiévales. Si certains ont disparu par la suite (Quentovic, Dorestat), on constate ailleurs une permanence du site, comme à Hambourg et à Emden, ou un simple déplacement de site comme à Haithabu transféré à Schleswig (ici le déplacement de site n'est plus considéré comme une preuve de discontinuité!). L'auteur suit l'évolution des villes entre Rhin et Elbe jusqu'au début du XIII^e siècle et aborde ainsi certains problèmes concernant les débuts de la ville médiévale proprement dite. Partisan de la continuité avec les formes antérieures, il souligne le caractère seigneurial de la ville du XII^e siècle. Il constate, au moins pour Erfurt, qu'il n'y a nulle trace de « conjuration » : visiblement il est peu disposé — contrairement à Planitz — à voir dans le serment communal un facteur important et général de la naissance de la ville médiévale.

Dans son exposé sur le commerce au haut Moyen Age dans les mers septentrionales, M. Jankuhn fait une utile mise au point de nos connaissances — auxquelles il a lui-même largement contribué par ses recherches sur Haithabu — sur les ports maritimes entre la Zélande et la Suède, connus principalement et parfois uniquement par des fouilles. Il montre que dès le VII^e siècle se développe une route d'échanges entre les bouches du Rhin et

Ph. Dollinger et R. Folz

la Suède centrale, traversant le Schleswig. C'est la période d'essor de Domsburg (Zélande), Dorestat, Lillö (près Stockholm) et Groben en Courlande. Ces places déclinent à partir du IX^e siècle au profit de Haithabu et de Birka, qui périclitent à leur tour au milieu du X^e siècle.

M. Johansen attire l'attention sur l'institution originale, dans les pays du Nord, des églises de marchands (*ecclesia mercatorum*). Le type le mieux connu, mais tardif, en est l'église Saint-Pierre du comptoir allemand de Novgorod (XII^e-XV^e siècles) : elle ne dépendait d'aucun évêque, mais des seuls marchands qui rétribuaient le desservant, itinérant comme eux, par une taxe sur les ventes, y tenaient leurs assemblées, y entreposaient leurs marchandises. Partant de ce tableau, l'auteur a cherché d'autres églises semblables, pour la période antérieure. On en connaît avec certitude au moins deux en Allemagne au XI^e siècle, à Magdebourg et à Erfurt, celle-ci portant aujourd'hui encore le nom de *Kaufmannskirche*. Mais c'est en Scandinavie que les églises de marchands sont les plus nombreuses : on en trouve à Sigtuna, à Lund, à Visby, à Viborg (Jutland), et les plans montrent qu'elles s'établissaient en bordure de l'agglomération ancienne. Ce qui donne un grand poids à l'hypothèse de M. Johansen, c'est l'abondance surprenante d'églises, et même d'églises paroissiales, dans certains centres : on en compte une quinzaine à Viborg, une vingtaine à Lund au XII^e siècle et pas moins de cinquante-cinq à Dorestat au IX^e siècle ! S'il s'agit, pour la plupart d'entre elles, de lieux de culte et d'entrepôt de modestes communautés marchandes fréquentant la localité, cette prolifération n'a plus rien d'isolite. Tout en se défendant de surestimer l'importance du phénomène, M. Johansen demande, avec raison, qu'on reconnaisse aux églises de marchands un rôle dans la formation de la ville médiévale du Nord.

Signalons enfin l'article de M. Ludat sur « les formes urbaines précoces en Europe orientale », qui concerne également l'Allemagne de l'Est. C'est le problème, très débattu, de l'origine des villes en pays slave. Jusqu'à une date récente, les historiens allemands considéraient en gros qu'à l'Est de l'Elbe ne s'était développée aucune forme digne d'être qualifiée d'urbaine antérieurement à la colonisation allemande. Celle-ci seulement aurait introduit de l'Ouest la ville et ses institutions par des fondations systématiques effectuées auprès de villages ou de hameaux indigènes. Cette conception s'appuyait surtout sur le triomphe éclatant du droit urbain allemand, appliqué depuis le XIII^e siècle à des centaines de villes transalbiennes et polonaises. Les recherches récentes des historiens et archéologues polonais ont cependant montré que dès les X^e-XI^e siècles avaient existé dans ce secteur des établissements présentant tous les caractères urbains de la ville occidentale : château, centre administratif, quartier marchand et artisanal, marché, voire même communauté urbaine avec ses organes. Si bien que les transformations subies du fait de la colonisation allemande ne représenteraient que l'étape ultime du développement urbain, nullement une création. On peut

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

dire qu'aujourd'hui la science historique allemande a admis l'existence de centres urbains très articulés en pays slave, antérieurement à la migration allemande. L'article de M. Ludat — et ce n'est pas le premier — en est la preuve. Mais l'apport allemand au phénomène urbain à l'Est de l'Elbe ne représente-t-il qu'une étape d'évolution ou, au contraire, une révolution? C'est sur ce point que se livrera sans doute, dans les années à venir, mainte bataille d'historiens.

Ces quelques aperçus auront montré, on l'espère, l'intérêt exceptionnel de cet ouvrage sur l'origine des villes. On regrettera que la substance si riche n'en ait pas été rendue plus assimilable, sinon par une synthèse générale, difficile à faire en raison de la variété des matières, du moins par l'énoncé de quelques conclusions sur les principales questions étudiées par les divers auteurs dans différents pays d'Europe.

Buxtehude est une petite ville hanséatique d'environ 1.500 habitants à la fin du Moyen Age, située à l'Ouest de Hambourg, au contact de la vallée de l'Elbe et du plateau de la Geest. Plutôt que d'en écrire une histoire d'ensemble, ce que la maigre documentation ne permettait guère, M^{lle} SCHINDLER a pris le sage parti de se borner à en exposer quelques aspects¹. Son étude, sérieusement menée, apporte une utile illustration à divers problèmes d'histoire urbaine.

Buxtehude se présente comme l'une des innombrables villes neuves créées en Allemagne au XIII^e siècle. L'archevêque de Brême la conçut comme point d'appui militaire contre le duc de Brunswick et en confia la fondation à un locator, un ministerialis, doté de priviléges et du titre de bailli (*vogt*). Celui-ci, d'après la toponymie, paraît avoir fait appel à des colons hollandais. La ville, établie à proximité d'un couvent, présente un plan en damier assez régulier, sauf autour de l'église paroissiale, ce qui porte à croire qu'un village antérieur y fut englobé. Elle tira profit de sa situation sur la route terrestre Lubeck-Bruges et prospéra surtout par le commerce des céréales, ainsi que par l'acheminement des bœufs danois vers la Hollande. Mais elle tomba au XV^e siècle dans la dépendance étroite de Hambourg et son commerce propre déclina au profit de celui des marchands étrangers. L'étude du marché des rentes, particulièrement actif de 1430 à 1450, fournit une indication de caractère social : la somme des achats effectués par les membres des corporations est supérieure à celle des membres du Conseil, émanation des marchands. L'Église elle-même procède à d'importants achats de rentes à la fin du XV^e siècle.

En l'honneur du soixante-cinquième anniversaire de M. SPROEMBERG, professeur à l'Université de Leipzig, ses élèves et amis lui ont offert un vo-

1. Margarete SCHINDLER, *Buxtehude. Studien zur mittelalterlichen Geschichte einer Gründungsstadt*. Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beiheft 42, 1959, 89 p., 10 plans et illustrations.

Ph. Dollinger et R. Folz

lume de *Mélanges*, comptant une vingtaine de contributions¹. Celles-ci sont variées non seulement par leur sujet², mais aussi par leur esprit. Plusieurs, en effet, portent l'empreinte de l'idéologie marxiste, plus ou moins discrètement exprimée par la terminologie, par le choix des citations ou encore par la préférence accordée à l'étude des conflits sociaux.

La majeure partie des articles concerne des questions d'histoire urbaine, particulièrement en Saxe et dans la zone hanséatique, au Moyen Age et à l'époque moderne. L'origine des villes est ici aussi l'objet de recherches, ainsi de M. Muller-Mertens pour Stendal (au Nord de Magdebourg), de M. Unger pour la ville minière de Freiberg en Saxe, dont les débuts sont rapprochés de ceux de Goslar, de M. Flach pour Weimar, dont l'histoire, dans ses grands traits, est d'ailleurs suivie jusqu'à l'époque contemporaine. Relevons encore une étude, par M. Heitz, sur la blanchisserie de Chemnitz, fondée par privilège du margrave de Misnie en 1357 : grâce aux taxes payées, il est possible d'évaluer à environ 3 à 5.000 pièces le nombre des toiles de lin teintes annuellement au XIV^e et au XV^e siècle. Enfin l'étude comparée, par M. Haemann, des quatre villes maritimes de Wismar, Rostock, Stralsund et Greifswald intéresse spécialement l'histoire de la Hanse, car ces quatre villes formèrent depuis le XIII^e siècle, avec Lübeck et Hambourg, cette ligue « vendé » qui fut un des supports les plus fermes de l'union hanséatique. L'auteur passe en revue les étapes de la fondation des quatre villes, le rôle de leur site, les bases économiques de leur prospérité et de leur déclin, l'entreprise croissante des princes, enfin, à l'aide de registres d'impôts à vrai dire trop rares, l'appauvrissement de la classe moyenne, générateur des conflits autant sociaux que religieux du XVI^e siècle. L'intérêt de cet examen est de faire apparaître, pour chaque aspect, les similitudes et les divergences d'évolution dans ces villes, trop souvent étudiées isolément malgré leur étroite solidarité.

Toutes les villes allemandes, au XIV^e et au XV^e siècle, furent le théâtre de luttes plus ou moins sanglantes entre patriciat et métiers. Ceux-ci souvent imposèrent à leur cité un régime nouveau dans lequel ils étaient les maîtres. Mais quels furent les éléments, au sein des corporations, qui eurent le pouvoir, l'influence, la richesse ? C'est la question que s'est posée M. MASCHKE dans un article très documenté concernant les villes de l'Allemagne entière, mais plus particulièrement celles du Sud-Ouest³. L'auteur remarque qu'il convient de distinguer entre corporations proprement artisanales et corpo-

1. *Vom Mittelalter zur Neuzeit. Zum 65. Geburtstag von Heinrich Sprömgberg*, hgg. von Hellmut KRETSCHMAR, *Forschungen zur mittelalterlichen Geschichte*, t. I. Berlin, Rütten et Loening, 1956, 439 p., plans.

2. Signons une note (en français) de M. Latouche sur « Les marchés et le commerce dans le royaume de France du X^e au XII^e siècle », et un article sur le culte des reliques et les pèlerinages en Aquitaine aux X^e-XI^e siècles, de M. Töpfer.

3. Erich MASCHKE, *Verfassung und soziale Kräfte in der deutschen Stadt des späten Mittelalters*.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

rations commerçantes, telles que drapiers, merciers, brasseurs, marchands de sel, de vin, de grains, etc. A l'aide de nombreux exemples, il montre que c'est parmi celles-ci que l'on trouve les familles les plus influentes, que se recrutent souvent les chefs de la cité. Autrement dit : dans le régime des métiers comme dans celui des patriciens, ce sont les marchands qui gardent la prééminence. D'ailleurs, les personnalités marquantes sont fréquemment des marchands non inscrits à l'origine dans une corporation, voire même d'anciens patriciens ralliés. Enfin, quoique éliminé du pouvoir en tant que corps, le patriciat conserve souvent un prestige tel que les enrichis des métiers cherchent et réussissent, selon des modalités diverses, à s'y faire admettre ; ses membres exercent des fonctions éminentes et sont choisis de préférence pour les missions diplomatiques. L'étude de M. Maschke montre donc excellamment qu'il ne faut pas s'hypnotiser sur le contraste patriciat-métiers : la réalité est infiniment nuancée.

M. Ammann présente un tableau de l'activité économique de Fribourg en Suisse au xv^e siècle¹ remarquablement précis grâce à une documentation exceptionnellement riche : les minutes notariales conservées remontent, en effet, jusqu'au milieu du xiv^e siècle. Ville industrielle florissante, Fribourg fabriquait surtout des draps grossiers, exportés principalement vers le Sud, et jusqu'en Orient, par l'intermédiaire des foires de Genève, où les Fribourgeois avaient leur halle propre ; les peaux de mouton tannées, par contre, prenaient le chemin du Nord, jusqu'en Souabe, cependant que les outils en fer, les faux avaient un débouché plus restreint. Le commerce de ces produits était réalisé en partie par les Fribourgeois, mais surtout par les marchands étrangers très nombreux, venus non seulement de Suisse et d'Allemagne, mais aussi des Pays-Bas, d'Italie du Nord et de la France du Sud-Est.

Dans sa structure interne, la ville présente quelques traits originaux. L'organisation des corporations était singulièrement fluctuante, et les métiers n'eurent jamais de représentants au Conseil. D'ailleurs le droit de bourgeoisie, très parcimonieusement accordé, n'était même pas automatiquement héréditaire. L'organisation militaire avait ses cadres spéciaux, les *societas calcaturae*, qu'on ne voit nulle part ailleurs. Enfin, grâce aux registres de l'impôt, nous apprenons que la moitié de la richesse urbaine était aux mains de seize familles, dont trois, parmi les plus fortunées, étaient nobles.

Ph. D.

telalters, vornehmlich in Oberdeutschland, *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, t. 46, 1959, p. 289-349 et 433-476.

1. Hektor AMMANN, *Fribourg als Wirtschaftsplatz im Mittelalter* (extrait du volume commémorant le 800^e anniversaire de la fondation de la ville). Fribourg, imprimerie Fragnière, 1957, 46 p., 3 cartes.

VI. — Église, enseignement, histoire littéraire.

En attendant sa réédition dans la *Nova Series des Monumenta Germaniae historica*, voici l'histoire de l'abbaye de Saint-Gall d'Ekkehard le Jeune (ou Ekkehard IV) traduite en allemand par M. HELBLING¹. L'auteur reprend l'œuvre de Ratpert qui s'était arrêté en 883, pour la conduire jusque vers le milieu du XI^e siècle. Si son prédécesseur avait voulu nous présenter surtout un catalogue des droits et des titres du couvent, lui s'abandonne à la joie de raconter : il excelle à l'anecdote qui lui permet de rendre admirablement compte d'une situation. Des caractères essentiels qui marquent son récit, on retiendra surtout sa « provincialisation » ; alors qu'à travers le *Casus de Ratpert* on devine les liens très forts qui unissaient alors Saint-Gall à la cour royale, les relations avec les empereurs et les rois paraissent ici plus espacées et plus compliquées, parce qu'entre les souverains et le monastère s'interposent les ducs de Souabe et les évêques de Constance : ce sont eux surtout qui se profilent dans mainte page de la chronique. D'autre part, les grands événements demeurent à peu près étrangers à Ekkehard : ce qui le préoccupe presque exclusivement, c'est la vie intérieure de la communauté (*la res publica*) à laquelle il appartient et qu'il décrit avec un réel talent (voir, par exemple, au chapitre 86 le récit de l'investiture d'un abbé par Otton I^{er}). Enfin, comme tant de moines des abbayes du sud de l'Allemagne, il n'est guère favorable à la réforme présentée par l'abbé Norbert envoyé par le monastère de Stavelot (1034) et qu'il accuse d'abolir les coutumes et la liturgie ancienne, d'appauvrir la vie intellectuelle et de ruiner l'indépendance de l'esprit : Ekkehard pense que le secret du monachisme dans sa forme traditionnelle se trouvait dans l'union entre la discipline volontairement consentie et l'activité créatrice.

Un des traits de cette culture monastique était le souci d'une langue latine sinon élégante, du moins aussi correcte que possible. Un témoignage direct de cette préoccupation nous est donné par un texte édité par M. K. MANITIUS, la lettre de Gunzo aux moines de Reichenau. Gunzo était un lettré de l'entourage d'Otton I^{er} qui, séjournant en 965 à l'abbaye de Saint-Gall, commit un solécisme en s'entretenant avec les moines. Il fut aussitôt repris, et sans doute peu charitablement, par un religieux de Saint-Gall. Ulcéré, il se vengea en écrivant une lettre pleine de fiel et d'amertume aux moines de Reichenau pour leur raconter l'injure qui lui avait été faite et pour défendre ses talents de latiniste. Le texte est plaisant en soi, mais vaut

1. H. HELBLING, *Ekkehard IV Die Geschichten des Klosters St. Gallen* (Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit, hgg. von K. Langosch, Bd. 102). Cologne-Graz, Böhlaus, 1955, petit in-8°, 268 p.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

surtout comme témoignage des horizons intellectuels de Gunzo : il se vante d'avoir apporté avec lui d'Italie cent volumes, les traductions en latin du *Timée* de Platon, le *Perihermeneias* et les *Topiques* d'Aristote dans la version de Boèce. Féru de dialectique, il connaît la position différente du problème des universaux par Platon et par Aristote ; parmi les « autorités » il fait place non seulement à la Bible et aux traités des Pères, mais aussi à la littérature latine, à Virgile surtout qui lui a inspiré son tableau de l'enfer.

Appartenant à une famille de l'aristocratie lombarde, très fier de sa culture qu'il avait acquise à l'école cathédrale de Milan d'abord, puis à Parme et à Reggio, entré en 1045 à la chapelle de l'empereur Henri III, mort peut-être peu après 1050 à Hildesheim où il avait acquis une prébende, Anselme de Besate est surtout connu par sa *Rhetorimachia* écrite entre 1046 et 1048 et éditée par M. Manitius, à la suite du texte de Gunzo. A première vue, il s'agit d'une lettre écrite par Anselme à son cousin Rotiland dont il met en doute la valeur intellectuelle et morale. En réalité, on se trouve en présence d'un traité didactique sur les divers procédés de la rhétorique, dans un style qui mêle la prose et les vers et accumule les *ornatus*. Il serait trop long de l'analyser ici. Disons seulement qu'après avoir relevé les fautes commises par Rotiland dans une *oratio*, Anselme nous fait part d'un rêve pendant lequel il fut transporté au ciel où il vit les dames prénommées Grammaire, Rhétorique et Dialectique, et où il apprit les tares de son cousin ; cette partie vaut également comme plaidoyer pour le clergé milanais avant la Réforme grégorienne. On assiste enfin à l'écrasement de Rotiland : l'humour, le réalisme, un certain goût pour le scabreux et la perfidie s'y donnent libre cours.

Voilà donc deux œuvres de clercs italiens, épis d'antiquité, appelés en Allemagne à quatre-vingts ans d'intervalle par deux empereurs, témoins de la *Renovatio Imperii Romanorum* dont on attendait pareillement le renouveau de la culture. L'une et l'autre respirent le goût du siècle et la joie de vivre et portent ainsi la marque de la période qui précède la Réforme de l'Église. On comprend aisément que M. Manitius ait édité ces deux textes en un seul volume¹.

La forme particulière du monachisme allemand au X^e siècle fut le régime de l'observance de Gorze qui se répandit très largement depuis les bords de la Moselle dans l'intérieur de l'Empire et dont un livre excellent de Dom K. HALLINGER a souligné les aspects originaux². A partir du milieu du XI^e siècle, cependant, l'Allemagne s'ouvrit aux influences clunisiennes : le

1. K. MANITIUS, *Gunzo Epistola ad Augienses und Anselm von Besate Rhetorimachia* (Mon. germ. hist. Quellen zur Geistesgeschichte des Mittelalters, II). Weimar, Herm.-Böhlau Nachf., 1958, in-8°, 215 p., 2 pl. h. t.

2. K. HALLINGER, *Gorze-Kluny* (Studia Anselmiana. T. 22-25, 2 vol.). Rome, 1950-1951, non parvenu à la *Revue historique*.

Ph. Dollinger et R. Folz

type le plus connu de ces monastères nouveaux est Hirsau dans la Forêt-Noire autour duquel s'organisa une congrégation de couvents qui vécurent selon les coutumes de la grande abbaye bourguignonne. Un autre monastère, empreint lui aussi d'esprit clunisien et destiné à devenir pareillement chef d'ordre, fut Siegbourg (au Sud-Est de Cologne) auquel M. J. SEMMLER vient de consacrer un livre solide, riche d'enseignements et pénétré par la méthode de recherches de son devancier, le P. Hallinger¹. Il importe, vu la nouveauté de cet ouvrage, d'en dégager sommairement les conclusions essentielles.

Siegbourg est une fondation, vers 1068, de l'illustre archevêque de Cologne saint Anno qui y introduisit l'observance de l'abbaye italienne de Fruttuaria remontant à Guillaume de Volpiano. Presque simultanément Anno installait ces mêmes usages au monastère Saint-Pantaléon dans sa ville épiscopale. Siegbourg et l'abbaye colonaise furent ainsi le point de départ d'un mouvement monastique de style clunisien qui se propagea dans le dernier tiers du XI^e et la première moitié du XII^e siècle, par fondations nouvelles ou réforme de monastères existants, dans les pays rhénans (Brauweiler, München-Gladbach), en Westphalie (Ibourg, Saint-Maurice-de-Minden), en Thuringe (Saalfeld, Saint-Pierre-d'Erfurt), en Hollande (Saint-Paul-d'Utrecht) et jusqu'en Bavière (Mondsee, Saint-Emmeram-de-Ratisbonne). Des recherches minutieuses effectuées par l'auteur, il ressort cependant qu'un très petit nombre seulement de maisons vécurent d'une manière durable sous ce régime ; très souvent la réforme ne fut que temporaire et ne se maintint pas. Quelques monastères de moniales (Nonnenwerth, par exemple) adoptèrent pareillement la réforme.

Ce qu'a remarquablement montré M. Semmler, c'est que cet ordre de Siegbourg fut dans une très large mesure modelé par les usages monastiques de Cologne où prévalut dès le IX^e siècle le principe de la tradition d'un monastère à la cathédrale Saint-Pierre, ce qui fit de l'archevêque le seigneur (*Eigenherr*) d'un grand nombre de couvents et le protecteur de leur liberté. (Il y eut une *libertas coloniensis*, comme il exulta une *libertas romana*.) Siegbourg et les couvents qui en adoptèrent les coutumes furent ainsi tous, à Cologne et dans les autres diocèses, des monastères épiscopaux : l'observance de Fruttuaria dont la pointe était tournée contre la « tyrannie » des évêques subit ainsi en Allemagne une transformation capitale.

Tous les caractères propres de l'ordre de Siegbourg dérivent de ce trait fondamental. C'est l'ordinaire qui fixe et garantit la coutume monastique : au privilège épiscopal peut s'ajouter, secondairement et facultativement, un privilège papal. C'est l'ordinaire encore qui, bien que garantissant la libre élection de l'abbé, intervient très souvent en cette circonstance et se

1. J. SEMMLER, *Die Klosterreform von Siegburg. Ihre Ausbreitung und ihr Reformprogramm im 11. und 12. Jahrhundert* (Rheinisches Archiv, fasc. 53). Bonn, L. Röhrscheid, 1959, in-8°, 298 p., 5 cartes.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

réserve l'investiture et la consécration de l'élu. Comment s'étonner dès lors que les moines de l'ordre de Siegbourg aient pendant la querelle des Investitures suivi les impulsions des évêques dont ils relevaient et qu'à la différence des religieux de Hirsau, Grégoriens combatifs ceux-là, ils se soient en général maintenus dans la neutralité? On notera aussi l'effort vigoureux que les moines de Siegbourg firent avec leurs évêques pour limiter le pouvoir de leurs avoués sans réussir à empêcher cependant que cette fonction ne devint héréditaire.

L'ordre de Siegbourg — autre différence d'avec Hirsau — n'eut pas ou n'eut que très peu de convers, mais par contre chaque maison eut des serviteurs laïcs dont certains s'élèverent à la ministérialité. Certains monastères détachèrent d'eux des « prévôts » (*Propsteien*) assez analogues aux prieurés clunisiens : outre les tâches économiques qui leur incombaient, les *praepositi* faisaient assurer par des moines le ministère pastoral : la *cura animarum* fut, en effet, assumée par l'ordre (Saalfeld en Thuringe acheva l'évangélisation des Sorbes). Ordre de Siegbourg? Non point au sens centralisé du terme, mais plutôt, ainsi qu'il était d'ailleurs coutume dans la formule de vie religieuse de Gorze, union de monastères autour d'une maison principale, garantie par la communauté d'observance, des échanges de moines et surtout l'union de prière.

Tels sont les aspects essentiels d'un ordre, original parce qu'il constitue un second groupe de clunisiens allemands, mais de clunisiens très unis à l'épiscopat. Illustré surtout par Rupert de Deutz, il connut temporairement un grand succès, mais il ne tarda pas à être surclassé par Cîteaux et Prémontré. Saint Norbert de Xanten fut formé à la vie religieuse à Siegbourg : c'est une référence. Diversité du monachisme d'Occident dans l'une des périodes les plus brillantes de son histoire : l'ouvrage de M. Semmler vient de nous en apporter une nouvelle preuve dans un livre dont la conscience et l'érudition sont exemplaires. Mais il est dommage qu'il n'ait pas consacré un chapitre aux problèmes du temporel de ces monastères.

R. F.

Quelle conception se faisaient de leur ville, de leur temps, de l'Empire, les chroniqueurs urbains de la fin du Moyen Age? Telle est la question que s'est posée M. SCHMIDT¹. Plutôt que de procéder à un échantillonnage dans la masse des chroniques allemandes, il a préféré, de ce point de vue, en analyser trois du xv^e siècle, différentes par leur inspiration et leur composition : celle d'Augsbourg, due à l'initiative d'un seul rédacteur, Bernhart Zink

1. Heinrich SCHMIDT, *Die deutschen Städtechroniken als Spiegel des bürgerlichen Selbstverständnisses im Spätmittelalter* (Schriftenreihe der historischen Kommission bei der bayrischen Akademie der Wissenschaften, Schrift 3). Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1958, 147 p.

Ph. Dollinger et R. Folz

(1450-1468) ; les Annales nurembergeoises, œuvre de plusieurs auteurs anonymes compilés au début du XVI^e siècle ; enfin la chronique du Conseil de Lubeck, continuant celle du Franciscain Detmar, mais rédigée sur ordre du Conseil par trois secrétaires de la ville.

M. Schmidt note l'absence complète du sens de la relativité chez les chroniqueurs. Leur ville est le centre du monde, tous les faits lui sont rapportés et sont exposés dans la perspective du moment, la notion de la durée leur échappe. Il souligne surtout l'intensité de leur sentiment impérial. Pour eux leur ville était un membre de l'Empire bien plus qu'un État urbain juxtaposé à d'autres États. En racontant les événements relatifs à leur cité, ils pensaient écrire de l'histoire impériale, non de l'histoire locale. Leur patriotisme impérial se manifeste par une hostilité fréquente envers les princes voisins, mais aussi, à l'occasion, envers la personne de l'Empereur si celui-ci faisait mine de compromettre l'harmonie de l'Empire en portant atteinte aux priviléges urbains.

L'analyse de M. Schmidt n'est pas dépourvue d'intérêt, sans apporter pourtant de vues bien nouvelles. Il eût été intéressant de nous faire connaître, par comparaison, de quelle nature était le sentiment de l'Empire dans les chroniques de villes non impériales. De plus, l'auteur a cru devoir écarter de son étude l'influence exercée par l'humanisme. Il s'en justifie par l'argument que l'humanisme n'est pas spécifiquement urbain. A quoi l'on peut répondre que les chroniques urbaines, dans leur forme et leur esprit, doivent beaucoup aux chroniques ecclésiastiques, qui n'étaient pas non plus proprement urbaines.

Ph. D.

Le livre de Mlle A. D. von den BRINCKEN sur les chroniques universelles de la fin de l'Antiquité et du Moyen Age¹ n'intéresse ce bulletin que de biais puisqu'il traite d'une catégorie de sources qui n'apparurent en Allemagne que vers la fin du X^e siècle (Annales de Quedlinbourg et de Hildesheim), à un moment où la renaissance de l'Empire éveillait les érudits à l'universel. Le genre se développa dans la seconde moitié du XI^e siècle, dans presque toutes les régions d'Allemagne, en Souabe (Hermann de Reichenau), en Allemagne rhénane et moyenne (Marian et Frutolf de Michelsberg), en Lorraine (Siegbert de Gembloux), en Saxe (Lambert de Hersfeld) pour atteindre sa perfection avec Otton de Freising². Toutes ces œuvres et celles

1. A. D. von den BRINCKEN, *Studien zur lateinischen Weltchronistik bis in das Zeitalter Ottos von Freising* (Diss. Munster). Dusseldorf, Michael Tritsch, 1957, petit in-8°, 248 p., 4 tables h. t.

2. Le huitième centenaire de la mort de l'oncle de l'empereur Frédéric I^{er} a été commémoré le 22 septembre 1958 à Freising où a été éditée une publication jubilaire, par les soins de M. J. A. FISCHER, *Otto von Freising Gedenkgabe zu seinem 800. Todesjahr*. (Verl. des hist. Vereins Freising). Nous n'en connaissons que l'article profond et suggestif de M. J. SPOERL,

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

qui les précédent en Occident depuis la fin de l'Empire romain nous sont présentées dans leur ordre chronologique ; l'ouvrage est conscientieux et utile, mais, en raison de son abondance de renseignements mis bout à bout et de sa disposition typographique très serrée et à très petits caractères, souvent difficile à manier. L'auteur montre que le modèle utilisé le plus souvent a été la chronique de saint Jérôme, éclipsée cependant entre le VIII^e siècle et le XI^e par Bède et les compilations anglo-saxonnes. Le principe de division de l'énorme matière qui commence en général avec la création du monde ou avec la naissance du Christ et s'étend jusqu'à la période où vit l'historien est celui des six ères du monde correspondant aux six jours de la Création, beaucoup plus que la succession des quatre monarchies ; comme le remarque pertinemment M^{lle} von den Brincken, l'histoire universelle est bien davantage histoire du salut qu'histoire politique. On notera toutefois que, dans la *Chronique de Deux Cités* d'Otton de Freising, les deux principes cheminent côté à côté. Il est tout à fait frappant enfin que la plupart de ces grandes œuvres sont écrites en des temps de trouble ou de déclin d'un corps politique : pensons aux chroniqueurs allemands du début du XII^e siècle et avant eux à Fréculphe de Lisieux ou à Orose. C'est Otton de Freising encore qui témoigne le mieux de cet état d'esprit : sa chronique fut rédigée pendant la crise du royaume d'Allemagne dans le second tiers du XII^e siècle. Lorsque se dessina le redressement sous Frédéric I^r, Otton ne continua pas son œuvre, mais se mit à la composition de ses *Gesta Frederici* racontant le passé le plus récent et le présent.

Le problème très controversé de la datation de la *Kaiserchronik* — le long poème de plus de dix-sept mille vers qui raconte l'histoire des empereurs romains d'Auguste à Conrad III — vient d'être repris par M. Ed. E. STENGEL¹. Il écartera l'hypothèse proposée naguère par E. Schröder qui pensait à la fin du règne du premier des Staufen (vers 1150) et, reprenant le point de vue de certains érudits comme Lachmann, repousse de plus de dix ans environ la composition de la grande œuvre qu'il situe entre 1160 et 1165, date de la canonisation de Charlemagne que le poète ignore. Parmi les arguments invoqués par M. Stengel, relevons : l'utilisation du *Landfrieden* de 1158 (vers 14741 et suiv. ; 8112-8115) ; l'allusion aux faux diplômes que les évêques de Wurzbourg forgèrent pour se faire reconnaître le pouvoir ducal (vers 16220-16225) ; une remarque sur l'infidélité des Mayens vis à l'égard

Vom Weltbild Ottos v. Freising (commentaire de l'épitaphe de Rahewin). Ajoutons encore, du même auteur, Die Civitas Dei im Geschichtsdenken O. v. F., dans *La Ciudad de Dios*, revue augustinienne éditée par le monastère Saint-Laurent de l'Escurial, 1954. Otton ayant été moine et abbé de Morimond, l'ordre des Cisterciens réformés et la Société historique de Langres se sont associés à cette commémoration. (Cf. *Collectanea Ord. Cist. Ref.*, a. 1958, et *Bull. Soc. hist. et archéol. de Langres*, XIII, 1958, p. 70-87.)

1. Ed. E. STENGEL, Die Entstehung der Kaiserchronik und der Aufgang der staufischen Zeit, *Deutsches Archiv*, XIV, 2, 1958, p. 395-417 et t. à p.

Ph. Dollinger et R. Folz

de leur archevêque, peut-être suscitée par le meurtre d'Arnold de Selehofen (1160 ; vers 391 et suiv.) et surtout l'utilisation à deux reprises des *Gesta Frederici* d'Otton et de Rahewin, notamment lorsqu'il raconte (vers 1481 et suiv.) que Charlemagne devint maître de Rome par la conquête (cf. *Gesta II*, 29-30). L'étude de M. Stengel est très près d'emporter la conviction ; bien que nous ayons fait notre la théorie de E. Schröder (*Souvenir et légende de Charlemagne*, p. 160-161), nous reconnaissions volontiers le caractère pertinent de la démonstration de M. Stengel qui confirme ce que nous pensions pouvoir avancer nous-mêmes : la *Kaiserchronik* témoigne de la renaissance de l'idée impériale vers le milieu du XII^e siècle.

Signalons aussi, en attendant la publication prochaine de son livre sur la poésie de la Croisade, l'étude de M. F. W. WENTZLAFF-EGGEBERT consacrée aux « chants du départ » de F. von Hausen et Av. Johansdorf au moment où se mettait en marche l'armée de l'empereur Frédéric I^{er}¹. L'analyse de ces poèmes montre bien les rapports entre les faits historiques, les thèmes de la prédication et les thèmes lyriques : le service de Dieu l'emporte sur celui de la Dame, conformément à l'échelle des valeurs à laquelle était habitué le monde chevaleresque.

Une brillante vue d'ensemble des Universités médiévales et particulièrement des Universités allemandes, accompagnée pour celles-ci d'une précieuse bibliographie, a été donnée par M. H. GRUNDMANN². Elle aborde les problèmes de fondation, de corporation et de priviléges et montre lumineusement la constitution d'un *ordo scholasticus* abrogeant toutes les différences nationales et sociales et jetant un pont entre l'état clérical et l'état laïque. A la question : de quoi sont nées les Universités, M. Grundmann répond : ni du mouvement économique et de l'ascension des villes, ni (du moins en ce qui concerne les premières) de l'initiative de l'État ou de l'Église, ni de la nécessité de donner une formation technique et spécialisée, mais de l'immense soif de connaître qui animait les hommes du XIII^e siècle surtout. L'essai de M. Grundmann doit être lu et médité.

R. F.

L'Université de Vienne, fondée en 1365 par le duc d'Autriche Rodolphe IV (c'est la plus ancienne de l'Empire après celle de Prague), a conservé ses registres matricules presque depuis sa création. La liste des étudiants pour la période 1377-1450 a été publiée en 1954 par M. SANTIFALLER dans un

1. F. W. WENTZLAFF-EGGEBERT, *Geschichtliche und dichterische Wirklichkeit in der deutschen Kreuzzugslyrik*, Festgabe Lortz. Baden-Baden, B. Grimm, 1957, p. 273-286 et t. à p.

2. H. GRUNDMANN, *Vom Ursprung der Universität im Mittelalter* (Berichte über die Verhandlungen der Sachs. A.-K. der Wissenschaften zu Leipzig, Phil. Hist. Kl. Bd 103; Heft 2). Berlin, Akademie Verlag, 1957, 66 p.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

premier fascicule. Voici, dans le second¹, la table des noms de personnes et de lieux, établie avec grand soin, de nombreux renvois permettant de retrouver les noms différemment orthographiés. Dans la brève introduction, M. Gall, archiviste de l'Université, donne la description des manuscrits, des indications statistiques et quelques particularités d'organisation. On notera que, contrairement aux autres universités allemandes, les étudiants étaient immatriculés à Vienne selon la nation à laquelle ils appartenaient — l'autrichienne, la rhénane (la plus nombreuse), la hongroise, la saxonne — et non selon leur Faculté.

Pour commémorer le cinquième centenaire de sa fondation, la petite université de Greifswald a édité une publication étendue, à laquelle ont contribué près d'une centaine de collaborateurs². Le second volume expose l'activité des enseignements et des instituts, avec quelques biographies de maîtres, en général durant le dernier demi-siècle, mais en remontant parfois plus loin dans le passé. Un index eût été le bienvenu pour orienter le lecteur dans des matières nécessairement très disparates. Le premier volume, moins systématiquement conçu, contient une dizaine d'études historiques. Parmi celles-ci, la première seulement concerne le Moyen Age. M. Roderich Schmidt y expose les débuts de l'Université, fondée en 1456 par une bulle de Calixte III, sous l'impulsion du duc de Poméranie Wladislaw IX, de l'évêque de Cammin, de la ville de Greifswald et surtout de son bourgmestre Heinrich Rübenow (dont le portrait est reproduit en couleurs). Celui-ci en fut le premier recteur, mais il ne tarda pas à être destitué et exilé par ses ennemis. Rétabli bientôt dans toutes ses fonctions, il ne devait pas moins périr assassiné en 1462. La carrière mouvementée de Rübenow reflète en quelque sorte les commencements difficiles de l'Université, gênée par les querelles politiques et la concurrence de l'université de Rostock, durement éprouvée aussi par les épidémies.

L'église de Cappenberg (près Munster en Westphalie) conserve un reliquaire en bronze du milieu du XII^e siècle, provenant du couvent de Prémontré de la localité. Cette œuvre d'un haut intérêt artistique, exécutée probablement par un atelier de la région d'Aix-la-Chapelle, se présente sous la forme d'une tête barbue ceinte d'un diadème. Elle porte une inscription peu explicite, mais le testament d'Otton de Cappenberg, prévôt du couvent de 1156 à 1171, mentionne cette tête « modelée à l'image de l'empereur » (*caput argenteum ad imperatoris formatum effigiem*) parmi divers objets lé-

1. *Die Matrikel der Universität Wien*. 1. Band : 1377-1450 ; 2. Lieferung, éd. Leo SANTFALLER (Publikationen des Instituts für Österreichische Geschichtsforschung, VI. Reihe : Quellen zur Geschichte der Universität Wien). Graz-Cologne, Böhlau, 1956, gr. in-8°, p. I-XXVIII et 283-712.

2. *Festschrift zur 500. Jahrfeier der Universität Greifswald*, 27. 10. 1956, éd. par l'Université. Greifswald, 1956, 2 vol. gr. in-8°, 302 et 586 p., nombreuses illustrations.

Ph. Dollinger et R. Folz

gués au couvent. Avons-nous donc affaire à un portrait de Frédéric Barberousse?

M. GRUNDMANN a consacré à la question une étude minutieuse¹ dans laquelle il s'efforce surtout d'éclaircir le contexte historique assez complexe de l'œuvre d'art. Il en ressort que le comte Otton de Cappenberg fut le parrain de Frédéric I^{er} à son baptême, en 1122 (la date n'est cependant pas certaine), peu avant de se retirer du monde et de fonder, avec son frère, le couvent de Prémontré dont il devint plus tard prévôt. Élevé à l'Empire, Frédéric I^{er} aurait fait don de cette tête à son parrain, qui la transforma en reliquaire et fit graver sur une coupe (également conservée) servant de support la scène du baptême avec une inscription signalant à la fois le ca-deau impérial et le legs au couvent.

Il paraît certain, d'après les termes du testament, que l'artiste ait voulu représenter les traits de Barberousse. Mais s'ensuit-il nécessairement qu'il se soit efforcé — nous sommes au milieu du XII^e siècle — de les reproduire fidèlement? Question insoluble et M. Grundmann se défend, d'ailleurs mollement, d'une conclusion trop optimiste. Cependant, à la lecture de son commentaire, et devant la facture très personnelle de l'œuvre, on est tenté d'admettre, en se rappelant les tendances au réalisme très précoce de l'art allemand, que nous avons là un portrait assez ressemblant du glorieux empereur.

Ph. D.

On doit à M. A. BLASCHKA une traduction allemande de deux œuvres de l'empereur Charles IV, son autobiographie jusqu'à son avènement à la royaute des Romains et sa vie de saint Wenceslas destinée aux Leçons des Matines de la fête du patron de la Bohème². Rien ne vaut la lecture de l'un et de l'autre texte pour se faire une idée de la mentalité de Charles IV : foi traditionnelle et profonde, préoccupations moralisantes, souci de l'enseignement : l'un et l'autre écrit peuvent être considérés comme un *Miroir de prince*. Mais ce terme convient surtout aux deux premiers chapitres de l'autobiographie et aux trois homélies qui interrompent la trame du récit : Charles IV est bien l'empereur prédicateur. Mais c'est aussi un prince soucieux de se rattacher lui-même avec sa famille et ses États à des saints rois protecteurs, d'où son culte pour saint Wenceslas, auquel répond celui qu'il rendit avec un éclat égal à saint Charlemagne.

Associons dans ce dernier paragraphe deux érudits qui illustrent le pas-

1. Herbert GRUNDMANN, *Der Cappenberger Barbarossakopf und die Anfänge des Stiftes Cappenberg*. Cologne-Graz, Böhlau, 116 p., 4 planches.

2. A. BLASCHKA, *Kaiser Karls Jugendleben und St. Wenzelslegende* (Die Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit hgg. von K. Langosch, Bd. 83). Weimar, H. Böhlau Nachf., 1956, petit in-8°, 140 p.

Histoire d'Allemagne au Moyen Age

sage de la culture médiévale à l'humanisme. L'un, encore très médiéval de tendance, Thomas Ebendorfer, vient de nous être restitué par M. A. LHOTSKY dans un livre de haute érudition et qui réagit justement contre le jugement défavorable dont Ebendorfer avait été marqué par l'acerbe critique de Tri-themius, *E. nimia prolixitate spernendus*¹. Né en 1388 non loin de Vienne, étudiant à l'Université de cette ville où il devint professeur dès 1412, à la Faculté des Arts puis à celle de Théologie, doyen et recteur à plusieurs reprises, chanoine de Saint-Étienne et curé dans la campagne viennoise, Ebendorfer représenta son Université au concile de Bâle où il milita pour la suprématie conciliaire et contre les Hussites. Après l'élection de l'antipape Félix V, il fut un ardent défenseur de la neutralité allemande et se sépara de Frédéric III quand celui-ci fut gagné à la cause de Nicolas V et à celle du concordat. Au cours des guerres civiles qui désolèrent après 1450 les États de Habsbourg et où il avait embrassé le parti de Ladislas le Posthume, il essaya tant bien que mal de maintenir l'Université de Vienne dans la neutralité. Il mourut en 1464. De son enseignement, on peut se faire une idée par sa bibliothèque dont quelques éléments subsistent encore à la Bibliothèque nationale de Vienne et qui contient surtout des écrits théologiques. Mais l'homme était avant tout historien et nous a laissé toute une série d'ouvrages dont nous retiendrons : son journal (*Diarium*) au concile de Bâle, le plus précieux de tous, une *chronica austriaca*, traduction allemande de l'œuvre de Léopold Stainreuter et où il n'est pas question de Frédéric III, une *Historia Ierosolymitana* écrite après 1453 pour faire revivre contre les Turcs l'idéal de la croisade. Passionnément attaché à l'Autriche, Ebendorfer fut insensible aux séductions italiennes ; il ne fit dans la péninsule qu'un seul voyage qui le conduisit à Rome et à Naples où il se borna à scruter un manuscrit de la vie de saint Séverin, l'apôtre du Norique.

Bien différent nous apparaît Conrad Celtis auquel un Américain, M. Levis W. SPITZ, a consacré un livre un peu rapide, mais qui se lit agréablement². Poète d'abord, Celtis fut aussi, mais fort accessoirement, professeur à Ingolstadt, puis à Vienne où il enseigna depuis 1498 la poésie et la rhétorique latines. Parmi ses élèves, on relève Cuspinian, Aventin et Zwingle. Ses voyages en Italie lui firent prendre contact avec des sociétés d'humanistes ; il essaya de promouvoir de pareils groupements en Allemagne (Société rhénane, société danubienne). Il composa de nombreux ouvrages parmi lesquels un *Art de versifier* qui lui valut d'être couronné par Frédéric III à Nuremberg ; un épitomé sur la rhétorique de Cicéron ; un drame, le

1. A. LHOTSKY, *Thomas Ebendorfer. Ein österreichischer Geschichtsschreiber, Theologe und Diplomat des 15. Jahrhunderts* (Schriften der Mon. Germ. Hist. 15). Stuttgart, Hiersemann, 1957, in-8°, 138 p.

2. L. W. SPITZ, *Conrad Celtis, The German arch-humanist*. Cambridge, Harvard University Press, 1957, in-8°, 142 p.

Ph. Dollinger et R. Folz — Histoire d'Allemagne au Moyen Age

Ludus Diana, où les traditions des jeux carnavalesques allemands se mêlent au style de la comédie italienne. Comme tous les humanistes, il recherchait les anciens manuscrits ; un de ses titres de gloire fut d'avoir redécouvert et édité les comédies de Hrotsuit de Gandersheim et le *Ligurinus*. C'est à ce dernier poème sans doute qu'il puisa son enthousiasme pour l'Empire et pour l'idée impériale. Comme tous ses collègues, il fut animé d'un certain patriotisme allemand, admirant la *Germania* de Tacite et mettant tous ses espoirs en Maximilien, *renascentis Imperii gloria*. Sa philosophie par contre fut assez inconsistante, combinant Platon et Aristote ; lui-même goûtait volontiers à l'occultisme et à l'astrologie. Adversaire de l'Église, combattant les abus du clergé, il pratiquait cependant la religion traditionnelle et fit le pèlerinage de Notre-Dame d'Oetting pour obtenir d'elle la guérison d'une maladie incurable. C'est sur ce plan des croyances que le livre de M. Spitz est un peu court ; il eût été bon de situer plus clairement la religiosité de Celtis, d'autant plus que l'auteur du livre s'oppose aux jugements coutumiers qui soulignaient le libéralisme et le rationalisme de l'« archihumaniste » allemand.

R. F.

Ph. DOLLINGER et R. FOLZ,
Professeurs aux Universités
de Strasbourg et de Dijon.

L'ORIENTATION ACTUELLE DES ÉTUDES HISTORIQUES

Les Études historiques en Espagne au début de 1960

C'est une tâche difficile que de présenter, en quelques pages, une vue, même sommaire, de la recherche historique en Espagne, à la fois en raison de la multiplicité et de la variété des activités en ce domaine, et de la difficulté de réunir des renseignements assurés relatifs au programme de travail et de publication des différents organismes et centres d'études historiques¹. Rapelons le rôle essentiel joué en ce domaine par les « Instituts » spécialisés du Conseil supérieur de la Recherche scientifique (C. S. I. C.) et leurs délégations locales (Barcelone, Saragosse, Séville, etc...)².

Deux faits paraissent devoir être soulignés, comme caractéristiques de l'orientation actuelle de la recherche historique ; d'une part, l'intérêt accru porté à des époques qui furent parfois un peu négligées au profit des grands siècles de la Reconquête et du Siècle d'Or : le bas Moyen Age, et surtout le XVIII^e siècle, avec son prolongement idéologique dans la crise de la guerre de l'Indépendance et dans les luttes politiques du règne de Ferdinand VII ; d'autre part, l'importance toujours plus grande prise par les études d'histoire économique et sociale³, cultivées spécialement par le *Centro de Estudios Históricos Internacionales* de l'Université de Barcelone, qu'animaît J. Vicens

1. L'auteur s'excuse des lacunes de cet exposé qui tiennent non seulement à son caractère sommaire, mais aussi au fait qu'il n'a pas reçu à temps certaines réponses au questionnaire qu'il avait établi.

2. Signalons que la « Fondation March » apporte un efficace appui à la recherche historique (comme aux autres aspects de la recherche scientifique) par l'octroi de bourses de recherches et par le financement de certaines publications.

3. L'an dernier a été créée, à l'Université de Barcelone, une chaire intitulée « del Consulado del Mar », consacrée à l'étude du commerce et du droit maritimes catalans.

M. Defourneaux

Vives¹, et par l'*Instituto Balmes de Sociología* du C. S. I. C. que dirige M. Carmelo Viñas y Mey. Ces études font naturellement une large place à l'Amérique espagnole, qui constitue par ailleurs le domaine de recherche de l'*Instituto Gonzalez de Oviedo* du C. S. I. C. et de l'*Escuela de Estudios Hispano-Americanos* de Séville.

Congrès historiques

Deux Congrès internationaux se sont réunis en Espagne au cours de l'année 1959.

Le *II^e Congrès international de la guerre de l'Indépendance et son époque*, réuni à Saragosse du 31 mars au 1^{er} avril, avait attiré surtout des historiens occidentaux (Espagnols, Français, Anglais, Allemands). Une douzaine de rapports et une centaine de communications ont fait le tour des problèmes d'ordre national et international nés de l'intervention française en Espagne. Citons entre autres Juan Mercader Riba, *La organización administrativa francesa en España*; F. Suarez Verdaguer, *Las tendencias políticas durante la guerra de la Independencia*; L. de la Calzada, *La Evolución institucional, Las Cortes de Cádiz, Precedentes y consecuencias*; Sir Charles Petrie, *Great Britain and the War of Independence*; R. Konetzke, *La guerra de la Independencia y el despertar del nacionalismo europeo*².

Le *IX^e Congrès d'Histoire des Sciences*, placé sous la présidence de M. J. M. Millas Vallicrosa et qui s'est déroulé à Barcelone, puis à Madrid, du 1^{er} au 7 septembre, réunissait les représentants de vingt et un pays (parmi lesquels l'U. R. S. S. et la Pologne). Le discours inaugural, *Les premières traductions scientifiques d'origine orientale jusqu'au milieu du XII^e siècle*, montra que ce que l'on a coutume d'appeler « l'école des traducteurs de Tolède » du XII^e siècle ne constitue pas une nouveauté, mais que son activité prolonge celle de traducteurs isolés ou groupés des siècles précédents. Quatre rapports furent ensuite présentés par MM. Willy Hartner, *Remarques sur l'historiographie et l'histoire des Sciences, en particulier aux XIV^e et XV^e siècles*; I. Bernard Cohen, *The new world as a source of science*

1. Il est superflu de souligner la perte que représente pour l'historiographie espagnole la disparition de J. Vicens Vives, survenue alors que le présent article était déjà rédigé.

2. Ces rapports ont été édités séparément par l'*Instituto Fernando el Católico*, qui a publié d'autre part, sous le titre *II^e Congresso histórico internacional de la guerra de la Independencia y su época* (Zaragoza, 1959, 70 p.), un bref résumé des 105 communications présentées.

Les Études historiques en Espagne au début de 1960

for Europe ; F. S. Bodenheimer, *The transition from classical to new biology* ; A. Koyré et I. Bernard Cohen, *Newton, Galilée et Platon*. Ces rapports et les résumés des communications présentées au Congrès (plus d'une centaine) ont été imprimés¹.

Pour faire suite au VI^e Congrès d'Histoire de la Couronne d'Aragon réuni en 1957 à Cagliari, un VII^e Congrès est actuellement en préparation. Il aura sans doute lieu en 1961, dans une ville de Catalogne².

Grandes Collections historiques

La monumentale *Historia de España*, publiée sous la direction de R. Menéndez Pidal, couvre maintenant toute l'histoire de la péninsule, des origines au début du XI^e siècle. Elle s'est enrichie récemment des deux volumes (tome XIX) consacrés par le P. Fernandez y Fernandez de Retaña à l'Espagne de Philippe II (et dont on peut regretter qu'ils relèvent d'un genre d'histoire apologétique aujourd'hui dépassé)³. La large lacune chronologique subsistant entre le XI^e et le XVI^e siècle sera en partie comblée au cours des prochains mois : le tome XV, *Los Transtamares de Castilla y Aragón en el siglo XV*, dû à L. Suarez Fernandez, A. Canellas et J. Vicens Vives, est annoncé pour une date très prochaine ; il sera suivi du tome XIV, *La época de Pedro el Cruel, de Pedro el Ceremonioso y sus sucesores* par L. Suarez Fernandez et J. Regla Campistol. Ensuite viendra le tome XVII, *La España de los Reyes Católicos. De la guerra de sucesión a la conquista de Granada*, auquel travaillent L. Suarez Fernandez et J. de Mata Carriazo.

Conçue sous une perspective catalane et « périphérique » qui contraste avec l'historiographie, traditionnellement castillane, de la Péninsule, la *His-*

1. IX^e Congreso internacional de Historia de las Ciencias ; vol. I : *Texto de las ponencias* (141 p.) ; vol. II, *Guiones de las comunicaciones* (135 pages avec index des auteurs des communications). Barcelona-Madrid, 1959.

2. Plusieurs expositions historiques ont donné lieu à la publication d'un catalogue : *Exposition hispano-française de la paix des Pyrénées à Fontarabie* (octobre-novembre 1959), catalogue sous presse ; *Exposition commémorative du tricentenaire du mariage de Louis XIV et de l'Infante Marie-Thérèse* (avril 1960) organisée à Madrid par l'Institut français (catalogue de 70 pages) ; *Exposition bibliographique séphardite mondiale* (novembre 1959) illustrant la persistance des éléments traditionnels espagnols dans la culture des communautés séphardites dispersées dans le monde.

3. *Historia de España*, dirigée par Ramón Menéndez Pidal, t. XIX, *España en tiempos de Felipe II (1556-1598)* por Luis Fernandez y Fernandez de Retaña, prólogo de Cayetano Alcazar. Madrid, 1958, 2 vol. XLIV + 823 p. et 919 p.

M. Defourneaux

toria de España de F. Soldevila présente de ce fait une originalité certaine ; elle bénéficie d'une excellente illustration documentaire qui en rend le maniement particulièrement agréable. Le tome VII, récemment paru, conduit jusqu'à la fin du xix^e siècle¹.

Avec la parution du volume consacré aux xix^e et xx^e siècles s'achève la publication de la *Historia social y económica de España y América* dirigée par J. Vicens Vives² qui constitue certainement l'un des apports les plus significatifs de la nouvelle historiographie espagnole, et qui, à son mérite intrinsèque, en ajoute un autre, assez peu courant dans de grands ouvrages collectifs : la rapidité de sa publication, puisque c'est en 1957 que parut le tome premier. Rappelons que le *Centro de Estudios históricos Internacionales* de l'Université de Barcelone publie une collection d'*Estudios de Historia moderna* dont le sixième volume (qui comporte une importante documentation sur la vie économique et sociale de l'Espagne dans les temps modernes) est sous presse ; il est possible que ces *Estudios* se transforment prochainement en une revue paraissant trois fois l'an. A Madrid, l'*Instituto Balmes de Sociología* continue la publication de ses *Estudios de Historia social de España* dont chaque tome comprend deux volumes, correspondant à deux sections : histoire sociale et histoire de la pensée sociale. Ces *Estudios* se transformeront sans doute l'an prochain en une revue d'histoire sociale. Mentionnons enfin — faute de pouvoir citer toutes les publications en cours — la publication par la section de Saragosse de l'*Escuela de Estudios Medievales*, du tome VII des *Estudios de Edad Media de la Corona de Aragón* qui, comme les précédents, groupe des études monographiques et des éditions de textes relatifs aux anciens États de la Couronne d'Aragon.

Archives et publications de documents

Comme dans bien d'autres pays, les tâches de catalogation et de publica-

1. F. Soldevila, *Historia de España*, t. VII (de la mort de Ferdinand VII à l'abdication d'Amédée de Savoie (1833 à 1873). Rappelons que la classique *Historia de España y su influencia en la Historia Universal* de A. Ballesteros y Beretta a fait l'objet d'une seconde édition complètement révisée (et mise à jour au point de vue bibliographique) due à D. Manuel Ballesteros. Neuf tomes sont actuellement parus ; les trois autres (t. II, VI et VIII) sont sous presse.

2. *Historia social y económica de España y América* : t. IV, vol. I : *La época del despotismo ilustrado. La sociedad colonial americana en el siglo XVIII* par J. Mercader Riba, A. Domínguez Ortiz, M. Hernández Sanchez Barba ; vol. II : *Los siglos XIX y XX. Los estados de América en los siglos XIX y XX* par J. Nadal Oller, J. Vicens Vives, Rosa Ortega Canalell, M. Hernández Sanchez Barba (1959).

Les Études historiques en Espagne au début de 1960

tion d'archives se ressentent du manque de personnel et d'argent. Un effort important est fait cependant pour faciliter la tâche des chercheurs dans les principaux dépôts d'archives. C'est ainsi que sont parus, ou sur le point de paraître, quatre « Guides » relatifs à l'*Archivo Central de Simancas*, à l'*Archivo General de Indias* (Séville) et à l'*Archivo de la Corona de Aragón* (Barcelone)¹. En outre, le directeur général des Archives, M. L. Sanchez Belda, a pris l'heureuse initiative de publier sous le titre *Guia de los Investigadores* le répertoire des chercheurs ayant travaillé récemment dans les principaux dépôts, avec l'indication sommaire des thèmes étudiés, groupés par époques et matières².

Parmi les principales séries en voie de catalogation, signalons, aux Archives de Simancas, les documents de la secrétairerie d'État relatifs aux vice-royautés italiennes ; aux Archives des Indes, les documents de la « Neuvième Section » (en provenance du *Ministerio de Estado*) dont certains intéressent les origines de l'indépendance sud-américaine ; à l'*Archivo Histórico Nacional* de Madrid les documents du Conseil d'Aragon, les « alegaciones fiscales » (sommaire des procès) de l'Inquisition, enfin l'inventaire des papiers des Jésuites³. Les archivistes de la Couronne d'Aragon ont entrepris de dresser l'*Index chronologique de la Colección de documentos inéditos del Archivo de la Corona de Aragón*⁴.

1. *Archivo de Simancas : Guia del visitante*, por Ricardo Magdalena, 1959, 36 p., 11 pl. ; *Guia del Investigador* por Angel de la Plaza, sous presse ; *Archivo general de Indias, Guia del visitante*, 1958 (1959), 178 p., 13 pl. ; *Guia del Archivo de la Corona de Aragón* par E. Martínez Ferrando et ses collaborateurs, 1958 (1959), comportant une description des fonds, avec une brève notice sur les institutions ou services dont ils proviennent.

2. *Guia de los Investigadores Año 1957* (1959), 112 p. ; extrait du n° L du *Boletín de la Dirección General de Archivos y Bibliotecas*.

3. *Archivo de Simancas. Secretaría de Estado, Reino de Sicilia (Siglo XVIII)*. Catalogo red. por R. Magdalena Redondo. Valladolid, 1956 ; *Papeles de Estado de la correspondencia y negociación de Milán, siglos XVI y XVII*, en préparation.

Archivo de Indias, Catalogo de los documentos de la sección novena, tome Ier, 1959 ; tome II prévu pour 1960.

Archivo Histórico Nacional, Catalogo de los documentos del Consejo de Aragón, par E. Sarralbo Aguardeles ; *Catalogo de la serie de « alegaciones fiscales »* par Natividad Moreno Garbayo ; *Inventario de los « papeles de Jesuitas »* par Araceli Guglieri (publication prévue pour une date prochaine). Signalons également la publication du volume III de l'*Indice de expedientes personales* (dossiers personnels) des Archives militaires de Ségovie, correspondant aux lettres D à M (Madrid, 1960).

4. Volume I (1035-1412) paru en 1959 ; le volume II comportant différents index (onomastiques, toponomastiques, etc...) paraîtra sous peu.

La Real Academia de la Historia poursuit la catalogation de deux de ses collections : *Catalogo de la Colección Pellicer antes denominada « de las grandes de España »*, t. III (correspondant aux tomes XVIII à XIX de la collection). Madrid, 1958. *Catalogo de la Colección*

M. Defourneaux

De nombreux documents concernant l'histoire médiévale (cartulaires, *fueros*, etc...) sont en cours de publication. Faute de pouvoir donner un état de ces travaux, nous nous limiterons à mentionner les collections de documents présentant un particulier intérêt à la fois pour l'histoire d'Espagne et l'histoire générale. C. Viñas y Mey et ses collaborateurs de l'Institut J. Balmes ont entrepris la publication des résultats du recensement général ordonné par Philippe II et qui constituent un document unique à cette époque ; trois tomes sont parus, correspondant aux provinces de Tolède (2 tomes) et Madrid¹; d'autres sont en préparation ; l'ensemble de ces documents servira de base à une étude historique et économico-sociale du royaume de Castille dans la seconde moitié du XVI^e siècle. C'est un autre aspect du règne de Philippe II que contribue à éclairer la publication due à C. Riba Garcia de la correspondance du « Roi prudent » avec son secrétaire Mateo Vasquez².

A l'Institut Balmes est due également une autre collection d'un considérable intérêt, la *Colección de documentos para la historia de la formación social de Hispano América (1498-1800)*, éditée par R. Konetzke ; aux trois volumes déjà publiés, et qui correspondent à la période 1598-1690, s'en ajouteront prochainement deux autres³. Dans le domaine des études américaines, l'*Instituto González de Oviedo* du C. S. I. C. (qui poursuit la publication de ses *Miscelánea americana*) prépare l'édition d'un *Diplomatario colombino* qui réunira tous les documents connus relatifs à Colomb.

Sources narratives et littéraires

Signalons d'abord le précieux instrument de travail que doit constituer le Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque nationale, dont quatre volumes sont parus⁴.

formada por D. Luis Salazar y Castro, t. XXIII et XXIV (documents de l'époque des Rois Catholiques). Madrid, 1959 ; tome XXV sous presse.

1. *Relaciones de los pueblos de España ordenadas por Felipe II* publicadas por C. Viñas y Mey y Paz Remolar. *Provincia de Madrid* (1949) ; *Reino de Toledo*, 2 vol. (1951-1959).

2. *Correspondencia privada de Felipe II con su Secretario Mateo Vasquez*, publ. par C. Riba García, Instituto J. Zurita. Madrid, 1959.

3. *Colección de Documentos para la Historia de la Formación social de Hispanoamérica*, vol. II, t. I (1593-1659) ; t. II (1660-1690). Madrid, 1959, 908 p.

4. *Inventario general de Manuscritos de la Biblioteca Nacional* comportant une liste abrégée

Les Études historiques en Espagne au début de 1960

La Faculté des Lettres de Barcelone avait confié à A. Schulten, Bosch Gimpera et Péricot la publication des *Fontes Hispaniae Antiquae*. Six fascicules (couvrant la période des origines au 1^{er} siècle a. J.-C.) sont parus entre 1925 et 1952 ; le fascicule VIII (sources latines et grecques de César au ve siècle) vient de paraître¹.

Saluons le réveil — après un sommeil de quarante années — de la vénérable *España sagrada*, dont le tome LII avait paru en 1921 ; l'Académie d'Histoire a confié la tâche de poursuivre cette œuvre au P. Angel Custodio de la Vega. Deux nouveaux tomes (LV et LVI) sont parus ; deux autres (LIII et LIV) sont sous presse ; tous quatre renferment des textes et documents relatifs au diocèse d'Iliberri (Grenade).

La *Colección de Crónicas españolas*, dans laquelle M. Juan de Mata Carriazo avait donné une édition critique des principales chroniques des XIV^e et XV^e siècles, est actuellement interrompue après la publication du volume IX. Mais M. Carriazo poursuit sa tâche érudite : une nouvelle édition de la *Crónica de Juan II de Castilla* est prête pour l'impression ; d'autre part, en collaboration avec M. Gomez Moreno, et pour le compte de la *Real Academia de la Historia*, il a préparé une nouvelle édition des *Memorias del Reinado de los Reyes Católicos* de Andres Bernaldez, de publication très prochaine.

Depuis une dizaine d'années, la *Biblioteca de Autores Españoles* (ancienne collection Rivadeneyra), qui avait antérieurement publié surtout des classiques espagnols, a fait une place croissante aux textes d'intérêt historique ; c'est ainsi qu'ont été publiés ou réédités — avec une ample et généralement excellente introduction — un certain nombre de textes intéressants pour l'histoire des dernières années et de la crise de l'ancien régime espagnol : *Oeuvres de Jovellanos*, *Mémoires de Godoy*, *Histoire de Charles IV* par Muriel, *Mémoires du temps de Ferdinand VII*, etc.² — D'autres publications intéressent l'histoire des débuts de l'Empire espagnol d'Amérique : *Oeuvres de Las Casas*, de Fernandez de Oviedo, de l'« Inca » Garcilaso de la Vega ;

des *initia* et un *index rerum et nominum*, 4 tomes parus, le tome V sous presse. (L'ensemble représentera environ une trentaine de tomes.)

Un travail analogue est réalisé à la Bibliothèque nationale de Barcelone : *Inventario general de los manuscritos de la Biblioteca Nacional de Barcelona*, par F. Miguel Rosell.

1. *Fontes Hispaniae Antiquae*, fasc. VIII, *las fuentes desde César hasta el siglo V después de Cristo*, éd. et commentaire de R. Gross. Barcelone, 1959, in-8°, xxv + 467 p. — Le fascicule IX (*Fuentes de la época bizantina y visigoda*) avait paru en 1967.

2. Jovellanos, *Obras* (t. XLVI, L, LXXXV, LXXXVI et LXXXVII, 1951-1956), introd. par M. Artola ; Godoy, *Memorias* (t. LXXXVIII et LXXXIX, 1956), introd. par C. Seco Serrano ; A. Muriel, *História de Carlos IV* (t. CXIV et CXV, 1959), introd. par C. Seco Serrano ; *Memorias de tiempos de Fernando VII* (t. XCVII et XCVIII, 1957), introd. par M. Artola.

M. Defourneaux — Les études historiques en Espagne

premiers chroniqueurs du royaume du Chili et du Pérou¹. On jugera, par cette simple énumération, de la vitalité de cette collection.

M. DEFOURNEAUX,
Directeur adjoint de l'Institut français de Madrid.

¹. Bartolome de Las Casas, *Obras* (t. XCII, XCIII, CV, CVI, CX, 1956-1958); Fernández de Oviedo, *Obras* (t. CXVII, CXVIII, CXIX, CXX, CXXI, 1959). Sont annoncés pour 1960 : les *Relaciones de la América meridional*; les *Obras completas del Inca Garcilaso de la Vega* (t. CXXII, CXXIII, CXXIV), les *Crónicas del Reino de Chile* (CXXXI), et *Cronistas del Perú* (t. CXXXVI).

LES CENTRES DE RECHERCHES HISTORIQUES

En France

■ *Le Centre de recherches d'histoire et civilisation byzantines à la Sorbonne.*

Le Centre de recherches d'histoire et civilisation byzantines, rattaché à la chaire qui porte le même titre (et qui fut créée pour Charles Diehl), a été constitué en 1959¹. Il met à la disposition des étudiants et des chercheurs une bibliothèque, dont le fonds principal est encore constitué par les livres de la bibliothèque de Louis Bréhier et d'une partie de celle de Charles Diehl, acquises l'une et l'autre par la Faculté après la mort de ces savants. Mais des achats importants, d'ouvrages anciens ou récents, sont en cours. Un programme de reproduction photographique des sources et textes les plus importants, lorsqu'ils sont devenus introuvables dans le commerce, a été établi et est en voie de réalisation. On a enfin commencé de constituer une collection de documents, qui comprend déjà de nombreuses photographies des archives grecques des couvents du mont Athos. On cherche donc, comme il convient dans le cadre d'une Faculté, à répondre à la fois aux besoins de l'enseignement et à ceux, beaucoup plus complexes, de la recherche.

Le domaine du Centre est, chronologiquement, la période qui va de la fondation de Constantinople par Constantin à la prise de la ville par les Turcs ; géographiquement, l'ensemble des territoires dont Constantinople fut la capitale, en Europe et en Asie. C'est « l'Empire des Romains », comme disent les textes ; l'empire

1. Au même moment, l'Institut d'Université qui s'est longtemps appelé Institut Néohellénique, puis Institut d'études byzantines et néohelléniques, a changé de titre, afin que les confusions soient évitées et la tâche de chaque organisme mieux définie : il s'appelle désormais Institut de langue et littérature grecques médiévales et modernes. De même l'ancien Certificat d'études supérieures « d'études byzantines et néohelléniques » est devenu Certificat « de langue et littérature grecques médiévales et modernes », et un nouveau certificat « d'Histoire et civilisation byzantines » a été créé en liaison avec la chaire et le Centre de recherches du même nom.

P. Lemerle

byzantin ou l'empire grec d'Orient, comme nous disons. Mais la recherche bien conduite doit, on va le voir, déborder ces cadres du temps et de l'espace.

Sans doute, c'est d'abord Byzance qu'il faut étudier : presque tout est à faire, ou à refaire. La difficulté est d'établir un choix, assez restreint pour éviter la dispersion, assez large pour accueillir toutes les vocations. On a jugé que le plus nécessaire, en bonne méthode et compte tenu des conditions propres à la discipline, était l'étude des sources : littéraires, narratives, juridiques, documentaires, archéologiques. C'est dans cet esprit que sont lus et commentés en séminaire des textes tels que les « Conseils et Récits » de Kékauménos ou les lettres du patriarche Nicolas Mystikos ; que sont dépouillés, par des membres du C. N. R. S. tenus à ce titre à un certain nombre d'heures de travail « d'intérêt collectif », les ouvrages, recueils, périodiques où sont éditées des inscriptions, en vue de la constitution d'un recueil des inscriptions historiques de Byzance, qui sera le premier ; que sont préparées des éditions de documents d'archives. Celles-ci sont d'une importance particulière, puisqu'il s'agit de la source la plus riche et la plus neuve pour la connaissance des institutions, de l'administration et de la société byzantine : les archives du couvent du mont Lembos en Asie Mineure et des couvents athonites de Lavra et de Xéropotamou vont être publiées, d'autres suivront. C'est enfin pour rendre plus rapide l'initiation des jeunes chercheurs, et meilleure leur formation à ces tâches d'édition, qu'a été décidée la publication d'un Traité d'études byzantines : les deux premiers volumes ont paru, d'autres sont sous presse ou en préparation.

Encore convient-il de ne pas attendre l'achèvement de ces entreprises de longue haleine, et d'autres qui sont en projet, pour aborder les tâches proprement historiques. C'est l'objet des thèses de doctorat d'État, souvent amorcées par un diplôme de l'école des Hautes-Études ou, depuis peu, par une thèse de troisième cycle. Le problème est ici de concilier les goûts particuliers de chacun, avec un programme général qui doit viser à couvrir progressivement tout le domaine défini plus haut, et à faire bonne place, à côté de la nécessaire histoire « politique », à celle de l'économie, de la société, des idées. En 1959, une thèse d'État consacrée à la « Topographie chrétienne » de Cosmas Indicopleustès traitait, en fait, des grands courants de pensée et des conflits entre théologie et science au vi^e siècle. En 1960, une thèse de troisième cycle a présenté sous un jour neuf le problème des institutions de l'Empire à son apogée, ix^e-xi^e siècles. D'autres thèses, en préparation ou en voie d'achèvement, traitent soit de grandes périodes (Héraclius et les Héraclides, l'iconoclasme), soit de grandes questions de l'histoire intérieure (le régime agraire) ou extérieure (Byzance et les Turcs en Asie Mineure), soit d'histoire régionale (l'Épire), soit même d'histoire littéraire (Romain le mélode). Il serait chimérique de prétendre mettre en chantier d'un coup tous les grands sujets : mais puisque les byzantinistes ont la chance de trouver encore devant eux de vastes domaines presque vierges, pourquoi ne pas planter hardiment des jalons dans les principales directions ? Travail de pionnier la plupart du temps, et les jeunes chercheurs qui s'y risquent peuvent éprouver quelque vertige devant l'ampleur de la tâche, mais assurément pas s'y sentir à l'étroit.

Reste enfin un troisième domaine, peut-être le plus intéressant, le plus difficile aussi par la longue préparation qu'il exige. Dans l'histoire générale, Byzance prend sa véritable signification si on la voit comme une sorte de pôle, au centre d'un

Les Centres de recherches historiques en France

domaine bien plus vaste de l'histoire médiévale. Pendant dix siècles, elle a combattu, séduit, converti, civilisé, rapproché les peuples innombrables, qui depuis la mer des Varègues ou les montagnes du Caucase, les rives de l'Adriatique ou du golfe Persique, tournaient vers elle des regards d'admiration ou de convoitise. Et c'est dans les textes byzantins qu'est écrite pour une bonne part l'histoire de ces peuples. La richesse et la complexité de ces problèmes de relation et d'influence ouvrent à la recherche des horizons larges. Des travaux d'exploration sont menés déjà dans plusieurs directions par de jeunes savants, auxquels la connaissance — en plus du grec, exigé de tous — des langues slaves, de l'arabe, du turc, etc..., ouvre l'accès aux sources et à la bibliographie : relations économiques ou idéologiques avec l'Occident ; conflits et rapports de civilisation avec l'Islam ; conséquences de l'évangélisation des Slaves ; histoire des routes commerciales vers les pays scandinaves, ou bien vers l'Orient et l'Extrême-Orient ; péripéties de la lutte dramatique contre la poussée turque. A cet élargissement dans toutes les directions doit tendre l'histoire de Byzance, pour trouver son vrai sens et ses vraies dimensions.

Programme de longue haleine ; trop ambitieux, dira-t-on ? Mais, pour soutenir l'effort, il faut un idéal, même si l'on n'en doit atteindre que quelques parties. Certes, les problèmes sont nombreux : susciter, diriger, entretenir les vocations ; donner aux chercheurs les moyens de chercher, et d'abord les moyens de vivre ; publier leurs ouvrages. C'est au sein de la Faculté, et du Centre de recherches qui vient de s'y constituer, que les solutions doivent pour une bonne part être trouvées, et que doit se faire l'indispensable coordination. Mais il n'est qu'équitable de rappeler les éminents services rendus par l'École des Hautes-Études : par sa section historique et philologique, où est née et continue de se renouveler l'équipe de chercheurs maintenant à pied d'œuvre ; par sa section économique et sociale, où un groupe de travail se consacre aux relations économiques de Byzance avec les pays occidentaux, islamiques et slaves. D'autre part le Centre national de la Recherche scientifique, dans ce domaine comme dans tous ceux qui s'écartent plus ou moins de l'étroite orthodoxie des programmes universitaires, joue un rôle essentiel et véritablement vital : la moitié des jeunes byzantinistes sont allocataires du C. N. R. S., et toutes les publications sont subventionnées par lui. Enfin il va de soi que les meilleures relations sont entretenues avec tous les organismes scientifiques qui de près ou de loin touchent à nos travaux, soit en France (Instituts d'Études slaves, d'Études islamiques, d'Études turques, Institut de Recherche et d'Histoire des textes, Bibliothèque byzantine annexée à l'École des langues orientales, Institut byzantin des PP. Assomptionnistes, etc...), soit hors de France : les Universités de Grèce, de Yougoslavie et d'ailleurs nous envoient tour à tour leurs professeurs comme conférenciers et leurs étudiants comme boursiers. Il serait extrêmement souhaitable que les liens ainsi noués, les collaborations ébauchées se renforcent et se multiplient. C'est une des tâches, non la moindre, du Centre de recherches d'histoire et civilisation byzantines.

P. LEMERLE,
Professeur à la Sorbonne.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

History and archaeology in Africa, Second Conference held in July 1957 at the School of Oriental and African Studies. Londres, 1959.

Disciplines toutes jeunes, l'archéologie et l'histoire africaines affirment leurs progrès très rapides de façon décisive. En juillet 1953, une première conférence se tenait à Londres, sous l'égide de la School of Oriental and African Studies ; le rapport édité en 1955 par R. A. Hamilton offrait une précieuse documentation consacrée surtout à l'archéologie, avec d'abondantes notes bibliographiques (p. 84-97) et trois cartes sur dépliant (Est africain, Centre et Sud-Est africain, Afrique occidentale). La seconde conférence, fort bien préparée par le Dr R. Oliver, avait été précédée par la distribution de notices et de dossiers bibliographiques ; siégeant de nouveau à Londres, du 16 au 18 juillet 1957, elle groupa une centaine de savants, de directeurs de services archéologiques et d'instituts de recherche, des historiens, des archéologues, mais aussi des archivistes, linguistes, ethnographes, un sérologiste, Africains et Européens ; les séances, où chacun fut appelé à participer de façon active, furent communes à tous les membres : ainsi fut affirmée l'unité de la recherche en Afrique.

Le présent rapport de la seconde conférence, paru en 1959, a été édité par D. H. Jones, avec la liste complète des soixante-dix « papiers » présentés (p. 48-50) et un index commode (p. 57-58). La première partie est consacrée au résumé, sans doute trop succinct, des notices et exposés relatifs à l'archéologie et à l'histoire antérieure au XIX^e siècle. Les grands secteurs géographiques s'y succèdent : Est africain (p. 13-16) ; pour l'organisation d'une section d'archéologie en Éthiopie, cf. les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*. Paris, 1956, p. 226-235 ; pour les rapports des fouilleurs, cf. *Annales d'Éthiopie*, I [1955], II [1957], III [1959] ; on doit préciser qu'il n'y a pas eu de fouilles à Azbi Dera, aucun village ni même aucune région de ce nom n'existant : les statuettes et les inscriptions si importantes recueillies dans les locaux du gouvernement général de Maqallé, en provenance d'un site appelé Hawila Assaraw, ont été publiées dans *Annales d'Éthiopie*, I, 1955, p. 16-41 et pl. V-XIV ; Congo belge ; Afrique du Centre et du Sud ; Madagascar ; Afrique de l'Ouest, où les centres de recherche sont relativement les plus nombreux et vigoureux (p. 20-35) : Institut français d'Afrique noire avec ses divers centres régionaux ; Musée national d'Accra et Université du Ghana ; Service des Antiquités et Université de Nigéria ; l'importance de la savane nilo-tchadienne comme plaque tournante a été soulignée (cf. R. Mauny, La savane nilo-tchadienne, voie de pénétration des influences égyptiennes et orientales, dans *4a Conferencia International de Africanistas Occidentales*, Fernando Po, 1951, vol. II, Madrid, 1954, p. 83-115 et cartes). En ce qui concerne les techniques, on trouve groupées d'utiles remarques sur la recherche et l'utilisation des traditions orales, les groupes sanguins, la dendrochronologie et la glottochronologie.

Dans la conférence de 1957, une grande importance a été accordée à l'histoire

La céramique grecque de Marseille

du xix^e siècle (seconde partie du rapport : p. 42-47) ; la plupart des exposés présentés proviennent de territoires possédant des institutions universitaires, qui manifestent ainsi leur rôle essentiel dans l'organisation de la recherche.

Enfin une séance entière de la conférence avait porté sur l'enseignement de l'histoire africaine en Afrique et la mise au point des instruments nécessaires, manuels, atlas, recueils de textes d'étude, revues de diffusion. Un résumé trop bref, d'ailleurs excellent, de ces débats essentiels figure seul dans l'introduction du présent rapport (p. 7-8) : « La demande des lettrés africains en ouvrages concernant l'histoire de leurs propres sociétés augmente rapidement et promet de devenir insatiable. Des publicistes sans formation historique ni sociologique se mettent à exploiter les récits de voyages et de découvertes les plus facilement accessibles pour produire des histoires populaires. On a beaucoup écrit ces dernières années sur les écuries ornées de tapis du roi de Ghana et sur les splendeurs orientales de la cour du Monomatapa. C'est là une offense contre la vérité historique et également un manque de respect envers le véritable passé africain. » Le rôle des Universités africaines en la matière a été souligné à juste titre par K. O. Dike.

A l'impulsion donnée par la conférence pour l'histoire et l'archéologie africaines de Londres en 1957 ont déjà répondu la publication de plusieurs manuels, d'un atlas, puis la parution, en mai 1960, du premier fascicule de *The Journal of African History*, dont l'importance apparaît capitale tant pour la recherche que pour l'enseignement du passé du continent africain (cf. *Revue historique, supra*, p. 255-256).

Jean LECLANT.

François VILLARD. **La céramique grecque de Marseille (VI^e-IV^e siècle). Essai d'histoire économique.** Paris, De Boccard, 1960 ; 1 vol. gr. in-8^o, 178 pages, 58 pl. h. t.

Ce très personnel et savant ouvrage comprend deux parties. D'abord, un inventaire critique de la céramique grecque de Marseille. L'auteur examine successivement les importations de la Grèce continentale et de l'Italie, celles de la Grèce de l'Est et la céramique locale ; il signale, en particulier, la haute qualité de la céramique corinthienne et les progrès, toujours plus rapides, des importations attiques au VI^e siècle ; puis viendra la baisse brutale qui s'aggravera durant la seconde moitié du V^e siècle et au IV^e. Ce fut un commerce de type essentiellement colonial et rappelant, pour la même époque, le trafic de Corinthe avec ses colonies de Sicile. La céramique locale, enfin, d'un caractère foncièrement pareil à celui de la céramique importée, mais d'un travail généralement inférieur, a pris naissance vers le début du deuxième quart du VI^e siècle au plus tôt ; quand s'arrêteront les importations ionniennes de type colonial, les fabriques de Marseille purent subsister et même se développer jusqu'à la fin des temps classiques.

De ces copieuses et précises indications sur les céramiques importée et locale de Marseille, que peut-on tirer pour l'histoire de l'activité économique de la ville durant les périodes archaïque et classique ? M. Villard montre d'abord que si des Rhodiens, transportant quantité de vases, ont visité la Gaule méridionale dès avant le VI^e siècle, c'est aux Phocéens qu'est vraiment due la fondation de la colonie de Marseille, dont le début fut brusque et sans le moindre rapport, d'ailleurs, avec la prise de Phocée par les Barbares ; la date de 600 est « la seule authen-

Comptes rendus critiques

tique de la tradition historique ». Si l'on est fort peu renseigné sur l'histoire de Marseille au VI^e siècle, on sait du moins que le trafic des Phocéens ne pâtit guère de leur défaite d'Alalia et qu'ils érigèrent à Delphes un riche trésor pendant la deuxième moitié du siècle. « Durement pressée », comme Rome, au début du IV^e siècle, Marseille ne tarda pas à se relever : dans la seconde moitié de ce siècle, sa situation était redevenue « florissante », ainsi qu'en témoignent les expéditions de Pythéas et d'Euthymène dans l'Atlantique. L'étude du monnayage renforce ces conclusions : très abondant durant la seconde moitié du VI^e siècle, il voit décroître son importance de 480 à la fin du IV^e siècle. Comment expliquer ces variations ? Maîtres d'un territoire dont il ne faut ni réduire ni exagérer l'étendue, mais assurément peu fertile, les Massaliotes disposèrent, en revanche, d'un vaste domaine commercial ; après avoir exposé l'histoire de leur négoce de 480 à 330, l'auteur examine le problème, si discuté, de leur pénétration à l'intérieur de la Gaule, et il conclut ainsi : au VI^e siècle, ils y pratiquèrent une large expansion, d'ailleurs concentrée sur l'axe Rhône-Saône et aboutissant à la haute Seine et au Jura ; vers l'an 500, cette expansion subit un brutal arrêt, dû probablement aux bouleversements d'un monde celtique avec lequel les Massaliotes avaient déjà beaucoup traffiqué (sans doute jusqu'à la région de Vix, où fut récemment découvert un beau cratère de bronze d'origine grecque et où ils échangeaient leur vin contre une denrée fort précieuse et recherchée, l'étain, que des caravanes y amenaient le long de la Seine). En somme, dès le deuxième quart du VI^e siècle, d'audacieux commerçants de Marseille, mettant à profit le voisinage d'une large voie fluviale, s'étaient lancés à l'intérieur de la Gaule et ils bénéficièrent longtemps de la stabilité qui régnait en pays celtique, mais qui devait disparaître vers la fin du V^e siècle.

Un excellent index analytique, signalant : 1^o les passages d'auteurs anciens ; 2^o les noms de villes et de régions ; 3^o ceux des objets, moyens et lieux de trafic (céramique, étain, monnaies, vin, etc.), accompagne cette remarquable étude, maîtresse contribution à l'histoire de l'expansion hellénique en Europe occidentale.

Paul CLOCHÉ.

Gerhard NEBEL. Homer. Stuttgart, Ernst Klett, 1959 ; in-16, 353 pages.

Tout en s'abstenant de discuter à fond les diverses questions intéressant l'œuvre homérique, l'auteur de cette très personnelle et judicieuse étude, riche en observations neuves et suggestives, estime du moins qu'il y a lieu de distinguer nettement entre les époques respectives de l'*Iliade* et de l'*Odyssee* : le premier de ces poèmes semble dater de la première moitié du VIII^e siècle ; le second peut lui être postérieur de deux générations environ ; il est dû à un « deuxième Homère », sur lequel s'est visiblement exercée l'influence, considérable et prolongée, de l'auteur de l'*Iliade*. Plus importantes encore sont les différences de conceptions et de sentiments qui règnent entre les deux poèmes. Analysant de façon très pénétrante l'œuvre du premier Homère, M. Nebel montre qu'au temps où l'*Iliade* fut composée un millénaire environ s'était écoulé depuis l'arrivée des Achéens dans la péninsule hellénique ; 600 ans plus tard environ, les Doriens avaient substitué leur domination à celle des Achéo-Mycéniens. Les guerriers que décrit l'auteur de l'*Iliade* ne sont plus les « héros » des premiers siècles du II^e millénaire : ayant for-

La vie quotidienne en Grèce au siècle de Périclès

tement subi l'influence de la farouche brutalité dorienne, ils sentent et agissent comme des bêtes sauvages, sans pitié ni justice : en dépit de certaines apparences ou survivances, l'âge du fer a vraiment remplacé l'âge du bronze. Ces rois guerriers, d'un orgueil et d'une férocité implacables, n'éprouvent que mépris, naturellement, pour la « masse » de leurs sujets, notamment pour un Thersite, type accompli du « non-héros », du « contre-héros », dévoré d'envie et pour qui les disputes entre les rois sont une véritable fête.

De cette société aristocratique et belliqueuse de l'*Iliade*, certains traits subsistent à la fin du VIII^e siècle ou au début du siècle suivant dans celle que dépient l'*Odyssée*. Son personnage principal ressemble aux héros de l'œuvre précédente par l'inexorable dureté dont il témoigne à l'égard de ses ennemis ; mais, dans l'ensemble, il diffère profondément de ses devanciers : c'est surtout un individu « fourbe » et « débrouillard », un « aventurier », d'ailleurs fort endurant et apte à supporter longtemps bien des souffrances, représentant à merveille une société nouvelle, déjà quelque peu « bourgeoise », éprouse de trafic et de découvertes beaucoup plus que d'exploits guerriers et d'héroïsme ; les « petites gens » y bénéficient d'une certaine estime, et le roi est plus près de son peuple ; le rôle des femmes — comme le montre l'exemple de Pénélope et de Nausicaa — y est plus considérable. Ses dieux sont moins hautains et moins dénués de moralité que ceux de l'*Iliade*.

M. Nebel souligne également avec finesse maintes différences qui séparent l'œuvre d'Homère de celle d'Hésiode ; aux orgueilleux combattants homériques, animés de la plus brutale énergie et avides de lutte et de hauts faits, le poète bœton oppose le modeste et obscur travailleur des champs, peinant durement sur sa grossière charrue, étranger à toute passion conquérante, ne ressentant nul besoin de naviguer et de traîquer et vénérant profondément la justice et les dieux. En outre, tandis que, dans le monde homérique, le soleil et la lumière tiennent une place prépondérante et que l'obscurité est intolérable pour le héros, Hésiode fait de la nuit la mère auguste du jour, comme il fait de la terre la génératrice du ciel ; il rend visibles les choses nocturnes et souterraines et introduit dans la poésie un puissant élément de combat ; la guerre entre les Olympiens et les Titans prend ainsi dans son œuvre une importance capitale.

Les quelques indications, bien sommaires et incomplètes, auxquelles nous avons dû nous borner suffiront du moins, peut-être, à laisser entrevoir le vif intérêt de ce bel ouvrage, dont la consultation serait d'ailleurs grandement facilitée par la présence d'une bibliographie et d'un index.

Paul CLOCHÉ.

Robert FLACELIÈRE. *La vie quotidienne en Grèce au siècle de Périclès*. Paris, Hachette, 1959 ; in-16, 369 pages, 3 plans.

M. Flacelière publie sous ce titre une étude d'une méticuleuse précision, riche en pages colorées et vivantes et en remarques pénétrantes et suggestives ; les citations y abondent, fort habilement choisies et illustrant à merveille un exposé parfaitement clair et limpide, qui se lit avec un plaisir et un intérêt toujours croissants et un incomparable profit ; un tel livre séduira le grand public et rendra les plus précieux services non seulement aux propédeutes, mais aux étudiants de tout degré et à leurs maîtres, y compris les plus exigeants des spécialistes. Le savant

Comptes rendus critiques

auteur examine successivement, en dix chapitres, le cadre géographique et humain de l'histoire grecque — surtout athénienne — de 450 à 350 avant J.-C., l'existence familiale, l'activité économique, le vêtement, les distractions de tout genre et de toute qualité, les domaines, si étroitement connexes, de la religion et de la littérature dramatique, les principes et le fonctionnement de la justice, enfin la vie guerrière sous ses différentes formes ; partout, il met à profit, avec une insigne compétence et une admirable aisance, les grands instruments de connaissance dont nous disposons touchant l'antiquité hellénique : géographie, archéologie, épigraphie, textes littéraires, etc. Un bref « regard d'ensemble », justement sévère pour les appréciations trop louangeuses qu'a suscitées le « siècle de Périclès », mais qui reste, néanmoins, assez nuancé, couronne ce bel ouvrage, chef-d'œuvre d'érudition pittoresque, alerte et charmante, auquel M. Flacelière joint un tableau fort utile des principaux ouvrages qu'il a consultés, de nombreuses notes, groupées par chapitres, et un index très consciencieusement dressé des mots transcrits du grec.

Les indications relatives aux aspects chronologiques, politiques et sociaux du sujet si brillamment traité par M. Flacelière appellent certaines observations. Page 17 (cf. p. 49) : la réforme clisthénienne ne date pas de 510. — P. 42 : l'allusion aux « très lourds sacrifices » que la démocratie exigeait des riches manque des nuances et des correctifs indispensables (cf. notre *Démocratie athénienne*, chap. xix). — P. 46 (cf. p. 59, 334) : la cité antique, écrit l'auteur, « est foncièrement totalitaire » : affirmation au moins excessive (cf. *D. A.*, p. 395-398, etc.). C'est la démocratie restaurée en 403, dit encore M. Flacelière, « qui fit boire la ciguë à Socrate » (cf. p. 238). C'est exact ; mais la démocratie de Cléon et de ses successeurs avait laissé durant un quart de siècle le philosophe propager librement ses idées (l'oligarchie des Trente en fera autant), et c'est un théraménien qui sera son principal accusateur, pour des raisons probablement étrangères à la religion (cf. *D. A.*, p. 256-257). — P. 48-49 : ce n'est pas « au temps de la guerre du Péloponèse » que fut institué le *misthos ecclésiasticos*. — P. 56-57 : l'exposé des attributions et pouvoirs de la Boule des Cinq-Cents est insuffisant (cf. *D. A.*, p. 216-219). — P. 58-59 : les rapports — surtout d'ordre judiciaire — entre les stratégies et le Démos méritaient un examen plus approfondi et nuancé (cf. *D. A.*, p. 224-229). — P. 60-61 : nulle allusion n'est faite aux météques ruraux (cf. *D. A.*, p. 207). — P. 63 : on n'indique point les raisons pour lesquelles Lysias n'obtint pas le *politeia* (cf. *D. A.*, p. 206). — P. 71 : l'explication de la cryptie est insuffisante (cf. l'étude de H. Jeanmaire dans la *R. E. G.* de 1913). — P. 173 : ce n'est pas seulement pour mieux assurer leur ravitaillement, mais aussi pour des raisons d'ordre social, que les Athéniens du IV^e siècle ont convoité la Chersonèse de Thrace (cf. *D. A.*, p. 286, 305, 341-342). — P. 279-280 : les indications touchant l'application de l'ostracisme sont à la fois incomplètes et — en ce qui concerne la date de l'affaire d'Hyperbolos — fort inexactes (cf. J. Carcopino, *L'ostracisme athénien*, chap. IV et V ; P. Cloché, *D. A.*, p. 42-43, 63-64, 72, 107, 114-115, 161). — P. 292 : l'Hélène était-elle « vraiment représentative » du Démos, les nombreux citoyens âgés de vingt à trente ans n'y siégeant pas ? Peut-on dès lors y « reconnaître... le même esprit démocratique qui remettait le gouvernement de la cité à tout le peuple » ? (cf. *D. A.*, p. 215, 220, 223, 295-296, etc.). — P. 299 : il est vrai qu'à l'époque de Périclès « la démocratie athénienne... se montra belliqueuse, conquérante, impérialiste » ; mais il n'est pas moins exact — et il convenait de le rappeler — qu'au

St. Stephen and the Hellenists in the primitive Church

temps de la prépondérance de Cimon, chef des *gnōrimoi*, l'impérialisme athénien s'était déjà brutalement manifesté (cf. *D. A.*, p. 65-68) et qu'en 457 Thèbes et Lacédémone pratiquèrent, elles aussi, une politique impérialiste (cf. *ibid.*, p. 79-80). — P. 299-300 : l'énumération des possessions athénienes du v^e siècle est incomplète ; il est inexact que la marine d'Athènes ait « dominé effectivement tout le bassin oriental de la Méditerranée » jusqu'en 404 ; il eût convenu de signaler les essais de restauration de l'empire athénien pendant la guerre de 395-386 ; il importait de préciser les propositions d'Isocrate touchant le partage de l'hégémonie entre Athènes et Sparte et, surtout, d'ajouter que telle fut la politique de Callistratos à partir de 371-370 (cf. *D. A.*, p. 284-291, 294, 304-305, etc.). — P. 302 : il n'eût pas été inutile de mentionner l'importance du rôle militaire de Thèbes — plus spécialement de son stratège Pagondas — au v^e siècle (cf. P. Cloché, *Thèbes de Béotie*, p. 82-85). — P. 328 : il y avait lieu de faire observer que le carnage de Mélos ne fut pas l'unique atrocité de la guerre du Péloponèse et qu'Athènes n'a pas été seule à massacer et à asservir des Hellènes durant ce conflit. — P. 329 : la phalange ne fut pas le seul ni même le principal instrument de la victoire macédonienne de Chéronée (cf. P. Cloché, *Un fondateur d'empire : Philippe II, roi de Macédoine*, p. 263-264).

Ces quelques inexactitudes et lacunes ne diminuent d'ailleurs en rien le singulier attrait d'un ouvrage appelé, selon toute probabilité, au plus éclatant et mérité des succès.

Paul CLOCHÉ.

Marcel SIMON. *St. Stephen and the Hellenists in the primitive Church.*

Londres, New York, Toronto, Longmans, Green and Co Ltd, 1958 ; in-12, 130 pages.

Les *Actes des Apôtres*, aux chapitres vi et vii, content assez longuement l'histoire du diacre Étienne, le premier martyr de la foi chrétienne, qu'ils présentent comme l'un des chefs du groupe « helléniste » dans l'Église de Jérusalem. Ce récit constitue l'un des sujets les plus délicats et les plus ardu斯 de toute la critique du livre des *Actes*. Certains auteurs refusent à ces chapitres toute valeur historique ; la plupart, même les moins sceptiques, y signalent dans le détail maintes difficultés. M. Simon n'a pas craint d'aborder à nouveau l'exégèse de ces pages fameuses. En six conférences, qu'il a prononcées en 1956 à Oberlin College (Ohio), il a rassemblé le résultat de ses recherches ; c'est le texte de ces conférences qui se trouve publié dans le présent livre.

L'éminent historien, dont la maîtrise en matière d'histoire des origines chrétiennes s'affirme ici de façon particulièrement brillante, conduit peu à peu l'auditeur à cette conclusion que les « Hellénistes » du livre des *Actes* — ces « Hellénistes » qui, au sein de la primitive Église, à Jérusalem, se trouvent en conflit avec les « Hébreux » — représentent un certain type de « judaïsme marginal » assez voisin de la secte de Qoumrân, c'est-à-dire de la secte essénienne, mais surtout de la secte des *Nasaraioi* (Nasaréens) et de celle des Ébionites, sans toutefois se confondre avec l'une ou l'autre de ces sectes : « ils s'insèrent », précise-t-il (p. 94), au point où le type de judaïsme sectaire représenté par les *Nasaraioi* en un stade

Comptes rendus critiques

plus ancien et par les Ébionites en un stade plus tardif de son évolution est touché d'abord par le message chrétien ». L'auteur insiste spécialement sur les affinités de la pensée d'Étienne, notamment en ce qui concerne l'hostilité au Temple, avec la doctrine des Ébionites, que nous font connaître les écrits pseudo-clémentins : « Étienne, en tant que représentant de la *Diaspora*, et les Ébionites palestiniens, écrit-il (p. 114), se tiennent sur le même terrain... A l'égard des premiers disciples, qui observaient encore complètement la Loi, et de ceux qui, à la suite de saint Paul et principalement à l'aide d'une exégèse typologique, estimaient pleinement la Loi dans le passé, mais, du fait que les choses prédictes étaient maintenant venues, ne se sentaient plus liés par elle, Hellénistes et Ébionites également représentent une troisième tendance... Pour eux, semble-t-il, le christianisme n'était pas tant le dépassement de l'Ancienne Alliance qu'une sorte de judaïsme réformé. Étienne est, en un sens, un révolutionnaire, et un révolutionnaire très farouche, mais seulement en tant qu'on le confronte avec le judaïsme traditionnel, et non en comparaison avec la nouveauté du message chrétien. »

L'argumentation critique, dans l'ouvrage de M. Simon, est menée avec beaucoup de finesse. L'auteur excelle à dégager et à mettre en pleine valeur les traits doctrinaux qui caractérisent le discours d'Étienne tel que le rapportent les *Actes*, tant en ce qui concerne le peuple d'Israël (p. 39 ss.) qu'en ce qui concerne le personnage de Jésus (p. 59 ss.). De chapitre en chapitre, entraîné par une logique souple, mais ferme, on voit le sujet s'approfondir, se situer dans de larges perspectives historiques et révéler toute son importance. L'ensemble de ces conférences est un modèle d'exposé ; M. Simon sait mettre de la clarté et de l'intérêt jusque dans les discussions les plus subtiles.

L'étude des manuscrits découverts à Qoumrân, près de la mer Morte, a donné une nouvelle actualité au problème de ces énigmatiques Hellénistes. Le professeur O. Cullmann, par exemple, a récemment proposé de les rapprocher des sectaires de Qoumrân, c'est-à-dire des Esséniens : « Je ne prétends pas que ces Hellénistes chrétiens aient été directement d'anciens Esséniens (ce qui ne serait pas impossible), mais qu'ils proviennent d'un judaïsme très proche de ce groupe juif », écrit-il (*Les manuscrits de la mer Morte* [Colloque de Strasbourg, 1955], 1957, p. 73). Même rapprochement, nous l'avons signalé plus haut, chez M. Simon ; mais celui-ci insiste davantage sur les affinités du groupe « helléniste » avec les Nasaréens et les Ébionites. On est un peu surpris, cependant, étant donné que, dans les *Actes*, les « Hellénistes » se trouvent expressément opposés aux « Hébreux », de voir ranger du côté des « Hellénistes », et non pas du côté des « Hébreux », ces Esséniens, ces Nasaréens, ces Ébionites, sectes juives incontestablement palestiniennes et dont les noms sont manifestement d'origine sémitique. Quelle que soit la signification exacte du terme « Hellénistes » dans les *Actes*, ce livre nous semble signaler clairement que les Hellénistes chrétiens ont des liens particuliers avec les Juifs de la *Diaspora*, plutôt qu'avec les Juifs palestiniens : il montre, en effet, Étienne, prédicateur de la foi chrétienne, aux prises avec « des membres de la synagogue dite des Affranchis, des Juifs de Cyrène et d'Alexandrie, de Cilicie et d'Asie » (*Actes*, VI, 9), c'est-à-dire avec des Juifs de la *Diaspora*, des Juifs hellénistes.

P. Geoltrain a repris tout récemment le problème et introduit une importante précision (« Esséniens et Hellénistes », dans *Theologische Zeitschrift*, XV, 1959, p. 241-254) : les Hellénistes des *Actes*, explique-t-il, sans se confondre avec les

Der Kosmos des Mittelalters

Esséniens, « se situent dans la même ligne que le mouvement essénien », et ils « apparaissent comme les héritiers de l'aile la plus hellénisante de l'essénisme ». Il rappelle, à très juste titre, que la rencontre entre le christianisme et l'essénisme ne se manifeste pas uniquement à propos des Hellénistes : « Ce qu'éclairent avant tout les manuscrits de Qoumrân dans le livre des *Actes*, écrit-il, c'est l'organisation sociale, ecclésiastique et rituelle de la communauté primitive. » Cette communauté chrétienne primitive, en effet, dès sa naissance, a reçu de l'essénisme, croyons-nous, une influence essentielle et déterminante ; les premiers chrétiens, ceux même du groupe dit « hébreu », à la tête desquels sont « les Douze », ne sont nullement à considérer comme étant restés eux-mêmes à l'écart de l'essénisme. J'ajouteraï seulement une suggestion à l'opinion de P. Geoltrain : « l'aile la plus hellénisante de l'essénisme », à laquelle il se réfère pour situer les Hellénistes des *Actes*, ne serait-elle pas à identifier plus ou moins expressément avec la secte des Thérapeutes ? Comme chacun sait, entre Esséniens et Thérapeutes, il existait des affinités étroites et une incontestable parenté. Il est, en outre, tout à fait plausible que la secte des Thérapeutes, installée essentiellement à Alexandrie et dans la *Diaspora*, ait essaimé à Jérusalem même. D'autre part, à Jérusalem, en dépit des liens qui les unissaient, il dut exister entre Esséniens (« Hébreux ») et Thérapeutes (« Hellénistes ») des divergences de vue et même une certaine rivalité ; qu'une situation analogue se soit maintenue à l'intérieur de l'Église primitive entre « Hébreux » et « Hellénistes » chrétiens, rien ne semble plus normal. Ainsi, si je ne me trompe, les chrétiens du groupe « helléniste » se rattachaient plus directement au mouvement « thérapeute » : comme les Thérapeutes, avant leur conversion même, ils devaient professer un judaïsme particulièrement ouvert à la propagande auprès des non Juifs ; une fois convertis, ils devinrent d'ardents missionnaires de la foi chrétienne en dehors de la Judée, et d'abord en Samarie, ainsi que le rapporte expressément le livre des *Actes*.

A. DUPONT-SOMMER.

Wolfram von den STEINEN. **Der Kosmos des Mittelalters.** Berne et Munich, Verl. Francke, s. d. (1959) ; 400 pages, 16 planches photographiques.

L'univers des hommes du Moyen Age, entendons surtout leur univers religieux et intellectuel en tant que force déterminante de civilisation, tel est le thème de ce beau livre dont la richesse de pensée n'a d'égal que la qualité de l'expression. Précédé d'une introduction générale sur l'histoire de l'humanité et de son salut, telle que se la représentaient les hommes du XI^e au XII^e siècle — rien ne la résume mieux que l'étonnante image de la « Crucifixion cosmique » du manuscrit d'Uta vers 1020 (pl. 4) — l'ouvrage se divise en deux parties, la première centrée sur l'époque ottonienne (919-1056), la seconde traitant le temps de la réforme grégorienne et de saint Bernard. La stabilité — au sens de persistance d'une forme de civilisation créée à l'époque carolingienne — de l'une s'oppose au mouvement de l'autre. La densité de la matière étudiée nous interdit de donner dans ces lignes autre chose qu'un bilan général de l'ouvrage.

Au point de vue religieux, la première période est dominée par l'image du Christ vainqueur de la mort et triomphant dont le roi passe pour être le représentant.

Comptes rendus critiques

tant sur terre. Sa mission essentielle est de garantir l'ordre dans le monde dans lequel, en tant qu'empereur, il exerce la prépondérance. Dans la pratique cependant, son pouvoir est faible et l'administration de l'État demeure rudimentaire. Cet État, c'est avant tout la communauté des hommes dont les plus puissants doivent au roi, à défaut de l'obéissance inconditionnelle, du moins la fidélité ; l'ordre féodal s'implante peu à peu ; se dessaisissant lui-même de divers droits de souveraineté, le roi est obligé de tolérer beaucoup et de beaucoup laisser faire. L'auteur va jusqu'à dire que l'État apparaît d'autant plus sain que le souverain intervient moins dans le détail de la vie courante : tout se passe comme si Otton I^{er} et ses successeurs s'étaient efforcés de réaliser une sorte d'équilibre entre leur mission d'orientation générale et les aspirations à l'indépendance de la classe entrée de bonne heure en concurrence avec eux pour la direction de l'État, la haute aristocratie.

Pierre angulaire de l'Empire, l'Église monopolisait toute la culture de la période. Des chapitres remarquables en analysent les aspects essentiels, et d'abord la langue, le latin souple et vivant, capable de traduire des pensées profondes et intimes, le latin un peu déconcertant par ses mots ambivalents et ses locutions qui unissent l'abstrait au concret. Analysant les sentiments qu'exprime la littérature, M. von den Steinen insiste en particulier sur l'attraction de la nature, l'abandon au moment, l'absence de convention, le goût de l'action : les contemporains d'Otton I^{er} et de ses successeurs ont été des impulsifs, débordant de sentiments élémentaires. L'élite intellectuelle et religieuse savait cependant dépasser le moi et discerner au fond de la conscience une présence divine. Un de ses représentants les plus illustres, l'évêque Bernward de Hildesheim († 1022), pensait que la raison comme la nature orientaient l'homme vers le Créateur et que le témoignage de l'expérience humaine ne s'exprimait nulle part aussi nettement que dans l'Écriture sainte ; aussi considérait-il tout ce qui rayonne de la Divinité à la fois comme causal et insaisissable, objet de connaissance rationnelle en même temps que mystère à adorer. Cette foi sereine, robuste et sûre dont le symbole parfait est sans doute l'église Saint-Michel de Hildesheim ne doit cependant pas faire oublier que les hommes de la période ottonienne ont connu des doutes et se sont posé des questions : nature de l'Eucharistie (controverse illustrée par Bérenger de Tours) ; liberté et déterminisme ; discordance entre la réalité et la Parole de Dieu. Mais il est sûr que, dans l'ensemble, on n'admet pas l'existence d'un abîme entre la raison et la foi.

Dans le second volet du diptyque de M. von den Steinen, l'éclairage se trouve déplacé vers les pays romans, Italie et surtout France, où l'on assiste à la genèse des forces qui transformèrent profondément l'Occident. Voici, après l'empereur et le pape, la « troisième force », le monachisme clunisien qui n'est pas fuie hors de la vie, mais frein mis à une vie souvent désordonnée par un principe de mesure et une tension spirituelle intense. Puis les grands papes réformateurs, la Querelle des Investitures qui rompit l'unité de l'Église et de l'État, la croisade aux conséquences multiples dont l'une est particulièrement mise en lumière parce que concomitante à la réforme grégorienne : alors que les réformateurs avaient restauré dans l'esprit des laïcs la notion du péché et de la chute, la croisade apparut aux hommes comme un moyen de rachat des fautes. Il est entendu désormais que le chevalier sert Dieu par les armes, plus encore, que toute sa vie et ses aventures plaisent à Dieu ; l'expérience de la première croisade s'estompera peu à peu, mais

Der Kosmos des Mittelalters

sa part à la formation du style de vie chevaleresque demeurera considérable. Sur le plan politique enfin, on assiste aux premières tentatives de construction de l'État sur des bases nouvelles (Guillaume le Conquérant, Roger II de Sicile).

Des innovations tout aussi grandes peuvent être observées dans le domaine de la littérature. L'auteur commence par présenter l'humanisme de la fin du XI^e et du début du XII^e siècle dont les représentants les plus illustres furent l'école de Chartres et le groupe des poètes de la Loire (Baudri de Bourgueil, Hildebert de Lavardin...). Ceux-ci aimaient passionnément l'antiquité et tentèrent — déjà — de concilier ce qu'ils connaissaient de la sagesse antique (notamment par le *Timée* de Platon) avec le christianisme. Ils contribuèrent à la renaissance de la poésie lyrique, servie d'autre part par l'utilisation habile du vers rimé. De cette poésie lyrique, la célébration de la Vierge fut l'un des thèmes essentiels : le culte marital est l'un des traits caractéristiques, au point de vue religieux, d'une période dont la poésie profane s'orientait vers la femme et vers l'amour ; relevons au passage une très fine analyse des poèmes de Guillaume IX d'Aquitaine, considéré comme le « poète-né ». De la littérature, M. von den Steinen passe au mouvement des idées philosophiques et étudie le *credo ut intelligam* de saint Anselme et la pensée d'Abélard. Les pages consacrées à ce dernier peuvent être considérées comme un des sommets du livre, autant par la pénétration des idées du maître que par le souci de nous présenter l'homme qu'il fut ; si la dialectique d'Abélard et sa méthode d'enseignement, prélude à l'enseignement universitaire du siècle suivant, sont largement traitées, l'auteur n'oublie pas la religion de maître Pierre, centrée sur le Christ souffrant et sur l'Esprit consolateur. L'ouvrage s'achève par une admirable présentation de saint Bernard, montrant surtout comment « mille ans après l'Église primitive » l'abbé de Clairvaux s'efforça de restaurer la présence du Christ parmi les hommes.

A vouloir dégager les grandes lignes de l'ouvrage de M. von den Steinen, il nous a fallu sacrifier le détail de son analyse. Chaque page de ce livre magistral en révèle la finesse et la maîtrise ; toutes font découvrir l'intimité de l'auteur avec ceux dont il décrit la vie et le comportement. On peut cependant regretter que derrière les rois, les évêques, les moines, les penseurs et les poètes, le peuple chrétien n'apparaisse que dans une sorte de clair-obscur. Il est certes présent d'un bout du livre à l'autre, dans les campagnes comme dans les villes, mais on eût aimé dans une synthèse d'une aussi haute valeur que le problème des influences de la vie de tous les jours sur la religion fut posé d'une manière plus ferme et plus générale. Mais encore une fois, on trouvera, parsemés à travers le texte, des éléments de réponse à ce problème majeur. On peut débattre aussi sur le genre auquel se rattache l'ouvrage de M. von den Steinen. Nous dirions volontiers que c'est un livre de méditation, un miroir de la conscience des hommes du IX^e au XII^e siècle, ces hommes d'« avant-hier » comme l'auteur les appelle dans sa préface, qui invite à la confrontation avec notre propre pensée. A cet égard, *Der Kosmos des Mittelalters* est un stimulant pour l'esprit.

Robert FOLZ.

Comptes rendus critiques

Mario Delle PIANE. Vecchio e nuovo nelle idee politiche di Pietro Dubois. Florence, éd. Le Monnier, 1959 ; in-8°, 151 pages.

Voici un livre bien venu parce qu'il comble une lacune. Sur Pierre Dubois qui occupe une place importante dans le mouvement des idées politiques au seuil du XIV^e siècle, on avait déjà beaucoup écrit, mais on ne disposait jusqu'à présent d'aucun travail d'ensemble qui lui fût consacré. L'ouvrage de M. Delle Piane, professeur à l'Université de Sienne, peut être cette monographie. Aussi bien commence-t-elle par recenser et critiquer toutes les études consacrées à Pierre Dubois depuis la redécouverte de celui-ci par N. de Wailly en 1846 jusqu'à ces tout derniers temps. Bibliographie exhaustive à tous égards, dont la masse atteste l'intérêt toujours croissant porté à Dubois en tant que témoin de sentiments, d'opinions et d'aspirations existant autour de Philippe le Bel ; cette revue des témoignages permet aussi de se rendre compte combien divers a été le jugement porté sur cet écrivain depuis un siècle.

Passant ensuite en revue les écrits de Pierre Dubois, M. Delle Piane rejette avec quelques-uns de ses prédécesseurs l'attribution à celui-ci du Dialogue entre un clerc et un chevalier ; deux petits traités (n° 18 et n° 29 des Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque impériale de Boutharic XX) ne sont vraisemblablement pas de lui non plus. Restent neuf écrits dont il est réellement l'auteur : *Summaria brevis* (fin 1300), qui propose entre autres une nouvelle procédure judiciaire pour porter remède à l'usurpation de la juridiction par les cours ecclésiastiques. *Deliberatio... contra epistulam papae romani* (avril 1302), seul écrit portant le nom de Pierre Dubois, présenté aux États de 1302, plaidoyer pour l'indépendance du roi ; *Supplication du pueble de France au royaume contre le pape Boniface* (1304), de même contenu, avec en plus l'affirmation de l'existence d'un devoir du roi à l'égard de la nation ; *De recuperatione Terrae Sanctae* (entre le 5 juin 1305 et le 7 juillet 1307) comprenant deux parties : une circulaire générale aux princes de la chrétienté et un appel au roi de France auquel sont soumis plusieurs projets tendant à réaliser la suprématie française dans le monde ; *De facto Templariorum I*, violent libelle accusant le pape de corruption et d'abus de pouvoir et destiné à forcer Clément V à supprimer l'ordre du Temple ; *De facto Templariorum II* (de 1308, comme le précédent), tout aussi violent, revendiquant pour le roi le droit d'intenter une action punitive contre tout clerc tombé dans l'hérésie et justifiant l'action de Philippe le Bel contre l'ordre ; *Pro facto Terrae Sanctae* écrit au moment de la vacance de l'Empire (1308) et reprenant les idées du *De recuperatione* (projet de paix générale entre les États chrétiens, nécessité de rendre l'Empire héréditaire) ; *Memoria* adressée à Philippe le Bel pour l'inciter à fonder dans le Levant un royaume au bénéfice de son fils Philippe (1308) ; *De tourneamentis et justis* (1314) protestant contre l'interdiction des joutes et des tournois par Clément V.

La seconde partie de l'ouvrage de M. Delle Piane tente de dégager les idées essentielles du personnage. A juste titre, l'auteur note que Pierre Dubois est difficile à saisir et à classer ; philosophe, il ne l'est pas ; la portée doctrinale de ses écrits est limitée. Mais si ses possibilités spéculatives sont assez faibles, il paraît doté d'une très riche imagination. Sa qualité essentielle, remarquablement analy-

Niccolo Machiavelli

sée par l'auteur, est d'être un grand réceptif, grâce à une sensibilité très vive, prompte à comprendre et, plus encore, à deviner la nouveauté de l'époque dans laquelle il vivait. Aussi bien, l'ancien et le nouveau se mêlent-ils étroitement dans sa pensée : d'où le titre du livre de M. Delle Piane qui est illustré en particulier par l'étude du point de vue politique de Pierre Dubois.

Sur les rapports entre l'Église et l'État, notre polygraphe reflète la conception commune du Moyen Age : unité de la société chrétienne et distinction dans cette société unique de deux pouvoirs : le spirituel et le temporel, dérivant chacun de Dieu et dont l'étroite collaboration doit assurer la paix, l'ordre et la prospérité : il est intéressant d'observer que les motifs économiques sont présents dans la pensée de Pierre Dubois. Fidèle à la tradition, il pense aussi que cette unité chrétienne — *res publica generis humani* — doit s'articuler autour des deux pouvoirs universalistes qui régissent le monde, la Papauté et l'Empire. La primauté spirituelle du pape ne fait pour lui aucun doute ; le concile général auquel il appelle souvent lorsqu'il s'agit par exemple de l'établissement de la paix ou de la reconquête de la Terre Sainte, il ne le conçoit pas autrement que comme un organisme subordonné à l'autorité pontificale. Par contre, Dubois combat résolument toute tentative du pape de faire prévaloir sa suprématie temporelle : à ce point de vue il se place au tout premier plan des collaborateurs de Philippe le Bel ; la distinction de la sphère spirituelle de la sphère temporelle est tellement nette dans son esprit qu'on ne saurait l'accuser de contradiction ou d'ambiguité. Le dernier chapitre du livre de M. Delle Piane est d'un intérêt primordial puisqu'il étudie, à propos des écrits de Dubois qui recommandent à Philippe le Bel de se faire élire roi des Romains, tout le problème de la candidature française à l'Empire ; les indications de l'auteur sont très précieuses. Dubois pousse son maître à l'Empire parce qu'il y voit le moyen d'assurer au roi la direction de la société chrétienne, conçue comme un ensemble d'États dont les conflits devraient être soumis à une cour d'arbitrage permanente. Cette idée est très neuve et fait de Dubois un précurseur.

Tels sont les linéaments essentiels de l'ouvrage de M. Delle Piane. Accompagné d'un appareil critique considérable, élargissant souvent l'enquête aux principaux penseurs politiques du temps, intelligemment présenté, il montre bien que sans exagérer l'influence réelle que Dubois a pu exercer sur Philippe le Bel, il faut avant tout considérer le « journaliste » qu'il fut comme le porte-parole d'une période où l'universalisme de l'Église et de l'Empire ayant cessé d'exister dans les faits, l'idée de communauté chrétienne subsistait toujours. Ses sentiments très nationaux lui firent entrevoir l'influence prépondérante que le roi de France pourrait jouer dans l'organisation de cette communauté.

Robert FOLE.

Gennaro SASSO. Niccolo Machiavelli. Storia del suo pensiero politico.

Naples, Istituto Italiano per gli Studi Storici, 1958 ; 505 pages. Prix : 3 500 L.

Machiavel continue à susciter la recherche et la discussion. Il reste l'auteur le plus étudié de la Renaissance italienne et il ne se passe pas d'année qu'un livre nouveau ne lui soit consacré : fortune singulière d'un penseur qui, dès le XVI^e siècle,

Comptes rendus critiques

fut traduit en plusieurs langues et dont les œuvres furent lues attentivement par les conseillers de Henri VIII.

Le livre de M. Gennaro Sasso — livre austère certes — est un de ceux qui compteront dans la bibliographie cependant très riche qui s'accumule maintenant sur Machiavel. Les lectures de l'auteur sont abondantes, son information est très au point et son ouvrage est de ceux que devront lire, non seulement les spécialistes, mais aussi les étudiants qui ont Machiavel dans leur programme. Le principal mérite de ce livre est probablement d'avoir suivi pas à pas, à travers les divers traités de Machiavel, l'évolution psychologique et politique de leur auteur. N'a-t-on pas trop tendance, en effet, à l'abstraire de son temps, à séparer son œuvre et sa vie, à ne considérer que l'aspect théorique de sa pensée, à oublier qui il fut et comment ses conceptions se développèrent et évoluèrent? Le plan de M. Gennaro Sasso est donc naturellement un plan chronologique, ce qui veut dire, ici, une étude attentive des différents moments de la pensée, des espoirs et des désespoirs de Machiavel. On s'explique dès lors que près de 200 pages soient consacrées aux écrits antérieurs au *Prince* et aux *Discorsi*; on s'explique aussi que le livre paraîsse manquer de conclusion, alors qu'en réalité il en a une : l'évolution de Machiavel était terminée lorsqu'il écrivit *La vita di Castracane*; l'enquête psychologique de M. Sasso s'arrête donc aussi d'elle-même à ce moment là.

M. Sasso a donc apporté beaucoup de soin à l'étude des premières œuvres de Machiavel : *Discorso... sopra le cose di Pisa*, relations et correspondances de ses diverses missions auprès de César Borgia, du Roi de France et de l'Empereur, *Parole... sopra la provisone del danaio*, *Del modo di trattare i popoli della Valdichiana ribellati*, *Discorso dell'ordinare lo stato di Firenze alle armi*, etc.

Dans ces écrits se révèle progressivement le futur auteur du *Prince* et des *Discorsi* : son souci d'exposer clairement les situations historiques, ses appréciations sur la France, l'État le plus centralisé de l'Europe d'alors mais dirigé cependant par des rois tels que Louis XII, inférieurs à leur tâche, son admiration pour la rapidité de décision, l'extrême sang-froid, la dissimulation calculée de César Borgia, sa critique des armées mercenaires, cause fondamentale de l'affaiblissement de l'Italie, son refus des atermoiements politiques et des « voies moyennes », alors que tout l'art de la politique consiste à choisir une voie nette et à s'y tenir. Dès 1503, Machiavel critique l'attitude de Florence vis-à-vis des révoltés de la Valdichiana : il faut en pareil cas, pense Machiavel, ou bien s'attacher les rebelles par de très larges concessions, ou bien les exterminer. Parce que seules des options claires sont payantes et dignes, Machiavel conseille pareillement à Florence, en 1510, de ne pas louvoyer entre la France et l'Espagne, mais d'opter sans ambages pour une attitude francophile.

De 1498 à 1512, depuis la mort de Savonarole jusqu'au retour des Médicis, Machiavel, observateur aigu au service de la république florentine, a pu se faire une idée précise de la situation de l'Italie et des menaces qui pesaient sur elle. Il a clairement aperçu qu'elle ne pouvait se relever sans des moyens héroïques. Ceux-ci sont proposés dans le *Prince*. Mais Machiavel y expose d'abord la décadence italienne, car son œil critique a jaugé la lâcheté et la mesquinerie des princes et des gouvernements de la péninsule. Qu'il faille dès lors des méthodes autres que celles préconisées par la morale ordinaire pour sortir l'Italie d'une telle impasse, la chose est évidente pour l'ancien secrétaire de la république florentine. Aussi bien l'éthique officielle n'est-elle qu'une « aspiration mélancolique vers un monde

Niccolo Machiavelli

d'hommes purs et nobles qui n'existera jamais ». Encore convient-il que ces moyens cruels et durs soient mis au service de causes qui en valent la peine. Certes l'Italie est très bas ; est-ce à dire qu'il faille se laisser aller au désespoir ? Machiavel pense qu'un redressement est encore possible. La *Virtù* d'un prince peut le réaliser, s'il sait par ses initiatives être supérieur à la *Fortune*, prendre conscience des risques permanents de toute action politique, se tenir constamment en éveil et saisir de façon décidée toutes les occasions d'agir. Alors un tel prince pourra peut-être chasser les barbares d'Italie et redonner à ce pays sa chance dans l'histoire.

Machiavel a rédigé le *Prince* de juillet à septembre 1513. Sans doute avait-il déjà commencé, à cette époque, la rédaction des *Discours sur la première décade de Tite-Live* où il montrait en exemple aux Italiens du XVI^e siècle, et notamment aux Florentins, la sagesse et la lucidité des Romains du temps de la République. Puis il interrompit les *Discours* et écrivit d'un seul jet les vingt-six chapitres du *Prince*. Quand plus tard il reprit les *Discours* Machiavel n'avait plus d'illusions : le prince sauveur n'existe pas ; l'Italie était promise aux barbares. Il ne restait plus à Machiavel que la voie de l'amertume et de la polémique acerbe, et bientôt celle du découragement. Celui-ci apparaît évident dans *La vie de Castruccio Castracane*. Dans cette biographie d'un tyran médiéval, on ne trouve plus ni l'effort constructif du *Prince* et des premiers chapitres des *Discours*, ni la violente polémique du Livre II des *Discours* ou même de l'*Arte Della Guerra*. Machiavel écœuré se retire de l'action ; bien mieux il n'en voit plus l'intérêt. Il avait pensé autrefois que, si la *Fortune* gouverne la moitié de l'histoire, la *Virtù* en domine l'autre moitié. Maintenant il s'abandonne au fatalisme : le hasard est plus fort que l'homme et lui est le plus souvent contraire. Le cycle de l'évolution psychologique et politique de Machiavel est clos. Les *Istorie fiorentine* et la *Mandragola* ne sont que deux expressions nouvelles et diverses de ce renoncement à l'action et de ce décuoragement définitif.

Parce que M. Sasso a constamment voulu apercevoir l'homme derrière l'œuvre, il a donné des écrits de Machiavel un commentaire le plus souvent convaincant et nuancé. Nous voudrions insister rapidement sur ce dernier point. Machiavel a eu des hésitations intellectuelles et son œuvre comporte nécessairement des faiblesses internes (par exemple, dans sa défense des milices nationales) et même des contradictions. Ici surtout apparaît la nécessité de ne pas schématiser à l'extrême la pensée de l'auteur du *Prince*. Envoyé à Rome d'octobre à décembre 1503, Machiavel assista à l'effondrement de la puissance de César Borgia, l'homme qu'il avait tant admiré. Devant cette chute brutale il s'interrogea, douta ; il parla dans ses lettres des « péchés » de César, de « justice suprême de Dieu ». Plus tard dans le *Prince*, traitant à nouveau du duc de Valentinois (chapitre vii), il donnera de l'échec de César deux raisons partiellement contradictoires. A un moment, en effet, il accusera « l'extrême malignité de la Fortune », mais, dans un autre passage, il affirmera qu'aucune erreur n'est permise à un nouveau chef d'État et que c'en fut une de permettre l'élection de Jules II. Toute l'évolution de la pensée de Machiavel ne prouve-t-elle pas d'ailleurs qu'il ne faut pas l'enfermer dans un système trop abstrait et trop rigide ? M. Sasso a encore raison de ne pas accepter le schéma traditionnel qui prétend opposer le *Prince*, « œuvre de passion dénuée de portée théorique » aux *Discours*, œuvre « scientifique » strictement historique et sans passion. Ces deux livres ne sont-ils pas au contraire tous les deux tirés de la souffrance de

Comptes rendus critiques

leur auteur et de sa conscience de la décadence italienne? Aussi bien a-t-on tort de croire que Machiavel a voulu faire œuvre « scientifique » et dégager les « lois absolues de la politique ». D'une réalité complexe, mais dominée par la médiocrité humaine et les risques inhérents à toute initiative politique, il a cherché à dégager quelques règles de conduite qui soient « rarement en défaut ». Toutes ces mises au point dont le livre de M. Sasso est rempli ont du poids et du prix, bien que la critique de certaines thèses de M. Renaudet paraisse excessive (notamment p. 307). Ce nouveau livre sur Machiavel est donc un ouvrage important qu'il faudra avoir consulté.

J. DELUMEAU.

Richard M. DOUGLAS. Jacopo Sadolet, 1477-1547, Humanist and Reformer.
Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959 ; 307 pages. Prix : 5 dollars.

M. Richard M. Douglas a consacré à Sadolet un ouvrage clair, agréable, simple, et cependant sérieusement documenté. Ce faisant, il a comblé une lacune, car nous manquions d'études systématiques récentes sur cet humaniste devenu évêque, puis cardinal.

Sadolet aurait aimé vivre dans le recueillement et se consacrer aux belles lettres ; or il fut constamment arraché à ses livres. Il aurait voulu faire entendre raison tout à la fois aux Protestants et aux Catholiques intransigeants ; il n'y réussit point : tel est le bref résumé de sa vie.

Il naquit dans le duché de Ferrare-Modène où son père, un membre de la bourgeoisie locale, fut un jurisconsulte et un professeur de droit de quelque renom. Il étudia à Ferrare où il fit connaissance de Bembo ; puis, vers vingt-et-un ans, vint à Rome. C'était l'époque d'Alexandre VI et la ville des Papes ne donnait pas alors l'exemple de la vertu. Cependant le jeune Jacopo eut la chance d'entrer dans la maison d'un cardinal austère et cultivé, Oliviero Caraffa. Il dut à cette hospitalité d'être protégé plus que d'autres contre les tentations de la ville. Il compléta sa culture latine et célébra en vers la découverte du Laoocoön, en 1506. Prêtre et humaniste déjà réputé, il fut désigné par Léon X en 1513, en même temps que Bembo, comme secrétaire privé du Pape. Il était donc chargé de rédiger en belle prose latine les brefs et les lettres officielles du Pontife. C'est lui, par exemple, qui, en janvier 1521, rédigea — peut-être contre son sentiment profond — la célèbre lettre adressée par Léon X à Charles-Quint pour lui demander « purger la vigne du Seigneur des reptiles » (Luther). En 1517, il avait reçu l'évêché de Carpentras où il se rendit pour la première fois en 1523, après la mort de Léon X ; mais il n'y resta qu'un an car le nouveau pape Médicis, Clément VII, le rappela à Rome et en fit à son tour un de ses secrétaires privés. Sadolet recommença plus que jamais à rédiger des correspondances officielles et des instructions secrètes aux nonces. Mis au courant de la situation en Allemagne et des grandes intrigues internationales, et placé au cœur de la politique du temps, Sadolet écrivit ainsi pour le compte de Clément VII des choses que bien souvent il désapprouvait. Il aurait voulu notamment que la Papauté se tînt en dehors et au-dessus des querelles entre le roi de France et Charles-Quint, et qu'elle gardât une sorte de neu-

Jacopo Sadolet, 1477-1547

tralité supérieure : celle d'un père à l'égard de ses enfants divisés. Peu avant le sac de Rome, Sadolet, sentant l'orage approcher, demanda son congé à Clément VII qui le lui accorda. Mais, à la Cour pontificale, on blâma parfois cette attitude qui ressemblait à une fuite. Sadolet atteignit Carpentras au moment où les troupes du duc de Bourbon saccageaient la ville éternelle (mai 1527).

En Provence, l'évêque de Carpentras trouve enfin le calme et l'indépendance. Il est, durant les neuf années de ce second séjour, un pasteur consciencieux, parfois même jaloux de ses prérogatives, défendant ses droits propres et les intérêts de ses ouailles contre les autorités pontificales d'Avignon. Mais surtout il étudie et il écrit : il commente saint Paul, donne des conseils sur l'éducation, fait l'éloge de la philosophie. Mais Paul III, désireux de réformer l'Église et de convoquer un Concile, le rappelle à Rome malgré ses protestations, et le nomme cardinal (1536). Le temps du travail fécond et heureux dans l'ilot paisible de Carpentras est terminé. Il reviendra, certes, dans son évêché, mais pour de plus courts séjours, et il trouvera cette région, naguère si calme, travaillée à son tour par les conflits religieux. Membre de commissions chargées de proposer des remèdes aux tares de l'Église, Sadolet fait bientôt figure d'isolé, parce que, semble-t-il, il suggère des réformes plus radicales que ses collègues. Revenu à Carpentras de 1538 à 1542, le cardinal réformateur écrit aux Protestants : à Mélanchton, à Sturm de Strasbourg, aux princes et au peuple d'Allemagne, au Sénat et au peuple de Genève. Il tente de les convaincre de revenir dans le sein de l'Église. Poète et lettré venu sur le tard à l'étude des Pères de l'Église et de la théologie, Sadolet, homme de conciliation et de paix, s'efforce ainsi de se tenir à la hauteur des événements et des problèmes de son temps. Mais il resta incompris parce qu'il venait trop tard. Il écrivit aussi un ouvrage sur la réforme de l'Église, *De Christiana Ecclesia* ; Rome lui interdit de le publier. Cependant Paul III avait de l'estime pour Sadolet. Il aurait aimé que le Sacré Collège comptât beaucoup de réformateurs comme lui ; c'est pourquoi il le rappela encore, en 1542, pour la préparation du Concile. Puis, la paix de Nice entre François I^r et Charles-Quint ayant été rompue en 1542, il dépecha Sadolet auprès de François I^r. Le roi de France donna de belles paroles au légat du Pape qui les crut. Idéaliste par tempérament, ayant peut-être aussi trop adopté à l'égard du Roi l'attitude qu'il avait eue souvent à l'égard des Papes Médicis, celle d'un client vis-à-vis de ses patrons, Sadolet échoua complètement dans sa mission et la guerre continua. Déjà âgé, fatigué, il revint encore à Carpentras où le calvinisme tendait maintenant à se répandre. D'autre part, les Vaudois du Luberon inquiétaient François I^r et le vice-légat pontifical d'Avignon ; l'évêque de Carpentras fut-il pour quelque chose dans la campagne qui fut menée contre eux en 1545 ? Il ne le semble pas. Au moment même où le massacre avait lieu, Sadolet était pour la dernière fois en route vers Rome où il mourut en 1547.

Sadolet a rendu responsable de la grande crise religieuse du xvi^e siècle la décadence du clergé : c'est là une des clés de sa pensée et de son attitude. Les fidèles copient leurs pasteurs ; les fautes de ceux-ci ne peuvent être que suivies par ceux à qui ils doivent servir d'exemple. Selon lui, la principale faiblesse de l'Église a été l'amour de l'argent. C'est probablement ce qu'il déclara, en 1537, dans la commission chargée de proposer des réformes dans l'Église et où il demeura isolé, même parmi les réformateurs. C'est en tout cas le thème de son ouvrage *De Christiana Ecclesia*, dont le manuscrit circula en Italie vers 1540-1541, mais qui ne reçut pas l'imprimatur. Il aurait d'autre part voulu plus d'indulgence vis-à-vis

Comptes rendus critiques

des Protestants. Il pensait sur ce point comme Morone, qui écrivait précisément à Sadolet : « Il vaut beaucoup mieux traiter les hérétiques modernes avec clémence que s'efforcer de les combattre avec des insultes. Si dès le début on avait observé une pareille conduite, la réunification de l'Église serait maintenant un problème plus simple. » Il espérait que les humanistes des deux camps, grâce à l'estime qu'ils avaient les uns pour les autres, pourraient rouvrir le dialogue entre chrétiens. C'est pourquoi il écrivit à Mélancthon, à Sturm, etc. Mais il ne savait pas combien ses interlocuteurs se déflaient de tout ce qui venait de Rome : Mélancthon ne lui répondit pas.

Sadolet n'avait qu'une faible culture théologique : Catholiques et Protestants le lui reprochèrent. Mais il fut aussi, me semble-t-il — et M. Douglas aurait peut-être pu insister davantage sur ce point — le continuateur des *humanistes optimistes* du xv^e siècle : Marsile Ficin, Pic de la Mirandole, etc. Comme eux, il réduisit l'importance du péché originel en un siècle où les Protestants d'abord et les Catholiques à leur suite eurent au contraire tendance à la mettre en relief. Dans son *Commentaire de l'Epître aux Romains*, Sadolet tenta de trouver une voie moyenne entre saint Augustin et Pelage et supposa une sorte d'harmonie entre l'action de la grâce et la volonté libre. « L'homme, déclarait-il, est justifié grâce à un processus que l'homme commence et que Dieu achève. » Certes, la tendance au mal existe en nous. Mais nous possédons aussi une disposition à vouloir le bien. Notre volonté peut ou non accepter la grâce ; les effets corrupteurs du péché ne sont pas suffisants pour empêcher l'homme d'entreprendre le commencement de son salut. Sadolet allait ainsi plus loin qu'Érasme qui, dans le *De libero arbitrio*, avait déclaré que la première impulsion en nous vers le bien est l'effet de la grâce seule. Rome et la Sorbonne apprécierent assez peu l'ouvrage de Sadolet qui dut ajouter des explications complémentaires dans lesquelles il fit une place à la grâce « prévenante » qui redonne des forces à l'homme déchu avant toute action de sa part.

A la veille du concile oecuménique, il n'était sans doute pas sans intérêt de rappeler les efforts de conciliation entrepris au xvi^e siècle par Sadolet ; le livre de M. Douglas vient donc à son heure.

Jean DELUMEAU.

Charles-Quint et son temps. Colloques internationaux du Centre national de la Recherche scientifique, Sciences humaines. Paris, Éditions du C. N. R. S., 1959 ; in-4^o, xvii-228 pages, graphiques hors texte. Prix : 21 N. F.

Dokumenten voor de Geschiedenis van Prijzen en Lonen in Vlaanderen en Brabant (XV^e-XVIII^e eeuw). Documents pour l'histoire des prix et des salaires en Flandre (xv^e-xviii^e siècles), sous la direction de Charles VERLINDEN et de Jan CRAEYBECKX, avec la collaboration de H. COPPEJANS-DESMEDT, DALLE, JANSENS, SCHOLLIERS, G. CROISIAU, P. DEPREZ, J. VERNAUT, A. WYFFELS (t. 125 des publications de la Faculté des Lettres et Philosophie de l'Université de Gand). Bruges, « De Tempel » éditeur, 1959 ; gr. in-8^o, xxxviii-577 pages, nombreux graphiques.

Le quatrième centenaire de la mort de Charles-Quint a été marqué, un peu

Charles-Quint et son temps

partout, dans le cadre géographique du vieil empire — il se confond, à la limite, avec une Europe occidentale non insulaire — par toute une série d'importantes publications. Comme toujours, de valeur inégale. On peut, provisoirement, du moins, attribuer au Colloque *Charles-Quint et son temps* du Centre national de la Recherche scientifique, une première place qu'il sera difficile de lui ravir. A l'intérieur même de la série des Colloques du C. N. R. S., celui-ci est un des mieux venus. Par la qualité matérielle de la présentation. On sait combien souvent ce genre de publication est défiguré par un manque de coordination. Nous avons tous présent à l'esprit, dans un domaine très proche, quelque exemple récent particulièrement éloquent. Les corrections ont été faites avec soin et la solution adoptée pour la transcription des discussions est exemplaire : un résumé conserve l'essentiel, tout en passant élégamment du langage parlé au langage écrit. Quiconque a suivi ces discussions et les voit, aujourd'hui, sobrement transcris, ne peut que féliciter les responsables de ce beau, ingrat et difficile travail.

Le travail vaut plus encore par la qualité, toujours, et la nouveauté, parfois, des exposés qui le constituent. Une large participation internationale mettait en cause tous les pays de la vieille Europe dont l'histoire a été plus ou moins marquée par le génial Gantois, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Italie, le Portugal, la Suisse, représentés chacun par une communication. L'essentiel était fourni, comme il est naturel, par l'Espagne et par la France, dont les contributions s'équilibrent très exactement¹. Seule manquait à l'appel la Hollande — mais les leçons de la magnifique contribution de Charles Verlinden sont extrapposables, dans une large mesure, à l'ensemble des dix-sept provinces — et, superficiellement, l'Amérique. Cet oubli, au vrai, est légitime, il sert de mise en garde contre l'anachronisme... si on songe au rôle médiocre du nouveau monde jusqu'en 1540 dans les forces vives de l'empire. Charles-Quint n'est pas Philippe II. L'Amérique d'ailleurs, était brillamment — bien qu'indirectement — présente, grâce aux exposés de Marcel Bataillon, Richard Konetzke et Luis de Matos.

Aucun aspect de l'histoire du premier XVI^e siècle n'a été omis et un sentiment d'équilibre découle de cette belle étude. Cette qualité est imputable aux responsables du Colloque, M^{me} Mercedes Gaibrois de Ballesteros du côté espagnol, le président du Comité français des Sciences historiques, du côté français, surtout, M. Yves Renouard, à qui revient tout le mérite de cette intéressante initiative. *Histoire institutionnelle et histoire de la pensée politique* avec les communications de Ramón Menéndez Pidal², Jaime Vicens Vives³ et Michel François⁴. *Histoire militaire* — comment l'écartier, alors que le fait de guerre a joué un si grand rôle dans ce bouillonnant XVI^e siècle? — avec Henri Lapeyre⁵ qui illustre en une synthèse vigoureuse, modernité et archaïsme de la stratégie et des tactiques, en ce siècle où tant de choses nouvelles apparaissent, mais où persistent aussi tant de

1. Deux langues également, le castillan et le français, alternent dans les exposés. Les discussions ont été résumées en français.

2. *Formación del fundamental pensamiento político de Carlos V.*

3. *Imperio y administración en tiempo de Carlos V.*

4. *L'idée d'empire en France à l'époque de Charles-Quint.*

5. *L'art de la guerre au temps de Charles-Quint.*

Comptes rendus critiques

choses anciennes ; avec Hugo Hantsch¹ qui montre le poids de la pression turque à l'est dans le déroulement de la politique impériale ; avec Antonio Rumeu de Armas², les rivalités et la guerre sur mer dans l'Atlantique. L'Amérique est scrutée dans trois directions. Marcel Bataillon³ éclaire de son immense érudition et de son sens inné de la nuance ce que l'on peut appeler le point extrême de la crise de conscience lascasienne. Richard Konezke⁴, à propos de l'émigration étrangère, mieux, de ses possibilités théoriques, et Ciriaco Pérez Bustamante⁵, à propos des sources les plus anciennes de la *Recopilación* (un septième, environ, des cédules qui sont citées dans le texte fameux de 1680 remontent au règne de Charles-Quint) apportent des contributions utiles à l'étude très fouillée de la législation indienne. Elle prend, dès la première moitié du XVI^e siècle, quelques-unes de ses directions les plus essentielles.

Avec Henri Meylan, Delio Cantimori, Raymond Lebègue et Luis de Matos, l'histoire littéraire et paralittéraire se taille une large place⁶. Une biographie assez neuve avec Robert Ricard⁷ et, pour nouer cette riche gerbe, la fresque étonnante de don Ramón Carande, *Carlos V, Viajes Cartas y Deudas*, qui restitue Charles-Quint, dans sa vie harassante aux dimensions de l'Europe planétaire du XVI^e siècle. Au cours de son règne, Charles-Quint passa cinq cents jours et cinq cents nuits en campagne à la tête de ses armées, deux cents en mer — les vaisseaux en bois du XVI^e siècle n'assurent même à l'empereur qu'un médiocre confort — dormit en parcourant ses États en 3.200 lieux différents. L'anecdote, à ce stade, dépasse l'anecdote. Et c'est bien ainsi que don Ramón Carande l'entend. En fait, l'empire de Charles-Quint est un monstre archaïque, le plus grand et le dernier empire médiéval. Pour le bien comprendre, il faut le comparer, certes, à ce qui le précède, mais, évidemment, à ce qui suit, entendez, l'empire de Philippe II.

Opposer le règne de Philippe II à celui de son père, comparer deux États qui ne sont absolument pas comparables, découvrir pourquoi ils ne sont pas comparables de part et d'autre du plan de clivage des années 1540/1550, c'est un jeu tentant, d'autant plus fascinant qu'il remonte au début même du règne de Philippe II. On sait avec quelle délectation l'opposition aristocratique en Flandre s'y livre dès les toutes premières années 60 du XVI^e siècle. Ne fut-il pas le thème préféré des « granvallinades » ? N'est-ce pas le premier cri de ralliement d'une révolte qui se veut encore loyaliste ? Poser le règne de Charles-Quint par rapport à Philippe II, l'empire européen de la Maison de Bourgogne par rapport à l'empire

1. *Le problème de la lutte contre l'invasion turque dans l'idée politique générale de Charles-Quint.*

2. *Francesas y españolas en el Atlántico en tiempo del Emperador.*

3. *Charles-Quint, Las Casas et Victoria.*

4. *La legislación sobre inmigración de extranjeros en América durante el reinado de Carlos V.*

5. *Actividad legislativa de Carlos V en orden a las Indias.*

6. *Sur un pasquin de Rome : le « Pasquillus novus » de 1537. L'influence du manifeste de Charles-Quint contre Clément VIII (1526) et de quelques documents similaires de la littérature philoprotestante et anticuriatile d'Italie. Contacts français avec la littérature espagnole pendant la première moitié du XVI^e siècle. Un aspect de la question espagnole : l'auteur du « Mundus Novus ».*

7. *Pour une monographie de l'infant D. Luis de Portugal.*

Charles-Quint et son temps

planétaire de l'Escorial, le premier XVI^e siècle archaïque et ouvert au second XVI^e siècle tranché et moulé déjà dans de modernes oppositions, poser Charles-Quint en l'opposant, comme le firent constamment les dix-sept provinces déçues des années troubles qui vont du départ de Philippe II (1559) à l'arrivée du duc d'Albe (1567), à son fils, c'est éclairer le règne de Philippe II par celui de Charles-Quint et plus encore, celui de Charles-Quint par la connaissance plus riche que nous avons du règne de Philippe II¹.

C'est pourquoi les deux communications les plus lourdes et les plus neuves du Colloque interrogent constamment le règne de Charles-Quint en fonction de la période qui suit. Elles sont indissociables et méritent qu'on s'arrête à elles plus longtemps. Elles sont toutes deux centrées sur les Pays-Bas : *Crises économiques et sociales en Belgique à l'époque de Charles-Quint* par Charles Verlinden, *Les emprunts de Charles-Quint sur la place d'Anvers* par Fernand Braudel. Cette localisation n'est pas le fait du hasard. Elle s'explique par des raisons documentaires : la richesse des archives des dix-sept provinces — ou plutôt de la partie sud et surtout flamande et brabançonne des dix-sept provinces — elle est, elle-même, le signe tangible d'une position dominante. Par des raisons d'équilibre interne des forces. Le tournant du siècle — il ne se place pas comme on l'a cru à l'avènement de Philippe II, mais à la fin du règne de Charles-Quint — n'est nulle part plus sensible que dans les dix-sept provinces ou plus exactement dans la partie sud alors dominante des dix-sept provinces.

La très belle communication de Charles Verlinden est d'une exceptionnelle richesse. Elle avait, au moment où elle a été prononcée, un intérêt si possible plus grand encore, puisqu'une partie des données sur lesquelles elle est fondée, n'étaient pas encore à notre disposition. Il n'en demeure pas moins que « les crises économiques et sociales en Belgique à l'époque de Charles-Quint » constituent la meilleure introduction au classique nouvellement publié sur l'histoire des prix en Belgique². Ce classique est dû à l'initiative de Charles Verlinden, au travail attentif de Jan Craeybeckx et à la brillante collaboration d'une belle équipe d'excellents historiens belges. Les deux contributions sont indissociables. C'est donc globalement qu'il importe d'en analyser la leçon.

Du point de vue qui nous intéresse, cette leçon est double. L'une, apparemment lointaine, se dégage, tout de suite, des graphiques du très beau volume de documents pour l'histoire des prix. Les grandes lignes de la conjoncture flamande et brabançonne sont évidemment conformes à ce que l'on sait, désormais, d'une manière irréversible, de la conjoncture des XV^e, XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Ces conformités à long terme sont tellement bien assurées qu'on ne sait toujours pas assez s'émerveiller de leur ampleur sans cesse croissante. Mais ces conformités sa-

1. Cette différence d'éclairage est due à la grande mutation quantitative des archives espagnoles. D'une richesse enviable pour le premier XVI^e siècle, elles sont d'une richesse exceptionnelle pour la seconde moitié du siècle. Or, qu'on le veuille ou non, les clefs documentaires de l'histoire de la confédération — Habsbourg — sont en Espagne. Au delà surtout de 1540, quand le centre de gravité, irrésistiblement, se déplace vers la péninsule et l'Atlantique.

2. *Dokumenten voor de Geschiedenis van Prijzen en Lonen in Vlaanderen en Brabant (XV^e-XVIII^e eeuw)*, op. cit.

Comptes rendus critiques

luées, on sera plutôt sensible à quelques particularités qui tendent à poser les Pays-Bas par rapport aux plus grands axes de la géographie conjoncturelle de l'Europe.

La conjoncture des prix flamands et brabançons s'oppose à celle de l'Espagne. En gros, nous voyons, désormais, mieux aujourd'hui qu'hier, s'opposer deux conjonctures en Europe, à la charnière de la phase A du XVI^e et B du XVII^e siècle. Pierre Goubert, dans son grand livre¹, l'avait bien vu déjà. Les recherches collectives dirigées par Charles Verlinden et Jan Craeybeckx renforcent ce qu'il écrit des deux conjonctures de l'Europe. Une conjoncture méditerranéenne qui est la conjoncture espagnole se replie au tout début du XVII^e siècle, une conjoncture nord-européenne qui est celle de la Hollande, des Pays-Bas espagnols — nous le savons désormais grâce à Verlinden et Craeybeckx — du nord de la France — aucun doute ne subsiste après Goubert — ne se replie pas avant les années 40 du XVII^e siècle. L'accident de la fin du XVI^e siècle qui est l'accident décisif des pays méditerranéens n'est ici qu'un accident secondaire, il marque non un changement de tendance, tout au plus, une profonde respiration. La frontière entre les deux Europes coupe la France par le milieu.

L'empire de Charles-Quint est entraîné par les Pays-Bas, celui de Philippe II, par une Castille de plus en plus américaine. Le livre de Charles Verlinden et de Jan Craeybeckx vient — c'est une chance — nous rappeler que Pays-Bas et Castille n'appartiennent pas au même monde. Il éclaire donc opportunément, pour quiconque sait les voir, les drames de cette difficile cohabitation, ceux du début du règne de Charles-Quint, quand la Castille regimbe sous l'invasion du Nord, ceux de la guerre de Quatre-vingts ans, quand les dix-sept provinces se posent contre l'Espagne avant la grande dissociation historique des États du cercle de Bourgogne.

Une autre leçon plus importante, ou, si on préfère, un corollaire de cette première leçon se dégage également et plus spécialement, de la belle communication de Charles Verlinden, entendez l'opposition des niveaux de vie aux Pays-Bas, de la fin du XV^e à la fin du XVI^e siècle. On peut discuter tel point de l'argumentation de « Crises économiques et sociales en Belgique à l'époque de Charles-Quint », on peut difficilement en écarter la conclusion. Le niveau de vie du petit peuple des villes (le seul, pratiquement, pour lequel des données nous sont fournies) a substantiellement baissé dans le Sud des Pays-Bas de la fin du XV^e siècle au milieu du XVI^e siècle. Il reprend dès le début du règne de Philippe II, sans atteindre toutefois les niveaux-records de la seconde moitié du XV^e siècle. L'opposition la plus sûre, la plus solidement établie et la plus lourde de conséquence est celle qui se place de part et d'autre du grand clivage, aux Pays-Bas, de la fin du règne de Charles-Quint.

Est-il besoin de rappeler que l'on observe un phénomène analogue en Espagne, avec une chronologie différente? Dans la mesure où l'on peut faire fond sur ce point sur les travaux de Earl J. Hamilton², la désastreuse anomalie positive de

1. Pierre GOUBERT, *Beauvais et le Beauvoisis de 1600 à 1730. Contribution à l'histoire sociale de la France au XVI^e siècle*, à paraître au S. E. V. P. E. N., 1960, 2 vol., 1 atlas, 800 pages, gr. in-8°.

2. *American treasure and the Price Revolution in Spain (1591-1650)*, p. 272-279.

Charles-Quint et son temps

la rémunération de la main-d'œuvre se place entre 1510 et 1535..., de 1605 à 1625 surtout. C'est elle qui entraîne la décadence irrémédiable de l'Espagne. Et puisqu'il existe — c'est évident — une corrélation inverse entre le niveau relatif de la rémunération de la main-d'œuvre et le niveau des investissements, le règne de Philippe II apparaît bien, grâce à sa parcimonie relative en Espagne à l'égard des classes populaires, comme la grande époque, celle de la puissance, de la construction féconde du grand empire. Il en va exactement à l'inverse des Pays-Bas. Le premier XVI^e siècle, le siècle d'Anvers dominant, le premier XVI^e siècle du centre fédérateur flamand-brabançon dans l'empire de Charles-Quint est un siècle sévère. La prospérité d'Anvers, la position centrale du noyau flamand-brabançon est construite sur le retard des salaires sur les prix.

Le mouvement se renverse après 1550. Le taux unitaire de la rémunération du travail s'élève à nouveau. Ce renversement de la conjoncture longue du salaire réel constitue un des éléments explicatifs-clefs des événements des années 30 et des années 60. Lorsque éclatent les troubles du premier anabaptisme — troubles de la misère, au creux de la vague des salaires réels — le sommet du corps social fait front et, avec l'appui du Prince et de l'empire, repousse la pression anarchique du prolétariat ému par l'anabaptisme et la misère. Les souffrances populaires du régime de Charles-Quint aux Pays-Bas sont à la fois facteurs de progrès économique et de solidité sociale. Elles nous paraissent, paradoxalement, la condition de la position dominante des Pays-Bas à l'intérieur de l'empire de Charles-Quint et de la fidélité au Prince. La révolte des anabaptistes, le trouble latent d'un prolétariat en sécession virtuelle maintient autour du Prince la cohésion sociale des « possidentes ».

Au delà de 1550, il en va tout autrement. Le changement du régime et le départ de Philippe II révèlent cette situation nouvelle. L'amélioration du niveau de vie des classes populaires diminue le danger potentiel d'explosion à la base. En rassurant les « possidentes », il permet à ceux-ci de s'offrir le luxe de se désolidariser du Prince. La révolution aristocratique des années 60 n'est possible qu'en raison de la diminution des dangers de subversion sociale. Cette situation n'empêche pas, bien sûr, l'action conjoncturelle du petit prolétariat des villes. La crise cyclique classique provoquée par la mauvaise récolte de l'automne 1565 commande — ou du moins permet — l'explosion iconoclaste d'août 1566. Mais cette explosion iconoclaste, loin de favoriser la révolution aristocratique¹, a bien failli, au contraire, provoquer le retour à la situation du milieu du règne de Charles-Quint. Seules les distances et les décalages chronologiques qui empêchent le rappel du duc d'Albe au printemps 1567² interdisent à la peur sociale réveillée de jouer dans le même sens que lors de l'explosion anabaptiste. L'effacement de l'effet cyclique, la présence à partir d'août 1567 des troupes du duc d'Albe terminent définitivement l'épisode iconoclaste.

Les données statistiques conteques dans les belles études récentes de Charles

1. Nous nous expliquons sur ce point dans *Séville et la Belgique (1555-1648)*, *Revue du Nord*, 1960, n° 2.

2. Les concentrations commencent en Milanais à partir du 1^{er} janvier 1567. Quand la répression indigène porte ses fruits, en mars 1567, en Flandre, il n'y a plus possibilité en Espagne d'arrêter la lourde machine de la répression castillane.

Comptes rendus critiques

Verlinden et de Jan Craeybeckx étaient donc des analyses qui permettent de mieux saisir l'opposition profonde entre le premier et le second XVI^e siècle aux Pays-Bas. La cassure se place entre 1540 et 1550, en gros. Le changement de règne, dix ans plus tard, est d'autant plus dramatique qu'il révèle après coup à la sensibilité populaire les modifications structurelles des précédentes années.

Construite sur des documents différents (les comptabilités publiques de l'État flamand-bourguignon), animée par d'autres préoccupations, l'étude de Fernand Braudel, « Les emprunts de Charles-Quint sur la place d'Anvers » conduit à la même conclusion. Utilisant les travaux encore inédits par lui dirigés de M^{me} Ghislaine Bellart, Fernand Braudel nous donne une analyse très poussée des finances de l'État flamand-bourguignon de 1515 à 1555, tandis qu'en conclusion, s'appuyant sur les études classiques de don Ramón Carande¹, il évalue la part financière des Pays-Bas dans l'ensemble de l'empire de Charles-Quint. Entre 1540 et 1555, l'effort fourni par les Pays-Bas s'accroît dans la proportion pratiquement de 1 à 6. Et pourtant, dans le même temps, la contribution des Pays-Bas à l'entreprise globale ne cesse de décroître. Le centre financier de l'empire des Habsbourg était à Anvers en 1530 ; en 1560, il est à Séville. La rupture se place entre 1540 et 1550. Nous avons montré, ailleurs, que l'Amérique entre vraiment en scène lors de la période d'expansion cyclique des années 1544-1549, au terme de la première demi-phase longue d'expansion des activités dans l'Atlantique espagnol et hispano-américain, au terme aussi de la *Conquista*. Les données tirées des comptabilités publiques des Flandres et les comptes de la *Casa de la Contratación* conduisent donc à la même conclusion. L'Amérique est explicative de la grande cassure qui brise au milieu du XVI^e siècle l'histoire des Pays-Bas.

Il y a, évidemment, bien autre chose dans les deux ouvrages que nous avons un instant mis en cause. Chacun, à sa guise — c'est la rançon de leurs richesses — pourra les aligner avec profit, dans l'ordre de ses pensées.

Pierre CHAUNU.

Angelina H. LOGRASSO. Piero Maroncelli. Rome, Edizioni dell'Ateneo, 1958 ; 327 pages.

Piero Maroncelli est l'une des figures mineures du Risorgimento et, en même temps, l'une des plus connues et des plus controversées. Son souvenir demeure lié à la longue captivité, partagée avec Silvio Pellico, d'avril 1822 à août 1830 et au célèbre récit qu'en fit le prisonnier du Spielberg dans *Le Mie Prigioni*. Maroncelli devait, par la suite, publier des *Additions* qui sont désormais toujours publiées à la suite du livre de Pellico.

1. RAMÓN CARANDE, *Carlos V y sus banqueros (1516-1556)*, 2 volumes parus, la parution du troisième tome est imminente ; t. I : *La vida económica de España en una fase de su hegemonía*, Madrid, 1943, in-8°, *Revista de Occidente*, 392 pages ; t. II : *La Hacienda real de Castilla*, Madrid, 1949, gr. in-8°. *Sociedad de Estudios y Publicaciones*, 635 pages, et en attendant la parution du tome III de cette œuvre capitale, *El crédito de Castilla en el periodo de la política imperial. Discurso leído ante la Real Academia de la Historia*, Madrid, 1949, gr. in-8°, 86 pages.

Angelina H. Lograsso, professeur d'université américaine, d'origine italienne, s'est passionnée pour le conspirateur romagnol et lui a dédié une soigneuse et quasi exhaustive biographie. Don Sturzo, le vieux leader catholique antifasciste, qui l'avait encouragée, aux États-Unis, à poursuivre ses recherches, a orné le volume d'une cordiale préface. Son travail est fondé sur une vaste littérature, bien classée et présentée, et sur des recherches d'archives étendues, dans les dépôts italiens, français et américains qui gardent les traces, abondantes, mais dispersées, de la vie errante du proscrit. Cet ingrat effort de synthèse mérite d'être loué. L'auteur, avec une sympathie certaine pour son héros, mais qui n'exclut pas l'impartialité, fait revivre la personnalité du musicien et patriote de Forlì, sa vie à Milan, son affiliation au mouvement libéral et national, puis son arrestation. L'épisode si discuté du procès — on sait que Maroncelli fut accusé d'avoir dénoncé et fait condamner Pellico — est repris en détail, pour aboutir à la confirmation de la thèse de l'innocence, déjà démontrée jadis par Luzio, sur la base des documents autrichiens.

La partie la plus neuve du livre n'est pas l'évocation de la captivité, bien connue et au cours de laquelle Maroncelli fut amputé d'une jambe, mais le récit des longues années d'exil, jusqu'à la mort, survenue en 1846. Fixé d'abord à Paris, entre 1831 et 1833, Maroncelli émigra aux États-Unis, où il continua son activité politique, au sein de la colonie italienne, occupé à l'édition anglaise du livre de Pellico et à la rédaction de ses *Additions*. Encouragé par l'amitié de l'élite politique et intellectuelle de la Nouvelle Angleterre, l'ancien prisonnier du Spielberg entretenait une correspondance assidue avec les patriotes et libéraux italiens proscrits. Il contribua à diffuser aux États-Unis les idées de Fourier et de Swedenborg. Mais sa situation financière se détériora et, devenu aveugle, Maroncelli perdit la raison et termina misérablement ses jours.

Ce livre très honnête, qui s'attache, avec érudition et minutie, à la carrière d'un homme de second plan est un peu, à la manière du héros qu'il met en scène, un ouvrage du second rayon. Il raconte et décrit plutôt qu'il ne pose des problèmes. Mais il abonde en citations bien choisies de documents jusque-là ignorés et fournit une très utile contribution à la connaissance de ce type social si caractéristique de l'Europe des nationalités : le proscrit politique.

Paul GUICHONNET.

James DUFFY. *Portuguese Africa*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1959 ; in-8°, XII-389 pages. Prix : \$ 6,75.

Il y a longtemps que les historiens qui ne lisent pas couramment le portugais souhaitent un ouvrage de synthèse, dans une autre langue, sur la colonisation lusitanienne. Le livre de M. Duffy sur l'Afrique portugaise est donc le bienvenu. Sa synthèse bien documentée, objective et critique, prétend s'intéresser surtout aux colonies actuelles, Mozambique et Angola. Mais l'expérience congolaise y est aussi relatée. On regrette que l'auteur n'y ait pas ajouté la douzaine de pages qui aurait été nécessaire sur les établissements du Sénégal, de la Gold Coast et du Bénin ; la création d'Elmina, qui est contemporaine de l'installation au Congo, mais qui semble avoir traduit une politique différente, méritait un commentaire.

Comptes rendus critiques

L'auteur montre bien ce que fut l'expérience du Congo et pourquoi elle échoua : une politique délibérée d'alliance contre les Maures, de pénétration par voie de terre vers l'empire du prêtre Jean et d'échanges commerciaux. Une tentative « d'acculturation », comme diraient nos sociologues, et non de colonisation par domination. Mgr Cuvelier, surtout intéressé par la mission religieuse, l'avait moins nettement indiqué. Et, surtout, il n'avait pas rangé parmi les causes de l'échec la corruption des missionnaires envoyés par Manuel en 1508. Ces derniers se livrèrent au commerce des esclaves, certains d'entre eux prirent femme, tous s'entendirent avec les marchands de San Thomé et leur capitaine, concessionnaire de l'île, Fernand de Melo. Les colons de San Thomé cultivaient la canne à sucre avec la main-d'œuvre servile. Ils avaient le privilège du commerce des esclaves sur les côtes d'Afrique. Melo défendait sur place ses intérêts et ne se souciait pas de la politique royale. Ses intrigues retardèrent Simão da Silva, envoyé par Manuel en 1512 pour redresser la situation. Les instructions de ce dernier lui donnaient le droit de régir les Portugais et l'engageaient à conseiller le roi dans son œuvre d'édition d'un État sur le modèle portugais. Da Silva mourut avant d'atteindre la capitale congolaise. Le pauvre roi Affonso souhaita vainement recevoir du Portugal la juridiction sur San Thomé. Jean III reprit l'île à la famille de Melo et la fit ériger en archevêché en 1534. La capitale du Congo, San Salvador, ne devint évêché qu'en 1596. A ce moment, Affonso était mort. En vain, depuis 1520, plusieurs résidents avaient tenté de reprendre la tâche de Silva. Manuel Pacheco, Alvaro Peçanha, Nunez Coelho n'avaient réussi, ni à faire admettre un contrôle sur le commerce des esclaves, ni à mettre un terme aux intrigues des aventuriers et des commerçants portugais. Après le décès d'Affonso (1540), ses successeurs se disputèrent entre eux. Puis le Congo fut envahi par les Anziques et les Jagas, qu'un secours portugais, conduit par Francesco de Gouveia, permit de repousser (1570). Le roi Alvaro put alors appeler de nombreux missionnaires, mais, depuis la concession en 1571 de l'Angola à Paulo Dias de Novais, cette colonie devint le centre de toutes les entreprises portugaises en Afrique occidentale et le « Protectorat » congolais fut abandonné.

Luanda fut fondée en 1576 et le Portugal imposa sa souveraineté aux « sobas » africains, trop nombreux et trop divisés entre eux pour pouvoir résister. Ce n'est donc plus de protectorat, mais d'une véritable colonie qu'il faut parler. Mais l'Angola fut colonie du Brésil plutôt que du Portugal. Pendant deux siècles et demi il n'eut d'autre utilité que de fournir au Brésil la main-d'œuvre des plantations. La faiblesse et la médiocrité de l'émigration portugaise, l'insuffisance de l'effort missionnaire ne permirent pas de faire évoluer le pays.

Il en fut de même dans la capitainerie de Mozambique, où les Portugais se montrèrent surtout intéressés par le commerce. Après l'échec de rares tentatives pour découvrir les mines d'or du Monomotapa ou pour installer des plantations à Sena, sur le Zambèze, ou à Tete, ils renoncèrent à une pénétration que le climat rendait d'ailleurs difficile. Il n'y eut pas vraiment une colonisation. La propagande portugaise insiste sur l'absence de préjugé racial. Mais les unions entre blancs et noirs résultèrent plutôt de nécessités érotiques et ne conduisirent pas à l'éducation des noirs et à l'égalité entre les deux races.

L'auteur résume les événements qui aboutirent au partage de l'Afrique et cherche à préciser dans quelle mesure l'ère nouvelle, introduite par l'abolition de la traite et par le partage de 1890, a transformé les colonies africaines. Quête

L'héroïque défense de Paris (1870-1871)

décevante. L'émigration, qui entraîna vers le Brésil des masses variant de 10 à 74 860 Portugais par an entre 1908 et 1930, n'en dirigea que de 15 à 1 153 en Afrique. Les capitaux, en grande partie étrangers, permirent de moderniser les ports et les villes. L'administration s'imposa dans l'hinterland, mais le niveau de vie des indigènes ne s'améliora guère. Dans l'État nouveau de Salazar, le travail forcé est toujours considéré comme indispensable. En dépit des progrès récents, les colonies portugaises forment aujourd'hui les provinces les plus arriérées de l'Afrique noire.

M. Duffy a magistralement traité de l'Afrique portugaise ; son livre sera précieux à tous ceux qui ont besoin de savoir ce que les Portugais ont réalisé en Angola et au Mozambique au cours de leur longue domination depuis le xvi^e siècle. Mais qu'ils n'y cherchent pas de renseignements sur les Africains. Cet aspect de la question a totalement échappé à l'auteur. Il n'a pas consulté les ethnographes. Il n'a pas esquissé la carte des tribus indigènes, de leurs migrations et de leurs rivalités. Il ne s'intéresse pas aux invasions des Jagas. S'il a écrit des pages finement nuancées sur les rapports entre Livingstone et les autorités portugaises, il néglige les tribus que Livingstone rencontra. Il y a là une lacune, à vrai dire difficile à combler : l'histoire de l'Afrique noire deviendra-t-elle jamais une histoire des Africains ?

Henri BRUNSWIG.

Henri GUILLEMIN. L'héroïque défense de Paris (1870-1871). Paris, Gallimard, 1959 ; 421 pages. Prix : 13,50 NF.

C'est toujours avec plaisir qu'on ouvre un livre de M. Guillemin : voilà un auteur qui ne secrète pas l'ennui. L'ouvrage intitulé par antiphrase *L'héroïque défense de Paris*, suite de *Cette curieuse guerre de 70*, ne fait pas exception ; il commence après la révolution du 4 septembre et s'achève aux premiers jours de novembre 1870, après la journée du 31 octobre et la dernière entrevue de Thiers avec Bismarck. On peut penser que l'auteur poursuivra sa série sur « les origines de la Commune ». M. Guillemin résume lui-même sa thèse : « le parti des possédants avait montré de quel côté était son cœur quand, pour sauver à tout prix les structures sociales qu'il croyait menacées, il avait lié sa cause à celle de l'envahisseur et travaillé de toutes ses forces avec Thiers et Bismarck contre Gambetta et la résistance nationale. » Il n'y a pas eu qu'un Bazaine, les Bazaine étaient légion. Le gouvernement issu du 4 septembre et Thiers, son mentor, n'avaient qu'une idée : obtenir un armistice, faire élire une Assemblée dont la majorité ne pouvait être que favorable à la paix et arrêter la guerre à tout prix pour éviter une révolution. Est-ce très nouveau ? On savait déjà que le gouvernement provisoire ne croyait pas à la possibilité d'une longue résistance ; il a pensé pouvoir traiter en septembre et octobre. Détrompé, il a dû faire la guerre encore trois mois. Trochu et la plupart des chefs de l'armée avaient moins de dynamisme, de foi en la victoire que Gambetta. Tout cela, encore une fois, est connu — et par les sources mêmes que l'auteur a relues avec soin et possède à merveille — ce qui n'est pas si commun.

Pour faire une bonne caricature, il faut choisir, isolés et accentués, certains traits caractéristiques d'une physionomie. Or, M. Guillemin est un grand caricaturiste. Dans ces textes qu'il connaît à fond, il choisit force citations, laisse la

Comptes rendus critiques

parole aux intéressés ; mais les citations sont hachées menu, sorties dans les propos goguenards de l'auteur, qui commente à la cantonade. Dans son univers la vérité n'est pas grise ; il y a les élus et les réprouvés. Bons : Gambetta, Blanqui. Mauvais : « les Jules » : Trochu, Favre, Simon, Ferry et Picard (qui a beau ne pas s'appeler Jules) et Thiers (Adolphe) ; tous complices de Bismarck et de Bazaine. Enfin la lumière se concentre en un pinceau révélateur sur les ténébreux agissements du G. D. N. (Gouvernement de la Défense Nationale) ; l'empereur, très correct, rien à dire — il s'est amélioré depuis *le coup du 2 décembre* (1951). On ne parle plus des bonapartistes. Enfin, sur la gauche du G. D. N., tout le monde est patriote, désintéressé, clairvoyant. Tout le monde joue franc-jeu, même Bismarck, les Jules exceptés. C'est qu'ils sont les marionnettes du jeu de massacre que M. Guillemin confond trop avec l'histoire. L'ensemble devient une énorme farce ; ce gouvernement de défense nationale avec son général président n'a qu'un but : comment capituler ? comment éviter que les assiégés plus nombreux que les assiégeants ne rompent l'investissement ? Ferrières — en tapinois, toujours pas moyen de se rendre... Si le livre n'était qu'une bonne plaisanterie, à quoi bon critiquer ? Il est aussi très stimulant pour l'esprit. En fin de compte, ces vaincus sont les futurs maîtres du pays. Ils se sont par la suite drapés à loisir (en dépit de protestations trop oubliées, encore qu'éclatantes) dans des attitudes d'une noblesse conventionnelle. Le livre de M. Guillemin les fait descendre de leur piédestal — il ne risque plus d'ailleurs de choquer grand monde ; les admirateurs de Trochu ou de Jules Simon se font un peu rares. Il restitue largement le caractère incertain et suspect de leur action, placés qu'ils étaient dans une situation fausse. Au fond, M. Guillemin se fait une idée excessive des Jules : s'ils furent machiavéliques, c'était inconsciemment. Leurs faiblesses, leurs contradictions, étaient celles de la plupart des Français et des Parisiens qui, en fin de compte, les ont soutenus jusqu'à la capitulation. Favre acceptait-il d'un cœur léger les conditions de Bismarck ? Trochu pouvait-il faire beaucoup plus qu'il ne fit ? Thiers lui-même..., et pourtant c'est sans doute, à mon avis, celui dont l'impitoyable auteur fera la psychologie avec le plus de bonheur ; il était au-dessus de tous les préjugés. On recommande ce qui touche au « pèlerinage » du « grand » vieillard et le récit de la journée du 31 octobre où l'auteur, nous semble-t-il, corrige des versions tendancieuses souvent reproduites sans critique suffisante.

Louis GIRARD.

Karl KLEE. Das Unternehmen « Seelöwe ». Dokumente zum Unternehmen « Seelöwe ». Göttingen, Musterschmidt Verlag, 1958 ; 300 et 457 pages.

Devant ces deux beaux volumes, il n'est aucun historien français qui n'éprouvera de vifs sentiments de dépit et d'envie, en pensant aux difficultés qu'on éprouve chez nous à publier le fruit de ses recherches : 235 pages de texte, étayées de 50 pages de références, 420 pages de documents, 40 d'index et de tables, pour un événement qui ne fut même pas une véritable opération, mais seulement un projet, suivi, il est vrai, de quelques préparatifs, et qui ressemble plutôt à un grandiose exercice d'état-major : le plan de débarquement en Angleterre en 1940 !

Das Unternehmen « Seelöwe »

On serait même tenté de juger ce luxe excessif si le résultat n'en était de ne laisser dans l'ombre aucun détail et d'éclairer les pensées stratégiques, avouées ou cachées, du haut commandement allemand entre l'armistice de 1940 et les préparatifs d'attaque contre l'U. R. S. S.

Les décisions successives d'Hitler, ses hésitations, ses instructions à la Wehrmacht, à la Marine et à la Luftwaffe, les discussions entre ces trois armes, les plans, les premières mesures d'exécution y sont exposés en détail, étudiés et critiqués, tant en soi que dans leurs rapports avec la situation générale des forces allemandes et avec les projets ultérieurs.

Mais en fait, et sauf peut-être quelques précisions sur les diverses phases de l'évolution de la pensée hitlérienne, ce gros travail n'ajoute rien à ce que l'on connaît déjà par l'ouvrage anglais *Operation Sealion*, de Ronald Wheatley¹, rédigé d'ailleurs d'après les mêmes sources et dont l'auteur de l'ouvrage allemand déclare n'avoir pu prendre connaissance.

Il confirme qu'aucun plan d'avant-guerre ne prévoyait l'invasion, que le projet *Seelöwe* ne fut pas un bluff, qu'Hitler donna des ordres très nets pour les mesures préparatoires et qu'il en surveilla l'exécution, que les décisions de suspendre l'opération ne furent prises qu'à la demande des exécutants, mais que néanmoins Hitler ne cessa jamais de caresser l'espoir de ne pas avoir à l'exécuter, l'attaque aérienne étant jugée susceptible d'abattre la volonté de résistance britannique.

L'Armée fut immédiatement favorable à ce projet. Elle en poussa très loin l'étude. On trouvera dans cet ouvrage tous ses ordres pour la mise en place des troupes et même pour les premières opérations.

Il n'en fut pas de même de la Marine, qui ne cessa de manifester ses réticences, de présenter des objections et de manœuvrer, plus ou moins ouvertement, pour torpiller le projet, à la fois par des interventions directes du grand-amiral Raeder auprès de Hitler, par la discussion des besoins de l'Armée, et surtout en posant comme condition *absolue* la maîtrise de l'air, non seulement au cours du débarquement, mais dans les jours qui précéderaient. C'est ainsi qu'elle se déclara incapable d'effectuer les débarquements sur le front très large considéré par l'Armée comme une condition du succès, et que les discussions sur cette question se prolongèrent jusqu'à la fin d'août. Enfin elle réduisit les périodes favorables à deux, du 22 au 24 août et du 22 au 24 septembre, la première trop proche, ne permettant pas l'achèvement des préparatifs, la seconde trop rapprochée de l'équinoxe, et proposa, en conséquence, de reporter l'opération en mai 1941.

Quant à la Luftwaffe, elle parut se désintéresser complètement du projet.

Ce fut vers le milieu d'août que Hitler commença à prendre en considération les objections de la Marine et à laisser entendre que l'on ne tenterait pas le débarquement si les risques paraissaient trop élevés, puisque l'on avait d'autres moyens d'abattre l'Angleterre. Mais la décision définitive ne fut arrêtée dans son esprit que le 14 septembre. Il se refusa à l'annoncer aussitôt de peur que cette nouvelle eût pour effet d'encourager les Britanniques à mieux supporter les bombardements. L'ordre de suspendre les mouvements ne fut donné que le 19, et celui d'abandonner les préparatifs jusqu'au printemps que le 12 octobre. Les

1. Cf. *Revue historique*, t. CCXXII, p. 451.

Comptes rendus critiques

pertes infligées par l'aviation britannique aux bateaux rassemblés dans les ports ne semblent avoir eu aucune influence sur ces décisions.

Quant au projet d'offensive à l'Est, l'auteur affirme, comme Wheatley, qu'il apparaît dès la fin de juillet 1940 et que c'est vraisemblablement cette idée qui était à l'origine de l'opération *Seelöwe*, dont Hitler attendait qu'elle le libérait de tout souci sur ses arrières.

† Général LESTIEN.

Merle FAINSOD. *Smolensk under soviet rule*. Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1958 ; 486 pages. Prix : \$ 8,50.

Après moins d'un mois de Blitzkrieg, Smolensk tombait aux mains des Allemands. Le temps avait manqué aux responsables de la « Province de l'Ouest » pour détruire la totalité de leurs archives provinciales. Le hasard de la guerre remettait ainsi aux Allemands, et bientôt aux Américains, 500 dossiers (soit 200 000 documents, nous dit la préface), l'équivalent d'archives préfectorales et judiciaires, véritable *microcosme* de la vie soviétique entre 1917 et 1938. On devine le parti que Mr. Fainsod, auteur d'un ouvrage consacré à l'étude des mécanismes gouvernementaux de l'U. R. S. S.¹, allait en tirer : ces archives lui offraient l'occasion — sans exemple jusqu'alors — de trancher dans le vif d'une province soviétique.

Une fois admise l'authenticité de ces documents (et qui l'a sérieusement contestée?), reconnaissons le bonheur et la clarté avec quoi l'auteur en a tiré parti. Il ne pouvait être question de publier *in extenso* ces archives ; la solution adoptée est probablement la plus sage : une première partie plus technique nous donne une idée globale du *quadrillage administratif* de la région à ses différents niveaux (la province, le « rayon », le volost, la ville ou le village), nous démontre l'articulation de la vie judiciaire, illustrée par d'utiles schémas, et souligne la forte *centralisation* d'organes calqués de haut en bas sur un modèle commun, celui des organes directeurs centraux. Suit l'apport plus concret, plus neuf, de la deuxième partie, qui retrace l'insertion de ces organes administratifs — l'auteur dit leur « impact » — dans une société à forte prédominance rurale. Nous trouvons là de rapides petits tableaux provinciaux, le processus de « dékulakisation » dans les villages, la gestion des fermes collectives, la mainmise du Parti sur l'enseignement, le fonctionnement de la censure, ou le rôle de pépinière joué par l'Armée rouge dans la formation et le recrutement des cadres locaux. Aidé par les rapports de police d'un N. K. V. D. admirablement renseigné, sensible à toute variation de l'opinion, ennemi de tout maquillage, l'auteur nous donne là la *chronique d'une vie de province soviétique*, bourrée de vie et de vraisemblance dramatique.

Impossible d'énumérer ici tous les secteurs de la vie publique, ou du fonctionnement interne du Parti, sur lesquels ces archives projettent une lumière indiscrète. C'est moins dans le caractère inédit de ces documents — largement cités et aisés à reconnaître grâce à l'usage d'une double impression qui facilite la consul-

1. Paru en 1953 sous le titre *How Russia is ruled* (Harvard University Press).

Smolensk under soviet rule

tation de l'ouvrage — que dans leur *masse* et leur *homogénéité* que réside la grande nouveauté de cette publication. Il ne s'agit plus ici d'une mosaïque de renseignements disparates, de recoulements patients et hasardeux : le rideau se lève sur un véritable drame, le drame de la lente pénétration, par une idéologie née dans un milieu urbain et industriel, d'un secteur agricole hostile et profondément attaché à ses traditions.

C'est que rien n'échappe à l'indiscrétion de ces documents. L'*anecdotique* y a sa place : nous y voyons vivre toute une masse anonyme, l'immense armée des indifférents et des sans-pouvoirs, nous y découvrons tout un réseau d'hostilités, de complaisances, de lâchetés et de révolte. Le *fait divers*, banni de la presse et de la société communistes, y retrouve sa place côté à côté avec l'étude de mœurs ou l'enquête sociologique d'un rapport de police — tout cela dans une odeur d'alcool qui signait naguère toute chronique de mœurs russe. Cette image d'une société parfaitement aseptisée et homogène — la seule image officielle que l'U. R. S. S. ait jamais tolérée d'elle-même — se dissout : nous tenons ici le décalage entre les directives, les slogans, les communiqués officiels et leur application pratique ; le décalage, donc la vie, la vie réelle de cette société dont ce livre prend le pouls.

Mais jamais pourtant l'*anecdotique* n'évince l'*information politique* : la désorganisation économique et la N. E. P., l'industrialisation et la « dékulakisation » ou les purges, secouent les assises du pays et dessinent en pointillé un autre tableau, le vrai tableau politique : l'inlassable noyautage opéré par un parti qui inexorablement se ramifie, confisque l'un après l'autre tous les leviers du pays, s'installe dans chacun de ses centres nerveux — et cela malgré une criante pénurie de cadres compétents, ou seulement honnêtes, parfois. Voilà quel pourrait être le véritable sujet de ce livre, et le vrai sujet finalement de cette époque.

Simultanément, on le devine, l'ouvrage ouvre de bien plus larges perspectives, de véritables perspectives *historiques*. Car, à ce niveau d'information, la fresque cesse d'être fresque, le documentaire d'être documentaire ; ils possèdent une dimension qui les dépasse, et qui est la dimension même de l'*histoire* : il s'agit ici de la substitution d'une nouvelle légalité — révolutionnaire — à l'ancienne. La lente et tatonnante construction de cette légalité, où presque chaque décision fait jurisprudence, où il s'agit moins de réprimer que de prévenir, et où l'on juge sur intentions, voire sur simples présomptions, voilà ce qui est le propre de toute révolution et qui donne ici à l'ouvrage valeur d'*exemple*. Car toute révolution s'accompagne plus ou moins longuement d'une période de « terreur », due à l'élaboration hâtive d'une législation discriminatoire, au pullûlement des organes de police, ou à l'incompétence de juges improvisés. Notre esprit, mieux fait aux époques de stabilité, où le codex, le « recueil » législatif sont la première garantie de la légalité, se trouve ici plongé dans une de ces périodes « maléfiques » où l'absence de tout critère juridique défini laisse planer la menace sur tous. (C'est à cette lumière qu'il faudrait d'ailleurs étudier l'*histoire* de tant de purges, trop hâtivement passées en revue dans ce livre). Cette *sécration d'une nouvelle légalité*, et la législation initiale de suspects qui l'accompagne, telle est la dernière harmonique de ce livre.

On voit donc l'intérêt de l'ouvrage, malgré d'inévitables limites qui sont les limites mêmes de toute documentation d'archives. Car les archives ne sont jamais qu'une matière première pour l'*historien*, et l'*optique* très administrative et officielle de documents élaborés par et pour une bureaucratie soupçonneuse, les nom-

Comptes rendus critiques

breuses lacunes que l'auteur reconnaît honnêtement (absence en particulier de nombreux documents administratifs secrets et centralisés qui firent retour à l'autorité d'origine, maigre moisson de documents émanant du N. K. V. D.) en fourniraient la preuve. On ne peut taire également une autre réserve, plus sérieuse cette fois, et que soulève l'*exploitation* même de ces documents : nous avons affaire à un exposé déjà élaboré, et non à des données brutes qu'il serait plus facile au lecteur de confronter, d'examiner, de peser. Non que l'on puisse sérieusement contester l'honnêteté du metteur en scène ; mais, enfin, pourrait-on affirmer que l'auteur est resté, en son tri, exempt de toute arrière-pensée polémique, n'a pas facilité ces effets de propagande que permet fatalement une telle race d'ouvrages ? A-t-il exactement respecté le dosage, sans augmenter le poids des forces hostiles au régime ?

Cette réserve faite, et qui est fonction de l'intelligence même avec laquelle ces documents sont présentés, reconnaissons en cet ouvrage autre chose et beaucoup plus qu'une simple indiscretion. Il est comme la radiographie d'une époque tragique.

Fr.-X. COQUIN.

ERRATUM

Rectifions la coquille qui attribue les deux volumes à M. Enzo Tagliacozzo de la *Storia dell'Avanti* (Milan-Rome, Ed. Avanti) [Rev. histor., t. CCXXXIII, avril-juin 1960, p. 416], dont l'auteur est M. Gaetano AVANTI.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

■ *Histoire générale*

Dictionnaire des biographies, publié sous la direction de Pierre GRIMAL (Presses Universitaires de France, 1958, in-4° couronne, 2 vol. de 804 et 764 p. ; prix : 36 NF le vol. broché). — Grâce à M. P. Grimal, professeur à la Sorbonne, et à ses collaborateurs, nous disposons maintenant d'un dictionnaire des biographies facile à manier, et dont on ne saurait trop louer la présentation typographique et iconographique (chaque volume contient soixante-quatre planches hors texte en héliogravure), sinon toujours les renseignements bibliographiques. On parcourt avec beaucoup de fruit, et un véritable plaisir, les notices très alertes consacrées par M. Goléa aux musiciens célèbres (et même à d'autres qui le sont moins), ou par MM. Higoumet et Renouard aux papes, rois, et autres personnalités du Moyen Age occidental. Soyons reconnaissants à M. Taton de nous faire mieux connaître ces mathématiciens, et surtout ces grands « mécaniciens », presque toujours absents, ou sacrifiés, dans les Encyclopédies de jadis.

Nous aurions volontiers consenti, par contre, à être moins bien renseignés sur le compte de tel peintre anglo-saxon ou médecin français du siècle dernier : la majeure partie des cinquante lignes retracant la carrière du Dr Alibert (dont « l'arbre des dermatoses n'a pas survécu au professeur qui l'a planté ») aurait pu facilement être sacrifiée, ce qui aurait permis d'étoffer un peu les quelque vingt lignes accordées comme à regret à Disraéli, Wesley ou Fourier. D'une façon générale, les hommes politiques et les théoriciens sociaux, religieux ou politiques sont durement traités, à moins qu'ils n'aient eu la bonne fortune de vivre au Moyen Age... Et pourquoi avoir systématiquement éliminé de ce dictionnaire les grands fondateurs du judaïsme et du christianisme qui ont tout de même davantage « contribué à former la civilisation occidentale » que Confucius, Boudha et Mahomet, sans parler de la poétesse Ricarda Huch (qui a droit à quarante lignes de notice biographique) et de l'« architecte et jardinier » William Kent (cinquante lignes). Il faut louer sans réserve le souci qu'ont eu les rédacteurs de tenir compte de « l'importance prise dans le monde, depuis plusieurs dizaines d'années, par les sciences mathématiques, physiques, biologiques, et aussi par leurs applications techniques » ; fallait-il pour autant négliger tant de grandes figures qui, pour s'être surtout distinguées dans le domaine de l'histoire politique, diplomatique, religieuse ou littéraire, n'en ont pas moins, elles aussi, joué un rôle capital dans la genèse de l'Occident contemporain ?

Ph. VIGIER.

— Avec le fascicule XLVIII (Chrétien-Cléry) se termine le tome VIII du *Dictionnaire de Biographie française* (Libr. Letouzey et Ané, 1959, col. 1281-1528).

Notes bibliographiques

Parmi les notices qui y figurent on n'en trouvera pas moins de 69 sur les personnages ayant porté le nom de *Clément* dont de nombreux papes, le sénateur *Clément de Ris* et le général *Clément-Grandcourt*, 21 *Clerc*, 70 *Clermont* (dont 7 *Clermont-Gallerande*, 20 *Clermont-Tonnerre* et 9 *Clermont-Lodève*), sur *Étienne Nicolas de Clamanges* qui fut aumônier de Charles VII et le théologien *Nicolas de Clamanges*, *Cinq-Mars* qui fut décapité à Lyon en 1642, l'industriel *André Ciroën*, le *comte de Circourt* que Lamartine envoya à Berlin en 1848 en qualité de chargé d'affaires, les généraux de *Cissey* (dont un fut ministre de la guerre de 1871 à 1873) et *Claparède*; les hommes politiques : *Clamageran*, ministre pendant onze jours dans le cabinet H. Brisson en 1885, *Georges Clémenceau*, *Clémentel*, les maréchaux *Clarke*, duc de *Feltre* et *Clauzel* ainsi que l'arrière-petit-fils de celui-ci l'ambassadeur *Clauzel* qui mourut en 1951, les écrivains *Paul Claudel*, *Jules Claretie* qui fut administrateur du Théâtre-Français, *Léon Cladel* et *Judith Cladel* qui fut la collaboratrice de Rodin, l'orfèvre *Christofle*, M^{me} *Clairon*, la famille *Clary* dont *Désirée* qui épousa Bernadotte et devint reine de Suède et *Julie* qui épousa Joseph Bonaparte et fut reine d'Espagne, les quatre frères *Clausel de Coussergues*, *Mgr Clausel de Montals*, évêque de Chartres, le valet de chambre *Cléry* qui suivit Louis XVI au Temple, les ingénieurs *Clapeyron* (qui construisit la ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain en 1835) et *Claveilles*, le financier genevois *Clavières* qui fut ministre des Contributions en 1792, l'évêque de Metz *saint Chrodegang*, etc...

Dans le fascicule XLIX (Clisinger-Collas) qui inaugure le tome IX (col. 1-256) signalons entre autres les notices concernant les familles *Clisson* (dont Olivier IV connétable de France au XIV^e siècle), *Cochin* dont l'homme politique *Denys Cochin*, *Coelogon*, *Coetquen*, *Coignet*, *Colbert* (48 notices dont celle du ministre de Louis XIV), *Coligny* dont l'amiral, *Colin*, sur les *Clouet*, *Clavis*, son fils *Clodomir*, sa femme *Clotilde*, *Jacques Cœur*, *Cluseret* un des chefs de la Commune, le pasteur *Colani*, sainte *Colette de Corbie*, l'écrivain *Sidonie-Gabrielle-Aimée de Coigny* pour qui A. Chénier écrivit la *Jeune captive*, l'évêque gallican de Troyes *Pierre-Louis Cœur*, *Nicolas Coeffeteau*, évêque de Marseille en 1621, le R. P. de *Clorivières* qui regroupa en 1814 les anciens membres de la Société de Jésus après avoir mené une opposition clandestine farouche contre Napoléon, le créateur de la Samaritaine *Ernest Cognacq*; etc...

— On est heureux de voir s'accélérer légèrement le rythme de publication des fascicules du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* qu'édite la maison Letouzey et Ané, et dont les fascicules 80 (*Dioscore-Downside*) et 81 (*Downside-Dunna*), col. 13-768 et 769-1024, viennent de paraître en quelques mois (1959 et 1960). L'inégalité de l'importance donnée aux sujets étudiés est sans doute inévitable dans une œuvre collective de ce genre, mais il saute aux yeux que les notices consacrées aux personnages, aux abbayes, aux diocèses irlandais ou balkaniques, par exemple, ne vont pas sans créer un réel déséquilibre avec les notices réservées à d'autres pays ; citons à titre d'exemple le diocèse de *Dublin* qui se voit attribuer 105 colonnes denses — d'ailleurs pleines de renseignements intéressants et utiles — qui représentent la matière d'un volume ordinaire de deux cents pages ! Signalons parmi toutes ces richesses les notices consacrées à la communauté des *Doctrinaires*, aux nombreuses abbayes disparues ou encore existantes de *Disentis* (Grisons), *Divielle* (diocèse de Dax), *Doberan* (près de Rostock), *Domèvre-sur-Vézère*

Histoire générale

souze, Dommartin, Doullens, N.-D. des Dombes, aux diocèses de Djakovo, de Dubrovnik, de Duluth, à l'ancien diocèse de Dol (avec une carte) ; celles qui traitent de la vie et de l'œuvre de saint Dominique, de sainte Domitilla, martyre au temps de Dioclétien, ainsi que de saint Domnio, évêque de Salone, de sainte Douceline (au XIII^e siècle), des cardinaux du Bellay, Dubois et Jean de Dormans qui fut évêque de Lisieux et chancelier de Charles V, du Jésuite Dobrowsky qui joua un rôle important dans l'éveil de la nationalité tchèque à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, des historiens Dölger, Mgr Douais, historien des frères Prêcheurs, de l'Inquisition et du Languedoc dont la fragilité de l'œuvre est discrètement mais fermement indiquée, du Jésuite allemand Duhr, historien de sa Compagnie, et surtout de Mgr Duchesne dont P. d'Espezel nous donne un portrait sympathique et nuancé, de Donat, évêque de Casae Nigrae, fondateur du schisme africain. On lira aussi avec intérêt les articles qui étudient les anti-infaillibilistes : le chanoine Döllinger, l'archevêque d'Avignon Dubreuil et au contraire les ultramontains Donoso Cortès, l'archevêque de Bordeaux Donnet, l'évêque de Montauban Doney, l'évêque de Moulins Dreux-Brézé ardent défenseur de l'*Univers* ; enfin les humanistes Martin Dorpius de Louvain et le Polonais André Dudith, évêque de Csanad, puis de Fünfkirchen qui se maria et apostasia en 1568.

M. C.

— D. P. O'CONNELL, *The law of state succession* (Cambridge, University Press, 1956, 425 p. ; 45 sh.) (Cambridge studies in international and comparative Law, t. V). — Cet ouvrage se propose d'analyser les règles qui président aux conséquences des changements de souveraineté d'après la pratique britannique. L'auteur a dépouillé les archives publiques et les documents émanant du Parlement, les traités et tous les textes relatifs aux transferts de territoires depuis les cent cinquante dernières années. Il publie également en appendice les opinions des officiers de la Couronne, et les rapports qu'ils ont adressés au Foreign Office entre 1823 et 1901. Il compare la pratique anglaise avec le droit des principaux pays, soulignant les similitudes et les divergences.

L'ouvrage fait une place particulière aux cas posés après la seconde guerre mondiale, notamment après la reconnaissance de l'indépendance des Indes en 1947. Aussi cette étude intéresse-t-elle les Indes et le Pakistan, et mérite-t-elle d'être retenue par tous les spécialistes du droit comparé, à qui elle apporte une documentation précieuse, et une mise au point de problèmes difficiles et débattus sur lesquels la bibliographie était jusqu'alors assez réduite. On saura gré à l'auteur de combler cette lacune.

— *Archives de philosophie du droit* (Paris, Sirey, 1960, 248 p. ; prix : 20 N F) (*La théologie chrétienne et le droit*, n° 5). — Cette nouvelle livraison des archives de la philosophie du droit groupe une série d'études d'un grand intérêt : M. S. E. STUMPF, *Contribution de la théologie à la philosophie du droit*, recherche comment les théologiens ont essayé de déterminer les rapports de la foi chrétienne et du phénomène juridique. Ils s'intéressent aux problèmes de la source, de la nature et du but du droit, d'accord avec les philosophies rivales qui s'attachent à ces problèmes. Pour les théologiens l'accomplissement du droit suit l'accomplissement de la nature essentielle de l'homme. J. ELLUL. *Christianisme et droit. Recherches américaines*. Les récentes recherches américaines manifestent un effort de renouvellement de la

Notes bibliographiques

pensée sur le droit, en liaison avec la crise de la société américaine. Tentés et troublés par le positivisme juridique et par le relativisme, les chrétiens essaient de trouver un fondement au droit commun à tous et sentent en même temps que la spécificité du christianisme s'y oppose. Michel VILLEY. *Une enquête sur la nature des doctrines sociales chrétiennes*. L'auteur rend compte des volumes de J. Y. CALVÉZ et J. PERRIN, *Église et société économique*. Aubier, 1959 ; G. FASSO, *Cristianesimo e società*. Milan, 1956 ; l'édition BLOT de la *Somme théologique* (I a II ae. qu. 90 et suiv.). Il souligne que les sources des doctrines sociales chrétiennes sont essentiellement profanes, il souhaite que l'on précise la nature des relations entre la révélation chrétienne et l'ordre juridique temporel. Il lui paraît que la révélation ne livre aucun principe juridique, souligne l'insuffisance et l'imperfection de tout système humain, qui doit être tempéré par la charité et le pardon. La doctrine sociale thomiste témoigne de notre impuissance à capter le droit naturel en une doctrine absolue. P. ROUBIER. *Les prérogatives juridiques*. La construction traditionnelle ramène toutes les prérogatives à la notion de droit subjectif, elle laisse dans l'ombre les charges qui accompagnent les droits subjectifs sans toujours les égaler. Les devoirs correspondent aussi à des prérogatives (actions en justice) pour rappeler autrui à l'observation de ses devoirs. On en arrive à toute une gradation des moyens, qui tient compte de l'action individuelle des hommes. F. G. BAXTER. *Pour la justice*. On peut se faire une idée de la justice sans se perdre dans la métaphysique en appliquant les critères admis par la conscience aux situations humaines. R. MASPETIOL. *L'Église et le droit selon Spinoza*. Spinoza revendique la liberté de l'esprit et repousse tout ce qui est révélation sur la nature de Dieu et ses rapports avec le monde et les hommes. Son déterminisme nie la possibilité pour Dieu d'édicter des lois particulières à un homme ou à un peuple. La théorie spinosienne de l'État et du Droit est un prolongement de celle de Hobbes, elle reste dominée par la puissance illimitée du pouvoir souverain et de l'ordre politique. La liberté de la personne n'est pas un droit opposable au pouvoir selon Spinoza, mais une concession de l'autorité à ses sujets. Aussi aboutit-elle à un demi-échec dans sa tentative d'assurer la défense de l'esprit. De nombreuses chroniques, notes et comptes rendus complètent cette importante et intéressante publication.

R. BESNIER.

— Raymond DERINE. *Le droit de propriété en France et en Belgique au XIX^e siècle : droit absolu et quasi illimité? Contribution à l'histoire du droit prioritaire moderne* (Léopoldville, Éditions de l'Université, 1959, in-8^o, 68 p.). — Voici une autre « légende à tuer » : c'est « celle de la propriété inconditionnée au XIX^e siècle ». Car il n'est pas exact que le Code civil ait accordé à la propriété privée un caractère absolu et qu'une conception de solidarité sociale soit tout uniment celle de nos contemporains. Mais il semble bien que le caractère individualiste de l'article 544 du Code — article qui est au centre de la discussion — ne doive pas faire illusion. En tout cas la législation napoléonienne introduisait déjà des restrictions nombreuses et souvent profondes à la liberté du propriétaire. Mais, loin de reculer sans cesse, celle-ci gagne du terrain au cours du XIX^e siècle. Ainsi la théorie de l'abus des droits connaît alors un déclin provisoire.

Un simple article qui résume une thèse écrite en néerlandais et publiée en 1955. Il traite un problème de la plus haute importance sociale et mérite en conséquence de retenir l'attention.

Robert SCHNEIDER.

Histoire générale

— Benjamin E. THOMAS. *Trade routes of Algeria and the Sahara* (Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1957, iv + 120 p., 1 pl., 36 cartes). — Cette étude, éditée originellement dans le recueil des publications de géographie de l'Université de Californie (vol. 8, n° 3), dont elle conserve la pagination, examine le développement des voies de communication du nord de l'Afrique dans leurs relations avec le milieu physique et l'évolution des conditions économiques et politiques. Bien qu'insistant sur l'aspect le plus récent des problèmes, elle s'appuie cependant sur de substantiels résumés de géographie historique.

La première partie, concernant l'Algérie, s'ouvre par un chapitre consacré aux routes romaines (la carte 3 est une adaptation de celle qu'a dressée P. Salama, *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*. Alger, 1951). Les cinq chapitres suivants étudient le développement des moyens modernes de communication depuis l'occupation française en 1830 ; le réseau français des routes et chemins de fer, conçu pour des motifs militaires et économiques, reprend de façon générale les grands axes du tracé romain ; un paragraphe concerne les liaisons aériennes avec indication du nombre hebdomadaire de vols pour chaque destination (carte 25).

La seconde partie est consacrée au Sahara. L'importance de l'introduction du chameau est bien soulignée, encore que l'auteur, trop prudent peut-être, se garde de proposer la moindre date. Rappelons qu'un texte de Quinte-Curce (*Hist. d'Alex.*, IV, 7, 30) montre Alexandre arrivant à l'oasis d'Ammon dans l'équipage d'une caravane de chameaux. Mais témoigne-t-il de la situation au Sahara dès 331 av. J.-C.? Est-il plutôt un indice de la situation à l'époque de Quinte-Curce, elle-même incertaine puisqu'on hésite entre Claude et Constantin ; cf. J. Leclant, *Bulletin de l'Institut français d'Archéologie orientale*, Le Caire, XLIX, 1950, p. 199 et 252 ; l'importance du texte a été soulignée par J. Carcopino, *La Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1956, p. 236. On notera la présence d'une vingtaine de chameaux dans l'armée de Juba II en 46 av. J.-C. (*De bell. Afr.*, LXVIII, 4), mais en 363 ap. J.-C. le général Romanus peut exiger des habitants de Leptis Magna quatre mille chameaux pour ses transports (Ammien Marcellin, XXVIII, 6, 5) ; pour une bibliographie récente du chameau en Afrique du Nord, cf. G. et C.-Ch. Picard, *La vie quotidienne à Carthage*, 1958, p. 226 et 269-270, n. 46-47. L'auteur étudie spécialement l'essor et la chute de Tombouctou (p. 240-244) ; d'autres cités sahariennes ont eu cependant une plus grande importance. Sur l'ensemble du trafic caravanier saharien, on se reportera maintenant à E. W. Bovill, *The golden Trade of the Moors*. Londres, 1958 (version entièrement remaniée de *Caravans of the Old Sahara*, 1933, cité p. 274). Pour le trafic aérien transsaharien, essentiellement nord-sud (carte 35), on tiendra compte désormais de la ligne ouest-est ouverte en 1958 par Air-Liban, joignant Abidjan à Beyrouth par Lagos, Kano, Khartoum, et destinée aux liaisons des commerçants « syriens » d'Afrique occidentale avec leur mère patrie. L'ouvrage est enrichi de trente-six cartes fort claires et d'une ample bibliographie.

Jean LECLANT.

— DANGWERC offert à M. D. Th. ENKLAAR pour son soixante-cinquième anniversaire (Groningue, J.-B. Wolters, 1959, in-8°, 362 p.). — Ce volume de mélanges, dédié au médiéviste néerlandais D. Th. Enklaar, nous apporte, outre une liste complète des travaux du Maître, dont les premières publications remontent à 1922, une série de vingt-sept articles, rédigés par ses élèves et ses amis, des Pays-Bas ou de l'étranger.

Notes bibliographiques

La plupart concernent l'histoire du Moyen Age, mais il faut relever également des études d'histoire ancienne sur la colonisation grecque (L. Byvanck-Quarles van Ufford et A. W. Byvanck) et la troisième guerre punique (J. H. Thiel); d'histoire moderne sur Charles-Quint aux Pays-Bas (W. Jappe Alberts), la jeunesse d'Adrien VI (R. R. Post), les débuts de la révolte de Guillaume d'Orange (Mme J. K. Oudendijk), un pamphlet contre Cromwell attribué à tort selon l'auteur à Vondel (W. Asselbergs); d'histoire de l'art, sur les portraits de la collection de le Court (J. H. Kernkamp et P. Geyl) et sur un ami de Mme de Staël, le caricaturiste allemand Von Schlegel (J. G. Van Gelder). Deux études ont une portée tout à fait générale, celle sur le rôle des villes en Asie (W. Ph. Coolhaas) et celle sur la philosophie de l'histoire de Benedetto Croce (P. J. Van Winter).

Les études d'histoire médiévale concernent parfois des problèmes d'ordre général comme la date de naissance de Charlemagne (F. L. Ganshof), l'esprit révolutionnaire au Moyen Age (F. W. N. Hugenholtz), les derniers travaux relatifs à la Hanse (H. Sproemberg). Le plus souvent, il s'agit d'études particulières consacrées à des institutions (la notion d' « Honor » et les origines du fief par J. F. Niermeyer, les origines du sacre royal par C. A. Bouman, les « Scarmannen » ou « Hommes libres » par Mme J. M. Van Winter) ou à des localités (Les origines de Malines par P. Bonenfant, la seule étude en français; les agents fiscaux de la ville d'Utrecht (F. Ketner), l'endiguement du Rhin inférieur au xv^e siècle (A. G. Jongkees), les seigneuries de l'Overijssel (G. J. Terkuile). D'un genre un peu plus particulier sont les études qui intéressent la critique des textes (Discussion sur l'auteur de la *Cosmographia* dite d'Aethicus Ister, par Maartje Draak, en anglais; ou les *Annales Gandenses*, par H. Van Werveke), les enlumineurs du nord des Pays-Bas (G. I. Lieftinck), les écrits de sœur Bertken, une mystique néerlandaise du xv^e siècle (K. Meeuwesse), les travaux récents de l'érudite allemande Anneliese Maier, consacrés à l'évolution des doctrines scientifiques à la fin du Moyen Age (E. J. Dijksterhuis).

J. GODARD.

— Francesco BUONVISO. *Nunziatura a Colonia*. A cura di Furio DIAZ (Rome, 1959). Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea. Fonti per la Storia d'Italia. Vol. I (13 settembre 1670-27 dicembre 1671), 552 p. Vol. 2 (1 gennaio 1672-31 dicembre 1672), 473 p. Prix : 3 000 lires chaque. — Ces deux volumes contiennent la correspondance échangée entre le nonce à Cologne, Francesco Buonviso et le cardinal Palazzo Paluzzi-Altieri, neveu par alliance et homme de confiance du pape Clément IX, ainsi qu'avec d'autres nonces et princes allemands. Au moment où ni le Souverain Pontife, ni les milieux dirigeants de la Curie n'apparaissent comme des personnalités de premier plan, dotées de fortes capacités politiques, le légat Buonviso est l'une des meilleures têtes de la diplomatie vaticane. D'où l'intérêt de sa volumineuse correspondance, à un moment particulièrement complexe et délicat de l'histoire européenne du xvii^e siècle. Au lendemain du traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XIV commence à développer une action hostile contre la Hollande et Cologne — où Buonviso est accrédité auprès de l'archevêque-électeur Maximilien Henri de Wittelsbach —, devenu le centre des intrigues françaises en Allemagne. Versailles exerce sur les états catholiques de l'Empire une forte attraction, par le moyen de traités d'alliance et de subsides, et encourage, chez les souverains, une tendance à l'autonomie en face de Rome, en matière

Histoire générale

d'administration ecclésiastique. La position du Saint-Siège est des plus incommodes. A l'hostilité de principe contre la Hollande réformée, à l'espoir d'une *reconquista* catholique des Provinces-Unies par les armes françaises, font lourdement contrepoids les tendances expansionnistes de la France, autoritaire et gallicane, qui l'emporte, en influence et en prestige, sur le Souverain Pontife et l'Empereur, auprès des États catholiques. La Curie préférera pourtant à la France la déclinante, mais fidèle et respectueuse Espagne et les Habsbourg d'Autriche qui constituaient, en Europe centrale, le rempart de la vraie foi contre l'infidèle. L'action habile de Buonvisi — qui rencontra d'ailleurs davantage d'audience auprès des petits souverains réformés — visa donc, derrière une révérence et un alignement formels à la politique de Versailles, à une opposition à « la francisation des états rhénans et à un accord avec la politique impériale, d'abord incohérente et timide, puis de plus en plus résolue, pour la création d'une coalition des états allemands qui, alliés à l'Espagne, viendraient au secours des Provinces-Unies, sauvegarderaient les Flandres espagnoles et arrêteraient l'expansion de Louis XIV ».

L'édition de Furio Diaz,技iquement impeccable et commodément pourvue de tables eût, semble-t-il, gagné en force démonstrative en s'allégeant de bon nombre de pièces d'intérêt secondaire ou de menu détail.

Paul GUICHONNET.

— W. von WARTBURG. *Revolutionäre Gestalten des 19. und 20. Jahrhunderts* (Bern, Francke Verlag, 1958, 369 p.). — Sous le titre « Figures révolutionnaires du xix^e et du xx^e siècle », l'auteur nous présente un ensemble de considérations et une étude comparative des révolutions européennes de la Révolution française à la Révolution russe. Ce faisant il retrace la biographie et l'œuvre de sept « figures révolutionnaires » : trois Allemands : Robert Blum, Karl Marx, Lasalle — deux Français : Louis Blanc et Lamartine — un Italien : Mazzini — un Russe : Trotsky, ce qui l'amène d'ailleurs à évoquer une foule d'autres figures, de Napoléon à Staline, et à préciser l'atmosphère révolutionnaire particulière à chaque pays et à chaque « explosion ».

On a ainsi une série d'essais solidement documentés, agréablement écrits et qui, sans apporter de faits nouveaux, attirent l'attention sur tel point ou sur tel ouvrage comme la *Politique rationnelle* de Lamartine, l'*Organisation du travail* de Louis Blanc dans lequel l'auteur voit le fondateur du socialisme d'état, le *Manifeste communiste* qu'il salue comme « un des plus grands écrits de la littérature mondiale ».

Les vues d'ensemble, principalement groupées dans les trois premiers chapitres ainsi que dans le chapitre final, reflètent une vaste culture historique et philosophique, même si on ne les partage pas toutes.

L'ouvrage, en effet, se situe aux confins de l'histoire, de la sociologie et des options personnelles de l'auteur. Mais il s'appuie toujours sur des citations précises (12 pages de références) et se lit avec intérêt de la première page à la dernière.

A. MEYER.

Henri AVRON. *Ludwig Feuerbach ou la transformation du sacré* (Paris, Presses Universitaires de France, 1957, in-8°, 187 p.). — M. Henri Avron s'élève dans un essai philosophique contre l'injustice de la plupart des critiques et des historiens à

Notes bibliographiques

l'égard de Ludwig Feuerbach. Seule « L'essence du christianisme » a été appréciée dans son œuvre sur la voie qui mène de Hegel à Marx. L'humanisme de Feuerbach est autrement plus original et M. Avron montre, en se fondant sur l'ensemble de l'œuvre, que l'existentialisme contemporain y est préfiguré.

Henri BRUNSWIG.

— Theodore ROPP. *War in the Modern World* (Durham (N. C.), Duke University Press, 1959, xv-400 p.). — Résumé et synthèse d'un enseignement de vingt années sur six siècles d'histoire militaire et navale, depuis la Renaissance jusques et y compris les guerres de Corée et d'Indochine, ce livre ne vise pas tant à exposer le détail des événements et à en faire la critique qu'à montrer les relations réciproques entre les guerres et la vie des peuples, l'influence des guerres sur l'évolution, celle de l'évolution sociale, politique, industrielle et scientifique sur la constitution et l'esprit des armées et sur les formes de la guerre. S'adressant au public anglo-saxon, il s'attache particulièrement à la maîtrise de la mer et, pour la période contemporaine, aux rapports entre les opérations terrestres et aériennes. Il constitue en outre une manière d'introduction à la connaissance des écrits des principaux théoriciens militaires de tous les temps.

Sur un sujet aussi vaste, il ne pouvait être une œuvre originale. L'auteur a utilisé d'innombrables ouvrages, choisis surtout parmi les ouvrages de langue anglaise ou traduits dans cette langue. Chaque paragraphe est accompagné d'une bibliographie très copieuse et parfois d'une analyse sommaire ou d'une appréciation des livres cités, ce qui en fait un précieux instrument de travail. Mais dans l'impossibilité matérielle de vérifier toutes les notions ainsi recueillies dans cette vaste littérature, l'auteur a dû faire un choix, généralement judicieux, mais qui l'a amené parfois à accepter certaines affirmations discutables (ce qui est très sensible, par exemple, dans les pages consacrées à l'action des commandements français et britannique lors de la première guerre mondiale).

En revanche, les questions touchant à l'histoire militaire et navale anglo-saxonnes, dont l'auteur a fait une étude personnelle, telle, par exemple, la guerre civile des États-Unis d'Amérique, sont traitées de façon remarquable.

— *Engels as Military Critic*, avec introduction de W. O. HENDERSON et W. H. CHALONER (Manchester University Press, 1959, xix-146 p. Prix : 25 s.). — En 1860, la politique de Napoléon III ayant fait craindre à certains une invasion française en Angleterre, le secrétaire d'État à la guerre avait lancé l'idée de la création d'un *Volunteer Corps*, sorte de garde nationale ou d'armée de réserve dont les unités seraient réunies périodiquement pour des séances d'instruction. De tels groupes furent notamment organisés à Manchester, et ils y eurent même un journal hebdomadaire, le *Volunteer Journal for Lancashire and Cheshire*. Engels, qui résidait dans cette ville, s'intéressa particulièrement à ce mouvement et offrit à ce journal sa collaboration.

On a réuni dans ce livre les articles qu'il y publia de 1860 à 1862, en y joignant quelques articles écrits par lui en 1864 et en 1866 pour le *Manchester Guardian*. Ils ne présentent aujourd'hui qu'un intérêt de curiosité.

Les premiers sont relatifs au mouvement *Volunteer*. Engels y prend la défense de cette organisation contre les préjugés et la sourde hostilité de certaines autorités.

Histoire générale

tés. Ses observations sur l'instruction de ces volontaires dénotent chez lui un grand sens pratique en même temps qu'une réelle hardiesse de pensée.

Une série de neuf articles étudient avec la compétence d'un technicien les divers modèles de fusil se chargeant par la culasse qui venaient de faire leur apparition. Une autre série d'articles font un vif éloge de notre infanterie légère (chasseurs, zouaves et turcos), de son aptitude aux longues marches et de la rapidité de ses évolutions. Engels y analyse et y discute un livre récemment paru, attribué au général von Waldersee, ministre de la guerre de Prusse, sur l'armée française dans la campagne d'Italie.

Quant aux articles sur la guerre austro-prussienne, il n'y a à en retenir que les opinions curieuses exprimées sur les deux adversaires à la veille de cette guerre. Engels déclare formellement que, la question de l'armement mise à part, toutes les chances de victoire sont pour l'armée autrichienne, qu'il estime supérieure tant par le commandement que par l'organisation et par le moral. La victoire prussienne acquise, elle ne s'explique, d'après lui, que par la supériorité du fusil à aiguille.

† Général LESTIEN.

— Roger BOPPE. *L'homme et la guerre. Le docteur Louis Appia et les débuts de la Croix-Rouge* (Genève-Paris, J. Muhlethaler, 1959, in-8°, 235 p.). — Nature généreuse, figure séduisante que celle de ce Francfortois, issu d'une famille calviniste piémontaise, venu se fixer à Genève. Les circonstances de la guerre de 1859 et particulièrement le spectacle de l'horrible charnier de Solferino font qu'il entre en rapport avec Henry Dunant, qui dès 1849 « avait conçu l'idée d'un mouvement universel des Jeunes gens chrétiens », et avec Gustave Moynier, président de la Société d'utilité publique de Genève. Ainsi chemina le projet d'une société permanente de secours aux blessés des champs de bataille. D'où, en 1863, la Conférence internationale de Genève qui fonda la Croix-Rouge internationale, et la Convention internationale de 1864. L'auteur relate la vie de l'organisme qui doit tant au docteur Appia, et cela jusqu'en 1898, date à laquelle celui-ci mourut.

Quelques inexactitudes touchant l'histoire générale.

R. S.

— Adrienne Doris HYTTIER. *Les dépêches diplomatiques du comte de Gobineau en Perse*. Études d'histoire économique, politique et sociale sous la direction de Jacques FREYMOND et Jacques l'HUILLIER (Genève, Librairie E. Droz, 1959, 267 p., 4 pl. hors texte ; prix : 25 francs suisses). — Il n'était peut-être pas indispensable de publier *in extenso* la correspondance diplomatique de Gobineau chargé d'affaires (1856-1858) puis ministre de France (1862-1863) en Perse. Ces 122 dépêches contiennent pas mal de broutilles de chancellerie analogues à toutes celles qui constituent la tâche courante des diplomates. Enfin le poste était sans grande importance et on peut gager que les rédactions de l'auteur des *Pléiades* n'ont pas accaparé l'attention des responsables de la diplomatie de l'Empire. Mais l'édition est soignée avec ses notes discrètes et précises ; elle est illustrée de quelques reproductions savoureuses (je recommande « le corps diplomatique à la Cour de Perse » en 1856) ; elle est enfin précédée d'une introduction qui fournit toutes les précisions désirables. Les lecteurs de *Trois ans en Asie* se féliciteront de cette gloire, et les orientalistes aussi bien que les historiens sans qualification complémentaire peuvent y trouver leur profit. Ses loisirs ont permis à Gobineau de se consacrer

Notes bibliographiques

à une chronique de la cour et du bazar, de la Perse encore médiévale à l'époque des expositions universelles. Parfois les dépêches abordent la politique générale : on y voit le pays tiraillé entre l'influence russe très puissante, nullement antipathique aux Persans, et les manœuvres des Anglais acharnés à défendre l'accès des Indes. « Si les Anglais n'ont à leur portée qu'une plage et des montagnes stériles, la Russie a sous la main les seules provinces riches, peuplées, cultivées de la Perse. En quatre jours, elle peut transporter un corps d'armée de sa frontière à Tebriz. Il ne lui en faudrait pas plus de vingt pour arriver de la Caspienne à Téhéran, si, une fois la dynastie ébranlée, Téhéran valait la peine d'être occupé... Les Russes ont si bien le sentiment de leur force que là est le secret de leur silence et de leur modération. » (7 décembre 1856.) Au reste les Persans, intelligents et sceptiques, n'ont ni patriotisme, ni loyalisme, ni convictions religieuses ardentes. Toutefois la question de Hérat et de l'Afghanistan suscite beaucoup de conflits de toute nature. Le shah et les Anglais y attisent les rivalités des dynasties. En 1862, les embarras de l'empire russe nuisent à son prestige sur les musulmans, à l'intérieur de ses frontières comme en Perse ; la lettre du 20 mai 1862 est curieuse à ce sujet : « Les Persans voient déjà les paysans émancipés en insurrection, l'Empire en ruines, la Pologne détachée, la Finlande indépendante et tous les pays musulmans devenus libres. » Sur plusieurs de ces questions, des étudiants iraniens ont soutenu en Sorbonne des thèses malheureusement non publiées ; leur consultation corroborerait la correspondance de Gobineau qu'elles ont d'ailleurs utilisée.

Louis GIRARD.

— Herbert GEUSS. *Bismarck und Napoléon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preussisch-französischen Beziehungen 1851-1871* (Köln-Graz, Böhlau Verlag, 1959, 324 p.). — Cet ouvrage surprendra. S'il n'apporte aucun document et aucun fait inédit, s'il s'appuie essentiellement sur trois sources classiques : les *Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, les *Oeuvres complètes de Bismarck*, *Die auswärtige Politik Preußens*, s'il utilise ces sources traditionnelles avec sérieux, il présente une thèse qui va délibérément, absolument à l'encontre de la conception traditionnelle que se font les historiens français des origines de la guerre de 1870. Pour M. Herbert Geuss, la guerre est le résultat d'un malentendu ou plutôt des agissements d'un parti de la guerre français. M. Geuss est, en effet, frappé de tout ce qui rapproche Bismarck et l'Empereur. L'un et l'autre sont des hommes d'État, conduits par la raison d'État, utilisant les passions nationales mais refusant de s'y soumettre. Bismarck ne nourrit aucune animosité contre Napoléon qu'il a présenté à Berlin sous un jour si favorable que vers 1855 on le taxait volontiers de bonapartisme. Mieux, Napoléon n'avait pas les grandes visées rhénanes qu'on lui prête souvent ; il envisageait simplement un retour aux frontières de 1814, et ceci, Bismarck le savait, depuis que Napoléon le lui avait confié au cours d'un entretien de 1857, l'Empereur acceptant l'annexion par la Prusse du Hanovre et des Duchés. La politique des compensations qui se fit jour avec la maladresse que l'on sait après Sadowa serait la politique personnelle de Drouyn de Lhuys, non celle de l'Empereur. Quant à Bismarck, il entendait ne pas gêner Napoléon dont il comprenait les difficultés, et c'est pourquoi il accepta l'évacuation du Luxembourg par les troupes prussiennes. Ces bonnes relations d'homme à homme, si l'on peut dire, faillirent même se poursuivre après la défaite de la France. En septembre

Histoire générale

1870, Bismarck était prêt à aider l'Empereur vaincu à remonter sur le trône, comme le prouvent les négociations entreprises avec Bazaine. Encore une fois toute la faute vient du parti de la guerre, unissant Moustiers, Benedetti et plus tard Gramont. Ce résumé permet de mesurer l'outrance de la thèse. Qu'il y ait eu dans une partie de l'opinion française éclairée une crainte justifiée des progrès prussiens, il suffit de relire les discours de Thiers, les articles de Prévost-Paradol pour s'en convaincre. Allons plus loin, il arrivait que certains Français dans des milieux divers en venaient à préférer à l'incertitude de la guerre froide l'hypothèse d'une guerre courte et heureuse, mais on ne saurait sans déformer l'histoire parler d'un parti de la guerre conscient, organisé et lui attribuer la responsabilité d'une guerre qui est venue de loin. Enfin, Bismarck, sans être aussi machiavélique que l'ont peint certains historiens français, est moins candide que ne le dit M. Geuss. Bref, un ouvrage honnête, documenté, mais qui, en fin de compte, paraît plus excitant que convaincant.

P. GUIRAL.

— Colloques internationaux du Centre National de la Recherche Scientifique. LXXXIV : *Acoustique musicale* (Paris, Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1959, 259 p.). — Une belle publication du C. N. R. S., reliée toile (la couverture, mauve, noire et jaune, évocatrice de l'onde sonore, est à notre sens une réussite plastique), et dotée de très nombreux graphiques, groupe sous ce titre les communications de mai 1958, présentées à la Rencontre internationale de Marseille, et centrées sur deux thèmes : Théorie de la gamme et valeur des accords — Physique des instruments à cordes et à vent. L'intérêt de ce colloque fut de réunir des physiciens spécialisés et des musiciens savants en la théorie de leur art. C'est un musicien, M. Jacques Chailley, directeur de notre Institut de Musicologie, qui, dans une étude préliminaire, met l'accent sur la capitale question des systèmes acoustiques, successivement pythagoricien, zarlinien et tempéré, liant aux ambiguïtés du dernier, qualifié de « système neutre » et de « compromis acoustique », les avatars modernes de la tonalité classique : de ses premières dissolutions (chromatisme wagnérien-Debussy) à sa « négation agressive » par Schoenberg, pour finir au système sériel et « aux musiques de bruit organisé ». L'évolution du langage musical et de la technique de son écriture ne saurait être que superficiellement saisie, isolée de ce contexte acoustique, dont M. Chailley regrette que les histoires de la Musique fassent si peu de cas.

Les résultats du colloque n'intéressent pas la seule science. Des techniciens — en la personne d'ingénieurs de la R. T. F. et du Centre nationale d'Études des Télécommunications — attestent par leur présence que des conséquences pratiques étaient envisagées. M. François Canac, directeur du C. R. S. I. M., devait en dégager l'essentiel, concernant les instruments de musique : l'amélioration de leur qualité, dans le sens de la justesse et de la beauté sonores, sera beaucoup mieux fonction de la connaissance physique, source de mesures précises, que des appréciations tout empiriques de l'oreille.

« Ainsi le colloque a montré que la frontière entre Physicien et Musicien n'était point tout à fait infranchissable. » Pour le plus grand bien, ajouterons-nous, de la musique et de l'auditeur.

Alice GERVAIS.

Notes bibliographiques

■ Égypte ancienne

E. DRIOTON. *L'Égypte pharaonique* (Paris, A. Colin, 1959, 220 p.) (Coll. Armand Colin, n° 341, Section d'histoire). — C'est un ouvrage classique que cette *Égypte pharaonique* du chanoine Drioton. Classique par son plan : après les généralités (chap. I) présentant le cadre physique et humain, dix chapitres marquent les grandes étapes : les temps préhistoriques (chap. II), puis plus de trois millénaires d'histoire ; avec raison, l'exposé n'est pas clos à la conquête d'Alexandre : le chapitre X présente l'ère macédonienne ; le onzième, les empereurs romains de 30 av. J.-C. jusqu'à l'avènement de Constantin, 313 après ; en effet, comme le souligne E. Drioton, « Ptolémées et Césars ont encore fait figure de Ramsès sur les monuments égyptiens de leur temps ; autour d'eux, sauf à Alexandrie, on parlait encore égyptien et on écrivait en démotique » ; le dernier empereur romain dont on lit le nom en hiéroglyphes, dans ses cartouches (p. 210), est Maximin Dala, 305-310 après, un des ultimes champions résolus du paganisme (*Chronique d'Égypte*, XV, 29, 1940, p. 45-50 et 119-123). Classique aussi par la méthode d'exposition : on trouvera là, en ordre, tout ce qu'il est nécessaire de savoir sur l'histoire et la civilisation aux rives du Nil ; pour chaque chapitre, le savant égyptologue présente, d'une façon condensée sans jamais être sèche, les faits historiques, puis « la monarchie » (Pharaon assume l'essence même de son époque), la religion (à noter, p. 175-179, que la princesse « épouse du dieu » qui régnait à Thèbes porte en fait le titre de *Divine Adoratrice*, et non de Grande Adoratrice) et le culte funéraire, l'art, la littérature. Au passage, l'auteur n'hésite cependant pas à présenter son interprétation personnelle (le « monothéisme », p. 35-36). L'information est *up to date* : ainsi est fait mention (p. 19-20), pour la première fois à notre connaissance dans un manuel général, de la découverte dans le Delta oriental de vases et coupes en schiste et albâtre et de palettes théiomorphes semblables à celles des tombes de Haute-Égypte (cf. *Orientalia*, 21, 1952, p. 244 ; H. G. Fischer, *Artibus Asiae*, 21, 1958, p. 64-88, 8 pl.) ; cette découverte importante infirme la théorie trop systématique opposant, aux hautes époques, un Nord occupé par des paysans sédentaires à un Sud parcouru par des chasseurs nomades. Pour la transcription des noms de Pharaons, E. Drioton s'est arrêté à la solution la plus simple : il a repris la forme usuelle chez les historiens, qu'elle soit une transcription grecque, latine ou même moderne (p. 185-186, nous adopterions quant à nous Akoris plutôt qu'Akhoris) ; aux noms propres, numérotés selon l'usage courant moderne, il a adjoint les prénoms (noms régnaux) et les épithètes officielles incluses dans le cartouche, qu'il a affecté également d'une numérotation ; à juste titre, E. Drioton reconnaît que « les noms régonaux et les épithètes, adoptés par les souverains au moment de leur avènement, avaient, dès l'instant qu'ils étaient choisis, une valeur de programme ». Par sa science, sa clarté, sa commodité, l'ouvrage de E. Drioton connaîtra le succès d'un « classique », comme ses nombreux autres ouvrages de synthèse.

— Immanuel VELIKOVSKY. *Oedipus and Akhnaton, Myth and History* (New-York, 1960). — La méthode « audacieuse » de l'auteur a déjà été signalée ici

Grèce ancienne

(M. Simon, *Rev. histor.*, CCXV, n° 437, 1956, p. 67-68), lorsque, dans un ouvrage antérieur (*Agés in chaos*, 1952), par un télescopage hardi, il avait rendu contemporains la reine Hatshepsout et Salomon. *Thought-provoking* annonce le texte de présentation du récent ouvrage ; en vérité, I. Velikovsky ne fait que présenter une suite d'hypothèses purement conjecturales : exil de jeunesse du héros légendaire grec et de son prototype historique égyptien ; retour au pouvoir ; thème du paricide (mais peut-on vraiment considérer sous cet aspect les « martelages » effectués par Akhenaton?) ; inceste (mais I. Velikovsky est loin d'avoir prouvé les rapports entre Akhenaton et sa mère Tiy) ; le roi aveugle (p. 119-125) ; abdication forcée ; lutte entre les princes successeurs ; interdiction de l'ensevelissement du prince vaincu par le régent et dévouement d'une pieuse sœur ; prise du pouvoir par le vieux régent ; les éléments seraient semblables de l'histoire qui se serait déroulée dans la Thèbes du Nil aux cent portes (mais les égyptologues seront loin d'admettre le schéma proposé) et du drame de la Thèbes aux sept portes de Béotie. Aucun argument n'est d'ailleurs apporté pour expliquer le passage effectif de l'un à l'autre. Pour le fond même, ce n'est pas le présent ouvrage qui offre la moindre solution sûre aux énigmes nombreuses que continue de poser l'époque d'Akhenaton, le pharaon hérétique, et de Toutankhamon. Et on continuera de discuter pour savoir quels étaient les liens de parenté entre certains des membres de la famille royale égyptienne (cf. K. C. Seele, *Journal of the Eastern Studies*, XIV, 1955, p. 168-180 ; G. Aldred, *Journal of Egyptian Archaeology*, XLIII, 1957, p. 30-41, utilisé de bonne façon p. 84 sq. ; G. Roeder, *Zeitschrift für ägyptische Sprache*, 83, 1958, p. 43-74, 4 pl.). Dans le détail, il apparaît inutile de discuter des rapprochements comme celui du Mitanni, localisé par l'auteur (p. 99) dans l'Iran du Nord, et de la satrapie perse de Matiene. On trouvera d'intéressantes considérations (p. 66-68, 196-202) sur la motivation des essais consacrés au roi hérétique et à Moïse par K. Abraham (*Imago*, 1, 1912, p. 334-360) et Sigmund Freud (*Moses ein Ägypter*, *Imago*, 23, 1937, p. 5-13 ; *Der Mann Moses und die monotheistische Religion*, 1939, traduit en français en 1948). L'ouvrage est élégamment présenté, avec de belles photographies d'Amarna et de Toutankhamon (certaines attributions pourraient être discutées ; la plaque Carnavon figurant une sphinge ailée est en sardoine, non pas en cornaline, cf. W. C. Hayes, *The scepter of Egypt*, II, 1959, p. 242 et fig. 147).

Jean LECLANT.

■ Grèce ancienne

— Démosthène. *Plaidoyers politiques*, II : *Contre Midias* ; *Contre Aristocrate*. Texte établi et traduit par Jean HUMBERT et Louis GERNET (Paris, Les Belles-Lettres, 1959) (Collection des Universités de France). — Cette édition et cette traduction attestent une diligence des plus méritoires ; leurs notices, les notes placées au bas des pages et les « notes complémentaires » sont remplies d'indications et d'observations fort utiles et judicieuses, concernant à la fois nombre d'événements politiques et diplomatiques de la période à laquelle appartiennent les deux plaidoyers démosthéniens, et plus d'une épingleuse question juridique soulevée par ces discours. M. Gernet, en particulier, témoigne ici, une fois de plus, de son insigne compétence dans le domaine du droit hellénique. Bref, un bel et savant ouvrage,

Notes bibliographiques

qui rendra les plus grands services aux philologues, aux historiens et aux juristes, et sur lequel nous nous bornerons à présenter deux remarques : 1^o Il n'eût pas été sans doute inutile de signaler (p. 5) les étranges réflexions inspirées à un historien allemand par le passage de la *Midienne* où Démosthène — que cet historien compare à Marat — juge parfaitement légitime une confiscation éventuelle du superflu des biens de Midias (cf. P. Cloché, *La démocratie athénienne*, p. 233). — 2^o P. 189 : l'histoire diplomatique et militaire du IV^e siècle est déclarée « fastidieuse ». Certes, il y eut alors plus d'une opération insignifiante, dont l'exposé est bien propre à lasser le lecteur ; mais il est permis d'ajouter que les guerres et les négociations de cette période entraînèrent à maintes reprises d'importantes conséquences pour la vie économique et sociale de certains États, comme Athènes ou la Macédoine (cf. P. Cloché, *La démocratie athénienne*, p. 280-281, 283-286, 288, 290-292, 309, 315, 318-320, 334, 336, 337, etc. ; *Un fondateur d'empire : Philippe II, roi de Macédoine*, p. 30, 55-56, 65, 69, 73-74, 79, 97, 121, 126, 137, 138, 169, 217-218, 224, 227-228, 241, 246, 268, 273, 276-277, 283-286, etc.).

— *Pytheas von Marseille, Über das Weltmeer : Die Fragmente übersetzt und erläutert von D. STICHTENOTH* (Weimar, Hermann Bohlau Nachfolger, 1959 ; in-16, 128 p. et une carte). — L'introduction de ce petit livre expose fort nettement les caractères généraux de l'œuvre du célèbre navigateur, les problèmes essentiels qu'elle soulève, sa signification et sa valeur ; puis l'auteur traduit et commente avec la plus louable diligence les fragments que divers écrivains (Strabon, Pline, etc.) nous ont conservés de cette œuvre, qui, en dépit de multiples lacunes, présente un tableau d'ensemble suffisamment clair et dans laquelle Ptolémée et Ératosthène, notamment, ont puisé maintes informations. En somme, c'est un très conscientieux et utile instrument de travail que M. Stichtenoth vient de procurer aux historiens.

— Harald POPP. *Die Einwirkung von Vorzeichen, Opfern und Festen auf die Kriegsführung der Griechen im 5. und 4. Jahrhundert v. Chr.* (Würzburg, Triltsch, 1957, 144 p.) (Inaugural-Dissertation der Philosophischen Fakultät der Friedrich-Alexander Universität zu Erlangen). — Examinant l'influence des présages, des sacrifices et des fêtes sur la conduite de la guerre dans le monde grec aux temps classiques, cet ouvrage est une très utile et minutieuse contribution à l'histoire des rapports entre la religion et la vie politique de l'ancienne Grèce. L'abondance des documents oblige l'auteur à limiter strictement le domaine de ses recherches (c'est ainsi qu'il ne traite point des oracles, en dépit de leurs étroites relations avec les présages, ni de tous les aspects de l'activité extérieure). La substantielle étude de M. Popp est formée de trois chapitres, respectivement consacrés aux présages (séismes, éclipses, vol des oiseaux, etc.), aux sacrifices (d'abord en Laconie, puis en d'autres régions) et aux fêtes (principalement à celles de Sparte et à celles qui intéressent la totalité des Hellènes). Il est permis de regretter qu'aucun aperçu d'ensemble ne couronne ce très conscientieux exposé, nourri de discussions précises et muni d'un nombre imposant de références.

— Fernand LEQUENNE. *Les Galates* (Paris, A. Fayard, 1959 ; in-8°, 364 p., 1 carte ; prix : 1 950 francs). — Ce pittoresque et vivant ouvrage — sur les pages

Histoire coloniale

de garde duquel est figuré le célèbre « Gaulois mourant », vu de face et de dos — appartient à la collection « Le temps et les destins » ; il décrit avec une verve singulière l'histoire fort mouvementée d'un peuple à la fois très attaché à ses traditions et éprouvé d'indépendance et d'aventures, qui, parti de l'épaisse forêt hercynienne, se répandit en pays alpestre et danubien, puis en Grèce et en Asie Mineure (non sans essuyer, d'ailleurs, plus d'un cruel échec) ; cette brillante épopee fut, en somme, étroitement mêlée à l'histoire de toute l'antiquité gréco-romaine depuis la fin du règne d'Alexandre jusqu'aux derniers temps de l'empire (au premier siècle duquel la brillante prédication paulinienne s'adressa particulièrement à ce peuple rempli d'ardeur et d'héroïsme). On lira certainement avec le plus vif plaisir ce livre dépourvu de notes, dont l'auteur déclare s'être assigné un but « surtout d'ordre spirituel » et « avoue ne pas comprendre pourquoi les Galates n'ont pas retenu l'attention des historiens » (p. 349). Comme en témoignent la « bibliographie générale » et la « bibliographie particulière » placées à la fin du volume (p. 349-362), l'information de M. Lequenne est abondante. On a le droit, toutefois, d'exprimer à ce sujet quelques réserves : certains des ouvrages signalés par l'auteur sont périmés (exemples : *l'Histoire des Gaulois*, d'Amédée Thierry, et la thèse complémentaire de G. Perrot) ou excessivement sommaires ; la date de publication est trop souvent passée sous silence (exemples : divers travaux du regretté R. Grousset mentionnés p. 351, le volume de Cl. Huart sur la *Perse antique et la civilisation iranienne*, paru dans l'*Évolution de l'humanité*, etc.) ; ce n'est pas précisément à G. Glotz, comme le dit l'auteur (p. 350), mais à R. Cohen et à P. Roussel, qu'est dû le tome IV de *l'Histoire grecque* de Glotz et Cohen : *Alexandre et le démembrlement de son empire* (livre I : *Alexandre le Grand et la conquête de l'Orient*, par G. Glotz et R. Cohen : livre dont ce dernier a rédigé le texte, à l'exception du chapitre I ; livre II : *Le démembrlement de l'empire d'Alexandre*, par P. Roussel, etc.

Paul CLOCHÉ.

■ Histoire coloniale

Patrick O'REILLY. *Hébridais. Répertoire bio-bibliographique des Nouvelles-Hébrides* (Paris, Musée de l'Homme, 1957, in-4°, x-292 p.). — M. Patrick O'Reilly a dressé le *Répertoire bio-bibliographique des Nouvelles-Hébrides* que la Société des Océanistes publie à l'occasion du cinquantenaire du condominium franco-britannique. L'ouvrage, illustré, imprimé sur deux colonnes, doté de bibliographies fait honneur à son auteur.

— Captain Alfred TETENS. *Among the savages of the South Seas. Memoirs of Micronesia 1862-1868*. Trad. Florence Maun SPOERER (Stanford University Press (California), 1958, in-8°, xxii-107 p.). — Le capitaine Tetens qui, dans la marine marchande, fut au service de l'armateur hambourgeois J. C. Godeffroy, a laissé des mémoires publiés par S. Steinberg (Vom Schiffjungen zum Wasserschout, Hambourg, 2^e éd., 1899). Les extraits de ces mémoires concernant les Palaus et Yap entre 1866 et 1868 ont été traduits en anglais. L'édition, précédée d'une biographie de Tetens, qui résume l'ensemble de ses écrits, intelligemment annotée et joliment illustrée, intéressera surtout les ethnographes.

Notes bibliographiques

— Katharine LUOMALA. *Voices on the wind. Polynesian myths and chants* (Londres, Bishop Museum Press, 1955, in-8°, 191 p., ill.). — Mme Luomala publie une mythologie polynésienne. L'ouvrage n'est pas didactique et n'a pas été rédigé dans un esprit scientifique. Mais les récits et les fragments de chants qu'il recèle, et qui sont parfois inédits, intéresseront les ethnographes.

— Lieutenant-colonel honoraire Gerald FRENCH. *Gordon Pacha of the Sudan. The life story of an ill-requited soldier* (Glasgow, Maclellan, 1958, in-8°, 271 p., ill.). — La vie de Gordon continue d'attirer les biographes. Le livre du colonel French n'apporte rien de nouveau, mais il relate agréablement ce que l'on sait. Il y ajoute, avec une passion contenue, des reproches aux bureaucrates et aux hommes politiques qui n'ont pas su apprécier le génie de Gordon.

— Kathleen WALLACE. *This is your home. A portrait of Mary Kingsley* (Londres, Heinemann, 1956, in-8°, 168 p.). — Mme Wallace publie une biographie très vivante de l'exploratrice anglaise, Mary Kingsley, qui parcourut à la fin du XIX^e siècle l'Afrique occidentale britannique et dont les livres et les notes personnelles révèlent la curiosité, la sympathie et la générosité.

— Friedrich von SCHILGEN. *Zwischen Nil und Himalaya. Englands Weg als Kolonialmacht* (Münster-Köln, Böhlau, 1955, in-8°, xv-479 p.). — M. von Schilgen a écrit un livre de synthèse sur l'activité politique de l'Angleterre le long de la route des Indes depuis 1885. Cela le conduit à rappeler les rivalités de la période coloniale, la genèse des nationalismes islamiques, la lutte pour le contrôle du pétrole, la création d'Israël, les étapes de l'indépendance indoue.

L'ouvrage est conscientieux et objectif. Certains chapitres paraissent cependant trop sommaires. Le spécialiste dédaignera ce survol, qui n'approfondit aucun problème. Il n'y a malheureusement pas de notes de références et la bibliographie est très éclectique. Mais les index, très complets, un tableau chronologique de 12 pages, de nombreux croquis facilitent la consultation du livre. Celui-ci satisfera ceux qui lui demanderont de préciser rapidement un nom, une date, un fait important.

— Ellen THORP. *Ladder of bones* (Londres, Cape, 1956, in-16, 320 p., ill.). — Mme Ellen Thorp commente l'histoire de la Nigéria pour le lecteur peu informé. Elle ne met pas en relief les faits essentiels et n'explique pas l'évolution. Mais elle illustre les ouvrages plus savants auxquels son livre ne dispense pas de recourir. Elle sait choisir les anecdotes, les extraits de mémoires anciens ou de presse, qui font image et restent dans la mémoire. Son petit livre ne comporte ni bibliographie, ni références en note, ni index.

— Wilfrid RUSSELL. *Indian Summer* (Bombay, Thacker, in-8°, xiv-250 p., ill.). — M. Russell est un ingénieur anglais qui reprit du service dans la firme Killick and Nixon après la guerre. Il avait été avant la guerre membre européen de l'Assemblée législative de Bombay. Il assista à la naissance des deux nouveaux États indou et pakistanais. Son reportage est vivant et fournit un bon témoignage sur l'attitude compréhensive des milieux économiques britanniques en présence de la décolonisation des nouveaux dominions.

H. BRUNSWIG.

■ Extrême-Orient

Tōhoku.daigaku, Bungaku.bu kenkyū nempō (Rapports annuels de la Faculté des Lettres de l'Université de Sendai), t. IX (1958) et X (1959). — Dans un article relativement long (t. IX, p. 1-45 ; X, p. 138-187), M. Yamawaki Sh. suppose la portée des réactions qu'ont provoquées, de la part du Japon, les tentatives qui furent faites par la Russie, en 1899 puis en 1902, pour acquérir une concession et un territoire à bail à Masampo, à l'ouest de Pusan (Corée du sud-est). Les documents accessibles, du côté japonais, sont malheureusement encore très rares touchant ces mêmes tentatives. L'auteur ne paraît pas avoir eu accès à ceux qui doivent exister dans les archives diplomatiques occidentales.

M. Kanaya O. a exploité (t. IX, p. 46-111) le *Hoang-lao* en vue de connaître la formation de la pensée taoïste au début des Han : le titre de ce traité n'est cité nulle part dans les ouvrages du IV^e siècle av. J.-C. ; pour sa part, M. Kanaya en conclut qu'il n'a pris forme que vers la fin de l'époque des Royaumes combattants, à Ts'i probablement, et, là, en réaction contre l'autoritarisme des Ts'in. Les courants divers de la pensée taoïste auraient fait alors l'objet d'une systématisation et d'une synthèse (le *Houai-nan-tseu* en témoignerait), de la part de philosophes et de doctrinaires politiques.

Un article de M. Ishii T. (IX, p. 143-179) est consacré aux tractations qui suivirent l'affaire de Namamugi (nom de l'endroit où fut tué l'Anglais Richardson, en 1862) : le Shōgun n'aurait pas opposé une fin de non-recevoir catégorique aux représentants de la Grande-Bretagne et de la France. Ceux-ci auraient eu l'idée de soutenir le shōgunat des Tokugawa contre ses adversaires, dans lesquels ils voyaient des xénophobes.

D'une étude (t. X, p. 34-92) de M. Sogabe Sh., il ressort que le gouvernement chinois importait des chevaux des régions septentrionales, à partir du Chen-si, et occidentales, par le Sseu-tchouan. Wang Ngan-che échoua dans ses tentatives (*lois pao-ma* et *hou-ma*) pour développer l'élevage de cet animal. La cavalerie des Song septentrionaux manqua de chevaux ; cette dynastie succomba sous les coups de ses adversaires, des cavaliers nomades. Une pénurie accrue de chevaux compte au nombre des causes de la défaite des Song méridionaux par les Mongols.

— Helen Craig McCULLOUGH. *The Taiheiki, A Chronicle of Medieval Japan*. Préface, Table des matières, Introduction (p. xv-xlix), Traduction des chapitres i à xii inclus (p. 3-387), une Liste de mots japonais, un Index (p. 393-401) (Columbia University Press, 1959. Prix : \$ 7,50). — Contrairement à ce que le titre en pourrait donner à croire, cet ouvrage ne propose de traduction que des douze premiers chapitres ou, si l'on préfère, de la première section d'un original qui en comporte quarante, répartis en trois sections. Autrement dit, ne sont relatés dans cette traduction, et repris dans l'Introduction qui la précède, que des événements qui se sont déroulés, au Japon, entre 1318 et 1333. L'Introduction en question ne sort guère des généralités ; il n'y a pas été fait un état suffisant des derniers travaux des historiens japonais touchant le XIV^e siècle dans l'archipel, ni des dernières recherches, antérieures à 1958, dont le *Taiheiki* a été l'objet de la part des spécialistes de la littérature nipponne ; cf. *Revue historique*, CGXXI, p. 132, 161, 352, 353, 354. Mme McCullough n'a pas cité le titre japonais du *Miraiki*, elle n'a

Notes bibliographiques

pas plus fait mention de cet ouvrage à l'Index ; cf. *Revue historique*, p. 354, l. 20-21. Visiblement, l'auteur ne maîtrise pas son sujet ; ainsi s'explique qu'elle ait écrit beaucoup plus pour le lecteur qui désire s'initier à la civilisation japonaise médiévale que pour les historiens en général, ou les spécialistes occidentaux de la littérature japonaise. Il est arrivé à la traductrice de relever des faits intéressants (p. xxii-xxiv, par exemple) ; elle s'est malheureusement bornée à les indiquer.

La traduction ne paraît pas mauvaise ; on n'y décèle pas d'erreurs graves, lors d'un sondage rapide. Nous lui reprocherons cependant de ne pas suivre le texte d'assez près. Autrement dit, les approximations, les négligences y sont trop nombreuses que le spécialiste ne pourra s'empêcher de déplorer. M^{me} McCullough ne respecte guère la construction et la syntaxe de l'original (par exemple, ce qui est sujet dans celui-ci peut devenir complément direct dans sa traduction ; trop fréquentes aussi, les coupures qui viennent mutiler le style, bien inutilement). Qui plus est, elle a visiblement achoppé sur certaines formes variables déterminantes *rentai* qu'affectent une enclitique (un -*mo*, par exemple). Nous n'en finirions pas de relever les inexactitudes et imperfections de ce genre.

L'auteur fait allusion (p. 38, n. 22) à une thèse (*A study of the Taiheiki*, Ph. D. dissertation, University of California, 1955) qu'elle n'a pas encore publiée. Nous souhaitons vivement que cette étude voie le jour, dès lors qu'elle portera sur le *Taiheiki* en entier. Et ceci implique, évidemment, que M^{me} McCullough ait mis au point, dans l'intervalle, une traduction intégrale de ce texte-là. Pour notre part, nous ne doutons pas qu'elle parvienne à faire œuvre définitive pour peu qu'elle prenne soin de satisfaire davantage aux exigences de la philologie ainsi qu'aux requêtes des historiens, et qu'elle soit décidée à s'attaquer à fond, en spécialiste avertie et maîtresse de son sujet, à un ouvrage qui n'a pas encore été exploité comme il le mérite.

HAGUENAUER.

■ Allemagne

Leonard KRIEGER. *The German idea of freedom. History of a political tradition* (Boston, Beacon Press, 1957, in-8°, XII-540 p.). — Sous le titre de *L'idée allemande de liberté*, M. Léonard Krieger propose une nouvelle explication de l'Allemagne. La thèse en est que les Allemands, en porte à faux entre l'Occident et leurs traditions propres, ont utilisé les termes occidentaux pour désigner leurs valeurs, sans s'apercevoir qu'elles étaient d'une essence autre. L'auteur le démontre en analysant le concept de liberté, tel qu'il se développe à partir de la Réforme, dans le cadre de l'état princier particulariste. Il note qu'ensuite les philosophes et les réformateurs de la période révolutionnaire ont adopté le langage de la politique nouvelle pour exprimer les traditions anciennes. Dans une troisième partie, qui couvre la période de 1830 à 1870, il fait surgir l'élément populaire, jusqu'alors accessoire et décrit le conflit entre libéralisme et autoritarisme.

M. Krieger a lu beaucoup de bons livres. Il ne prétend pas faire une nouvelle synthèse historique. Mais pour un essai philosophique, était-il besoin de 500 pages ? Nous admettons volontiers que le concept allemand de liberté ne recouvre pas entièrement celui de l'Occident et serions aussi convaincus si l'auteur dégageait mieux son essai de sa documentation historique et réduisait la longueur de son propos.

Espagne

— Viktor von GERAMB. *Wilhelm Heinrich Riehl. Leben und Wirken.* I. Lieferung (Salzbourg, Otto Müller, 1954, in-8°, 96 p.). — M. von Geramb publie une biographie de l'historien et sociologue Riehl. Ce livre paraît devoir être intéressant, car Riehl représenta un aspect de l'histoire culturelle que les choryphées du Volkstum orchestrèrent plus tard. L'éditeur nous a envoyé la première livraison de cet ouvrage, qui aura plus de 600 pages. Mais la *Revue historique* publie des comptes rendus, non des annonces.

— Gerhard RITTER. *Lebendige Vergangenheit. Beiträge zur historisch-politischen Selbstdeterminierung* (Munich, Oldenbourg, 1958, in-8°, VIII-331 p.). — Pour le soixante-dixième anniversaire du professeur Ritter, ses collègues et ses disciples lui ont offert la publication en un volume de quelques-uns de ses meilleurs articles ou conférences. Certaines, comme celles sur la politique coloniale de l'Allemagne ou sur l'éénigme russe étaient encore inédites. La première situe l'expansion coloniale dans l'évolution historique du Reich, apprécie sa valeur et ses conséquences. Tout cela est mesuré, juste, solide. L'article sur l'éénigme russe témoigne d'un effort de compréhension de la part d'un savant, moins à son aise dans ce domaine que sur son terrain de l'histoire d'Allemagne.

Parmi les essais déjà connus, mais presque tous revus, le plus brillant est, à notre avis, celui sur le parti politique en Allemagne. Il est construit sur l'idée ingénieuse que les partis sont nés, en Allemagne, de la politique extérieure et non, comme en Angleterre et en France, de la politique intérieure. Les autres articles portent sur l'origine des droits de l'Homme, sur celle du parti unique en Europe, sur Stein et l'esprit de l'ancien libéralisme allemand, sur la grande et la petite Allemagne au XIX^e siècle, sur l'aspect politique du militarisme allemand et sur la résistance à Hitler dans la Wehrmacht. Deux études de méthode sur l'idée de l'Université et la vie publique et sur l'histoire terminent ce livre. M. Ritter, appuyé sur la tradition allemande de la *Geistes- und Kulturgeschichte*, n'est pas impressionné par l'école française des *Annales*. Ses principes ne lui paraissent pas fondamentalement nouveaux ou pas suffisamment précis. Citant la thèse de M. Braudel, par exemple, il n'y voit pas un ouvrage profondément différent par l'esprit, des œuvres d'un Burckhardt, d'un Dopsch ou d'un Pirenne, ce qui est un bel éloge.

Le rapport, fait au congrès de Rome en 1955, mérite d'être relu.

L'ouvrage se termine par une bibliographie des œuvres du grand historien.

H. BRUNSWIG.

Espagne

SAINTE-PAULIEN. *Saint François Borgia, l'expiateur* (Paris, Fayard, 1959, 357 p. ; 12,50 N F). — Saint François Borgia est une figure attachante et il faut savoir gré à l'auteur de l'avoir fait revivre. Arrière-petit-fils de pape et de roi, petit-fils d'évêque, quatrième duc de Gandie, vice-roi de Catalogne, père de huit enfants, François fut un saint laïc, puis, après la mort de sa femme en 1546, un saint religieux. M. Saint-Paulien écarte de lui avec raison les légendes qui ont caché le

Notes bibliographiques

personnage au cours des siècles : il ne fut pas un ascète quand il était dans le monde, mais simplement un très honnête homme, et quand il eut tout abandonné pour suivre Ignace de Loyola, il ne fut pas « l'homme noir », le prototype du Jésuite de roman. Il resta bon, gai, affectueux pour ses proches, ses amis et ses compagnons ; il pardonna généreusement à ses ennemis, car il en avait. L'auteur, dans un livre qui ne vise pas à l'érudition, a rappelé avec bonheur tous ces traits d'un saint qui aurait pu être premier ministre en Espagne, ou pape à Rome, et qui se contenta d'être un modeste religieux élu, contre son gré, général de son ordre.

Pourquoi, malheureusement, dans ce livre inégal où certaines pages sont très belles, des portraits trop rapides et, partant injustes, de Charles-Quint et de Philippe II, celui-là trop flatté, celui-ci trop maltraité ? Pourquoi, en plusieurs endroits, ce style romancé qui n'est pas celui de l'histoire ? Pourquoi ces considérations inutiles ou anachroniques sur la valeur politique de la monarchie hérititaire et sur « les charlatans du socialisme démagogique » ? Pourquoi ces pages sur la « canaille » qui, en 1931, brûla le collège jésuite où se trouvait la dépouille de François Borgia ? Certes, des excès de ce genre sont hautement condamnables, et il est bien vrai que les Jésuites ont joué dans l'histoire un grand et noble rôle, mais si l'auteur voulait ouvrir le dossier de l'année 1931 en Espagne, alors il devait l'ouvrir à fond, loyalement, et expliquer aussi le pourquoi des colères populaires.

Jean DELUMEAU.

■ Italie

— Maurice VAUSSARD. *Jansénisme et gallicanisme aux origines religieuses du Risorgimento* (Paris, Letouzey et Ané, 1959, in-8°, 144 p.). — Cette brève étude repose sur une importante documentation, notamment sur la correspondance de jansénistes italiens avec l'abbé Clément, conservée à la bibliothèque du séminaire de Saint-Sulpice. Elle apporte un complément aux travaux d'Ernesto Codignola et ouvre des perspectives qui méritent de retenir l'attention. En quatre chapitres denses l'auteur montre l'importance du jansénisme et du gallicanisme en Italie, antérieurement à la Révolution, pendant la Révolution, sous le Consulat et l'Empire, et dans la première moitié du xix^e siècle. Chemin faisant de nombreux problèmes sont posés qui confèrent à cette étude un intérêt dépassant de beaucoup ses dimensions et qui font souhaiter des recherches nouvelles et aussi heureuses.

M. REINHARD.

— *Atti del XXXV Congresso di storia del Risorgimento italiano (Torino, 1-4 settembre 1956)* (Rome, Istituto per la Storia del Risorgimento italiano, 1959, 374 p.). — En l'année anniversaire du Congrès de Paris, la réunion des spécialistes du Risorgimento ne pouvait avoir lieu ailleurs qu'à Turin et devait centrer ses travaux sur la participation piémontaise à la guerre de Crimée. Il en est résulté un fort volume d'actes contenant les trente et une communications présentées au congrès. En dépit de l'hétérogénéité de contributions fragmentaires, de portée et de profondeur extrêmement diverses, se dessine, malgré tout, un panorama de l'action

piémontaise et de ses répercussions italiennes et internationales, riche de faits nouveaux et d'incitations à la réflexion. Délaissant les sujets d'intérêt secondaire ou local, on peut regrouper ces études autour de quelques thèmes fondamentaux.

L'histoire diplomatique s'est, comme on pouvait s'y attendre, taillé la part du lion et cette primauté s'affirme brillamment, avec la « relation » inaugurale de Franco Valsecchi sur « le problème italien dans la politique européenne ». Il montre, avec une pénétrante clarté, que l'affaire de Crimée est le point de départ de toute la politique franco-sarde et l'un des moments décisifs de l'histoire internationale du XIX^e siècle, préparant et préfigurant les développements futurs. Ce tableau sera particulièrement utile au lecteur français qui doit encore s'en tenir aux pages, un peu vieillies, de Paul Mather. La crise orientale provoque la rupture du front conservateur, gardien, depuis 1815, de l'équilibre européen. Mais le « renversement des alliances » entraîne également l'Autriche, qui est à la veille d'adhérer à l'alliance franco-anglaise. Cette perspective place le Piémont dans une situation périlleuse. Il doit s'insérer dans le jeu des puissances libérales, au prix d'une évolution dramatique et extrêmement aventureuse. Le Congrès de Paris permettra à Cavour, au prix d'un simple succès moral, de créer les conditions de l'aide française pour la résolution de la question italienne, ouvertement posée devant l'Europe.

Sur ce thème s'ordonnent les études d'Ottavio Barié (*Les whigs et le problème italien*) ; de Giuseppe Berti (*Russie et Piémont en 1849-1850*) ; Henri Contamine (*La Droite française et l'Unité italienne*) ; Jacques Droz (*Le Parlement de Francfort et le problème des nationalités*) ; Denis Mack Smith (*Cavour et Clarendon, d'après les documents anglais sur la question italienne et le Congrès de Paris*) ; Jaime Vicenç Vives (*Gouvernement et opinion publique en Espagne pendant la crise de la guerre de Crimée*) ; Roger Aubert (*Le gouvernement belge et les préliminaires de la Conférence de Gaète*) ; Aloïs Simon (*L'arbitrage de Léopold I de Belgique dans les affaires italiennes*).

L'aspect oriental a retenu l'attention du spécialiste éprouvé qu'est Angelo Tamborra (*Question italienne, Europe et problème slave de la crise de 1848-1849 à 1856*). Un autre groupe de communications étudie la crise orientale vue de Vienne ou de Milan : Maria Amelia Chisini Bulak (*Le Congrès de Paris à travers le principal journal officiel de la presse lombarde*) ; Giuliano Gaeta (*le Congrès de Paris vu par les journaux viennois subventionnés par le gouvernement*) ; Bruno Malinvernì (*le traité d'alliance austro-prussien du 20 avril et la politique de l'Autriche en Italie*) ; Stefano Markus (*L'évolution de la pensée de Klapka jusqu'en 1856*).

Enfin les incidences italiennes ont inspiré les travaux de Salvo Mastellone (*La légation des Deux-Siciles à Paris pendant la guerre de Crimée*) ; Sergio Camerani (*Le Congrès de Paris vu par un diplomate toscan*) ; Ada Annoni (*Les démocrates lombards et la guerre de Crimée*). Enfin la crise orientale a été scrutée dans ses effets sur la politique intérieure du Piémont par Paul Guichonnet (*Le Congrès de Paris devant la presse et l'opinion savoyardes*) et Robert Van Nuffel (*La politique intérieure du Piémont d'après les rapports diplomatiques belges*), tandis que, pour une période un peu antérieure, Carlo Baudi di Vesme attirait l'attention sur l'un des points les plus obscurs de l'histoire piémontaise (*la crise parlementaire d'après Novare, dans sa réalité et à travers le jugement de la diplomatie étrangère*).

Notes bibliographiques

Il a paru toutefois, avec juste raison, aux organisateurs des congrès que les inconvénients des communications dispersées l'emportaient sur les avantages et, dès la réunion de Milan, en 1959, seules ont été admises quelques relations, développées, qui servent de base aux discussions. On ne peut qu'applaudir à une telle réforme.

— Giovanni BALDASSERONI. *Mémoires (1833-1859)*, a cura di Renato Mori (Florence, Le Monnier, 1959, 259 p. Prix : 2 000 lires) (Studi e documenti di Storia del Risorgimento). — Giovanni Baldasseroni, dernier président du conseil du Grand-Duché de Toscane, était bien connu par sa biographie, très apologétique, de son souverain Léopold II, publiée en 1871. Ses mémoires jusque-là inédits, dont Renato Mori nous procure une très soigneuse édition, offrent un intérêt bien plus captivant car l'homme s'y livre avec une grande franchise, un esprit critique dépourvu de la patine conformiste qui semblait marquer tous ses écrits et apporte un témoignage de première valeur à l'histoire si particulière du Risorgimento toscan. Baldasseroni était un conservateur modéré, héritier du libéralisme des illuministes toscans du XVIII^e siècle qui, au cours d'un long ministère, inauguré en 1845, pratiqua un paternalisme de nuance « juste milieu », équilibrant les tentances réactionnaires de son souverain. La Toscane fut alors un îlot de calme et de bonne administration, au sein de l'inquiète Italie et Baldasseroni nous en donne de très significatifs exemples, s'étendant avec quelque complaisance sur son rôle personnel. Mais ce « réactionnaire au bon sens du terme » manquait de caractère. Complètement aveugle au mouvement national, il prolongera jusqu'à l'extrême le mythe d'une petite patrie particulariste, et lorsque le réveil italien devint irrésistible, il ne sut pas s'imposer au Grand-Duc, tout aussi hésitant. Mais si Baldasseroni porte une grande part de responsabilité dans l'écroulement de la dynastie de Lorraine, en 1859, il est clair que son action à la tête de l'État toscan ne fut pas entièrement négative et contribua largement au caractère pacifique de la transition du 27 avril qui, bien plus qu'une révolution, amena l'annexion au Piémont. Renato Mori a fort bien présenté, annoté et pourvu d'un commode index, ces mémoires qui attirent l'attention sur un type d'anti-unitaire italien, trop souvent exécuté sommairement par l'historiographie du Risorgimento et qui mériterait d'être plus amplement étudié.

— Marco TABARRINI. *Diario (1859-1860)*, a cura di Antonio PANELLA con introduzione e note di Sergio CAMERANI (Florence, Le Monnier, 1959, 159 p. Prix : 1 000 lires) (Studi e documenti di Storia del Risorgimento). — Tabarrini est l'une des figures les plus caractéristiques des modérés toscans qui, autour de Ricasoli, préparèrent l'union du Grand-Duché au Piémont. Mais à lire ces mémoires, découverts par A. Panella et édités avec un soin diligent par le meilleur connaisseur du XIX^e siècle toscan qu'est l'archiviste florentin Sergio Camerani, on se rend compte que le témoignage de Tabarrini, libéral, n'est pas sans affinités avec celui du conservateur Baldasseroni, publié, en même temps, dans la même collection et dont nous venons de rendre compte. Les deux volumes se complètent et s'éclairent réciproquement. Dans une dense introduction faisant revivre « Marco Tabarrini, homme politique » S. Camerani retrace la carrière de cet érudit, l'un des principaux collaborateurs de l'*Archivio storico italiano*, qui avait abordé la carrière politique,

Italie

un peu en dilettante, en 1848-1849, mais qui répugnera toujours aux engagements personnels, désirant « demeurer davantage spectateur qu'acteur ». Tabarrini était, avant tout, un Toscan, attaché à une conception « municipaliste » de la vie italienne et dévoué à la dynastie de Lorraine. La Florence paisible, raffinée, cultivée et somnolente du milieu du XIX^e siècle lui paraissait infiniment préférable au belliqueux et patriotique Piémont. C'est ainsi qu'il se trouva plutôt poussé à suivre le mouvement libéral, que marchant au premier rang des unitaires. Son journal des années 1859-1860 est écrit avec beaucoup de vivacité et de franchise, colorées d'un pessimisme accentué. Il relate la dégradation de l'état et de la dynastie, lentement démantelées par la poussée nationale et la montée des forces franco-sardes. Dès les premières victoires alliées contre l'Autriche, Ricasoli et les modérés se rallient à la solution piémontaise. Mais Tabarrini, qui deviendra l'un des principaux collaborateurs du « baron de fer », se laissera porter par le nouveau cours des événements, bien davantage par raison, par « impartialité d'historien », que par l'élan du cœur. Son journal est un document fondamental pour apprécier et comprendre la psychologie et le comportement de la classe dirigeante toscane en face de l'unité italienne. Sergio Camerani en a encore augmenté l'intérêt par une copieuse note bibliographique sur la Toscane en ces années décisives.

— Leo VALIANI. *Dall'antifascismo alla Resistenza* (Milan, Feltrinelli, 1959, 193 p. Prix : 450 lires) (Collection Universale economica, n° 269). — Dans la collection de vulgarisation de l'éditeur Feltrinelli l'auteur a écrit une très utile contribution à l'histoire, fort complexe, de la Résistance italienne et de la naissance de la République.

Leo Valiani, spécialiste d'histoire sociale, parle à la fois en chroniqueur et en témoin car il fut activement mêlé aux événements, comme antifasciste militant, emprisonné sous la dictature, puis comme membre du Comité de Libération nationale, secrétaire du parti d'action et député aux assemblées consultative et constituante.

Après une introduction passant en revue les publications, déjà nombreuses, consacrées à la chute du fascisme, le volume réunit une série d'articles et d'essais qui forment un tout assez bien lié. L'auteur retrace la constitution des premiers noyaux d'opposition au sein des milieux ouvriers. Il donne un tableau du mouvement syndical qui, dans les années 1929-1939, en dépit des corporations mussoliniennes et de la répression policière, demeura activement hostile au régime et constitua, à Milan et à Turin, le berceau du *Parti d'action*, affirmé par les grandes grèves politiques de mars 1943. Deux chapitres analysent l'action, plus connue, des *fuorusciti*, dans l'exil et dans la lutte au sein des Brigades internationales en Espagne. Les pages les plus originales concernent, avec les souvenirs personnels de Leo Valiani sur l'insurrection de Milan et l'œuvre du Comité de Libération nationale en Haute-Italie, les débats internes des mouvements de résistance sur le problème des futures institutions. Avec beaucoup d'objectivité l'auteur montre comment, à travers les difficultés et les contrastes — dont les moindres n'étaient pas l'intervention des commandements militaires alliés — la solution républicaine finit par triompher et comment Piero Calamandrei joua un rôle fondamental dans la bataille pour la souveraineté de la Constituante.

Paul GUICHONNET.

465

Notes bibliographiques

— Wladimir d'ORMESSON. *La présence française dans la Rome des Papes* (Paris, Hachette, 1959, 191 p.). — Ce petit livre est essentiellement un guide des institutions religieuses françaises à Rome, guide basé autant que possible sur l'archéologie, mais tournant aussi parfois au catalogue. Les amateurs de petite histoire en feront leurs délices. Cela ne veut pas dire que ceux qui se préoccupent avant tout des grandes questions contemporaines n'en doivent tirer aucun profit. Tout au contraire, M. l'ambassadeur d'Ormesson a composé à leur intention quelques brèves esquisses, d'une prudence toute diplomatique, mais aussi d'une pénétration telle qu'on peut l'attendre de l'auteur et de sa longue expérience du sujet traité : le dernier chapitre, qui traite des rapports entre Rome et l'Église de France, et les deux dernières annexes, consacrées l'une à « La politique du Vatican », l'autre à un portrait du cardinal Tardini, l'actuel secrétaire d'État. Il y a là matière à méditer entre les lignes.

J. Nant.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

■ Généralités

W. Andreas. Werner Naf : eine historiographische Würdigung. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 190, Heft 1, février 1960.] — *Delio Cantimori.* I nostri morti : Carlo Antoni, Raffaele Pettazzoni. [*Nuova riv. st.*, 1960, n° 1.] — *R. Capot-Rey.* E.-F. Gautier, historien et géographe de l'Afrique du Nord. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1959.] — *René Gandilhon.* Bibliographie des travaux d'Alfred Gandilhon (1877-1946). [*Mémoires de l'Union des Soc. sav. de Bourges*, 1947-1948.] — *Jacques Godechot et Louis Trénard.* Hommage à Louis Jacob. [*A. hist. Revol. fr.*, avril-juin 1960.] — Hommage à Georges Lefebvre (articles d'Albert Soboul, Jacques Godechot, Jean Suratteau, Jean Dautry, Marc Bouloiseau, Marcel Reinhard, Philippe Wolff, Madeleine Rebérioux, René Garmy, Jean Palou, Walter Markov, Alun Davies, Richard

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Académie royale de Belgique. Classe des Beaux-Arts*, 1959, fasc. 1-9 ; *Classe des Lettres et sciences morales et politiques*, 1959, fasc. 6-9. — *Actualité (l') de l'histoire*, 1960, fasc. 1 et 2. — *American historical review*, avril 1960. — *Annales africaines*, 1959. — *Annales de Bourgogne*, 1959, n° 4 ; 1960, n° 1. — *Annales de l'Est*, 1959, n° 4. — *Annales de Normandie*, 1960, n° 1. — *Annales du Midi*, 1959, n° 4. — *Annales historiques de la Révolution française*, janvier à juin 1960. — *Bulletin de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1958. — *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 1959, fasc. 3 et 4. — *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français*, 1960, fasc. 1 et 2. — *Cahiers de civilisation médiévale*, II, 1959. — *Cahiers d'histoire*, 1960, n° 2. — *Information historique*, septembre à décembre 1959. — *International review of social history*, 1960, n° 1. — *Journal des Savants*, juillet-septembre 1959. — *Journal of economic history*, décembre 1959. — *Journal of modern history*, mars 1960. — *Journal of the history of ideas*, 1960, n° 2. — *Historische Zeitschrift*, Bd. 190, n° 1 et 2, 1960. — *History*, juin 1960. — *Lettres d'humanité*, juin 1960. — *Mémoires de l'Union des Sociétés savantes de Bourges*, 1947-1958. — *Nuova rivista storica*, 1960, n° 1. — *Past and present*, avril 1960. — *Politique étrangère*, 1960, n° 1 à 3. — *Population*, 1960, n° 1. — *Provençal historique*, octobre-décembre 1959. — *Recherches africaines*, janvier-décembre 1959. — *Review of politics*, 1960, n° 2. — *Revue africaine*, 1959, 3^e et 4^e trimestres. — *Revue belge de philologie et d'histoire*, 1960, n° 1. — *Revue de la Méditerranée*, novembre-décembre 1959. — *Revue de l'histoire de l'Amérique française*, mars 1960. — *Revue de l'histoire de l'Église de France*, 1958. — *Revue de l'histoire des religions*, 1959, n° 4, et 1960, n° 1. — *Revue de Synthèse*, juillet-décembre 1959. — *Revue d'histoire de droit français et étranger (R. H. D. F. E.)*, 1959, n° 2 à 4. — *Revue d'histoire économique et sociale*, 1959, n° 4, et 1960, n° 1. — *Revue maritime*, juin 1960. — *Revue suisse d'histoire*, 1960, n° 1. — *Rivista storica italiana*, juin 1960. — *Sasceulum*, 1959, n° 4. — *Speculum*, 1959. — *Studi storici*, 1959-1960, n° 2. — *Syria*, 1959, fasc. 3-4. — *Vierteljahrsschriften für Zeitgeschichte*, janvier et avril 1960. — *Welt (Die) als Geschichte*, 1960, n° 1 et 2.

Recueils périodiques

Cobb, Leo Gershoy, Beatrice F. Hyslop, Robert R. Palmer, Alessandro Galante Garrone, H. Koachiro Takahashi, V. Volguine et A. Manfred, consacrés à l'homme, à l'œuvre et à son influence en France et à l'étranger). [Ibid., janvier-mars 1960.] — *Alfred Merlin*. Note sur la vie et les travaux de René Dussaud. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Arnaldo Momigliano-Francesco Gabrieli*. Lettere di B. G. Niebuhr sui suoi studi orientalistici. [Riv. st. it., juin 1960.] — *Maurice Pillet*. Ernest de Sarzac, explorateur de Tello (1832-1901). [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Louis de Raynal et Paul des Chaumes*. Louis de Raynal historien du Berry. [Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges, 1947-1948.]

Georges Coedès. Rapport sur les travaux de l'École française d'Extrême-Orient en 1957. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Pierre de La Coste-Messelière*. Rapport sur les travaux de l'École française d'Athènes pendant l'année 1957. [Ibid.] — *André Piganiol*. Rapport sur les travaux de l'École française de Rome pendant l'année 1957-1958. [Ibid.] — *Id.* Rapport sur le concours des Antiquités de la France en 1958. [Ibid.] — *Charles Virolleaud*. Rapport sur les travaux de l'École archéologique française de Jérusalem pendant l'année 1957-1958. [Ibid.]

Maz Beloff. La storiografia inglese contemporanea. [Riv. st. it., juin 1960.] — Bibliographie lorraine 1958. [A. de l'Est, 1959, n° 4.] — Bibliographie de la France méridionale. Publications de l'année 1958. [A. du Midi, 1959, n° 4.] — *Jean Bourdon*. Institutions et doctrines politiques de la France (chronique bibliographique). [R. de S., juillet-décembre 1959.] — *A. Delatte*. Un nouveau témoin de la littérature solomonique, le codex *Gennadianus* 45 d'Athènes. [A. R. Belg. Bull. Cl. L. et sc. m. et pol., 1959, n° 6-9.] — *G. Duboscq*. Inventaire d'archives départementales, communales et hospitalières se rapportant à l'histoire ecclésiastique. [R. d'hist. de l'Egl. de Fr., 1958.] — *Klaus Epstein*. Neueres amerikanisches Schriftum über die deutsche Geschichte im 20 Jahrhundert. [Welt als Gesch., 1960, n° 1 et 2.] — *R. M. Hartwell, D. K. Fieldhouse, F. L. W. Word*. Antipodean history. [History, juin 1960.]

J. Joll. Englands Weltstellung in der Sicht englischer Historiker. [Hist. Zeitsch., Bd. 190, Heft 2, avril 1960.] — *Giacomo Devoto*. Per la storia delle regioni d'Italia. [Riv. st. it., juin 1960.] — *Peter Meinhold*. Revolution im Namen Christi. Ein Beitrag zur Frage von Kirche und Widerstandrecht. [Saeculum, 1959, n° 4.] — *Adeline Daumard*. L'histoire économique et sociale à la Société d'histoire moderne en 1958. [R. d'hist. écon. et soc., 1959, n° 4.] — *Albert France-Lanord*. Procédé nouveau de reconstitution des bronzes. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Andreas Stachelin*. Ein neues Werk über die Geschichte der Naturwissenschaften in der alten Schweiz. [R. suisse d'hist., 1960, n° 1.]

Hans Buchheim. Struktur der totalitären Herrschaft und Ansätze totalitären Denkens. [Vierteljahrsschrift für Zeitgesch., avril 1960.] — *D. Gerhard*. Guizot, Augustin Thierry und die Rolle des Tiers Etat in der französischen Geschichte. [Hist. Zeitsch., Bd. 190, Heft 2, avril 1960.] — *Axel von Harnack*. Gedanken über die Gestaltung des Geschichtsstudiums. [Welt als Gesch., 1960, n° 1.] — *Peter Lyon*. Neutrality and the emergence of the concept of neutralism. [Rev. of politics, 1960, n° 2.] — *A. Miroglio*. Pour une meilleure connaissance de l'ensemble psychologique normand. [A. de Normandie, 1960, n° 1.] — *Maz Rieer*. Mythology and Metaphysics. [J. of the hist. of ideas, 1960, n° 2.]

■ Préhistoire et Histoire ancienne

Préhistoire. — *Emmanuel Amati*. L'art rupestre des Alpes italiennes. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Paul Cravayat et Fernand Tardy*. Le culte des eaux en Berry. Les sources sacrées dans les départements du Cher et de l'Indre. [Mém. de l'Union des Soc. sav. de Bourges, 1947-1948.]

Orient ancien. — *Jean Sainte-Fare Garnot*. Les fouilles de Soleb (1957-1958). [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Georges Dossin*. L'ordalie à Mari. [Ibid.] — *Ed. Fresnols*. Recherches sur les théâtres de l'Orient syrien. [Syria, 1959, fasc. 3-4.] — *Frank Hole*. A reanalysis of Basal Tabbat Al-Hammam, Syria. [Ibid.] — *Georges Le Rider*. Monnaies de Characène. [Ibid.] — *Henri Seyrig*. Antiquités syriennes. 76. Caractères de l'histoire d'Émèse. [Ibid.] — *André Dupont-Sommer*. Un traité araméen du VIII^e siècle av. J.-C. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *M. Lambert*. Polythéisme et monolâtrie des cités sumériennes. [R. de l'hist. des rel., 1960, n° 1.] — *Y. Rosengarten*. La notion sumérienne de souveraineté divine : Uru-ka-gi-na et son dieu. Nin-ĝir-su. [Ibid., octobre-décembre 1959.]

Histoire grecque et romaine. — *A. J. Beattie et Fritz Schachermeyer*. Die Entzifferung der Mykenischen Schrift. [Saeculum, 1959, n° 4.] — *P. Faure*. La Crète aux cent villes. [Lett. d'humanité, juin 1960.]

Fritz Gschmitzter. Vom Ende der griechischen Gemeinfreiheit. [Welt als Gesch., 1960, n° 2.] — *G. Donnay*. Le système astronomique de Platon. [R. belge de phil. et d'hist., 1960, n° 1.] — *Raymond Lantier*. Une représentation en perspective de temple antique (d'origine rhénane). [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Claire Préaux*. Présentation du Dyscolos de Ménandre. [A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1959, n° 6-9.] — *Josef Fink*. Der politische Gehalt in Darstellungen von Theseus' Aventurer mit Skiron. [Welt als Gesch., 1960, n° 1.] — *J.-P. Vernant*. Le mythe hésiodique des races. Essai d'analyse structurale. [R. de l'hist. des rel., 1960, n° 1.] — *P. Vidal-Naquet*. Temps des dieux et temps des hommes. Essai sur quelques aspects de l'expérience temporelle chez les Grecs. [Ibid.]

J. Ch. Balty. C(olonia) Nem(ausus). Notes d'archéologie et d'histoire augustéennes. [R. belge de phil. et d'hist., 1960, n° 1.] — *Paul Cravayat*. Une station frontière des Bituriges. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1957.] — *Id.* Un nouvel Equoranda de la cité des Bituriges. [Ibid., 1958.] — *Id.* Un milliaire-perdu de la voie de Bourges à Orléans découvert au Briou. [Ibid.] — *Id.* Inscription gallo-romaine consacrée à Fontenay (commune de Tendron, Cher). [Ibid., 1955-1956.] — *Id.* Le cimetière gallo-romain de Bussion. [Ibid., 1949-1950.] — *Pierre Duparc*. La Sapaudia. (Le nom apparu à la fin du IV^e siècle désignerait non la Savoie, mais une région entre Alpes et Jura au nord du Léman.) [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Julien Guey et Amable Audin*. L'inscription récemment découverte à l'amphithéâtre des Trois-Gaules. [Ibid.] — *Jean-Jacques Hatt*. Fouilles à Mackwiller et à Metz (1957). [Ibid.] — *G. Hubert* †. Voies antiques. Les relations entre Jublains et Vieux. [A. de Normandie, 1960, n° 1.] — *M. Labrousse*. Villes romaines du Midi. [A. du Midi., 1959, n° 4.] — *R. Lantier*. La villa gallo-romaine (fin). [J. des S., juillet-septembre 1959.] — *Maurice de Laugardière*. Inscription

Recueils périodiques

gallo-romaine à Villabon. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1957.] — *A. Merlin*. Les bronzes antiques de la Seine-Maritime. [J. des S., juillet-septembre 1959.] — *Id.* Le théâtre de Philippopolis en Arabie. [*Ibid.*] — *Charles Picard*. Sur le sanctuaire d'Orange (Arausio) dans le Vaucluse, adjacent au théâtre. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *H. Stern*. Les mosaïques romaines d'Allemagne. [J. des S., juillet-septembre 1959.]

André Maricq. Classica et Orientalia. 6. La province d'« Assyrie », créée par Trajan. A propos de la guerre parthique de Trajan. — 7. Vologésias, l'emporium de Ctesiphon. [*Syria*, 1959, fasc. 3-4.] — *A. Merlin*. Répartition des légions danubiennes à la fin du 1^{er} siècle après Jésus-Christ. [J. des S., juillet-septembre 1959.] — *Gilbert Picard*. Images de chars romains sur les rochers du Sahara. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Roman Ghirshman*. L'île de Kharg dans le golfe Persique. (Dans l'antiquité, base importante du trafic maritime entre l'Inde et l'Occident.) [*Ibid.*] — *W. Schmitzheuer*. Politik und Armee in der späten Römischen Republik. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 190, Heft 1, février 1960.]

Sterling Dow. The social and economic history of the Roman Empire : Rostovtzeff's classic after thirty-three years. [A. H. R., avril 1960.] — *Ed. Will*. Une figure du culte solaire d'Aurélien : Jupiter consul vel consulens. [*Syria*, 1959, fasc. 3-4.]

■ Histoire du Moyen Age

Islam. — *P. Cadenat*. Découverte à Tibert-Tagdempt d'un « Dénaré » d'époque fatimite. [R. afr., 3^e et 4^e trim. 1959.] — *M. Canard*. Les travaux de T. Lewicki concernant le Maghreb et en particulier les Ibadiites. [*Ibid.*] — *A. Cocatre-Zilgien*. Amr-ibn-al-Ass et la conquête de l'Égypte par les Arabes. [An. afr., 1959.] — *Marcel Desvobes*. Un globe céleste arabe du XII^e siècle. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Gaston Wiet*. Un minaret inconnu en Afghanistan. [*Ibid.*]

G.-H. Bousquet. Quelques remarques sur la pratique rituelle en Afrique du Nord, principalement au Maroc. [R. afr., 3^e et 4^e trim. 1959.] — *J. Chelhod*. Les attitudes et les gestes de la prière rituelle dans l'Islam. [R. de l'hist. des relig., octobre-décembre 1959.]

Histoire politique. — *M. E. Aston*. Lollardy and sedition, 1381-1431. [Past and present, avril 1960.] — *Joseph H. Dahmus*. John Wyclif and the English Government. [Speculum, XXXV, 1960.] — *P. Iso Müller*. Zur Bedeutung des Lukmaniers im Mittelalter. [R. suisse d'hist., 1960, n° 1.] — *M. Pacaut* et *F. Gauthier*. Louhans au Moyen Age. [Cahiers d'hist., 1960, n° 2.] — Mgr *Guillaume Mollat*. Clément VI et Blanche de Navarre, reine de France. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.]

Histoire des institutions. — *Marvin B. Becker*. The Republican City State in Florence : an inquiry into its origin and survival (1280-1434). [Speculum, XXXV, 1960.] — *P. L. Carsten*. Die deutschen Landstände und der Aufstieg der Fürsten. [Welt als Gesch., 1960, n° 1.] — *Sidney Painter*. The Family and the Feudal System in 12th-century England. [Speculum, XXXV, 1960.] — *Barthélemy Pocquet du Haut-Jussé*. Le Conseil du duc de Bretagne d'après ses procès-verbaux de 1459 à

Recueils périodiques

1463. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Karl Ferdinand Werner*. Untersuchung zur Frühzeit des französischen Fürstentums 9-10 Jahrhundert (fin). [Welt als Gesch., 1960, n° 2.]

Histoire économique et sociale. — *Roger Aubenas*. Commerce des draps et vie économique à Grasse en 1308-1309. [Prov. hist., octobre-décembre 1959.] — *E. Brouette*. La fixation de la taille de Beloeil (février 1245 ou 1246). [Bull. Comm. R. Histoire, t. CXXIV, 4^e liv., 1959.] — *Paul Cravayat*. La guerre de Cent ans et le dépeuplement de la terre de Beaulieu-sur-Loire. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1955-1956.] — *M. David*. Les « laboratoires », du renouveau économique du XIII^e siècle à la fin du XVI^e siècle. (Travail du plus haut intérêt sur la diversification du « troisième ordre », sur les rapports des divers éléments de la bourgeoisie, rurale et urbaine.) [R. H. D. F. E., 1959, n° 2 et 3.] — *Fr. de Fontette*. La vie économique de la région parisienne d'après des actes de vente immobilière du XIII^e siècle. (L'étude est fondée sur un copieux ensemble de sources de 1213 à 1283, analysées avec précision. Elle montre l'ascension de la bourgeoisie urbaine, le maintien ou les progrès des établissements ecclésiastiques ; la prédominance des vendeurs parmi les nobles ; le développement du commerce et l'intensité croissante de la circulation.) [Ibid., n° 4.] — *P. Gras*. Un itinéraire bourguignon disparu. La route de Dijon à Verdun-sur-le-Doubs. [A. de Bourg., 1960, n° 1.] — *C. Higonet*. Les origines des villes polonaises. [Inf. Hist., novembre-décembre 1959.] — *Lynn White Jr.* Tibet, India and Malaya as sources of western medieval techniques. [A. H. R., avril 1960.] — *A. Soris*. Documents relatifs à l'histoire économique et sociale de Huy au Moyen Age. [Bull. Comm. R. Histoire, t. CXXIV, 3^e liv., 1959.]

Histoire de l'art. — *Robert Branner*. Les portails latéraux de la cathédrale de Bourges. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1957.] — *Édouard Brody de Lamotte*. Découvertes faites dans le vieux cimetière d'Allichamps. [Ibid., 1951-1952]. — *A. Colombe*. Les églises fortifiées de la Bourgogne. A propos d'une étude récente (par René Truttmann). [A. de Bourg., 1959, n° 4.] — *Paul Cravayat*. Fragments d'un compte de l'œuvre du Palais de Bourges (1381-1382). [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1953-1954.] — *P. Deschamps*. L'art de nos cathédrales. (D'après Marcel Aubert.) [J. des S., juillet-septembre 1959.] — *Michel Fleury*. Nouvelle campagne de fouilles des sépultures de la basilique de Saint-Denis. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Robert Gauchery*. L'église Saint-Père-la-None à Sancerre (Cher). [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1958.] — *Louis Grodecki*. Les chapiteaux de l'église de Montmoyen à Bourges. [Ibid., 1951-1952.] — *Pierre Héliot*. Les antécédents et les débuts des coursiers anglo-normandins et rhénanes. (Dans l'architecture romane.) [Cahiers de civilis. méd., II, 1959.] — *Id.* La collégiale de Saint-Quentin et l'architecture du XIII^e siècle. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *R. Julian*. Lyon et les arts plastiques. (Des abbayes romanes au stade de Tony Garnier.) [Cahiers d'hist., 1960, n° 2.] — *Maurice de Laugardière et Robert Gauchery*. L'église Saint-Outrillet de Bourges. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1949-1950.] — *Constantin Marinesco*. Thèmes et types iconographiques d'origine byzantine dans l'œuvre de Pisanello, Filarete et Piero della Francesca. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Pierre Pradel*. Précisions sur la vie et l'activité du sculpteur André Beauneveu, à la fin du XIV^e siècle. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *Chanoine B. de Roffignac*. Les représentations du monde dans les vitraux de la cathédrale de Bourges. Châsses de la porte

Recueils périodiques

Saint-Ursin et de quelques sarcophages anciens. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1947-1948.]

Paul Chenu. Manuscrits à peintures aux armes des Lallemand (de Bourges). [*Ibid.*, 1951-1952.] — Jacques Guilmartin. Zoomorphic Decoration and the problem of the sources of Mozarabic illumination. [*Speculum*, XXXV, 1960.] — Jacques Cavalléye. Considérations sur les primitifs flamands conservés à la Capilla Real de Grenade. [A. R. Belg. Bull. Cl. Beaux-Arts, 1959, 6-9.] — André Masson. Les arts libéraux du Puy et la décoration des bibliothèques à la fin du Moyen Age. [*Bull. Ac. I. et B.-L.*, 1958.]

La littérature. — Jackson J. Campbell. Oral poetry in the Seafarer. (Poème anglo-saxon.) [*Speculum*, XXXV, 1960.] — George Fenwick Jones. The function of food in Medieval German literature. [*Ibid.*] — Ernest H. Wilkins. Philippe de Cabassoles and Petrarch. [*Ibid.*]

Histoire de l'Église. — F. Benoit. Le culte de Marie-Madeleine. (Essai de « géographie magdalénienne ».) [A. du Midi, 959, n° 4.] — Solange Corbin. Liturgie de Bourges ; un fragment du coutumier du XII^e siècle. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1951-1952.] — Maurice de Laugardière. Indulgences en faveur d'églises du Berry au XV^e siècle. [*Ibid.*] — Jean-Rémy Palanque. Sur les origines du culte de la Madeleine en Provence. [Prov. hist., octobre-décembre 1959.]

■ Histoire moderne

Histoire par pays : Allemagne. — Martin Broszat. Die Anfänge der Berliner N. S. D. A. P. 1926/27. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1960.] — Johann Wolfgang Brügel. Die Aussiedlung der Deutschen aus der Tschechoslowakei. [*Ibid.*, avril 1960.] — W. Bussmann. Politische Ideologien zwischen Monarchie und Weimarer Republik. Ein Beitrag zur Ideengeschichte der Weimarer Republik. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 190, Heft 1, février 1960.] — Hans-Dietrich Looß. Zur « Grossgermanischen Politik » des Dritten Reiches. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1960.] — H. Hauss'herr. Stein und Hardenberg. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 190, Heft 2, avril 1960.] — Erich Matthias. Hindenburg zwischen den Fronten 1932. [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, janvier 1960.] — Anton Rittscher. Eine Etappe auf Hitlers Weg zur ungeteilten Macht. Hugenbergs Rücktritt als Reichsminister. [*Ibid.*, avril 1960.] — Alfred Späth. Zum Andenken an Nikolaus I Graf von Uxküll. [*Ibid.*]

Belgique. — P. van den Ven. Une contribution importante à l'histoire de Belgique : les Mémoires de Paul Hymans. [A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1959, n° 6-9.]

Canada. — Michel Brunet. Les Canadiens et la France révolutionnaire. [R. d'hist. de l'Am. fr., mars 1960.] — M. Gaucher, M. Delafosse et G. Debien. Les Engagés pour le Canada au XVIII^e siècle (suite). [R. d'hist. de l'Am. fr., mars 1960.] — Roland Lamontagne. La contribution scientifique de La Galissonnière au Canada. [*Ibid.*] — Paul-André Leclerc. Le mariage sous le régime français (suite). [*Ibid.*] — Robert-Lionel Séguin. La Canadienne, aux XVII^e et XVIII^e siècles. [*Ibid.*] — L.-A. Vigneras. Encore le capitaine Provençal. (L'oncle de Champlain.) [*Ibid.*]

Recueils périodiques

États-Unis. — *H. D. Bloch*. The New York City negro and occupational eviction 1860-1910. [Int. rev. of soc. hist., 1960, n° 1.] — *Rowland Berthoff*. The american social order : a conservative hypothesis. [A. H. R., avril 1960.] — *R. Rémond*. Les États-Unis devant l'opinion française (1815-1852). (Résumé de thèse.) [Inf. Hist., novembre-décembre 1959.]

France. — *Pierre Aubert*. Un Marseillais de la mission de Perse sous Napoléon I^e : le commandant Truiliher. [Proc. hist., octobre-décembre 1959.] — *Pierre de Bengy-Puyvallée*. Notice historique sur M. de Bengy-Puyvallée, député de la noblesse du Berry aux États-Généraux de 1789, publié par *Jean de Goy*. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1955-1956.] — *Adrien Blanchet*. Un épisode de la Fronde en Berry (1652). [Ibid., 1947-1948.] — *Marguerite Cristol*. Louise de Clermont, comtesse de Tonnerre, femme d'Antoine de Crussol, duc d'Uzès. [Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr., 1960, n° 1.] — *H. Forestier*. Une exécution manquée (Auxerre. 1739). (Par la mauvaise volonté de la police.) [A. de Bourg., 1960, n° 1.] — *Leo Gershoy*. The Paris Sans-Culottes. [J. of Mod. hist., mars 1960.] — *J. Grall*. Impressions d'un bourgeois de Paris adressées à un habitant de Saint-Lô (1788-1789). [A. de Normandie, 1960, n° 1.] — *D. Labarre de Raillacourt*. Cinq générations au service du génie. [A. de l'Est, 1959, n° 4.] — *F. Loirette*. Un épisode des résistances locales aux empiétements du pouvoir royal : la défense du franc-allou agenais au XVII^e siècle. [A. du Midi, 1959, n° 4.] — *R. Limouzin-Lamothe*. Le pillage de l'archevêché de Paris en juillet 1830. [R. d'hist. de l'Égl. de Fr., 1958.] — *Frank Morin-Pons*. Thiers, avocat aixois, 1818-1821. [Proc. hist., octobre-décembre 1959.] — *Jean Richard*. L'élaboration d'un cahier de doléances. Pierre-Claude Perrot, curé de Brazey-en-Plaine. [A. de Bourg., 1960, n° 1.] — *Mme Soutad-Rouger*. Les notables en France sous la Restauration (1815-1830). [R. d'hist. écon. et soc., 1960, n° 1.] — *Eugen Weber*. The Right in France : a working hypothesis. [A. H. R., avril 1960.]

Grande-Bretagne. — *M. A. Fitzimons*. Midlothian : the triumph and frustration of the british liberal party. [Rev. of politics, 1960, n° 2.] — *Georg Hammersley*. The revival of the forest laws under Charles I. [History, juin 1960.] — *C. B. Macpherson*. Harrington's « opportunity state ». [Past and present, avril 1960.] — *Helen A. Nutting*. The most wholesome law : The Habeas Corpus act of 1679. [A. H. R., avril 1960.]

Haiti. — *G. Debien*. Nouvelles de Saint-Domingue (1790-1791). [A. hist. Révol. fr., avril-juin 1960.]

Hongrie. — *Leo Valiani*. Documenti ungheresi sul 1849-1866. [Riv. st. it., juin 1960.]

Indonésie. — *P. K. Auw jong*. Traditionalisten und Internationalisten unter den indonesischen Intellektuellen. [Saeculum, 1959, n° 4.]

Italie. — *G. Berte*. La dottrina piscacaniana della rivoluzione totale (II). [Studi storici, 1959-1960, n° 2.] — *Giorgio E. Ferrari*. Un' antologia filosofica di « liberali cattolici » ed i suoi presupposti. [Nuova riv. st., 1960, n° 1.] — *J. Godechot*. La Consulta italienne de Lyon jugée par les diplomates autrichiens et prussiens (1801-

Recueils périodiques

1802). [*Cahiers d'hist.*, 1960, n° 2.] — *V. del Litto*. Les réfugiés italiens à Grenoble en 1799 et 1800. [*Ibid.*] — *Franco Molise*. Lo scoglimento dell'esercito meridionale garibaldino. [*Nuova riv. st.*, 1960, n° 1.] — *Emilio R. Papa*. Croce, Salvemini e i partiti. [*Ibid.*] — *C. Ronchi*. Liberismo e protezionismo in Toscana prima del 1848. [*Studi storici*, 1959-1960, n° 2.] — *Piero Treves*. L'abate Giuseppe Tigri e la cultura toscana del '59. [*Nuova riv. st.*, 1960, n° 1.] — *Brunello Vigezzi*. Le « radiose giornate » del maggio 1915 nei rapporti dei Prefetti (suite). [*Ibid.*] — *A. Wandruszka*. Joseph II und das Verfassungsprojekt Leopolds II. Die Abolition und Wiedererrichtung der toskanischen Sekundgenitur 1784-1790. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 190, Heft 1, février 1960.]

Malaisie. — *Pierre Martin*. Les institutions politiques de Singapour et de la Malaisie. [*Pol. étr.*, 1960, n° 2.]

Russie. — *Thomas Riha*. Miliukov and the progressive bloc in 1915 : a study in last-chance politics. [*J. of mod. hist.*, mars 1960.]

Suisse. — *Paul-E. Martin*. François Bonivard, Genève et Berne, 1536-1538. [*R. suisse d'hist.*, 1960, n° 1.]

Turquie. — *Gotthard Jäschke*. Die Frauenfrage in der Türkei. [*Saeculum*, 1959, n° 4.]

■ Histoire religieuse moderne

Église catholique romaine. — *G. Cholvy*. Le recrutement des religieux dans le diocèse de Montpellier (1830-1956). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1958.] — *I. Cloulas*. Les aliénations du temporel ecclésiastique sous Charles IX et Henri III (1563-1587). [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1958.] — *F. Guédon*. En marge du ralliement. Les intrigues contre Mgr Richard et l'attitude de Mgr Foulon. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, 1958.] — *L. Guizard*. Une source d'histoire diocésaine : les enquêtes récentes de sociologie religieuse. [*Ibid.*] — *Maurice de Laugardière*. Mémorial du chanoine Ignace Heurtault. (Extraits de 1648 à 1681.) [*Mém. Union des Soc. sav. de Bourges*, 1953-1954.] — *R. P. P. Raoul*. Notes sur l'histoire du couvent des Capucins de Bourges de 1588 à 1635. [*Ibid.*, 1958.] — *R. Villers*. Aspects politiques et aspects juridiques de la loi de catholicité (1589-1593). (Etudie l'attitude des deux partis catholiques, ligueur et modéré, devant l'exigence de la catholicité pour le roi de France.) [*R. H. D. F. E.*, 1959, n° 2.]

Protestantisme. — L'association des Huguenots allemands. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, 1960, n° 1.] — *G. F. A. Best*. The Whigs and the Church. Establishment in the age of Grey and Holland. [*History*, juin 1960.] — *Robert Garrison*. Images et visages du vieux Montauban huguenot, 1559-1659. [*Bull. Soc. hist. du Prot. fr.*, 1960, n° 2]. — *Pierre Grosclaude*. Malesherbes et Rabaut-Saint-Étienne. Une correspondance inédite. [*Ibid.*, n° 1.] — *Jean Prudhon*. La réception de l'Édit de Nantes en Bourgogne (1599-1600). [*A. de Bourg.*, 1959, n° 4.] — *Élisabeth Labrousse-Goguel*. L'Église réformée du Carla en 1672-1673. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, 1960, n° 1.] — Pasteur *P. Romane-Musculus*. Les abju-

Recueils périodiques

rations de protestants à Toulouse entre l'Édit de Nantes et la Révolution. [A. du Midi, 1959, n° 4.] — Raoul Stéphan. Les protestants de Spire (en 1526). [Bull. Soc. hist. du Prot. fr., avril-juin 1960.]

Religions non chrétiennes. — M. Palau-Marti. Noirs d'Amérique et dieux d'Afrique. [R. de l'hist des rel., octobre-décembre 1959.] — Mohamed Talbi. L'Islam et le monde moderne. [Pol. étr., 1960, n° 2.]

■ Histoire de la culture moderne

L'enseignement. — Colette Sadosky. La crise et le relèvement des collèges en Côte-d'Or sous la Restauration. [A. de Bourg., 1950, n° 1.] — Graham P. Conroy. Berkeley and education in America. [J. of the hist. of ideas, 1960, n° 2.] — Edgar Bonjour. Die Einführung der Allgemeinen und Schweizer Geschichte an der Universität Basel. [R. suisse d'hist., 1960, n° 1.] — Id. Zur Grundgeschichte der Universität Basel. [Ibid.] — Thomas Matheson. La Mennais et l'éducation au Bas-Canada. [R. d'hist. de l'Am. fr., mars 1960.]

La philosophie. — Leonard Krieger. Pufendorf on history and law. [J. of the hist. of ideas, 1960, n° 2.] — M. Mirri. Una lettera del Beccaria nel suo testo originale. [Studi storici, 1959-1960, n° 2.] — Fritz Schlaeve. Die junghegelische Publizistik. [Welt als Gesch., 1960, n° 1.] — Walter W. Simon. Spencer and « Social organism ». [J. of the hist. of ideas, 1960, n° 2.] — A. Tenenti. La polemica sulla religione di Epicuro nella prima metà del Seicento. [Studi storici, 1959-1960, n° 2.] — Waldemar Voisé. Pierre de la Ramée, ou le problème de la science à l'époque de l'humanisme et de la Réforme. [R. de S., juillet-décembre 1959.]

La littérature. — Raymond Lebègue. Les concurrences poétiques au XVI^e siècle : Ronsard, du Bellay, Balf. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — Th. Schieder. Schiller als Historiker. [Hist. Zeitsch., Bd. 190, Heft 1, février 1960.] — H. Villemot. Dijon au temps du romantisme. Ernest Havet et le salon de Joliet. [A. de Bourg., 1959, n° 4.] — Jean Bourdon. Renan et Mistral juges de Napoléon. [Prov. hist., octobre-décembre 1959.] — Umberto Coldegelli. Il diario di Michelet. [Riv. st. it., juin 1960.] — E. de Saint-Denis. Virgile et la formation de Michelet. [Lett. d'humanité, juin 1960.] — Alfonso Ricolfi. Arte e romanità del Pascoli nel commento di un suo discepolo. [Nuova riv. st., 1960, n° 1].

Les arts. — Robert Gauchery. Cloches du XVI^e siècle dans le département du Cher. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1958.] — Catherine Gauchery. L'évolution de l'architecture en Berry pendant les guerres civiles (1560-1600). [Ibid., 1949-1950.] — Catherine Gauchery-Grodecki. L'architecture en Berry sous le règne de Henri IV et au début du XVII^e siècle. [Ibid., 1951-1952.] — Id. Jean Lepige et l'architecture en Berry sous le règne de Louis XIII (1601-1650). [Ibid., 1953-1954.] — H. Tribout de Morembert. Une galerie messine au XVIII^e siècle : la collection Dupré de Geneste. [A. de l'Est, 1959, n° 4.] — Chevalier de Schoutheete de Ter-varent. Les fresques de la galerie François I^{er} à Fontainebleau. [A. R. Belg. Bull. Classe Beaux-Arts, 1959, 1-4.]

Recueils périodiques

■ Histoire moderne. Économie et société

Politique économique. — *J. Dorfman*. The Principles of Freedom and Government Intervention in American Economic Expansion. [J. E. H., décembre 1959.] — *Daniel Viley*. Le jeu des intérêts dans les relations économiques internationales. [R. d'hist. écon. et soc., 1959, n° 4.]

Industrie et mines. — *D. Félix*. Industrialisation and Stabilisation Dilemmas in Latin America. [J. E. H., décembre 1959.] — *P. Guillaume*. La propriété minière en France jusqu'à la première guerre mondiale. [Inf. Hist., novembre-décembre 1959.] — *H. Kisch*. « The Textile Industries » in Silesia and the Rhineland. A comparative Studies in Industrialisation. [J. E. H., décembre 1959.] — *B. F. Hoselitz*. Small Industry in Underdeveloped Countries. [Ibid.] — *J. T. Krause*. Some Neglected Factors in the English Industrial Revolution. [Ibid.] — The origins of the industrial revolution. Conference report (juillet 1959). [Past and present, avril 1960.]

Le commerce. — *Émile Coornaert*. Les marchands dans les échanges entre la France et Anvers au XVI^e siècle. [R. d'hist. écon. et soc., 1959, n° 4.] — *G. Richard*. A propos de la noblesse commerçante de Lyon au XVIII^e siècle. [Inf. Hist., septembre-octobre 1959.]

L'agriculture. — *A. Armengaud*. Les populations de l'Est-Aquitain au milieu du XIX^e siècle. (Résumé de thèse.) [Ibid., novembre-décembre 1959.] — *Georges Castellan*. Fourrages et bovins dans l'économie rurale de la Restauration. L'exemple du département du Rhône. [R. d'hist. écon. et soc., 1960, n° 1.] — *François Gay*. L'agriculture en Berry au XVIII^e siècle. Les enquêtes agricoles de 1762 et 1786. [Mém. Union des Soc. sav. de Bourges, 1955-1956.] — *Nicole Guiot*. La forêt de Haye aux XVI^e et XVII^e siècles. [A. de l'Est, 1959, n° 4.] — *Wolf Ladejinsky*. Land reform in Japan. [J. of mod. hist., mars 1960.]

Monnaies et finances. — *P. Bohannan*. The Impact of Money on an African Subsistence Economy. [J. E. H., décembre 1959.] — *J. Bouvier*. L'histoire de la banque en France au XIX^e siècle. (Résumé de thèse.) [Inf. Hist., novembre-décembre 1959.] — *J. Coudy*. La « Tontine royale » sous le règne de Louis XV. (Inventée en 1653, mise en œuvre en 1689, la tontine consistait « à aliéner un certain fonds de rente de l'Hôtel-de-Ville dont le revenu global était versé sans diminution chaque année aux rentiers survivants jusqu'à la mort du dernier d'entre eux ». Elle dura jusqu'en 1770. « L'initiative privée prit le relai. ») [R. H. D. F. E., 1959, n° 3.] — *B. Gille*. La Banque du Havre. [A. de Normandie, 1960, n° 1.] — *Id.* La Banque à Lyon. [Cahiers d'hist., 1960, n° 2.] — *T. W. Shea, Jr.* Barriers to Economic Development in Traditional Societies : Malabar, A case study. [J. E. H., décembre 1959.]

Démographie. — *Jean-Noël Biraben, Michel Fleury et Louis Henry*. Inventaire par sondage des registres paroissiaux de France. [Pop., 1960, n° 1.] — *Jean-Claude Chasteland*. Évolution générale de la mortalité en Europe occidentale de 1900 à

Recueils périodiques

1950. [*Ibid.*] — *Theodor Schieder*. Die Vertreibung der Deutschen aus dem Osten als wissenschaftliches Problem. [*Vierteljahrsschr. für Zeitgesch.*, janvier 1960.]

Histoire sociale et socialisme. — *E. Claris*. Projet de Constitution. (Élaboré en 1871 à Genève par quelques réfugiés parisiens.) [*Actualité de l'Hist.*, janvier-mars 1960.] — *M. Dommangeat*. La vie de Blanqui sous le Second Empire. [*Ibid.*] — *H. Dubief*. Défense de G. Courbet par lui-même. [*Ibid.*] — Chanoine *A. Girard*. La charité au Blanc avant la Révolution. [*Mém. Union des Soc. sav. de Bourges*, 1958.] — *J. Giraud*. L'œuvre d'Émile Guillaumin. (A la suite quelques lettres inédites de Guillaumin à A. Boissarie, Ch. Bruneau et R. Périé.) [*Actualité de l'Hist.*, janvier-mars 1960.] — *Jean de Goy*. L'inventaire des biens de Jacques Gassot, seigneur de Delfens (152...-1585), et de Jeanne de Hospital, sa femme (...-1587). [*Mém. Union des Soc. sav. de Bourges*, 1957.] — *André Hauriou, André Philip, Jean Weiller, Elisabeth Poulaïn*. Jean Jaurès, 1859-1914. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1960, n° 1.] — *G. Lefranc*. Les origines de l'idée de nationalisation industrialisée en France (1919-1920). [*Inf. Hist.*, septembre-octobre 1959.] — *Djilip Malakar*. Étude socio-économique des taudis de Calcutta. [*R. d'hist. écon. et soc.*, 1959, n° 4.] — *W. Markow*. Les « Jacques routins ». (Disciples de l'enragé Jacques Roux.) [*A. hist. Révol. fr.*, avril-juin 1960.] — *Hildamarie Meynell*. The Stockholm Conference of 1917. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1960, n° 1.] — *A. Perrier*. Grégoire Champseix et André Léo. (Le disciple de Pierre Leroux épousa Léonie Bréa, qui prit le pseudonyme d'André Léo en littérature, et devenue veuve en 1863, épousa Benoît Malon en 1873.) [*Actualité de l'Hist.*, janvier-mars 1960.] — *Maximilien Rubel*. Les cahiers d'étude de Karl Marx ; II : 1853-1856. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1960, n° 1.] — *Id.* Robert Owen à Paris en 1848. [*Actualité de l'Hist.*, janvier-mars 1960.] — *G. Rudé*. Georges Le-fèvre et l'étude des journées populaires. [*A. hist. Révol. fr.*, avril-juin 1960.] — *John Weiss*. Karl Marx, guild socialism, and the revolution of 1848. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1960, n° 1.]

■ Histoire des relations internationales

A. Histoire de la colonisation : Afrique. — *Jean Alazard*. Bref historique de l'Université d'Alger. [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1959.] — *L.-L. Barlès*. Une figure curieuse : Francisco Salvador-Daniel. (Musicologue qui vécut à Alger de 1853 à 1865. [*R. afr.*, 3^e et 4^e trim. 1959.]) — *René Hofferr*. L'avènement du Congo belge à l'indépendance. [*Pol. étr.*, 1960, n° 2.] — *Pierre Martino*. Jules Lemaitre à Alger. (Où il enseigna à l'École supérieure des lettres de 1880 à 1882.) [*R. de la Médit.*, novembre-décembre 1959.] — *T. B. Miller*. The Egyptian question and british policy, 1892-1894. [*J. of mod. hist.*, mars 1960.] — *E. Rau*. Quand se dénouent les chaînes... (L'affranchissement des esclaves de 1842 à 1846 au Sénégal montre que l'esclavage subsistait encore chez les noirs en 1878.) [*An. afr.*, 1959.] — *B. Schnapper*. La fin du régime de l'exclusif : le commerce étranger dans les possessions françaises d'Afrique tropicale (1817-1870). [*Ibid.*, 1959.] — *J. Suret-Canale*. L'almany Samory Touré. [*Recherches afr.*, janvier-décembre 1959.] — *Id.* L'anticolonialisme en France sous la III^e République : Paul Vigné d'Octon. [*Ibid.*] — *X. Yacono*. Les débuts de la franc-maçonnerie à Alger (1830-1852) (suite

Recueils périodiques

et fin). [R. afr., 3^e et 4^e trim. 1959.] — *F. Zuccarelli*. L'entrepot fictif de Gorée entre 1822 et 1852. [An. afr., 1959.]

B. Les relations internationales. — *Alberto Tenenti*. I corsari in Mediterraneo all'inizio del Cinquecento. [Riv. st. it., juin 1960.] — *Rémy Pithon*. La marine de guerre française au début du ministère de Richelieu. Contribution à l'étude des origines de sa réforme. [R. suisse d'hist., 1960, n° 1.]

W. Stull Holt. What Wilson sent and what House received : or scholars need to check carefully. [A. H. R., avril 1960.] — *G. Jäschke*. Zum Problem der Marne-Schlacht von 1914. [Hist. Zeitsch., Bd. 190, Heft 2, avril 1960.] — *C. Ottena*. I documenti diplomatici tedeschi del 1933-1934. [Studi storici, 1959-1960, n° 2.] — *F. Vanlangenhove*. Note sur la contribution des Mémoires de Paul Hymans à l'histoire de la politique de sécurité extérieure de la Belgique après la première guerre mondiale. [A. R. Belg. Bull. Cl. I. et sc. m. et pol., 1959, nos 6-9.] — *D. C. Watt*. Der Einfluss der Dominions auf die britische Aussenpolitik vor München. [Vierteljahrshefte für Zeitgesch., janvier 1960.]

Wolfgang Abendroth. Das Problem der Widerstandtätigkeit der « Schwarzen Front ». [Ibid., avril 1960.] — *Jacques Mordal*. La bataille de Dunkerque vue des deux camps opposés. [R. marit., juin 1960.] — *E. Ragioneri*. La Conferenza di Berlino su l'Imperialismo tedesco e la Seconda guerra mondiale. (14-19 décembre 1959.) [Studi storici, 1959-1960, n° 2.] — *Hugh Redwald Trevor-Roper*. Hitlers Kriegsziele. [Vierteljahrshefte für Zeitgesch., avril 1960.] — *Jean Vanwelkenhuyzen*. Die Niederlande und der « Alarm » im Januar 1940. [Ibid., janvier 1960.]

Frederick C. Barghoorn. America in 1959, as seen from Moscou. [Rev. of politics, 1960, n° 2.] — Les États-Unis et le monde en 1960 d'après les rapports présentés au Comité des relations extérieures du Sénat américain. [Pol. étr., 1960, n° 1.] — *Paul Giniewski*. L'Iran et ses voisins. [Ibid., n° 3.] — *Martin Hallf*. Déséquilibre dans les mesures d'accélération du traité de Rome. [Ibid.] — *Hans Kohn*. Out of Catastrophe : Germany 1945-1960. [Rev. of politics, 1960, n° 2.] — *Allan S. Nanes* and *Reuben Efron*. The European Community and the United States : evolving relations. [Ibid.] — *P. E. Schramm*. Les relations germano-polonaises. [Pol. étr., 1960, n° 3.]

■ L'Asie, le Pacifique avant la colonisation

Clovis Brunel. Faits des Tartares (XIII^e siècle). [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.] — *P. Masson-Oursel*. L'Inde médiévale. [R. de S., juillet-décembre 1959.] — *G. Beaujouan*. La médecine chinoise. [J. des S., juillet-septembre 1959.] — *Jean Chesneauux*. Un prémalthusien chinois : Hong-Liang-Ki (1746-1509). [Pop., 1960, n° 1.] — *Arthur F. Wright*. The study of Chinese civilizations. [J. of the hist. of ideas, 1960, n° 2.]

R. P. Patrick O'Reilly. Premiers résultats de la recherche archéologique dans le Pacifique insulaire. [Bull. Ac. I. et B.-L., 1958.]

CHRONIQUE

■ France

La Bibliothèque nationale vient de publier la seconde édition de son *Inventaire des périodiques étrangers reçus en France par les Bibliothèques et les organismes de documentation en 1957-1958*, qui recense plus de 25 000 titres de périodiques « en cours » et qui succède à une première édition parue en 1956 et dont l'épuisement très rapide atteste le succès mérité. La nouvelle édition, considérablement augmentée et mise à jour, se présente comme un instrument de travail indispensable aux bibliothèques, centres de documentation, établissements d'enseignement et de recherche, grands services industriels et commerçants que fréquentent les chercheurs de toutes disciplines. Le prix du volume est fixé à 8 000 francs. Commande à la Bibliothèque nationale, Service des ventes de catalogues, 58, rue de Richelieu, Paris (1^e), compte courant postal : Paris 9064-92.

■ Un colloque international sur l'artisanat à Besançon

Les 10, 11 et 12 juin 1960 s'est tenu à Besançon un Colloque sur l'artisanat, première manifestation publique de l'Association interuniversitaire de l'est. Il est bon de rappeler que cette association, fondée en 1959, se propose d'établir une liaison entre les groupes de recherches des Facultés des Lettres, de Droit, de Théologie protestante et de Théologie catholique des quatre Universités de l'est, Besançon, Dijon, Nancy et Strasbourg. Chaque année, un colloque, rassemblant professeurs et chercheurs, doit se réunir dans l'une des quatre Universités.

Outre les représentants de l'Association, le colloque de Besançon avait attiré les chercheurs de plusieurs Universités françaises, belges, anglaises et surtout suisses. Une nombreuse délégation de Genève, Lausanne, Fribourg et Neuchâtel participait à ce colloque. En outre, la Chambre des métiers du Doubs et le Centre de Recherches d'histoire de la sidérurgie de Nancy avaient tenu à s'associer aux travaux, présidés par M. le recteur Ponteil.

Voici les thèmes et exposés, présentés et discutés devant le colloque :

1. *Artisanat et Régime corporatif*. — Maurice REY (Faculté des Lettres et Sciences humaines de Besançon) : Corporations et industries à Besançon au Moyen Age. Pierre de SAINT-JACOB (Faculté des Lettres et Sciences humaines, Dijon) : L'Artisanat en Bourgogne au XVIII^e siècle. Jean BRELOT (lycée de Lons-le-Saunier) : L'Artisanat rural comtois avant l'ère industrielle.

2. *L'Artisanat du fer*. — Jean GARNERET (Musée folklorique comtois, Besan-

Chronique

çon) : *Le fer au martinet en Franche-Comté*. Paul-Louis PELET (Faculté des Lettres, Lausanne) : *Les artisans du fer dans le Jura Vaudois au XVIII^e siècle*. Pierre Léon (Faculté des Lettres et Sciences humaines, Lyon) : *Traditions artisanales et nouveautés techniques dans la métallurgie du XVIII^e siècle*.

3. *L'Artisanat hors la France*. — William H. CHALONER (Département of Economic History, Université de Manchester) : *Les artisans anglais et la révolution industrielle*. François G. DREYFUS (C. N. R. S.) : *Les corporations à Mayence au XVIII^e siècle*.

4. *Expériences contemporaines*. — Odette VOILIARD (Faculté des Lettres et Sciences humaines, Strasbourg) : *Un problème social, le travail des brodeuses lorraines au XIX^e siècle*. Henri PASQUIER (Chambre de métiers, Besançon) : *Problèmes actuels de l'artisanat comtois*.

Le texte des exposés, suivis chacun des interventions et discussions auxquelles ils ont donné lieu, sera publié dans un volume d'*Actes du colloque*, à paraître en 1961.

Le prochain colloque de l'Association interuniversitaire de l'Est se tiendra à Dijon en 1961 et aura pour thème : *Les vignerons*. Le choix du sujet permettra de confronter les vues des historiens, des géographes, des sociologues, des théologiens... et de remplir l'une des missions de l'Association, le rapprochement entre spécialistes de disciplines différentes, trop souvent cantonnés dans leur propre domaine.

■ Soutenances de thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne

Paul PEDECH, *La méthode historique de Polybe* (thèse principale). — *Le livre XII des Histoires. Édition critique des fragments, traduction et commentaire* (thèse complémentaire) : le 26 mars 1960.

M. Pédech s'est attaché à déterminer la date de composition et le plan du livre XII des *Histoires* de Polybe malgré son état fragmentaire. Il situe la composition après 146, c'est-à-dire après les voyages en Afrique, Gaule, Ligurie et Espagne auxquels il est fait allusion. Pour le plan, il distingue trois grandes masses, à défaut d'une articulation précise, impossible à retrouver dans l'état actuel : 1^o critique de ce que dit Timée sur l'Afrique, la Corse, la Sardaigne, l'Italie et la Sicile ; 2^o fautes de Timée qui, en critiquant Aristote, Théophraste, etc., est tombé dans les erreurs qu'il reprochait aux autres ; 3^o examen de la méthode de Timée ; tableau de l'historien idéal qui doit réunir l'expérience de l'homme politique et celle du voyageur, contrairement à Timée dont la méthode livresque est héritée de l'érudition alexandrine.

Le commentaire qui accompagne l'édition est destiné à justifier les leçons choisies et les corrections apportées (en petit nombre), ainsi que certains détails de la traduction. M. Pédech a cherché aussi à éclairer les allusions de Polybe et à expliquer les idées de l'historien. Le livre XII constitue une mine de fragments des prédecesseurs de Polybe. Il a été largement exploité en tant que tel par Jacoby. Contrairement à ce dernier, M. Pédech a voulu analyser les jugements de Polybe

Chronique

et de Timée au lieu de commenter les fragments eux-mêmes. Il apparaît, à l'issue de cette recherche, que Polybe est généralement objectif dans ses critiques. Mais il y a des exceptions. Ainsi, quand il reproche à Timée ses attaques contre la moralité de l'adversaire, il ne comprend pas que c'est un moyen de contester la valeur de leur témoignage, et non invective pure. Sur la méthode de Polybe, cette analyse de détail amène, d'autre part, à compléter la thèse principale.

Dans sa conclusion, M. Pédech a cherché à préciser la méthode d'établissement du texte de Polybe et à situer le livre XII dans l'ensemble de l'œuvre. Il a pu rassembler aussi quelques indications utiles sur le caractère de Polybe.

M. Chantraine, rapporteur, commence par louer la façon dont l'auteur a présenté son ouvrage. Il rappelle aussi comment M. Pédech a préparé sous sa direction cette édition partielle dont les résultats le satisfont dans l'ensemble. Il regrette cependant que M. Pédech n'ait eu ni le temps ni les moyens de préciser l'histoire du texte de Polybe et de réviser certains manuscrits, tout en reconnaissant qu'un pareil travail dépassait le but qu'il s'était fixé. A propos de la date de composition, M. Pédech a fait allusion à l'hypothèse suivant laquelle le livre XII résulterait d'un amalgame maladroit de deux rédactions différentes. Il aurait fallu, pense le rapporteur, prendre plus nettement position contre cette interprétation invraisemblable. Le texte lui-même et la traduction ne suscitent que des critiques de détail.

M. Plassart apporte lui aussi quelques corrections à la traduction et conteste certaines modifications qui ont été proposées par M. Pédech au texte traditionnel. Mais l'ensemble de l'édition lui paraît soigné et le commentaire particulièrement nourri et documenté. M. Pédech a bien mis en relief l'intérêt du livre XII qui est de fournir à travers les jugements de Polybe sur ses prédécesseurs un exposé de la méthode de l'auteur. M. Plassart note aussi une bonne étude topographique de la bataille d'Issos au sujet d'une critique de Polybe contre Callisthène.

M. Pédech expose, à propos de sa thèse principale, les difficultés rencontrées pour juger l'œuvre de Polybe. Le premier obstacle réside dans l'état fragmentaire des *Histoires* dont la partie la plus originale, celle qui avait la valeur d'un témoignage personnel, est perdue. Il faut avoir recours, en dehors des fragments recueillis à l'époque byzantine, aux chapitres correspondants des auteurs qui ont emprunté à Polybe : Diodore et Tite-Live. Mais Tite-Live, lui-même, manque pour la fin de la période. On peut utiliser aussi Plutarque (fin de la vie d'Aratos, celle de Philopoemen, en partie celles de Paul-Émile et de Flamininus), mais avec prudence, étant donné la différence de genre. Quand on cherche à déterminer l'originalité de la méthode de Polybe, on est encore gêné par la perte des historiens contemporains : Sosylos, Fabius Pictor, etc. Il reste la possibilité de comparer ce que dit Polybe de Cléomène et ce qu'en disait Aratos dans ses *Mémoires* (d'après Plutarque), ou encore la version de la bataille des Thermopyles donnée par Polybe et celle que nous trouvons dans la *Vie de Caton* de Plutarque. On ne possède rien non plus des orateurs ou philosophes contemporains de Polybe et qui ont pu exercer une influence sur lui : par exemple, Carnéade ou Panétius. De même les œuvres des historiens grecs que Polybe a lus (Théopompe, Callisthène, Timée) sont en grande partie perdues.

Si on dépasse ces obstacles pour tenter de définir la méthode de Polybe, on constate que celle-ci est commandée par le goût de la logique, du raisonnement.

Chronique

On a souvent cru que l'histoire « pragmatique » de Polybe était une histoire utilitaire, destinée avant tout aux généraux et aux hommes politiques. En réalité, il s'agit pour Polybe de l'histoire qui s'appuie sur les faits, par opposition à l'histoire fabuleuse de certains de ses prédecesseurs. Mais, en outre, Polybe se rapproche des historiens modernes dans la mesure où l'histoire « événementielle », phénoménologique ne l'intéresse pas. Il veut déterminer le pourquoi et le comment des choses. Il tient aussi au caractère démonstratif, « apodictique » de l'histoire, dont le rôle est d'apporter des preuves à celui qui l'utilise. Mais c'est là un but général sans valeur pragmatique au sens où nous l'entendons.

Dans le détail, Polybe pousse fort loin le souci de la logique. Il établit des catégories servant à l'explication de l'histoire. Ainsi au livre VI, où il démontre la succession nécessaire des régimes politiques, expliquant à l'avance le déroulement de l'histoire romaine dont il va traiter. De même, il distingue soigneusement la cause des événements du commencement ou du prétexte. La définition de la cause est intellectualiste chez Polybe. D'où son intérêt pour la psychologie, qui est neuf : par exemple, dans son portrait de Philippe de Macédoine, il tient à présenter l'homme privé à côté de l'homme public, évoquant les tragédies familiales qui l'entourent. De même quand il définit la personnalité d'Antiochus et des ministres syriens. A propos de la guerre entre Antiochus et Rome, il recherche soigneusement les responsabilités des chefs étoliens. Dans le compte rendu des assemblées, il tient à faire comprendre la pensée des orateurs et les réactions de l'auditoire. Finalement, pour Polybe, la logique étant la nature même de l'histoire, l'échec est dû à une infraction à la logique et le succès s'identifie au contraire à un processus conforme à la logique.

Les procédés de Polybe sont en partie originaux et marquent un progrès sur ses devanciers. Il recherche avec soin les témoignages directs, par exemple, ceux des amis de Persée sur le roi de Macédoine, celui de Massinissa sur Hannibal. Pour les comptes rendus d'assemblées, il a également préféré les témoignages aux procès-verbaux officiels, secs et abstraits. Les discours, chez Polybe, sont parfois artificiels. Mais il s'agit d'un procédé synthétique qui lui permet de résumer la situation à un moment donné. Enfin, Polybe aime la méthode comparative : ainsi pour les constitutions, quand il met en parallèle la constitution romaine et la constitution carthaginoise.

Dans le domaine de la chronologie, M. Pédech a pu préciser des points importants. Contrairement à plusieurs de ses prédecesseurs, il a constaté chez Polybe une stricte construction chronologique. Certes, le récit connaît une certaine souplesse en fonction de l'importance des événements. Mais l'armature chronologique est constante : c'est l'Olympiade. On a pu contester certains des synchronismes dont fait état Polybe. En réalité, s'il arrive que les événements mis en relation aient été séparés par plusieurs mois, ils sont toujours contenus dans l'unité choisie, c'est-à-dire l'année d'Olympiade.

La question de la place de la Fortune dans la conception historique de Polybe a été débattue. Polybe croit à la continuité de l'histoire : pour lui, les guerres jaillissent les unes des autres par suite de l'*έπειδος* des Romains (nous parlerions aujourd'hui d'impérialisme). Mais il croit aussi au rôle de la Fortune. Quoi que certains en aient dit, son opinion sur ce point n'a jamais varié. Il y a même cru de plus en plus, à mesure qu'il écrivait.

Chronique

M. Pédech s'est interrogé également sur l'importance de l'expérience personnelle de l'historien. Les relations de Polybe avec les grands hommes de son temps lui ont permis de recueillir des témoignages directs et précis. On voit par ailleurs le résultat de sa formation dans les discours qui sont chez lui de véritables discours politiques au lieu de l'assemblage de formules rhétoriques que l'on trouve ailleurs. Ses jugements sont parfois orientés par ses préférences : ainsi l'appréciation de la constitution spartiate est celle d'un Mégalopolitain, ennemi traditionnel de Sparte. Autre cas où intervient un facteur personnel : quand Polybe juge la constitution romaine, il tient compte de la crise latente des institutions qu'il a pu observer tandis qu'il écrivait. Enfin, dans le domaine de la géographie, son attitude a été modifiée par sa découverte du monde autour des années 146 : au début, Polybe se contente de s'intéresser à la topographie comme un bon militaire. Ensuite, il montre un vif intérêt pour la géographie proprement dite et ses grands problèmes (géographie homérique, par exemple).

Au total, l'image que M. Pédech a tracée de Polybe est un peu différente de l'image traditionnelle : ce n'est pas seulement un historien préoccupé de πρᾶξις, mais un savant désintéressé qui s'attache à déterminer la structure logique de l'histoire et qui se passionne pour la géographie. — Son œuvre est vivante dans la mesure où il ajoute aux sources écrites le recours aux témoignages oraux. — Les *Histoires* manifestent une unité de plan et de composition indéniable, malgré des remaniements de détail : il est inutile de chercher à discerner plusieurs couches ou plusieurs états du livre. — Enfin, Polybe est un homme de son temps par plusieurs côtés : son dédain pour la rhétorique, la croyance en la toute-puissance de la Fortune, l'intérêt pour la géographie.

M. Flacelière, rapporteur, se félicite d'un exposé préliminaire très complet qui simplifie sa tâche. Cet exposé suffit d'ailleurs à montrer que le titre choisi par M. Pédech est trop modeste : il n'a pas seulement analysé la méthode de Polybe, mais s'est intéressé aux différents aspects de la personnalité de l'historien. L'ouvrage témoigne par son volume, comme par son contenu, d'un travail acharné que les lecteurs des revues spécialisées avaient pu suivre (cf. *R. E. G.*, 1954 et 1955 ; *C. R. A. I.*, 1955 ; *R. E. L.*, 1955 ; *Études classiques*, 1956). M. Flacelière loue aussi la forme qui vaut notamment par un don certain des formules. Pour la présentation définitive de l'ouvrage, il suggère d'inclure une brève biographie de Polybe, ou même une simple chronologie, fût-ce en appendice. Il passe ensuite en revue les différents chapitres pour énumérer des critiques de fond.

A propos du chapitre 1, le rapporteur rappelle que, si l'opinion courante fait de Polybe un historien utilitaire, M. Pédech n'est pas le premier à avoir donné une interprétation plus nuancée de l'expression ἱστορία πράγματων. Peut-être le mot πράγματων a-t-il seulement pour but de préciser le sens d'ἱστορία qui, désignant toutes sortes de recherches (par exemple, la géographie), pouvait être ambigu. M. Flacelière souligne que Thucydide a parlé longuement de sa méthode et que, loin de s'opposer à la conception de Polybe, il exprime des idées voisines. Peut-être y a-t-il chez ce dernier un écho direct de son glorieux prédécesseur : l'influence de Thucydide dans la conception philosophique et intellectuelle de l'histoire paraît primordiale. De même M. Pédech a été injuste pour Xénophon et trop indulgent pour Isocrate. Certes, Xénophon n'a pas les qualités de Thucydide, mais il ne se préoccupe pas seulement des événements. Quant à Isocrate, ce pur

Chronique

rhéteur, lui attribuer l'invention de la méthode adoptée par Polybe semble un paradoxe. Dans sa tendance, bien compréhensible, à souligner l'originalité de Polybe, M. Pédech a minimisé l'influence des philosophes et, en particulier, d'Aristote : pourquoi ce dernier serait-il l'inventeur du mot apodictique, comme l'admet M. Pédech, et n'aurait-il aucune part dans la définition des catégories d'explication ? Ces catégories sont certainement issues des philosophes, sinon d'Aristote lui-même : vocabulaire et méthode sont liés.

Pour le chapitre II (théorie des causes), M. Pédech a finement analysé le rôle des causes psychologiques chez Polybe. Mais, là encore, il convient de ne pas exagérer l'originalité de l'historien. Au demeurant, le rôle des femmes dans la politique, par exemple, était une réalité évidente, et il ne pouvait la négliger. M. Flacelière apprécie, par ailleurs, l'excellente définition que l'auteur a donnée des termes de logique employés par Polybe, mais il conteste que « la conception intellectuelle des causes appartienne en propre à Polybe ».

Après la conception générale de l'histoire, M. Pédech a étudié le détail de la matière historique. Dans le chapitre III sur les causes des guerres, l'auteur admet avec Polybe l'entièreté responsabilité des Étoliens dans les troubles de Grèce. Il ne faut jamais oublier cependant que Polybe est un adversaire des Étoliens et qu'il représente l'unique source sur ces événements. — Pour le chapitre IV (facteurs psychologiques), le rapporteur se refuse à admettre l'infériorité dont Thucydide aurait fait preuve dans la peinture des personnages. Thucydide, par principe, n'a pas voulu peindre des personnages, mais, quand il lui est arrivé de le faire (Thémistocle, Alcibiade, par exemple), il s'en tire fort bien. Il faut tenir compte aussi des progrès effectués par la psychologie depuis Thucydide (*Caractères* de Théophraste). — M. Pédech a traité dans le chapitre V du rôle des discours chez Polybe. Il s'agit ici plutôt d'une question de forme, et on peut se demander s'il est possible de comprendre ce procédé dans les méthodes de causalité. D'ailleurs Polybe n'a pas innové dans ce domaine : on comparera au compte rendu que donne Thucydide de l'assemblée qui décida de l'expédition sicilienne (discours de Nicias et Alcibiade). — Dans le chapitre VI (les causes historiques : les constitutions), M. Pédech réaffirme l'originalité de Polybe. Pourtant, le terme διανοίας figure déjà dans le *Politique* de Platon et l'assimilation d'un régime à un être vivant n'est pas nouvelle. Il est certain que Polybe a ajouté, mais il doit beaucoup à Aristote et aux autres philosophes. — Le rapporteur apprécie, par contre, la méthode avec laquelle a été mené le chapitre VII (Fortune et hasard) et la manière dont M. Pédech a précisé le sens du passage du livre XXXVI sur la τύχη. La τύχη peut être soit l'expression d'une finalité supérieure (= τὸ θεόν), soit une cause accidentelle (τὸ αὐτόπατον). Donc, son sens est ambigu, mais jamais la croyance en la τύχη ne fait renoncer Polybe aux causes secondes. M. Pédech admet ici que Polybe a emprunté ces conceptions aux philosophes contemporains.

Dans le chapitre VIII (méthode critique), l'auteur affirme que Polybe n'a guère consulté de documents originaux. Le fait est surprenant, mais il n'y a pas de preuve contraire. M. Flacelière approuve la définition de la religion de Polybe, aussi éloignée de la superstition que de l'athéisme, comme celle de Plutarque. — Par contre, le chapitre IX sur la méthode comparative est fortement critiqué par le rapporteur. Quand M. Pédech affirme qu'Isocrate a fondé la méthode compa-

Chronique

rative en histoire, il cède à une illusion, car Isocrate n'a pas l'esprit historique et ses comparaisons sont un procédé rhétorique, d'ailleurs traditionnel.

Le chapitre x de Polybe sur la chronologie est important. C'est là qu'on constate un progrès certain sur Thucydide, dû aux efforts des savants du III^e siècle (Ératosthène). C'est l'existence d'un comput général qui permet d'écrire une histoire universelle. M. Pédech traite d'ailleurs dans son chapitre xi du concept d'histoire universelle : chapitre sans originalité, mais qui était nécessaire. Le dernier chapitre représente une longue étude de plus de 100 pages sur l'évolution de l'attitude de Polybe vis-à-vis de la géographie. M. Pédech distingue la période d'avant 146 et celle qui suit cette date. Polybe aurait ajouté alors des passages géographiques et notamment le livre XII, à ce qu'il avait déjà écrit.

La conclusion met en relief la richesse de la personnalité de Polybe, souvent méconnue. Certes, son style est lourd, il est injuste envers Timée ou ses adversaires étoiliens. Mais c'est un authentique savant. La réhabilitation de Polybe à laquelle nous assistons est fonction de l'intérêt porté à la période hellénistique, désormais mieux comprise. Les qualités de Polybe sont la curiosité, la confiance dans la raison et l'amour de la science : ce sont les qualités propres à l'homme grec. Au total, l'ouvrage de M. Pédech est solide et les conclusions paraissent justes, en dehors des appréciations trop sévères sur les prédecesseurs de Polybe et d'une méconnaissance systématique des influences philosophiques subies par l'historien.

M. Fernand Robert commence par rappeler dans quelles circonstances il a décidé M. Pédech à se consacrer à Polybe et le félicite d'avoir mené à bien, dans des conditions difficiles, une tâche souvent austère. Comme le rapporteur, M. Robert apprécie la connaissance intime de Polybe à laquelle est parvenu l'auteur. Le style de l'ouvrage, net et vigoureux, facilite la lecture, en particulier pour les discussions philosophiques. Par contre, on peut regretter quelques longueurs. La conclusion paraît un peu faible, car elle nous montre Polybe sous deux aspects différents : un véritable savant d'une part, d'autre part un homme tributaire de son expérience personnelle et de la routine (par exemple, quand il se contente de mesurer les distances en journées de navigation). D'une façon générale, M. Pédech témoigne d'un esprit plus analytique que synthétique. C'est pourquoi il a traité les problèmes précis et limités, mais n'a pas abordé certaines grandes questions pour elles-mêmes : ainsi les idées religieuses de Polybe ou son jugement sur les Romains (croit-il à un plan impérialiste ou simplement à l'action du hasard, de la Fortune?). M. Robert s'associe aux critiques de M. Flacelière contre les appréciations portées sur Thucydide, Hérodote et Isocrate. Il lui paraît de mauvaise méthode de prétendre que Thucydide est venu trop tôt et que les progrès ont été accomplis après lui. Accuser Thucydide de gaucherie ou de confusion dans l'emploi du vocabulaire philosophique (par exemple *άτριξ* et *πρόπασις*) semble presque monstrueux. M. Robert ajoute encore des remarques de détail avant d'affirmer à nouveau l'estime que mérite l'ouvrage.

C'est aussi par un éloge de la méthode et de la conscience de M. Pédech qu'a débuté M. André Aymard qui préside le jury. L'ouvrage est équilibré et les lignes générales restent perceptibles, même si dans le détail la construction est parfois discutable et si les idées d'ensemble sur Polybe sont trop morcelées. Pour la forme, on apprécie certaines pages très fermes en regrettant parfois un usage abusif du

Chronique

vocabulaire philosophique. Pour le fond, M. Pédech apporte une solide connaissance du grec et le goût des idées. Par contre, sa formation historique peut sembler moins complète. Quand l'auteur loue Polybe d'avoir dépassé l'histoire « événementielle » en s'intéressant à la psychologie et à la recherche des causes, il aboutit justement à définir ce que l'on entend actuellement par « histoire événementielle », et ce que l'on condamne sous ce nom... Il s'en faut que Polybe soit un historien complet : on constate même sur certains points un recul par rapport à Thucydide (dans le domaine de la psychologie collective, par exemple). Polybe ignore les forces sociales, et les faits économiques n'apparaissent guère chez lui. On pouvait présenter ces réserves tout en soulignant que l'historien a eu le grand mérite de comprendre ce qui se passait autour de lui.

M. Pédech a accompli un effort remarquable d'information pour se mettre au courant des grands problèmes de l'histoire hellénistique. Peut-être est-il même allé trop loin dans cette direction : en voulant prouver la véracité de Polybe, il a abandonné l'étude d'un historien pour faire de l'histoire pure. C'était d'ailleurs un écueil difficile à éviter. Polybe a pourtant commis des erreurs sur les faits et on court à un échec en voulant les justifier à tout prix : ainsi la démonstration de la culpabilité de Persée dans le déclanchement de la troisième guerre de Macédoine paraît forcée ; de même sur le traité romano-étolien dont une inscription nous a restitué partiellement le texte, Polybe s'est trompé, sans doute volontairement, et le plaidoyer de M. Pédech n'est pas solide.

A propos des sources de Polybe, M. Aymard rappelle que l'historien a certainement utilisé des sources grecques, par exemple, pour les conférences de 198/197, les rapports des ambassadeurs achéens, comme Holleaux l'avait démontré. Il remarque aussi que Polybe, s'il s'intéresse à la constitution de Rome et y voit la clef des succès romains, n'étudie pas les constitutions monarchiques, malgré la profusion de traités *περὶ βασιλείας* existant autour de lui. Ce bourgeois conservateur, mais républicain déteste la royauté.

M. Aymard conclut en soulignant l'importance de cette thèse qui restera pendant de longues années un travail fondamental dans le domaine de la philologie et de l'histoire de la littérature grecque.

Cette appréciation est partagée par l'ensemble du jury : M. Pédech reçoit le titre de docteur ès lettres avec la mention « Très honorable. »

N. DUVAL.

Pierre TUCCO-CHALA, *Gaston Fébus et la vicomté de Béarn (1343-1391)* (thèse principale imprimée). — *L'indépendance du Béarn, des origines à 1620* (thèse complémentaire dactylographiée) : le 27 février 1960.

Étudier le tardif rattachement du Béarn à la France, indique M. Tucco-Chala en présentant sa thèse complémentaire, c'est certes assister au déroulement du processus d'unification de la monarchie française ; c'est aussi constater que les vicomtes de Béarn tentèrent opiniâtrement de transformer leur fief en alleu et furent bien près d'y parvenir. Une telle recherche imposait le recours à des sources béarnaises et françaises. L'auteur a voulu élaborer une synthèse, mais la nécessité de mettre en pleine lumière les périodes peu connues de cette longue histoire a commandé des développements inégaux selon les époques. L'enquête a permis de dé-

Chronique

finir quelques grandes étapes dans l'évolution de la position du pays par rapport à la France : jusque vers 1350, les vicomtes ont pratiqué une vassalité oscillante, au gré des circonstances et en fonction des rapports de forces ; Gaston Fébus, au contraire, s'affirmant maître du pays « après Dieu », se comporte en alleutier et l'on peut alors, selon M. Tucoo-Chala, parler d'une indépendance béarnaise — indépendance dont le début du xvi^e siècle, avec les progrès de l'unification monarchique de part et d'autre des Pyrénées, annonce le déclin. Durant cette évolution, on note la sensibilité du Béarn aux événements et aux influences d'Espagne et son indifférence devant les choses du Nord. Le particularisme béarnais s'est trouvé renforcé et prolongé par l'implantation du protestantisme, et il a fallu l'acharnement de générations d'officiers royaux, l'avènement aussi d'un roi de Navarre en France, pour réaliser l'incorporation de la vicomté à son voisin du Nord.

M. Boutruche, rapporteur de cette thèse complémentaire, en formule d'entrée le problème fondamental : le Béarn, de 1343 jusque vers 1620, a-t-il été, juridiquement parlant, une terre tenue de Dieu ? Ou, en dépit des prétentions de ses maîtres, n'est-il demeuré en droit qu'une principauté française ? M. Tucoo-Chala a répondu par l'affirmation d'une « indépendance » béarnaise ; il l'a fait, note M. Boutruche, avec une entière probité et beaucoup de conscience et en apportant, à l'appui de sa démonstration, un choix très heureux de textes et d'analyses relatifs aux relations des vicomtes avec leurs seigneurs et leurs vassaux. D'où vient alors que le rapporteur ne s'estime pas entièrement satisfait ? C'est que la présentation du travail appelle quelques réserves : on demande une carte, on voudrait un index des matières, on conteste un plan qui, bien qu'il suive la chronologie, ne dégage pas suffisamment les grandes étapes de l'évolution. C'est aussi qu'une conception bien « événementielle » de l'histoire a conduit l'auteur à négliger le contexte économique et social des faits politiques et qu'une vue trop « béarnaise » des choses ne lui a pas permis d'insérer l'histoire de son pays dans celle des principautés féodales en France et en Occident. Enfin, l'institution féodovassalique n'a pas été nettement caractérisée : on n'en a ni montré la portée ni expliqué la vitalité. Or la pratique, bien avant dans le xiv^e siècle, de l'hommage personnel, en Béarn comme en Guyenne, atteste la santé de liens qu'on s'est souvent un peu hâté de faire mourir avec le xiii^e siècle. Mais la réserve principale du rapporteur porte sur la notion même de l'« indépendance », défendue et illustrée par M. Tucoo-Chala : ni le mot ni la chose n'appartiennent au Moyen Age et, si Fébus et ses successeurs ont pu, à la faveur de la guerre et des difficultés de la France, refuser l'hommage pour le Béarn, ils n'ont jamais songé à ceindre la couronne. Ni Philippe VI, d'ailleurs, ni Jean le Bon n'ont admis pareille rupture du lien vassalique et, à partir de Louis XII, les officiers royaux considéreront la vicomté comme fief français. Aussi, les actes de chancellerie remontant à Louis XI et à Charles VIII et qui montrent un Béarn assis hors du royaume ne sauraient-ils, selon M. Boutruche, fonder la théorie de son « indépendance ».

Examinant en premier lieu les textes et références apportés par le candidat, M. Mousnier relève le caractère inhabituel de cette publication. Ni *Corpus*, ni *Re geste*, ni même choix de documents, c'est bien plutôt un dossier d'historien — conception d'ailleurs admissible. Mais le critère de la sélection n'apparaît pas clairement. Tel texte capital — un appel au pape d'un jugement du Parlement de Toulouse — n'est cité que très incomplètement ; d'autres, déjà édités par M. Tucoo-

Chronique

Chala, méritaient d'être donnés à nouveau... M. Mousnier déplore aussi quelque insuffisance dans la recherche des manuscrits et dans l'établissement de l'apparat critique. Touchant le commentaire historique, on regrette l'absence d'un chapitre liminaire où eussent été analysées, en fonction des époques, les notions essentielles d'« indépendance » et de « souveraineté », notions léguées par Bodin et Loyseau et valables pour les XVI^e et XVII^e siècles, mais non pour l'époque antérieure. N'importait-il pas, aussi, de replacer le Béarn dans l'évolution d'ensemble des États européens? La vicomté n'a-t-elle pas été au XV^e siècle un pays d'États, un « Ständestaat » typique? Il aurait fallu tenir compte de la notion, essentielle au XVI^e siècle, de l'appartenance imprescriptible au royaume et rattacher au courant des « monarchomachiques » la protestation des États de Béarn en 1617. Par la faute d'une optique trop locale, des problèmes importants n'ont-ils pas été omis?

Gaston Fébus, célébré par Froissart, n'avait été l'objet d'aucun travail scientifique : M. Tucoo-Chala a voulu combler cette lacune et apporter une étude du personnage. Surtout, il comptait, dans une histoire « totale », dégager et décrire les structures des différentes possessions du prince ; mais l'état misérable de la documentation relative au comté de Foix a interdit la complète réalisation de ces espoirs et l'on a dû limiter la recherche au Béarn en la fondant essentiellement sur les sources diplomatiques : elles permettaient de combattre la légende de Gaston selon Froissart, au témoignage de qui M. Tucoo-Chala n'accorde que peu de créance ; elles commandaient, de par leurs lacunes mêmes, le plan du livre : l'auteur a dû attendre les années 1380 pour tenter de cerner les contours de la personnalité de Fébus et il a été obligé de renoncer à donner un tableau du Béarn vers 1343. En dépit de ces restrictions, l'enquête a apporté maint élément positif. M. Tucoo-Chala dit son souci de replacer l'homme et ses pays dans leur époque ; il a pu éclairer tel aspect du conflit franco-anglais ; il a décrit le conflit secondaire, et comme greffé sur la grande guerre, des maisons de Foix et d'Armagnac. Fut-ce le hasard des circonstances qui décida de l'action de Fébus, ou se déroula-t-elle méthodiquement? L'auteur pense que les circonstances furent d'abord mises à profit pour affranchir le Béarn des dominations voisines ; la tentative de créer une principauté pyrénéenne homogène ne vint qu'ensuite. Par son comportement, par ses réalisations, l'homme est très représentatif de sa génération, celle des « grands chevaliers d'Occident de la seconde moitié du XIV^e siècle » aux yeux de qui le critère essentiel semble bien avoir été l'argent. Or, les possessions de Gaston étaient pauvres, et seules les données de la situation politique lui permirent de se hisser et de se maintenir au tout premier rang de la société de son temps. Quant au pays béarnais, montagne et « piémont », il est double, et sa population divisée par des antagonismes que le prince s'attachera à résoudre. Mais, malgré ses efforts, le Béarn, pourtant traversé par le grand axe routier de Toulouse à Bayonne, ne s'ouvre que bien lentement à la vie économique ambiante. Œuvre incomplète, conclut M. Tucoo-Chala, que celle de Gaston Fébus : le grand État pyrénéen n'a pas vu le jour ; œuvre fragile et qui n'a guère survécu à l'ouvrier. Toutefois, à propos du Béarn, on a pu voir se dessiner toutes les grandes questions de cette deuxième moitié du XIV^e siècle : le Béarn est un pays « bien dans son temps ».

Cet exposé vaut à son auteur les compliments de M. Renouard, rapporteur de la thèse principale. Le grand sujet qui a tenté M. Tucoo-Chala s'est révélé être, de par les insuffisances de la documentation, un sujet difficile et, si le candidat

Chronique

n'a pu suppléer à l'absence de sources d'origine ecclésiastique, on lui doit l'exploitation de précieux fonds notariaux ainsi que des recherches fructueuses à Barcelone, à Pampelune et à Londres. En revanche, le témoignage de Froissart n'a été retenu que lorsqu'il se trouve corroboré par un document diplomatique ou par quelque autre récit et M. Renouard estime cette sévérité excessive. Mais le catalogue des actes du prince rendra de très grands services. La mise en œuvre de ce matériel documentaire ingrat est un modèle de conscience, de probité et de clarté. Selon un plan dicté par l'état des sources et parfaitement admissible, l'exposé dégage fermement les principaux éléments du sujet : efforts de Fébus pour parvenir à une libre domination du Béarn ; essai, ensuite, de constitution d'une principauté pyrénéenne, à partir du moment où les moyens financiers autorisèrent cette ambition. M. Renouard a particulièrement goûté le tableau du pays béarnais, brossé avec un sens très sûr du sol et des hommes, et la description de la vie rurale et pastorale. L'étude démographique, en révélant une région presque entièrement épargnée par la Peste noire, apporte une contribution d'importance. La satisfaction du rapporteur, pourtant, se nuance de quelques regrets. Les qualités de l'ouvrage sont desservies par un style sans éclat et même le personnage de Gaston n'a pas inspiré les pages fortes et colorées que l'on attendait. La terminologie, sur certains points, demande à être revue. M. Renouard déplore que les œuvres littéraires du prince aient été quelque peu négligées. Il sollicite des précisions concernant les chasses de Fébus, ses châteaux, ses ressources financières avant sa victoire à Launac, la date, enfin, et les circonstances de la compilation des *Fors* de Béarn. Il suggère une étude comparative du comportement politique des princes français de cette époque. Et le rapporteur conclut en répétant tout le bien qu'il pense d'un ouvrage solidement charpenté, riche de substance, neuf en ses conclusions et d'une lecture souvent plaisante.

M. Samaran fait porter l'essentiel de ses observations sur la documentation mise en œuvre : M. Tucoo-Chala, en effet, n'a pas utilisé les registres du Trésor des chartes aux Archives nationales, dont la consultation lui eût été facilitée grâce au dépouillement, effectué par M. Samaran lui-même, des actes de ce fonds relatifs au Sud-Ouest. Le fonds d'Armagnac, à Montauban, n'a pas été vu, ni celui de l'Hôpital, à Toulouse, qui eût fourni des renseignements sur les commanderies béarnaises. Et si les archives des Collectories au Vatican n'ont rien livré, les registres — publiés — des papes auraient pu donner davantage. M. Samaran interroge ensuite l'auteur sur le surnom même de « Fébus » — qu'il faudrait, suggère-t-il, rapporter au grand succès remporté à l'époque par une traduction d'Ovide — et sur les relations culturelles des cours de Barcelone et d'Orthez. Il sollicite des précisions touchant la croisade en Lithuanie et la bataille de Launac, demandes auxquelles M. Tucoo-Chala oppose aisément l'indigence du matériel documentaire.

Les éloges que M. Perroy, président du jury, adresse à la parfaite probité du candidat s'accompagnent de critiques précises relatives au fond et à la forme de la thèse. Des incertitudes de vocabulaire ont frappé M. Perroy qui, surtout, dit son désaccord avec certains développements, notamment en matière démographique ou monétaire ; c'est le rapport du nombre des lignages nobles à celui des feux, que M. Tucoo-Chala estime minime, mais qui paraît considérable à son juge, et ce d'autant plus qu'il n'y a pas de noblesse dans la montagne ; c'est aussi une

Chronique

confusion entre « sous-peuplement » et « sous-développement » ; c'est encore la possibilité, pour les paysans sans terres, de trouver des débouchés dans l'élevage, que l'on souhaiterait voir démontrée. Les pages consacrées aux questions monétaires, enfin, sont l'objet de réserves expresses : leur place — dans une étude sur les finances domaniales — masque le rôle économique de la monnaie. La remarquable stabilité de la monnaie de Morlâas qui, contrairement aux autres monnaies féodales, ne connaît pas de dévaluation avant les années 1370, méritait explication, de même que sa chute accélérée après cette date, alors que la monnaie du roi de France se maintient. L'aire d'expansion de ces espèces « morlannes » n'est pas délimitée avec précision et l'on attend en vain des rapprochements avec les monnaies de Barcelone et de Bordeaux. Enfin, le difficile problème du florin n'a pas fait l'objet d'une enquête assez poussée : les florins béarnais sont imités du florin d'Aragon de 1365 ; mais, en Béarn, l'on compte en florins depuis 1350 : le pays ne s'inscrirait-il pas dans la zone — si vaste au XIV^e siècle — du *florin de compte* ?

C'est un grade de docteur ès lettres, avec la mention « très honorable », que le jury rapporte, de ses délibérations, à M. Tucou-Chala.

Henri Dubois.

■ Allemagne

LE MOUVEMENT DES ÉTUDES HISTORIQUES EN ALLEMAGNE. — Le Konstanzer *Arbeitskreis für mittelalterliche Geschichte*, qui, sous la direction de Theodor Mayer, se révèle de plus en plus comme un centre stimulant la recherche allemande sur l'histoire médiévale, a consacré une session d'études du 16 au 19 mars 1959 dans l'île de Reichenau (lac de Constance) aux problèmes des peuples germaniques du haut Moyen Age, poursuivant ainsi les travaux d'une session antérieure sur le même sujet.

La participation d'historiens, d'archéologues, de philologues et d'historiens du droit et des institutions permet d'aborder ces problèmes sous des aspects différents et d'en faire ressortir toute la complexité. Possibilités ou plutôt difficultés d'une interprétation ethnographique des résultats archéologiques (Werner, Jankuhn) ; traits caractéristiques des peuples germaniques et allemands (Schwarz) ; formation et évolution des peuples germaniques en France (Kienast), en Lorraine (Ewig), en Bavière (Bosl), en Saxe (Jordan), en Souabe (Decker-Hauff) et en Italie (Hlawitschka) ; observations onomatologiques sur les noms des peuples (de Vries) ; constitutions et structures sociales (Beyerle, Schmidt) ; tels sont les sujets principaux qui furent traités et discutés.

Il en résulte qu'une définition générale du peuple germanique n'est point possible vu la diversité des phénomènes dans tous les domaines. Parmi les problèmes qui se posent apparaît en première place celui des éléments constitutifs des peuples. Il sera l'objet d'une session ultérieure. En ce qui concerne la France, la première partie de la communication de Joachim Werner présentait un intérêt particulier. Selon lui l'archéologie paraît bien en état de fournir des éléments sûrs au sujet de la colonisation germanique du nord de la France, mais cela jusqu'en 550 seulement, date à partir de laquelle les colons romains eurent également le

Chronique

droit de porter des armes et adoptèrent la coutume des Francs : le dépôt d'offrandes funéraires.

Certaines questions relatives à la colonisation et aux institutions ont également été étudiées — mais pour la région rhénane seulement — au cours de la session d'études de l'*Institut für rheinische Landeskunde an der Universität Bonn* sous la direction de Franz Steinbach. Problèmes et méthodes de la toponymie (Scharlau) ; constantes dans l'histoire des communes (Steinbach) ; l'auto-administration du peuple dans les communes du xix^e siècle (Becker) ; droits et devoirs des vassaux de la Basse-Lorraine au xi^e siècle (Ganshof) ; caractère juridique et histoire du *Hominium* au Moyen Age (Kienast) ; droit féodal et droit territorial sur le Rhin inférieur (Droge) ont été les sujets de cette session qui a eu lieu du 11 au 13 avril 1960. — La *Deutsche Gesellschaft für Geschichte der Medizin, Naturwissenschaft und Technik* a eu sa réunion annuelle à Bamberg du 19 au 23 septembre 1959. Quatre journées d'études avaient pour objet Alexandre von Humboldt ainsi que des thèmes de l'histoire des sciences et de la technique, se rapportant en partie à la Franconie. La *Gesellschaft* souligna à cette occasion la nécessité de développer dans l'enseignement des universités allemandes l'histoire des sciences, de la médecine et de la technique. Elle prépare la publication d'un deuxième volume de l'*Index zur Geschichte der Medizin, Naturwissenschaft und Technik*, contenant la bibliographie de l'histoire des sciences des années 1949-1952 (le premier volume a été publié en 1953). — La *Vereinigung zur Erforschung der Neueren Geschichte*, sous la présidence de Max Braubach, Bonn, envisage une série de publications de documents concernant les grands traités de paix européens de 1648-1815. Les travaux pour les « *Acta Pacis Westphalica* » ont déjà commencé. Un premier volume est à l'impression.

Dans le cadre des cours Loeb à l'Université de Francfort-sur-le-Main, le Grand Rabbin de Suède, Dr Dr. h. c. Karl Wilhelm a fait cet hiver un cours sur « Les sources de l'histoire des Juifs au Moyen Age ». La chaire de judaïsme, occupée jusqu'en 1933 par Martin Buber, va être recréée. De même la Faculté des Lettres de l'Université de Mayence a chargé le professeur Dr Ernst Roth de Munich, ancien Grand Rabbin de Hongrie, de cours sur le judaïsme. M. Roth est collaborateur du Catalogue des Manuscrits orientaux en Allemagne.

H. WEBER,
Centre allemand de recherches historiques de Paris.

■ Autriche

NOUVELLE REVUE. — Signalons les *Cahiers internationaux de la Résistance* paraissant trois fois par an sous les auspices de la Fédération internationale des résistants (secrétariat général 35, Castellezgasse, Vienne II, Autriche), dont le premier numéro a paru en novembre 1959. Au sommaire : J. Zamojski : *Recherches sur la Résistance polonaise* ; F. Danimann : *A propos de la Résistance autrichienne* ; W. I. Kloko : *De l'histoire de la Résistance soviétique* ; W. Bartel : *Recherches sur la Résistance et son enseignement en R. D. A.* ; E. Hasanagić : *De l'étude de l'histoire de la lutte de libération des peuples yougoslaves* ; J. Hugonnot : *La bataille de l'eau lourde et le rôle de Joliot-Curie* ; E. Tersen : *La Résistance dans l'Unité italo-*

Chronique

lienne ; M. Ryefeldt : *L'occupation du Danemark en 1940* ; W. Abendroth : *Recherches sur la Résistance en République fédérale allemande* ; R. Roy : *La France sous l'occupation* (compte rendu de l'ouvrage publié par le Hoover Institute à la Stanford University press). — Abonnements d'un an à envoyer au Secrétariat général : 60 schillings. Le numéro 2 contiendra le compte rendu de la conférence « La Résistance et les nouvelles générations », qui a eu lieu à Florence les 20-23 novembre 1959, et un essai de Roberto Battaglia sur la Résistance italienne.

■ Belgique

CHRONIQUE DES ARCHIVES. — Au cours des années 1958 et 1959, les archivistes belges ont continué à publier des inventaires, destinés à faciliter l'utilisation des fonds les plus variés. La *Revue* en a reçu un certain nombre.

Les Archives générales du royaume ont fait tirer à l'offset deux volumes importants ; l'un, dû à M. DESPY, est consacré à *l'Inventaire des Archives de l'abbaye de Villers* (tout au moins du fonds conservé à Bruxelles, puisqu'une bonne partie desdites archives se trouve à l'archevêché de Malines) ; l'autre, dû à M. BETTERAMS, est constitué par les *Antwerpse Schepenbrieven*, conservés au Rijksarchief d'Anvers.

Le premier (en français) inaugure une série, intitulée « Inventaire analytique des Archives ecclésiastiques du Brabant » qui doit compléter l'inventaire général, établi au XIX^e siècle par Alfred d'Hoop. Établi selon les principes modernes du classement par provenance, l'inventaire proprement dit est complété par un « régeste » chronologique de plus de mille pièces, échelonnées entre 1147 et 1761, et des tables très précieuses.

Le second (en flamand) distingue les « schepenbrieven » proprement dits, c'est-à-dire les actes entre particuliers, passés devant les échevins, les actes émanant de l'administration municipale, les documents provenant de quelques grandes familles ou intéressant des immeubles déterminés, enfin des documents divers. La collection comprend près de 2 400 pièces (du XIV^e siècle à la fin de l'Ancien Régime). Il s'agit surtout de textes concernant des intérêts particuliers, mais qui n'en ont pas moins une très grande importance pour l'histoire sociale d'une ville, qui a joué un rôle exceptionnel dans l'économie européenne. Un index facilite grandement les recherches.

Les inventaires imprimés concernent en général des fonds moins volumineux. M. R. BOUWANS a ainsi publié (en français) la description des papiers versés aux Archives générales et provenant de la succession de deux grands hommes d'État du XIX^e siècle : Charles Rogier et H. J. W. Frère-Orban. Des notices sommaires rappellent la biographie des deux personnages.

Les archivistes de plusieurs provinces ont également été très actifs.

En français, M. J. BOVENSSE a publié dans les Annales de la Société archéologique de Namur (tome LXIX, première livraison) un article intitulé : *Un centre de recherches historiques. Le dépôt des archives pour la province de Namur*. C'est à la fois l'historique et la description du dépôt dont il a la garde, avec la reproduction des documents les plus curieux. Plusieurs d'entre eux intéressent l'histoire de France. Le même auteur, avec la collaboration de Mme DOUXCHAMPS-LEFÈVRE,

Chronique

a publié un *Inventaire des Archives de la Commission d'assistance publique de Namur (de 1797 à 1870)*, tandis que M^{me} DOUXCHAMPS-LEFÈVRE publiait de son côté un *Inventaire des Archives des métiers de Namur*, datant le plus souvent des XVII^e et XVIII^e siècles. Ces deux fonds sont aux Archives de l'État de ladite ville.

Aux Archives de l'État de Liège, M. Georges HANSOTTE a publié l'*Inventaire des Archives du charbonnage des Six-Bonnières, à Seraing*, qui fut exploité de 1809 à 1948, tandis qu'à celles de Mons, M^{me} Marie-Rose THIELEMANS nous donnait l'*Inventaire des Archives de la famille d'Olmen de Poederlé*. Ce fonds, intéressant surtout les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, contient des pièces généalogiques et des documents concernant des biens dispersés en Belgique, aux Pays-Bas et dans le nord de la France, principalement en Flandre maritime.

En langue flamande, M. C. WYFFELS a ajouté un supplément de près de mille pièces (parfois infimes) aux inventaires des chartes des comtes de Flandre, conservées au Rijksarchief de Gand, tandis qu'à Bruges, M. MARÉCHAL publiait l'inventaire des Archives de la Prévôté de Saint-Donatien (*Inventaris Van het Archief der Proosdij Van Sint-Donaas te Brugge*), tout au moins de la partie qui est conservée au Rijksarchief de Bruges. Cette seigneurie ecclésiastique, dont le titulaire fut jusqu'au XVI^e siècle un chanoine, puis, à partir de 1562, l'évêque de Bruges, possédait des biens très dispersés (notamment dans notre actuel département du Nord). Bien que l'institution fût très ancienne, le fonds renferme surtout des documents datant des derniers siècles de l'Ancien Régime.

J. GODARD.

Tunisie

COLLOQUE DE SOUSSE. — La société archéologique de Sousse, présidée par M. Hassen Ben Said, a organisé les 22, 23 et 24 avril 1960 un colloque d'historiens et de géographes dont le sujet portait sur le Sahel Tunisien. Voici la liste des communications présentées :

M. Pierre Cintas, directeur de la Mission archéologique française en Tunisie, à propos de trois vases trouvés dans la nécropole de Leptis Minor, étudie les imitations locales de poteries importées à l'époque punique.

M. Pierre Quoniam, professeur à la Faculté de Lyon, traite du statut municipal de Thuburbo Majus, et, à travers cet exemple, réfute la thèse des communes doubles.

M. J. W. Salomonson, conservateur du Musée de Leide, présente une nouvelle interprétation de la mosaïque du banquet costumé d'El Jem et insiste sur les rapports existants entre ces sujets figurés et les scènes d'amphithéâtre.

M. Mohamed Fendri, inspecteur des Antiquités, présente un rapport sur les fouilles qu'il vient de diriger à la Skira où a été dégagée une basilique d'époque byzantine.

M. Hopkins, professeur à l'Université de Londres, fait le recensement des textes des géographes arabes ayant trait à la région de Sousse.

En étudiant le texte du *Bellum africum*, M. Foucher utilise les cartes de l'Atlas des Centuriations romaines en Tunisie et propose de nouvelles hypothèses sur l'emplacement des villes de Zeta et Vaga.

Sur le même sujet, M. H. H. Abdul Wahab apporte de nouvelles précisions en

Chronique

se fondant sur l'analyse d'un manuscrit arabe où est mentionné le nom de Vaga.

La communication de M. Alexandre Lézine, maître de recherches au C. N. R. S., porte sur l'amphithéâtre d'El Jem et rectifie un certain nombre d'idées fausses sur le nombre de spectateurs et son rang parmi les amphithéâtres romains. M. Lézine étudie l'architecture de l'édifice et la configuration des sous-sols. Au cours de l'excursion, il apporte des précisions complémentaires.

M. Hedi Slim parle de l'ascension économique de *Thysdrus* et démontre que le développement de la ville doit être attribué à la politique d'encouragement de l'arboriculture prônée par les Antonins.

M. Sebag, chargé de recherches, évoque les expéditions arabes au VIII^e siècle et prouve que, pendant cette période, c'est de Tunis et non du port de Sousse que s'effectuent les raids.

M. Béchir Ghalloussi, chargé des archives générales de Tunisie, traite des archives du Sahel au XIX^e siècle et de tous les services qu'elles peuvent rendre aux chercheurs.

M^{me} Slama, s'appuyant sur des documents d'archives puisés à des sources diverses, fait revivre la révolte de 1864 dans le Sahel.

M. Poncet, docteur ès lettres, présente une communication sur l'ancien habous Aziza Othmana ; il dégage les causes qui ont entraîné des conflits entre l'administration des habous et les occupants du terrain et tous les inconvénients qui en ont résulté.

M. Faham indique d'une façon précise la fonction régionale actuelle de la ville de Sousse et ajoute ainsi, aux actes de ce colloque qui vont constituer un numéro spécial des *Cahiers de Tunisie*, un document très intéressant sur les problèmes qui se posent actuellement dans la capitale du Sahel.

M. P. Romanelli, qui représentait, avec M. Tibiletti, l'archéologie italienne, termine le cycle des communications en évoquant la place des corporations à Ostie, où divers ports de la côte du Sahel, Gummi, Sulechthum et Acholla avaient leurs *stationes*.

L'excursion du dimanche 24 avait pour thème principal la campagne de César en Afrique : les sites de Ruspina, d'Uzitta, de Thapsus et d'Aggar ont été visités, sous la conduite de M. Foucher, qui a ensuite montré aux congressistes les fouilles qu'il conduit à El Jem depuis deux ans.

Louis FOUCHER,
Conservateur du Musée de Sousse.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Acoustique musicale, 452.
Aleus (Jean-Pierre). Le Moyen-Orient, 201.
Alexander Minorita Expositio in Apocalypsim, éd. par A. Wachtel, 129.
Alphandry (Paul) et Dupront (Alphonse). La chrétienté et l'idée de croisade. II : Recommençements nécessaires (XII^e-XIII^e siècles), 169.
Ältesten steirischen Landtagsakten 1396-1519 (Die). Teil II : 1452-1498, éd. par B. Seuffert et G. Kogler, 132.
Ammaan (Hektor). Freiburg als Wirtschaftsplatz im Mittelalter, 389.
Appolis (Émile). Une proposition de suppression de l'Inquisition par un catholique éclairé d'Italie (1744-1747), 226.
Archives de philosophie du droit, N° 5, La théologie chrétienne et le droit, 445.
Atti del XXXV Congresso di storia del Risorgimento italiano (Torino, 1-4 septembre 1956), 462.
Aubert (Marcel) et Goubet (Simone). Cathédrales et trésors gothiques, 171.
Aron (Henri). Ludwig Feuerbach ou la transformation du sacré, 449.
Bader (Karl Siegfried). Das mittelalterliche Dorf als Friedens- und Rechtsbereich, 381.
Baldasseroni (Giovanni). Memorie (1833-1859), éd. par Renato Mori, 464.
Beiträge zur bernischen und schweizerischen Rechts- und Verfassungsgeschichte, Festgabe für Prof. Dr. Hermann Rennefahrt, 379.
Berger (Gaston) et Renouvin (Pierre). Le monde en devenir, 205.
Beitrams. Antwerpse Schepenbrieven, 492.
Beumann (H.). Zur Entwicklung transpersonaler Staatsvorstellungen, 372.
— et Schlesinger (W.). Urkundenstudien zur deutschen Ostpolitik unter Otto III, 369.
Bessola (G. A.). Das ottonische Kaisertum in der französischen Geschichtsschreibung des 10. u. beginnenden 11. Jahrhunderts, 148.
Blaschke (A.). Kaiser Karls Jugendleben und St. Wenzelslegende, 398.
Blumenthal (Henry). A reappraisal of Franco-American Relations (1830-1871), 192.
Bohr-Tylings (Stanislas). Napoléon III et le problème polonais (1830-1859), 217.
Bodmer (Jean-Pierre). Der Krieger der Mörwingerzeit und seine Welt. Eine Studie als Form der menschlichen Existenz im Frühmittelalter, 136.
Bog (Ingomar). Dorfgemeinde, Freiheit und Unfreiheit in Franken, 382.
Böhmer (J. F.). Regesta Imperii ; II : Sächsisches Haus. Dritte Abteilung. Die Regesten des Kaiserreichs unter Otto III, éd. par M. Uhlitz, 126.
Boppe (Roger). L'homme et la guerre. Le docteur Louis Appia et les débuts de la Croix-Rouge, 451.
Borah (Woodrow). Silk rising in colonial Mexico, 347.
— et Cook (Sturblorne F.) Price trends of some basic commodities in Central Mexico (1531-1570), 349.
Bouman (C. A.). Sacring and crowning, 146.
Boutruche (Robert). Seigneurie et féodalité. I : Le premier âge des liens d'homme à homme, 167.
Brincken (A. D. von den). Studien zur lateinischen Weltchronistik bis in das Zeitalter Ottos von Freising, 394.
Brogan (D. W.), Butterfield (H.), Darby (H. C.), Hampden Jackson (J.). A short History of France to the present day, 216.
Brühl (Carlheinrich). Königspfalz und Bischofsstadt in fränkischer Zeit, 140.
Brüske (W.). Untersuchungen zur Geschichte des Lutizenbundes, 370.
Bruun (Geoffrey). Nineteenth Century European Civilization. 1814-1914, 207.
Buonocore (Francesco). Nunziatura a Colonia. A cura di Furio Diaz, Vol. 1 et 2, 448.
Butterfield (H.). Voir Brogan (D. W.).
Cahiers d'Etudes africaines, n° 1, 255.
Camerani (Sergio). Voir Tabarrini (N.).
Campbell (J. Mc Leod). African history in the making, 213.
Candolfo (Giorgio). Storia dell' Italia moderna. I : Le origini del Risorgimento (1700-1815). II : Dalla Restaurazione alla Rivoluzione nazionale (1815-1846), 183.
Capoche (Luis). Relacion general de la Villa Imperial de Potosí, éd. par Lewis Hanke, 59.
Casevitz (Jean). Une loi manquée, la loi Niel (1866-1868). L'armée française à la veille de la guerre de 1870, 194.
Chaloner (W. H.). Voir Engels as Military Critic.
Charles-Quint et son temps, 428.
Chesneauux (Jean). Sun Yat-sen, 214.
Christian (Carol). Into strange country, 213.

Index bibliographique

Chronik des Klosters Petershausen (Die), éd. par O. Feger, 133.

Cipolla (Carlo M.). Storia dell' economia italiana. T. I : Scoli settimo-deciasettimo, 165.

Concolorcorvo. El Lazarillo de Ciegos Caminantes, par J. J. Real Diaz, 59.

Conrad (Hermann). Die mittelalterliche Besiedlung des deutschen Ostens und das deutsche Recht, 383.

Cook (Sherburne F.). The historical demography and ecology of the Teotlalpán, 341.

— Voir *Borah (W.)*.

Coz (C.). Talleyrand's successor Armand Emmanuel Duplessis, duc de Richelieu (1766-1822), 216.

Crazybecks (Jan). Voir Dokumenten.

Cram (Kurt-Georg). Judicium belli. Zum Rechtscharakter des Krieges im deutschen Mittelalter, 137.

Croce (Benedetto). Histoire de l'Europe au xix^e siècle, 208.

Crocknell (Basil E.). Canvey Island. The History of a Marshland Community, 220.

Curtis (Michael). Three against the Third Republic : Sorel, Barrès and Maurras, 218.

Cusanus Texte IV. Briefwechsel des N. von Kues, 4. Sammlung, Nikolaus von Kues und der deutsche Orden, éd. par E. Maschke, 134.

Dancwerc offert à M. D. Th. Enklaar pour son soixante-cinquième anniversaire, 447.

Darby (H. C.). Voir *Brogan (D. W.)*.

Davis (Charles Till). Dante and the Idea of Rome, 225.

Deanealy (Margaret). A History of early medieval Europe 476 to 911, 135.

Démosthène. Plaidoyers politiques, II : Contre Midias ; Contre Aristocrate, éd. par Jean Humbert et Louis Gernet, 455.

Derine (Raymond). Le droit de propriété en France et en Belgique au xix^e siècle : droit absolu et quasi illimité ? Contribution à l'histoire du droit privé moderne, 446.

Despy. Inventaire des Archives de l'abbaye de Villers, 492.

Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Friedrich III, 3. Abt., 2. Hälfte, I. 1444, éd. par W. Kämmerer, 132.

Deutsches Dante-Jahrbuch, t. XXXIII, 225.

Diaz (Furio). Voir *Buonosí (Fr.)*.

— (José J. Real). Don Alonso Carrión de la Vandera, autor del Lazarillo de Ciego Caminantes, 73.

— Voir *Concolorcorvo*.

Dictionnaire de Biographie française, t. VIII, fasc. LXVIII (Chrétien-Cléry) ; t. IX, fasc. XLIX (Cleinger-Collas), 443.

Dictionnaire des biographies publié sous la direction de Pierre Grimal, 443.

Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, fasc. 80 (Discourse-Downside) et 81 (Downside-Dumna), 446.

Dokumenten voor de Geschiedenis van Prijzen en Lonen in Vlaanderen en Brabant (xv^e-xviii^e eeuw). Documents pour l'histoire des prix et des salaires en Flandre (xv^e-xviii^e siècles), sous la direction de Charles Verlinden et Jan Craeybeckz, 428.

Douglas (Richard M.). Jacopo Sadoletto, 1477-1547, Humanist and Reformer, 426.

Drioton (E.). L'Egypte pharaonique, 454.

Dubled (Henri). Aspects de l'économie cistercienne en Alsace au xii^e siècle, 383.

Duffy (James). Portuguese Africa, 435.

Dugas (Charles) et Flacelière (Robert). Théâtre. Images et récits, 211.

Duncan (S. et P.). Bonganga. The experiences of a missionary doctor, 213.

Du Pasquier (Marcel). Edgar Quinet en Suisse, douze années d'exil (1858-1870), 210.

Dupront (Alphonse). Voir *Alphandéry (Paul)*.

Edgar-Bonnet (George). Ferdinand de Lesseps, après Suez, le pionnier de Panama, 195.

Engels as Military Critic, éd. par W. O. Henderson et W. H. Chaloner, 450.

Enklaar (D. Th.). Voir Dancwerc.

Estailleur-Chanteraine (Philippe d'). L'émir magnanime Abd-el-Kader le Croyant, 213.

Fainod (Merle). Smolensk under soviet rule, 440.

Fasoli (Gina). Momenti di storia e storiografia feudale italiana, 222.

Feger (Otto). Voir Chronik des Klosters Petershausen (Die).

Festschrift zur 500 Jahrfeier der Universität Greifswald, 17. 10. 1956, 397.

Fichtenau (Heinrich). Arenga Spätantike und Mittelalter im Spiegel von Urkundenformeln, 124.

Filangieri (Riccardo). I registri della Cancelleria Angioina ricostruiti ; t. XIII : 1275-1277, 222.

Fischer (Jürgen). Oriens-Occidens-Europa. Begriff und Gedanke in der späten Antike und im frühen Mittelalter, 135.

Flacelière (Robert). La vie quotidienne en Grèce au siècle de Périclès, 415.

— Voir *Dugas (Charles)*.

Florilegium Testamentorum ab imperatoribus et regibus sive principibus nobilibus conditorum ab anno 1189 usque ad annum electionis Rudolfi illustris regis Romanorum perductum, éd. Günther Wolf, 128.

Index bibliographique

French (Gerald). Gordon Pacha of the Sudan. The life story of an ill-requited soldier, 458.

Friedrich (Hugo). Dante, 225.

Garthoff (Raymond L.). The soviet image of future war, 28.

Geisendorf (Paul-F.). L'Université de Genève, 1559-1959, 221.

Geramb (Viktor von). Wilhelm Heinrich Riehl. Leben und Wirken, 461.

Gernet (Louis). Voir *Démosthène*.

Geuss (Herbert). Bismarck und Napoléon III. Ein Beitrag zur Geschichte der preussisch-französischen Beziehungen 1851-1871, 452.

Gimpl (Sister Caroline Ann). The « Correspondant » and the founding of the French Third Republic, 218.

Goetz (W.). Translatio Imperii, 150.

Goldene Buße Kaiser Karls IV 1356 (Die), éd. par K. Müller, 128.

Goubet (Simone). Voir *Aubert (Marcel)*.

Granet (Marcel). Danses et légendes de la Chine ancienne, 164.

Grimal (Pierre). Voir Dictionnaire des biographies.

Grosser Historischer Weltatlas. Teil III : Neuzeit, 173.

Grossmann (Karl). Voir Jacob Unrest.

Grundmann (Herbert). Der Cappenberg Barbarossakopf und die Anfänge des Stiftes Cappenberg, 398.

Grundmann (H.). Vom Ursprung der Universität im Mittelalter, 396.

Guichonnet (Paul). Cavour et la Savoie. Lettres inédites à Léon Costa de Beauregard, 217.

Guillemin (Henri). L'héroïque défense de Paris (1870-1871), 437.

Halecki (Oscar). From Florence to Brest (1439-1596), 176.

Hampden Jackson (S.). Voir *Brogan (D. W.)*.

Hampf (Franz). Alexander der Große, 212.

Hanke (Lewis). Aristotle and the American Indians. A study in Race Prejudice in the Modern World, 59.

— Voir *Capoche (Luis)*.

Hargrave (Reginald). The Narrow Seas, a History of the English Channel, 209.

Hauemann (F.). Reichskanzlei und Hofkappelle unter Heinrich V und Konrad III, 378.

Hautecaur (Louis). Histoire de l'art, 161.

Heßling (H.). Ekkehard IV. Die Geschichten des Klosters St. Gallen, 390.

— Saeculum humanum, 154.

Henderson (W. O.). Voir Engels as Military Critic.

Histoire de l'Université de Genève, IV. T. I : L'Université de 1914 à 1956 ; t. II : Annexes, Historique des Facultés et des Instituts, 1914-1956, par P. E. Martin, 221.

Histoire et historiens dans l'antiquité. Entretiens, tome IV, 211.

Historica, n° 1, 1959, 254.

History and archaeology in Africa, Second Conference held in July 1957 at the School of Oriental and African Studies, 412.

Hoffmann (Hartmut). Untersuchungen zur Karolingischen Annalistik, 124.

Hugelmann (K. G.). Stämme, Nationen und Nationalstaat im deutschen Mittelalter, 374.

Humbert (Jean). Voir *Démosthène*.

Huré (Jean). Histoire de la Sicile, 223.

Hytier (Adrienne Doris). Les dépêches diplomatiques du comte de Gobineau en Perse, 451.

Inventaire des périodiques étrangers reçus en France par les Bibliothèques et les organismes de documentation en 1957-1958, 2^e édition, 479.

Jacob Unrest österreichische Chronik, éd. par K. Grossmann, 134.

Jaurès (Jean). Textes choisis, tome 1^{er} : Contre la guerre et la politique coloniale, éd. par M. Rebériou, 219.

Journal of African History (The), n° 1, 255.

Kammerer (Walter). Voir Deutsche Reichstagsakten.

Kempf (F.). Das mittelalterliche Kaisertum. Ein Deutungsvorlesung, 152.

Kirfel (H. J.). Weltherrschaftsidee und Bündnispolitik. Untersuchungen zur auswärtigen Politik der Staufer, 149.

Klee (Karl). Das Unternehmen « Seelöwe ». Dokumente zum Unternehmen « Seelöwe », 438.

Klingelhöfer (Erich). Die Reichsgesetze von 1220, 1231/32 und 1235. Ihr Werden und ihre Wirkung im deutschen Staat Friedrichs II, 379.

Kogler (G.). Voir Ältesten steirischen Landtagsakten.

Königtum (Das). Seine geistigen und rechtlichen Grundlagen, recueil sous la direction de Th. Meyer, 138.

Kretschmar (H.). Voir Vom Mittelalter zur Neuzeit.

Krieger (Leonard). The German idea of freedom. History of a political tradition, 460.

Lapeyre (Henri). Géographie de l'Espagne morisque, 360.

Lehmann (Rudolf). Die Urkunden des Luckauer Stadtarchivs in Regesten. Deutsche

Index bibliographique

Akademie der Wissenschaften zu Berlin, 131.

Leites (Nathan). On the game of politics in France, 219.

Lepotier (Amiral). Les Russes en Amérique, 227.

Lequenne (Fernand). Les Galates, 456.

Le Roy Gordon (B.). Human Geography and Ecology in the Sinu Country of Colombia, 362.

Leuilliot (Paul). L'Alsace au début du xix^e siècle. Essai d'histoire politique, économique et religieuse (1814-1830). I : La vie politique, 186.

Lhotsky (A.). Thomas Ebendorfer. Ein österreichischer Geschichtsschreiber, Theologe und Diplomat des 15. Jahrhunderts, 399.

L'Huillier (Fernand). Fondements historiques des problèmes du Moyen-Orient, 201.

— Le Moyen-Orient contemporain (1946-1958), 201.

Lograsso (Angelina H.). Piero Maroncelli, 434.

Longrigg (St. H.). Syria and Lebanon under French Mandate, 203.

Lopez (Roberto S.). La prima crisi della Banca di Genova (1250-1259), 224.

Löser (F.). Die Vita Brunonis des Ruotger, 147.

Löwe (Heinz). Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter. Vorzeit und Karolinger. III Heft : Die Karolinger vom Tode Karls d. Gr. bis zum Vertrag von Verdun, 123.

Luomala (Katharina). Voices on the wind. Polynesia myths and chants, 658.

McCullough (Helen Craig). The Taiheiki, A Chronicle of Medieval Japan, 659.

Mannitus (K.). Gunzo Epistola ad Augienses und Anselm von Besate Rhetorimachia, 391.

Marchal. Inventaris Van het Archief der Proosdij Van Sint-Donaas te Brugge, 493.

Marguani (Robert). Thiers et le baron Cotta. Étude sur la collaboration de Thiers à la Gazette d'Augsbourg, 188.

Martin (P. E.). Voir Histoire de l'Université de Genève.

Mascher (Karlheinz). Reichsgut und Komitat am Südaus im Mittelalter, 377.

Maschke (Erich). Verfassung und soziale Kräfte in der deutschen Stadt des späten Mittelalters, vornehmlich in Oberdeutschland, 388.

— Voir Cusanus.

Matrikel der Universität Wien (Die),

1. Band : 1377-1450 ; 2. Lieferung, éd. Leo Santifaller, 397.

Mayer (Theodor). Papsttum und Kaisertum. Werden, Wesen und Auflösung einer Weltordnung. Ein Kritisches Ueberblick, 153.

— Voir Königium (Das).

— Voir Studien zu den Anfangen...

Mazzoleni (Jole). Fonti aragonesi a cura degli archivisti napoletani, t. I, 222.

— Le pergamene di Capua ; t. I : 972-1265, 222.

Modupe (Prince). I was a savage, 212.

Mohr (Walther). Die Krise des Kirchlichen Einheitsprogramms im Jahre 858, 141.

— Entwicklung und Bedeutung des lothringischen Namens, 141.

— Studien zur Charakteristik des Karolingischen Königiums im 8. Jahrhundert, 140.

Mollay (Karl). Voir Ofner Stadtrecht.

Moreel (Léon). Catroux le Méditerranéen, 214.

Mori (Renato). Voir Baldasseroni (G.).

Müller (Konrad). Voir Goldene Bulle.

Nakamura Kichiji. Nihon-no sonraku-kyōdōtai (Communautés villageoises du Japon), 163.

Nebel (Gerhard). Homer, 416.

Nihon-ni okeru rekishigaku-no hattatsu-to genjū, • Développement et état actuel des sciences historiques au Japon », 215.

Niitama (Vilho). Das Strandrecht in Nord-europa im Mittelalter, 280.

O'Connell (D. P.). The law of state succession, 445.

Ofner Stadtrecht (Das). Eine deutschsprachige Rechtssammlung des 15. Jahrhunderts aus Ungarn, éd. par Karl Mollay, 133.

Ohnsorge (Wilhelm). Das Kaiserbündnis von 842-844 gegen die Sarazenen, 142.

O'Reilly (Patrick). Hébridais. Répertoire bio-bibliographique des Nouvelles-Hébrides, 457.

Origo (Iris). The Merchant of Prato Francesco di Marco Datini, 224.

Ormesson (Wladimir d'). La présence française dans la Rome des Papes, 466.

Ota Capdequ (José María). Instituciones, t. 14 de la Historia de América, 344.

Palmer (D. Edmunds). Law and civilization, 207.

Panella (Antonio). Voir Tabarrini (M.).

Parry (J. H.). The sale of public office in the Spanish Indies under the Habsburgs, 343.

Parsons (James J.). Antioqueña colonization in Western Columbia, 353.

Index bibliographique

Partner (Peter). The Papal State under Martin V. The Administration and Government of the Temporal Power in the early Fifteenth Century, 226.

Peyer (Hans Conrad). Stadt und Stadtpatron im mittelalterlichen Italien, 226.

Phelan (John Leddy). The Millenial Kingdom of the Franciscans in the New World. A study in the writings of Geronimo de Mendieta (1525-1604), 62.

Piane (Mario Delle). Vecchio e nuovo nelle idee politiche di Pietro Dubois, 422.

Pietri (François). L'Espagne du Siècle d'Or, 215.

Pistarino (Geo). Una fonte medievale falsa e il suo presunto autore. Saladino « de Castro de Sarzane » e Alfonso Ceccarelli, 179.

Popp (Harald). Die Einwirkung von Vorzeichen, Opfern und Festen auf die Kriegsführung der Griechen im 5. und 4. Jahrhundert v. Chr., 456.

Popovic-Radenkovic (Mirjana). Le relazioni commerciali fra Dubrovnik (Ragusa) e la Puglia nel periodo angioino (1266-1442), 224.

Pytheas von Marseille. Ueber das Weltmeer : Die Fragmente übersetzt und erläutert von D. Stichtenoth, 456.

Ranckers (J.). Das Alter des Kaiserkrönungsordens Cencius II, 146.

Randles (W. G. L.). L'image du Sud-Est africain dans la littérature européenne au XV^e siècle, 62.

Rebérioux (Madeleine). Voir Jaurès (Jean). Recherches africaines, n° 1, 1960, 253.

Reid (J. M.). Scotland Past and Present, 219.

Rennefahrt (Prof. Dr. H.). Voir Beiträge.

Renouvin (Pierre). Voir Berger (Gaston).

Ritter (Gerhard). Lebendige Vergangenheit. Beiträge zur historisch-politischen Selbstbestimmung, 461.

Ropp (Theodore). War in the Modern World, 450.

Roy (Joseph-Antoine). Histoire du Jockey-Club de Paris, 216.

Runciman (Steven). The Sicilian Vespers, 223.

Russell (Wilfrid). Indian Summer, 458.

Saint-Paulien. Saint François Borgia, l'expiateur, 461.

Santifaller (Léo). Voir Matrikel der Universität Wien.

Sasso (Gennaro). Niccolò Machiavelli. Storia del suo pensiero politico, 423.

Sauer (Carl). Colima of New Spain in the XVIII Century, 353.

Schilgen (Friedrich von). Zwischen Nil und Himalaya. Englands Weg als Kolonialmacht, 458.

Schindler (Margarete). Buxtehude. Studien zur mittelalterlichen Geschichte einer Gründungsstadt, 387.

Schlessinger (W.). Voir Beumann (H.).

Schmidt (Heinrich). Die deutschen Städtechroniken als Spiegel des bürgerlichen Selbstverständnisses im Spätmittelalter, 393.

Schramm (Wilbur). One day in the world's press : Fourteen Great Newspapers on a Day of Crisis, 209.

Schwarz (Ernst). Sudetendeutsche Familiennamen aus vorhussitischer Zeit, 372.

Semmler (J.). Die Klosterreform von Siegburg. Ihre Ausbreitung und ihr Reformprogramm im 11. und 12. Jahrhundert, 392.

Sédillot (René). Histoire des colonisations, 212.

Serafini (Alberto). Pio IX. Giovanni Mastai Ferretti. Vol. I : Le vie della Provvidenza (1792-1846), 191.

Seuffert (Burkhard). Voir Ältesten steirischen Landtagsakten.

Sevin (Heinrich). Die Gebiden, 136.

Simon (Marcel). St. Stephen and the Hellenists in the primitive Church, 417.

Sisto (Alessandra). I feudi imperiali del Torinese (sec. XI-XIX), 222.

Smith (Prudence). Africa in transition : B. B. C. talks on changing conditions in Southern Africa, 213.

Spitz (L. W.). Conrad Celtis, The German arch-humanist, 399.

Speehr (Florence Mann). Voir Tetens (Captain A.).

Sprömberg (Heinrich). Voir Vom Mittelalter zur Neuzeit.

Staatschriften des späteren Mittelalters, I. Band (écrits d'Alexandre de Roes), V. Band (écrits de Dietrich de Nieheim), 130.

Steinen (Wolfram von den). Canossa. Heinrich IV und die Kirche, 377.
— Der Kosmos des Mittelalters, 419.

Stengel (Edmund E.). Voir Urkundenbuch des Klosters Fulda.
— Die Entstehung der Kaiserchronik und der Aufgang der staufischen Zeit, 395.

Stichtenoth (D.). Voir Pytheas von Marseille. Studien zu den Anfangen des europäischen Stadtwesens, éd. Theodor Mayer, 384. Studien zur Deutsch-italienischen Geistesgeschichte. Band 3, 198.

Tabarrini (Marco). Diaries (1859-1860), éd. par A. Panella et Sergio Camerani, 464.

Index bibliographique

Tessens (Captain Alfred). Among the savages of the South Seas. Memoirs of Micronesia, 1862-1868, éd. par F. M. Spehr, 457.

Thiélemans (Marie-Rose). Inventaire des Archives de la famille d'Olmen de Pederlé, 493.

Thomas (Benjamin E.). Trade routes of Algeria and the Sahara, 447.

Thorpe (Ellen). Ladder of bones, 458.

Tōhoku daigaku, Bungaku bu kenkyū nempō (Rapports annuels de la Faculté des Lettres de l'Université de Sendai), t. IX et X, 459.

Uhlitzs (Mathilde). Die älteste Lebensbeschreibung des Heiligen Adalbert, 147.
— Untersuchungen über Inhalt und Datierung der Briefe Gerberts von Aurillac, 127.
— Voir Böhmer (J. F.).

Urkundenbuch des Klosters Fulda, 1. Band, éd. par E. Stengel, 128.

Veliani (Leo). Dall'antifascismo alla Resistenza, 465.

Van den Baar (P.). Die kirchliche Lehre der Translatio Imperii Romani, 150.

Vauvard (Maurice). Jansénisme et gallicanisme aux origines religieuses du Risorgimento, 462.

Velikovsky (Immanuel). Oedipus and Akhnaton, Myth and History, 454.

Verlinde (Charles). Voir Dokumenten.

Villard (François). La céramique grecque de Marseille (VI^e-IV^e siècle), 413.

Virally (Michel). La pensée juridique, 207.

Vom Mittelalter zur Neuzeit. Zum 65. Geburtstag von Heinrich Sprömberg, hgg. von H. Kretschmar, 388.

Wachtel (A.). Voir Alexander Minorita.

Wallace (Kathleen). This is your home. A portrait of Mary Kingsley, 458.

Wangermann (Ernst). From Joseph II to the Jacobin Trials. Government, Policy and Public Opinion in the Habsburg Dominions in the Period of the French Revolution, 180.

Wartburg (W. von). Revolutionäre Gestalten des 19. und 20. Jahrhunderts, 449.

Wegener (Wilhelm). Böhmen-Mähren und das Reich im Hochmittelalter. Untersuchungen zur staatsrechtlichen Stellung Böhmens und Mährens im deutschen Reich des Mittelalters, 919-1253, 371.

Wenskus (R.). Studien zur historisch-politischen Gedankenwelt Bruns von Querfurt, 148.

Wenzlaff Eggebert (F. W.). Geschichtliche und dichterische Wirklichkeit in der deutschen Kreuzzuglyrik, Festgabe Lortz, 396.

Werner (Ernest). « Pauperes Christi ». Studien zu sozialreligiösen Bewegungen im Zeitalter des Reformpapstums, 226.

West (R. C.). The Mining community in Northern New Spain. The Parral Mining District, 353.

Whyms. Léopoldville. Son histoire, 1881-1956, 213.

Wolf (G.). Ein unveröffentlichtes Testament Kaiser Friedrichs II, 153.

Wolf (Günther). Voir Florilegium Testamentorum.

Zibermayr (Ignaz). Noricum Bayern Österreich, 142.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CCXXIV

■ *Articles de fond*

	Pages
LAMBERT (Maurice). La naissance de la bureaucratie	1
DION (Roger). Tartessos, l'Océan homérique et les travaux d'Hercule.	27
NETCHKINA (M. V.). Les historiens soviétiques et le mouvement social russe antérieur à la grande Réforme de 1861	45
GAUTHIER (Philippe). Grecs et Phéniciens en Sicile pendant la période archaïque	257
CHEVALLIER (Dominique). Lyon et la Syrie en 1919. Les bases d'une intervention	275

■ *Mélanges*

CHAUNU (Pierre). Notes péruviennes (xvi ^e , xvii ^e , xviii ^e siècles). Aristote et le Potosi	59
BOUVIER (Jean). Les intérêts financiers et la question d'Égypte (1875-1876).	75
BONNIN (Georges). Les archives allemandes d'Alexandria	105
MICHEL (Henri). Pour une chronologie de la Résistance	111
DION (Roger). A propos des origines du vignoble bourguignon	321
POCQUET DU HAUT-JUSSÉ (B.-A.). La Renaissance littéraire autour de Henri V, roi d'Angleterre (Deux lettres inédites, 1412)	329
CHAUNU (Pierre). Une histoire hispano-américaine pilote. En marge de l'œuvre de l'École de Berkeley	339

■ *Bulletins historiques*

Histoire d'Allemagne au Moyen Age. Publications des années 1955-1959 (1 ^{re} partie), par Ph. Dollinger et R. Folz	123
Ibid (2 ^e partie).	369

■ *L'Orientation actuelle des études historiques*

Les études historiques en Pologne au début de 1960, par I. Pietrzak-Pawlowska	155
Les études historiques en Espagne au début de 1960, par M. Defourneaux.	401

■ *Les centres de recherches historiques*

En France : le Centre de recherches d'histoire et civilisation byzantines à la Sorbonne, par P. Lemerle	409
	501

Table des matières

■ Comptes rendus critiques

ALEM (Jean-Pierre). Le Moyen-Orient (A. Raymond)	201
ALPHANDÉRY (Paul) et DUPONT (Alphonse). La chrétienté et l'idée de croisade. II : Recommencements nécessaires (xii ^e -xiii ^e siècles) (G. Duby)	169
AUBERT (Marcel) et GOUBET (Simone). Cathédrales et trésors gothiques (Georges Gaillard)	171
BERGER (Gaston) et RENOUVIN (Pierre). Le monde en devenir. T. XX de l'« Encyclopédie française » (Marcel Reinhard)	205
BLUMENTHAL (Henry). A reappraisal of Franco-American Relations (1830-1871) (Louis Girard)	192
BOUTRUCHE (Robert). Seigneurie et féodalité. I : Le premier âge des liens d'homme à homme (G. Duby)	167
CANDELORO (Giorgio). Storia dell'Italia moderna. I : Le origini del Risorgimento (1700-1815) ; II : Dalla Restaurazione alla Rivoluzione nazionale (1815-1846) (Paul Guichonnet)	183
CASEVITZ (Jean). Une loi manquée, la loi Niel (1866-1868). L'armée française à la veille de la guerre de 1870 (Louis Girard)	194
Charles-Quint et son temps (Pierre Chaunu)	428
CRIPOLLA (Carlo M.). Storia dell'economia italiana. T. I : Secoli settimo-decassettesimo (E. G. Léonard)	165
Dokumenten voor de Geschiedenis van Prijzen en Lonen in Vlaanderen en Brabant (xv ^e -xviii ^e eeuw). Documents pour l'histoire des prix et des salaires en Flandre (xv ^e -xviii ^e siècles), sous la direction de Charles VELDINGEN et de Jan CRAEYBECKX (Pierre Chaunu)	428
DOUGLAS (Richard M.). Jacopo Sadoleto, 1477-1547, Humanist and Reformer (J. Delumeau)	426
DUFFY (James). Portuguese Africa (Henri Brunschwig)	435
EDGAR-BONNET (George). Ferdinand de Lesseps après Suez, le pionnier de Panama (Louis Girard)	195
FAINSOD (Merle). Smolensk under soviet rule (Fr.-X. Coquin)	440
FLACELIERE (Robert). La vie quotidienne en Grèce au siècle de Périclès (Paul Cloché)	415
GRANET (Marcel). Danses et légendes de la Chine ancienne (Jacques Gernet) .	164
Grosser Historischer Weltatlas. Teil III : Neuzeit (G. Castellan)	173
GUILLERMIN (Henri). L'héroïque défense de Paris (1870-1871) (Louis Girard)	437
HALECKI (Oscar). From Florence to Brest (1439-1596) (Ambroise Jobert) .	176
HAUTEBOUR (Louis). Histoire de l'art (Georges Gaillard)	161
History and archaeology in Africa, Second Conference held in July 1957 at the School of Oriental and African Studies (Jean Leclant)	412
KLEE (Karl). Das Unternehmen « Seelowé ». Dokumente zum Unternehmen « Seelowé » (Général Lessien)	438
LEUILLIOT (Paul). L'Alsace au début du xix ^e siècle. Essai d'histoire politique, économique et religieuse (1815-1830). I : La vie politique (Jean Vidalenc)	186

Table des matières

L'HUILLIER (Fernand). Fondements historiques des problèmes du Moyen-Orient (A. Raymond)	201
ID. Le Moyen-Orient contemporain (1946-1958) (Id.)	201
LOGRASSO (Angelina H.). Piero Maroncelli (Paul Guichonnet)	434
LONGRIGG (Stephen Hemsley). Syria and Lebanon under French Mandate (A. Raymond)	203
MARQUANT (Robert). Thiers et le baron Cotta. Étude sur la collaboration de Thiers à la « Gazette d'Augsbourg » (Jean Vidalenc)	188
NAKAMURA Kichiji. Nihon-no sonraku-kyodotai (Communautés villageoises du Japon) (Ch. Haguenauer)	163
NEBEL (Gerhard). Homer (Paul Cloché)	414
PIANE (Mario Delle). Vecchio e nuovo nelle idee politiche di Pietro Dubois (Robert Folz)	422
PISTARINO (Geo). Una fonte medievale falsa e il suo presunto autore. Saladino « de Castro de Sarzane » e Alfonso Ceccarelli (É. G. Léonard) . .	179
SASSO (Gennaro). Niccolò Machiavelli. Storia del suo pensiero politico (J. Delumeau)	423
SERAFINI (Alberto). Pio IX. Giovanni Mastai Ferretti. Vol. I : Le vie della Provvidenza (1792-1846) (Paul Guichonnet)	191
SIMON (Marcel). St. Stephen and the Hellenists in the primitive Church (A. Dupont-Sommer)	417
STEINEN (Wolfram von den). Der Kosmos des Mittelalters (Robert Folz). Studien zur Deutsch-italienischen Geistesgeschichte. Band 3 (Paul Guichonnet)	198
VILLARD (François). La céramique grecque de Marseille (vi ^e -iv ^e siècle) (Paul Cloché)	413
WANGERMANN (Ernst). From Joseph II to the Jacobin Trials. Government, Policy and Public Opinion in the Habsburg Dominions in the Period of the French Revolution (Jacques Godechot)	180

■ Notes bibliographiques

Histoire générale, 207, 443 ; Histoire ancienne, 211 ; Égypte ancienne, 454 ; Grèce ancienne, 455 ; Histoire coloniale, 212, 457 ; Extrême-Orient, 214 ; Japon, 459 ; Allemagne, 460 ; Espagne, 215, 461 ; France, 216 ; Grande-Bretagne, 219 ; Italie, 222, 462 ; Suisse, 221 ; U. R. S. S., 227.

■ Recueils périodiques et sociétés savantes

- Généralités, 229, 467.
- Préhistoire et histoire ancienne, 231, 469.
- Histoire du Moyen Age, 232, 470.
- Histoire moderne, 234, 472.
- Histoire religieuse moderne, 237, 474.
- Histoire de la culture moderne, 237, 475.
- Histoire économique et sociale moderne, 238, 476.

Table des matières

Histoire des relations internationales, 239, 477.
L'Asie, le Pacifique avant la colonisation, 478.

■ Chronique

Soutenances de thèses en Sorbonne : Jacques TRÉHEUX : *Études critiques sur les inventaires de l'indépendance délienne* (thèse principale) ; *Recherches sur la topographie et l'histoire de l'Acropole d'Athènes : la chalkothèque et l'opisthodome* (thèse complémentaire), par Noël Duval, p. 241. — Paul DEPECH : *La méthode historique de Polybe* (thèse principale) ; *Le livre XII des Histoires. Édition critique des fragments, traduction et commentaire* (thèse complémentaire), par Noël Duval, p. 480. — Pierre TUCOO-CHALA : *Gaston Fébus et le vicomté de Béarn (1343-1391)* (thèse principale) ; *L'indépendance du Béarn, des origines à 1620* (thèse complémentaire), par Henri Dubois, p. 486.

Diplômes d'Études supérieures soutenus devant les Facultés des Lettres en 1959, 245 ; France, 241, 479 ; Un colloque international sur l'artisanat à Besançon, 479 ; Allemagne, 490 ; Autriche, 491 ; Belgique, 492 ; États-Unis, 252 ; Guinée, 253 ; Italie, 254 ; Tchécoslovaquie, 254 ; Tunisie, 493 ; pour l'étude de l'Afrique, 255.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 495.

TABLE DES MATIÈRES, 501.

Le gérant : M. CROUZET.

NOGENT-LE-ROTROU, IMPRIMERIE DAUPELEY-GOUVERNEUR. — 3393 - 12 - 1960
Dépôt légal, 4^e trimestre 1960 IMP. n° 1008
IMPRIMÉ EN FRANCE

